

CONSEIL COMMUNAL DU 24 NOVEMBRE 2022
GEMEENTERAAD VAN 24 NOVEMBER 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart,
François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline
Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen
Delvoye, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile
Egrix, Blaise Godefroid, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier
Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Patrick Zygas, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin,
Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden) ;
Aron Misra, *Le Secrétaire communal adjoint f.f./De wnd. adjunct-gemeentesecretaris*

Excusés
Verontschuldigd

Thibaud Wyngaard, *Echevin(s) /Schepen(en)* ;
Diane Culer, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Michel Bruylant, Lise
Batugowski, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:40
Opening van de zitting om 18:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.11.2022/A/0001 **Interpellation citoyenne : le projet immobilier "jardins du Kinsendael".**

M. Limbos, représentant du Comité de quartier Bourdon-Horzél, souhaite délivrer un message important sur l'avenir de la commune d'Uccle en reprenant la formule connue « Cultivons nos jardins ».

Il s'agit des « jardins du Kinsendael », ce gigantesque projet immobilier qui porte si mal son nom, car il ne laisse pas beaucoup de place à la verdure et n'a rien à voir avec la réserve naturelle du Kinsendael.

Après la première commission de concertation, le promoteur a été prié de revoir sa copie, en raison de multiples dérogations. Après la deuxième enquête publique et une seconde commission de concertation, les habitants du quartier restent déçus, avec le sentiment d'avoir été floués. M. Limbos tient faire part de leur désarroi et à prier le Collège de prendre position.

Entre la 1^{er} et la 2^e versions de son projet, le promoteur a procédé à quelques révisions mineures, afin de limiter les dérogations initiales au PPAS n°66. Mais les objectifs de celui-ci ne sont toujours pas satisfaits.

Les objectifs de ce PPAS sont en effet les suivants :

- redynamiser les activités productives et préserver leur potentiel de développement économique pour la commune;
- maintenir et renforcer l'offre de proximité et les équipements (par exemple,

les écoles);

- réaliser de nouveaux espaces publics conviviaux (par exemple, les espaces verts)
- encadrer la création de logements.

Concernant l'offre de proximité et les équipements, ce projet ne propose rien.

Concernant la création de nouveaux espaces publics conviviaux, ce projet ne propose rien non plus. La première mouture du projet proposait une « butte paysagère » et quelques tables de pique-nique qui n'ont pas été prises longtemps au sérieux.

Concernant l'encadrement de la création de logements, il faudrait plutôt parler de maximisation quantitative : 199 logements sont prévus pour entasser 445 habitants, sans la moindre structure d'accueil (épicerie, café, crèche et autres équipements ou infrastructures collectives,...). Ces logements étant destinés à des familles de « standing moyen », 60 % d'entre eux comportent plus d'une chambre, c.à.d. des chambres supplémentaires réduites au minimum légal de 9 m².

Quatre hectares d'îlots à lotir auraient pu être une belle opportunité pour construire un ensemble multifonctionnel bien intégré. Les problèmes actuels du quartier seront au contraire aggravés. Tous ceux qui connaissent le quartier du Bourdon et ont tenté de le traverser ou de s'y arrêter aux heures de pointe connaissent bien la situation critique. Le trafic est intense, les bus ralentis, les embouteillages fréquents et les possibilités de stationnement minimales. Les problèmes de mobilité intenses et endémiques ne sont pas résolus, mais ils vont en outre s'amplifier considérablement avec les flux supplémentaires, la demande accrue pour les places de parking, et l'ajout quasiment de deux carrefours, rue du Château d'Or au pied du pont de chemin de fer et rue du Bourdon à hauteur du n° 100.

De plus, les gabarits des blocs n'ont aucune cohérence avec le bâti existant, que ce soit par la hauteur des bâtiments projetés ou la densité du bâti. Le projet transforme radicalement les caractéristiques urbanistiques des intérieurs d'îlot du cadre environnant.

La zone non-bâtie au n° 100 constitue la dernière « respiration » disponible dans la rue du Bourdon; de nombreux riverains demandent que cette zone de recul soit conservée. Et ils ne sont pas les seuls ! L'expertise phytosanitaire a fait valoir que la plupart des arbres sont en bonne santé et que certains ont un « potentiel esthétique », notamment ceux qui sont situés à l'entrée de la rue du Bourdon. Par conséquent, la valorisation de ces arbres dans le cadre d'un réaménagement des lieux a été vivement recommandée. Mais le promoteur n'en a cure et est prêt à abattre 70% des arbres; il s'en tient à ses plans de départ et déclare en commission de concertation que c'est la commune qui l'aurait « obligé » à construire à front de rue. Le comité de quartier en a été fort surpris. On comprend bien que le PPAS prévoit des zones constructibles, mais sans qu'il n'y ait pour autant une obligation de construire à tout prix dans tout le périmètre. Les riverains jugent toujours sévèrement le projet immobilier.

Le problème principal réside dans le fait que, faute de visibilité sur l'ensemble du projet « ex-Illochroma », les riverains sont forcés d'acheter un chat dans un sac.

Bien sûr, un promoteur est libre de phaser ses plans, mais il ne peut pas à la fois déclarer que la mixité sera assurée par la phase II du projet et affirmer - comme il l'a fait lors de la commission de concertation - que « personne ne sait de quoi sera faite cette 2^{ème} phase ». Il est donc toujours question de saucissonnage puisqu'il y a manifestement une interdépendance fonctionnelle.

Faut-il accepter plusieurs projets pharaoniques dans un îlot sans examiner leur incidence globale sur un quartier ?

Les riverains actuels se réjouissent d'être débarrassés du « chancre industriel » laissé par le site d'Illochroma. Mais ils redoutent de voir s'installer une zone bétonnée, une « cité-dortoir » insipide, comme on n'en a que trop construit dans les années 70.

Les citoyens que M. Limbos représentent sont prêts à accueillir de nouveaux habitants

à bras ouverts mais ils tiennent à conserver le côté multisocial du quartier. Ils ont l'impression que les projets éléphantesques à répétition témoignent non d'une volonté de faire partager ce petit coin d'Uccle mais plutôt de l'intention d'en faire une cible de choix pour les promoteurs en soif de terrains et pour une politique régionale de démolition-reconstruction, alors que les changements sociétaux récents ont ouvert la possibilité d'autres voies.

Au printemps de cette année, on a fêté à Bruxelles le centenaire des cités jardins.

Face à la pénurie de logements après la Première guerre mondiale, on a réussi ce tour de force de mettre un peu de campagne en ville, de construire à l'économie et en harmonie avec la nature des maisons modestes, réunissant des habitants de différentes classes d'âge, dans un quartier paisible, sans lésiner sur la convivialité. Aujourd'hui, on s'extasie sur le charme de ces îlots, mais sommes-nous devenus incapables de reprendre la tradition de nos grands-parents et d'en tirer les leçons ?

M. Limbos invite donc les différents intervenants à créer un réel dialogue autour d'une vision globale de mise en œuvre du PPAS n° 66. Le comité qu'il représente souhaite que le scénario de la saison 3 de ce projet s'écrive harmonieusement entre autorités publiques, constructeurs et habitants du quartier.

M. Desmet signale que le groupe Ecolo respectera les avis exprimés à l'issue des commissions de concertation.

Il s'agit d'une précision importante, étant donné que le Secrétaire d'Etat au Logement de la Région bruxelloise a manifesté, semble-t-il, le souhait de supprimer les commissions de concertation et de confier l'octroi des permis d'urbanisme directement au gouvernement.

Les riverains sont inquiets, dans la mesure où l'organisation en deux étapes de ce projet immobilier, censé se soumettre aux prescriptions du PPAS n° 66, ne permet pas une vision globale de l'urbanisation de ces 4 hectares.

De plus, la limitation du nombre de logements à 199 vise sans doute à éviter une étude d'incidence.

Le groupe Ecolo, loin d'être rassuré par l'appellation « jardins », s'inquiète de l'impact potentiel de ce projet sur les réserves du Kinsendael et du Kriekenput.

La parcelle la plus proche du Kinsendael se situe à moins de 70 mètres de la zone tampon. Le maillage vert et le projet offrent un potentiel de connexion. M. Desmet accorde une importance fondamentale au respect par le promoteur de son engagement quant au principe du « pré-verdissement ». Vu que le projet vise à déminéraliser la parcelle, il faut planter des essences qui permettent la connexion vers la voie de chemin de fer et le Kinsendael.

Toutefois, ce projet ne laisse pas suffisamment de place à la nécessaire mixité, prévue pourtant par le PPAS approuvé lors de la précédente mandature communale.

Pour les écologistes, la mixité productive ne suffit pas : il faut davantage d'équipements et de commerces de proximité.

Les logements seraient équipés de chaudières à gaz, ce qui ne constitue pas un choix très ambitieux. Pourquoi ne pas avoir opté pour des alternatives plus respectueuses de l'environnement, telles que par exemple les pompes à chaleur ?

La gestion de l'eau n'est pas non plus optimale, puisque les risques liés aux pluies décennales sont les seuls pris en compte.

En outre, rien n'est décidé dans les charges d'urbanisme, alors que le Collège reconnaît qu'elles devraient être orientées vers du logement conventionnel, particulièrement nécessaire à Uccle comme dans l'ensemble de la Région bruxelloise.

L'esthétisme du bâti proposé n'est pas en harmonie avec l'habitat actuel, à tout le moins pour ce qui concerne la rue du Bourdon.

Les écologistes reconnaissent la nécessité de créer des logements en région bruxelloise mais le développement urbanistique doit être opéré, de manière raisonnée, sur des espaces déjà construits (« la ville sur la ville »), en évitant l'étalement urbain

observé dans d'autres régions du pays.

M. Desmet admet néanmoins qu'il ne s'agit pas ici d'un espace vert menacé de destruction par un promoteur, comme c'est le cas pour le Keyenbempt.

M. Cools regrette le saucissonnage du dossier, qui ne permet pas de l'appréhender dans une vision globale.

Pour éviter l'étude d'incidence lorsqu'il y a 200 places de parking, le nombre d'emplacements a été fixé à 199.

Par ailleurs, ce seuil de 199 correspond à une place de parking par logement, ce qui n'est peut-être pas suffisant pour répondre aux besoins de mobilité des populations concernées.

M. Cools espère que le Collège veillera à garantir le respect des conditions émises en commission de concertation, notamment les exigences quant au renoncement au dernier étage en retrait de l'aile ouest du bâtiment 2.1 ou au recul du dernier étage en retrait du bâtiment 3.1 jusqu'à la limite arrière du bâtiment accolé à l'immeuble mitoyen de droite.

Il y a quand même eu une évolution positive, eu égard à l'avis défavorable émis en commission de concertation pour le précédent dossier.

M. Cools pense cependant qu'il faut aller plus loin, notamment pour ce qui concerne la zone à hauteur du n° 100 de la rue du Bourdon.

L'avis de la commission de concertation mentionne d'ailleurs la nécessité de maintenir le chêne situé sur la voirie, sans vraiment préciser comment procéder à une telle opération, si ce n'est par des élagages d'arbres.

En réalité, c'est par un recul du front bâti, de manière à ce qu'il ne soit pas situé le long de l'alignement de la voirie à hauteur du n° 100, qu'on peut maintenir une certaine respiration dans la rue du Bourdon.

L'avis défavorable des pompiers a de quoi susciter des interrogations. L'introduction d'un dossier suppose en effet que, sur le plan technique, on réponde aux exigences des pompiers.

Selon M. Cools, le dialogue doit se poursuivre car les réunions antérieures visaient davantage à fournir des informations qu'à établir un réel dialogue entre commune, Région, promoteur et habitants.

M. Cools insiste sur l'importance de la phase 2 car c'est elle qui va permettre de déterminer si le projet garantit une réelle mixité.

Or, M. Cools constate que, projet par projet, la part de l'activité économique dans ce secteur de la commune tend à devenir résiduelle.

Il invite donc le Collège à faire preuve d'une extrême vigilance.

M. Hayette estime que cette interpellation des citoyens du quartier Bourdon-Horzell vient au bon moment car, selon la célèbre formule, il n'est pas encore trop tard mais il est temps.

La première réunion de la commission de concertation avait suscité beaucoup d'espoir. En revanche, la dernière a refroidi tous les enthousiasmes.

La déception des citoyens ne date pas d'hier. En juin dernier, la tristesse se lisait sur les visages des personnes qui s'étaient déplacées pour entendre les promoteurs et experts, vu que ces derniers se sont contentés de mentionner le dépôt de la demande de permis d'urbanisme et d'expliquer le bien-fondé de leur projet pharaonique.

Mais pour M. Hayette, les citoyens ne doivent pas se laisser abattre car leur combat est légitime.

Il y aurait de quoi se décourager car elle oubliée, la vraie rencontre citoyenne promise par Mme l'Echevine de la Participation. Oubliées, les promesses du respect de la biodiversité ! Oublié, le projet d'un quartier convivial où les équipements collectifs auraient pu se partager l'espace avec des constructions au gabarit raisonnable ! Oubliés, les problèmes de mobilité, qui s'amplifieront avec un tel projet ! Mais les

électeurs s'en souviendront lors des échéances de 2024.

La commission de concertation a débouché sur un vague bricolage qui, comme l'a dit M. Cools, scinde le projet initial en deux entités pour éviter une étude d'incidence.

Le Collège manque d'empathie envers les citoyens alors que les financiers consentent juste à répondre à des conditions minimalistes telles que par exemple la garantie d'un commerce de proximité.

De même, la plantation de grands arbres déjà adultes ne vise-t-elle pas à cacher la honte de l'abattage du liquidambar à l'entrée du site côté Bourdon ?

Les autres conditions sont enrobées du même flou artistique, sans obligation de résultat.

Il est urgent de renouer le dialogue avec les habitants de ce quartier, convaincus d'être abandonnés par une majorité communale qui a clairement choisi son camp, celui des spéculateurs.

M. l'Echevin Biermann répond qu'en mars 2021, une demande de permis d'urbanisme a bien été introduite auprès d'Urban Brussels, la Région étant l'autorité délivrante.

Cette demande visait à démolir un bâtiment de bureaux et de commerces et à construire un ensemble de trois immeubles de logements et un espace d'activités productives sur une partie du PPAS n° 66 (en l'occurrence la partie haute, correspondant à la phase 1) en y prévoyant aussi l'aménagement de la voirie et d'un parc public.

En juillet 2021, la commission de concertation avait remis un avis défavorable, malgré l'avis favorable du maître d'ouvrage.

Le PRAS situe ce secteur dans une zone de forte mixité, comprenant à la fois de l'habitat et une ligne de chemin de fer le long d'un espace structurant.

Le travail de réflexion entamé par la commune pour anticiper la transformation de ce site a débouché en 2013 sur l'adoption d'un PPAS, approuvé par le gouvernement en 2015.

Ce PPAS, qui visait une densification raisonnable en garantissant le maintien de la mixité, a fait l'objet d'une étude d'incidence, qui peut être mise à disposition de M. Limbos sur simple demande.

M. l'Echevin Biermann déplore que des membres du Conseil communal en viennent à remettre en cause les principes de densification établis par un PPAS dont ils ont été les concepteurs.

Le projet initial, ayant fait l'objet d'un avis défavorable, prévoyait 222 logements et 725 m² d'activités mixtes, la densité autorisée par le PPAS pour l'ensemble de l'îlot étant de 400 logements et 7.000 m² d'activités mixtes.

Le projet modifié prend en considération les remarques émises lors de la première commission de concertation et comporte des améliorations sur les éléments suivants : la densité, les gabarits, l'implantation, la mixité, la réduction des dérogations et l'impact environnemental.

Un avis favorable et conditionnel a donc été émis à l'issue de la commission de concertation du 9 novembre.

Le projet modifié prévoit la rotation du bâtiment 2.1., avec un recul plus important vers le sud, de manière à créer une zone de dégagement de 7 mètres pour rester dans les limites du PPAS.

La superficie dévolue aux activités productives est passée de 726 m² à 1.323 m². Néanmoins, le Collège considère que cette augmentation n'est pas suffisante et souhaite qu'un étage supplémentaire du bâtiment le long du talus de chemin de fer soit également affecté à l'activité productive.

Le Collège a obtenu la réduction du gabarit de nombreux bâtiments, notamment un recul de 2 mètres des derniers niveaux du bâtiment 2.2 et le passage du gabarit du bâtiment 2.1 d'un niveau R+4 sur l'aile nord à un niveau R+3 sur l'aile ouest. Et sur

l'aile la plus proche des habitations de la rue du Bourdon (aile ouest du bâtiment 2.2), le gabarit est passé d'un niveau R+3 à un niveau R+2.

Mais comme ces réductions de gabarit ne permettent pas de supprimer les dérogations à l'article 8 du titre 1^{er} du règlement régional d'urbanisme relatif à la hauteur des constructions isolées, le Collège demande qu'une série de réductions de gabarit soit encore appliquée.

Le Collège est aussi en faveur d'une réduction du bâtiment 3.1 à l'entrée du site par un recul du dernier étage en retrait.

La densité de logements a été réduite, puisque la surface qui leur est consacrée est passée de 22.237 m² à 19.142 m² et que le nombre de logements est passé de 222 à 199 (soit une diminution de 18 %).

Contrairement au projet initial, la voie d'accès longeant les rails de chemin de fer depuis la rue du Château d'Or demeure une voirie à circulation restreinte, afin de se conformer aux prescriptions du PPAS relatives au respect d'une zone tampon destinée à assurer la protection de l'arrière des jardins des habitants de la rue du Bourdon. De nombreuses plantations seront effectuées dans cette zone.

M. l'Echevin Biermann signale aussi la végétalisation intensive des toitures du bâtiment des activités productives, la suppression des cheminements pour véhicules motorisés sur la frange nord de la parcelle destinée aux activités productives, la suppression du bassin et des espaces dévolus au pique-nique, la densification du programme de plantations.

Le projet maintient trois jardins collectifs et répond à l'exigence de la commune quant à l'aménagement d'un espace vert public de 1.300 m², prévu au PPAS.

Par rapport au projet précédent, la part dévolue aux surfaces perméables est passée de 8.973 m² à 10.282 m².

M. l'Echevin Biermann reconnaît que de nombreux abattages sont prévus mais le phasage de replantation dès la démolition du bâti existant et durant tout le chantier permettra de recréer rapidement un tissu végétal de qualité. Le Collège a d'ailleurs exigé que ce phasage de replantation soit inclus dans la demande de permis d'urbanisme.

Le Collège souhaite qu'en accord avec les pompiers, une solution soit trouvée pour le chêne à l'entrée du site.

L'afflux d'habitants supplémentaires induit par un tel projet modifiera indéniablement les habitudes et nécessitera la création de nouveaux équipements communautaires à l'échelon local.

M. l'Echevin Biermann reconnaît qu'il s'agit d'une mutation profonde pour le quartier, mais ce processus est encadré par le PPAS et les études réalisées antérieurement.

En outre, depuis plusieurs années, les charges d'urbanisme sont consacrées à l'amélioration des infrastructures dans le quartier (amélioration des voiries, dédoublement des classes maternelles à l'école de Calevoet). La question des charges d'urbanisme va se poser dans l'immédiat, puisque le Collège doit remettre un avis sur le projet. Dans ce cadre, le Collège proposera à Urban Brussels les charges d'urbanisme qui lui semblent utiles, notamment pour assurer la mixité dans les logements (peut-être via du logement conventionné).

La phase 2 du projet concerne les parcelles où, selon le PPAS, des équipements doivent être installés. Le Collège a demandé qu'à l'entrée de la rue du Bourdon, il y ait soit un commerce soit un petit équipement.

Mais pour le Collège, il importe que les activités et équipements relatifs à la phase 2 soient implantés autour de la place prévue le long de la rue du Château d'Or plutôt qu'en intérieur d'îlot.

Le Collège veillera à limiter autant que possible les dérogations lors de la phase 2, comme ce fut le cas lors de la phase 1.

Il revient désormais au demandeur de modifier son projet et de le soumettre à Urban

Brussels. Le Fonctionnaire délégué déterminera si les modifications proposées sont substantielles ou non et s'il convient de procéder à nouveau à une enquête publique. Le Collège ne manquera pas de relayer les demandes des auteurs de l'interpellation citoyenne auprès du Fonctionnaire délégué.

M. Limbos reconnaît les efforts accomplis par M. l'Echevin Biermann.

Il demeure néanmoins perplexe face à l'avenir, étant donné que les promesses du promoteur concernant une zone en amont de ce quartier n'ont pas été respectées.

Le PPAS n° 66 s'avère sans doute un cadre quelque peu étriqué. D'ailleurs, l'avis rendu à cet égard par la commission de concertation relative à ce PPAS n'était guère satisfaisant.

Il est dommage que, faute d'un réel dialogue, les citoyens ne puissent que réagir a posteriori.

M. Limbos admet que le Collège tente de maintenir un bon cap par rapport à la phase 2 mais les incertitudes demeurent et les démarches déjà accomplies sont loin d'être suffisantes.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : het immobiliënproject "jardins du Kinsendael".

De h. Limbos (vertegenwoordiger van het wijkcomité Bourdon-Horzél) wenst een belangrijke boodschap over de toekomst van de gemeente Ukkel over te brengen door de bekende formule "Cultivons nos jardins" te herhalen.

Het gaat om de "Kinsendaeltuinen", het gigantische vastgoedproject dat zo'n verkeerde naam heeft omdat het weinig ruimte laat voor groen en niets te maken heeft met het natuurgebied Kinsendael.

Na de eerste overlegcommissie werd de ontwikkelaar gevraagd zijn plannen te heroverwegen vanwege de vele afwijkingen. Na het tweede openbaar onderzoek en een tweede overlegcommissie blijven de wijkbewoners teleurgesteld, met het gevoel bedrogen te zijn. De h. Limbos wil hun teleurstelling kenbaar maken en het college vragen een standpunt in te nemen.

Tussen de eerste en de tweede versie van zijn project heeft de ontwikkelaar enkele kleine wijzigingen aangebracht om de aanvankelijke afwijkingen van BBP nr. 66 te beperken. De doelstellingen van dit laatste zijn echter nog steeds niet bereikt.

De doelstellingen van dit BBP zijn inderdaad de volgende:

- productieve activiteiten nieuw leven inblazen en hun economisch ontwikkelingspotentieel voor de gemeente behouden;
- behoud en versterking van het lokale aanbod en voorzieningen (bijv. scholen);
- nieuwe gebruiksvriendelijke openbare ruimtes creëren (bijvoorbeeld groene ruimtes);
- toezicht houden op de bouw van woningen.

Wat het aanbod aan lokale diensten en voorzieningen betreft, stelt dit project niets voor.

Wat het creëren van nieuwe gebruikersvriendelijke openbare ruimtes betreft, stelt dit project evenmin iets voor. Het eerste ontwerp van het project stelde een "landschapsheuvel" en een paar picknicktafels voor, die niet lang serieus werden genomen.

Wat het toezicht op de bouw van woningen betreft, moeten we het eerder hebben over kwantitatieve maximalisatie: er zijn 199 woningen gepland voor 445 inwoners, zonder enige structuur (kruidenierswinkel, café, kinderdagverblijf en andere collectieve

voorzieningen of infrastructures ...). Aangezien deze woningen bestemd zijn voor gezinnen van "gemiddelde standing", beschikt 60% ervan over meer dan één slaapkamer, ofwel extra slaapkamers die tot het wettelijke minimum van 9 m² beperkt zijn.

Vier hectare te verkavelen blokken hadden een goede gelegenheid kunnen zijn om een goed geïntegreerd multifunctioneel complex te bouwen. In plaats daarvan zullen de huidige problemen van de wijk worden verergerd. Iedereen die de Horzelwijk kent en geprobeerd heeft er tijdens de spits over te steken of te stoppen, kent de kritieke situatie. Het verkeer is er druk, bussen worden vertraagd, er zijn vaak files en de parkeermogelijkheden zijn minimaal. De intense en endemische mobiliteitsproblemen worden niet alleen niet opgelost maar zullen aanzienlijk worden versterkt door de bijkomende stromen, de grotere vraag naar parkeerplaatsen en de toevoeging van bijna twee kruispunten, de Gulden Kasteelstraat aan de voet van de spoorwegbrug en de Horzelstraat aan nr. 100.

Voorts zijn de bouwhoogtes van de blokken niet in overeenstemming met de bestaande gebouwen, noch wat betreft de hoogte van de geplande gebouwen, noch wat betreft de dichtheid van de gebouwen. Het project transformeert de stedelijke kenmerken van de binnenkant van de blokken van de omgeving radicaal.

Het onbebouwde gebied aan nr. 100 is de laatste beschikbare "ademruimte" in de Horzelstraat; veel buurtbewoners eisen dat deze inspringende zone behouden blijft. En zij zijn niet de enigen! De fyto-sanitaire expertise heeft erop gewezen dat de meeste bomen in goede gezondheid verkeren en dat sommige "esthetisch potentieel" hebben, met name die aan de ingang van de Horzelstraat. Bijgevolg wordt de opwaardering van deze bomen als onderdeel van een herontwikkeling van het terrein sterk aanbevolen. De ontwikkelaar trekt zich daar echter niets van aan en is bereid 70% van de bomen te kappen; hij houdt vast aan zijn oorspronkelijke plannen en verklaarde in de overlegcommissie dat het de gemeente was die hem had "gedwongen" om aan de straatkant te bouwen. Het wijkcomité was hierover zeer verbaasd. Het is begrijpelijk dat het BBP voorziet in bouwzones maar er is geen verplichting om tegen elke prijs in de hele perimeter te bouwen.

De bewoners veroordelen het bouwproject nog steeds streng.

Het grootste probleem is dat, door het gebrek aan visibiliteit van het hele "ex-Illochroma"-project, de omwonenden gedwongen zijn een kat in een zak te kopen.

Natuurlijk staat het een ontwikkelaar vrij zijn plannen te faseren, maar hij kan niet tegelijkertijd verklaren dat de mix door fase II van het project zal worden verzekerd en verklaren - zoals hij deed tijdens de overlegcommissie - dat "niemand weet waaruit deze 2de fase zal bestaan". Het blijft dus een kwestie van opsplitsing want er is duidelijk een functionele onderlinge afhankelijkheid.

Moeten we verschillende gigantische projecten in één blok accepteren zonder hun totale impact op een wijk te onderzoeken?

De huidige bewoners zijn blij dat ze van de "industriële kanker" van het Illochroma-terrein af zijn. Maar ze zijn bang om een betonnen wijk te zien, een saaie "slaapstad", zoals te vaak werd gebouwd in de jaren zeventig.

De burgers die de h. Limbos vertegenwoordigt zijn bereid nieuwe bewoners met open armen te ontvangen maar zij willen het multisociale aspect van de wijk behouden. Zij menen dat de gigantische projecten niet duiden op een verlangen om dit kleine hoekje van Ukkel te delen maar eerder op een voornemen om het tot een hoofddoelwit te maken voor grondhongerige projectontwikkelaars en een gewestelijk sloop- en wederopbouwbeleid, terwijl recente maatschappelijke veranderingen andere wegen mogelijk hebben gemaakt.

Dit voorjaar werd in Brussel het honderdjarig bestaan van de tuinsteden gevierd.

Geconfronteerd met een woningtekort na de eerste wereldoorlog, slaagden zij erin een stukje platteland in de stad te brengen, door bescheiden woningen te bouwen in harmonie met de natuur, door bewoners van verschillende leeftijdsgroepen samen te

brenghen in een rustige buurt, zonder in te boeten op gezelligheid. Vandaag de dag is men razend enthousiast over de charme van deze blokken maar zijn we niet in staat de traditie van onze grootouders over te nemen en ervan te leren?

Daarom nodigt de h. Limbos de verschillende belanghebbenden uit om een echte dialoog tot stand te brengen rond een algemene visie op de uitvoering van BBP nr. 66. Het comité dat hij vertegenwoordigt hoopt dat het scenario voor seizoen 3 van dit project wordt geschreven in harmonie tussen de overheid, de bouwers en de wijkbewoners.

De h. Desmet wijst erop dat Ecolo de adviezen die aan het eind van de overlegcommissies worden uitgebracht, zal respecteren.

Dit is een belangrijke verduidelijking, aangezien de staatssecretaris voor Huisvesting van het Brussels Gewest blijkbaar de wens heeft geuit om de overlegcommissies af te schaffen en de toekenning van bouwvergunningen rechtstreeks aan de regering toe te vertrouwen.

De bewoners zijn bezorgd omdat de organisatie van dit vastgoedproject in twee fasen, geacht te voldoen aan de bepalingen van BBP nr. 66, geen globale visie op de verstedelijking van deze 4 hectare mogelijk maakt.

Bovendien is de beperking van het aantal woningen tot 199 ongetwijfeld bedoeld om een impactstudie te vermijden.

Ecolo is verre van gerustgesteld door de naam "tuinen" en is bezorgd over de mogelijke gevolgen van dit project voor de reservaten Kinsendael en Kriekenput.

Het dichtstbijzijnde perceel aan Kinsendael ligt op minder dan 70 meter van de bufferzone. Er is potentieel voor een verbinding tussen het groene netwerk en het project. De h. Desmet hecht er fundamenteel belang aan dat de ontwikkelaar zich houdt aan het beginsel van "pre-vergroening". Aangezien het project tot doel heeft het perceel te demineraliseren, is het noodzakelijk soorten te planten die de verbinding met de spoorweg en Kinsendael mogelijk maken.

Dit project laat echter onvoldoende ruimte voor de noodzakelijke mix van soorten, voorzien in het BBP, goedgekeurd tijdens de vorige gemeentelijke legislatuur.

Voor de ecologen volstaat een productieve mix niet: er zijn meer voorzieningen en buurtwinkels nodig.

De woningen zouden worden uitgerust met gasketels, wat geen erg ambitieuze keuze is. Waarom niet kiezen voor milieuvriendelijkere alternatieven, zoals warmtepompen? Ook het waterbeheer is niet optimaal omdat enkel rekening wordt gehouden met de risico's van tienjarige regenval.

Bovendien wordt niets besloten in de stedenbouwkundige lasten, terwijl het college erkent dat deze gericht moeten zijn op conventionele huisvesting, wat in Ukkel zoals in het gehele Brusselse gewest bijzonder noodzakelijk is.

De esthetiek van het voorgestelde gebouw is niet in harmonie met de huidige woningen, althans wat de Horzelstraat betreft.

De ecologen erkennen de noodzaak van woningbouw in het Brusselse gewest maar de stedelijke ontwikkeling moet op een doordachte manier plaatsvinden op reeds bebouwde gebieden ("de stad op de stad"), waarbij stadsuitbreiding die in andere regio's van het land wordt waargenomen, moet worden vermeden.

De h. Desmet geeft toe dat het hier niet gaat om een groene ruimte die door een projectontwikkelaar dreigt te worden vernietigd, zoals bij Keyenbempt het geval is.

De h. Cools betreurt het dat het dossier in afzonderlijke delen is opgesplitst, waardoor het onmogelijk is een totaalbeeld te krijgen.

Om een impactstudie bij 200 parkeerplaatsen te vermijden, is het aantal parkeerplaatsen vastgesteld op 199.

Voorts komt deze drempel van 199 overeen met één parkeerplaats per woning, wat wellicht niet voldoende is om aan de mobiliteitsbehoeften van de betrokken

bevolkingsgroepen te voldoen.

Hij hoopt dat het college erop toeziet dat de in het overlegcommissie gestelde voorwaarden worden nageleefd, met name de eisen om af te zien van de laatste inspringende verdieping van de westelijke vleugel van gebouw 2.1 of van de inspringing van de laatste inspringende verdieping van gebouw 3.1 tot aan de achtergrens van het gebouw dat grenst aan het aangrenzende gebouw rechts.

Gezien het ongunstige advies van het de overlegcommissie voor het vorige dossier is er wel een positieve ontwikkeling.

De h. Cools vindt echter dat er meer moet worden gedaan, vooral met betrekking tot het gebied rond nummer 100 van de Horzelstraat.

In het advies van het overlegcommissie wordt ook melding gemaakt van de noodzaak om de eik langs de weg te onderhouden, zonder dat echt wordt aangegeven hoe dat moet gebeuren, behalve door de bomen te snoeien.

In werkelijkheid is het door de voorgevel van het gebouw terug te plaatsen, zodat het niet ter hoogte van nr. 100 langs de weg ligt, dat wij een zekere ademruimte in de Horzelstraat kunnen behouden.

Het ongunstige advies van de brandweer roept vragen op. De indiening van een dossier veronderstelt dat aan de technische eisen van de brandweer wordt voldaan.

Volgens de h. Cools moet de dialoog worden voortgezet omdat de vorige vergaderingen meer gericht waren op het verstrekken van informatie dan op het tot stand brengen van een echte dialoog tussen de gemeente, het Gewest, de projectontwikkelaar en de inwoners.

De h. Cools dringt aan op het belang van fase 2, omdat deze zou bepalen of het project een echte mix zou garanderen.

Hij merkt echter op dat, project per project, het aandeel van de economische activiteit in deze sector van de gemeente de neiging heeft residueel te worden.

Daarom verzoekt hij het college uiterst waakzaam te zijn.

De h. Hayette is van mening dat deze burgerinterpellatie van inwoners van de wijk Bourdon-Horzel op het juiste moment komt, want zoals het beroemde gezegde luidt: het is nog niet te laat, maar het is tijd.

De eerste vergadering van de overlegcommissie had veel hoop gewekt. De laatste echter temperde alle enthousiasme.

De teleurstelling van de burgers is niet nieuw. Afgelopen juni was er droefheid te zien op de gezichten van degenen die waren gekomen om de initiatiefnemers en deskundigen te horen, omdat deze laatsten zich tevreden stelden met het vermelden van de indiening van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning en het toelichten van de verdiensten van hun gigantisch project.

Maar voor de h. Hayette mogen de burgers zich niet laten ontmoedigen omdat hun strijd legitiem is.

Er is reden tot ontmoediging, want de door de schepen van Burgerinspraak beloofde echte burgerontmoeting voor inspraak is vergeten. Vergeten zijn de beloften om de biodiversiteit te respecteren! Vergeten is het project voor een gezellige buurt waar collectieve voorzieningen de ruimte hadden kunnen delen met gebouwen met redelijke bouwhoogtes! Vergeten worden de mobiliteitsproblemen, die met een dergelijk project alleen maar zullen toenemen! Maar de kiezers zullen dit onthouden bij de verkiezingen van 2024.

De overlegcommissie resulteerde in een vaag geknutsel dat, zoals de h. Cools zei, het oorspronkelijke project in twee entiteiten opsplijste om een impactstudie te vermijden. Het college mist empathie voor de burgers terwijl de financiers slechts instemmen met minimalistische voorwaarden zoals de garantie van een buurtwinkel.

Is de aanplanting van grote volwassen bomen niet bedoeld om de schande van de kap van de amberboom aan de ingang van de site langs de Horzelkant te verbergen?

De andere voorwaarden zijn in dezelfde artistieke vaagheid gehuld, zonder

resultaatverplichting.

De dialoog met de bewoners van deze wijk, die ervan overtuigd zijn dat zij in de steek zijn gelaten door een gemeentelijke meerderheid die duidelijk haar kamp heeft gekozen, dat van de speculanten, moet dringend worden hervat.

Schepen Biermann antwoordt dat in maart 2021 een aanvraag voor een bouwvergunning is ingediend bij Urban Brussel, waarbij het Gewest de uitgevende instantie is.

Deze aanvraag beoogde de sloop van een kantoor- en handelsgebouw en de bouw van een complex van drie woongebouwen en een ruimte voor productieve activiteiten op een deel van BBP nr. 66 (in dit geval het bovenste deel, dat overeenkomt met fase 1), waarbij tevens werd voorzien in de aanleg van de weg en een openbaar park.

In juli 2021 bracht de overlegcommissie een ongunstig advies uit, ondanks het gunstige advies van de bouwheer.

Het GBP plaatst deze sector in een zeer gemengde zone, met zowel woningen als een spoorlijn langs een structurerende ruimte.

Het denkwerk van de gemeente om te anticiperen op de transformatie van deze site leidde in 2013 tot de goedkeuring van een BBP dat in 2015 door de regering werd goedgekeurd.

Voor dit BBP, gericht op een redelijke verdichting met behoud van het gemengde karakter, is een impactstudie gemaakt, die de h. Limbos op verzoek ter beschikking kan worden gesteld.

Schepen Biermann betreurt het feit dat leden van de gemeenteraad de beginselen van verdichting, vastgesteld door een BBP waarvan zij de ontwerpers waren, in twijfel trekken.

Het oorspronkelijke project, waarover een ongunstig advies werd uitgebracht, voorzag in 222 woningen en 725 m² gemengde activiteiten, terwijl de door het BBP toegestane dichtheid voor het hele blok 400 woningen en 7.000 m² gemengde activiteiten bedroeg.

Het gewijzigde project houdt rekening met de opmerkingen van de eerste overlegcommissie en bevat verbeteringen op de volgende punten: dichtheid, bouwhoogtes, inplanting, gemengde karakter, minder afwijkingen en de milieu-impact.

Aan het eind van de overlegcommissie van 9 november is dan ook een gunstig en voorwaardelijk advies uitgebracht.

Het gewijzigde project voorziet in de rotatie van gebouw 2.1 met een grotere inspringsing naar het zuiden, zodat een vrije zone van 7 meter ontstaat die binnen de grenzen van het BBP blijft.

De oppervlakte voor productieve activiteiten is toegenomen van 726 m² tot 1.323 m². Het college is echter van mening dat deze toename niet voldoende is en zou graag zien dat een extra verdieping van het gebouw langs de spoordijk wordt gebruikt voor productieve activiteiten.

Het college heeft een vermindering van de bouwhoogte van veel van de gebouwen verkregen, met name een afstand van 2 meter van de bovenste verdiepingen van gebouw 2.2 en een wijziging van de bouwhoogte van gebouw 2.1 van B+4 in de noordelijke vleugel naar B+3 in de westelijke vleugel. En op de vleugel die het dichtst bij de woningen aan de Horzelstraat ligt (de westelijke vleugel van gebouw 2.2), werd de hoogte teruggebracht van B+3 tot B+2.

Aangezien deze bouwhoogteverminderingen de afwijkingen van artikel 8 van titel 1 van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening betreffende de hoogte van vrijstaande gebouwen echter niet opheffen, verzoekt het college opnieuw een reeks bouwhoogteverminderingen toe te passen.

Het college is er ook voorstander van om gebouw 3.1 aan de ingang van de site te verkleinen door een inspringsing van de bovenste verdieping.

De woningdichtheid is verminderd van 22.237 m² tot 19.142 m² en het aantal woningen van 222 tot 199 (een vermindering met 18%).

In tegenstelling tot het oorspronkelijke project blijft de toegangsweg langs het spoor vanaf de Gulden Kasteelstraat een afgeschermd weg om te voldoen aan de BBP-eisen voor een bufferzone ter bescherming van de achtertuinten van de bewoners van de Horzelstraat. In dit gebied zal veel worden aangeplant.

Schepen Biermann wijst ook op de intensieve vergroening van de daken van het gebouw voor productieve activiteiten, de verwijdering van de paden voor gemotoriseerde voertuigen aan de noordelijke rand van het perceel bestemd voor productieve activiteiten, de verwijdering van de vijver en de ruimtes bestemd voor picknicks en de verdichting van het aanplantingsprogramma.

Het project handhaaft drie collectieve tuinen en voldoet aan de eis van de gemeente voor de aanleg van een openbare groene ruimte van 1.300 m², zoals bepaald in het BBP.

In vergelijking met het vorige project is het aandeel waterdoorlatende oppervlakken gestegen van 8.973 m² tot 10.282 m².

Schepen Biermann erkent dat er veel houtkap is gepland maar de fasering van de herbeplanting zodra de bestaande gebouwen zijn gesloopt en gedurende de bouwperiode zal het mogelijk maken snel een kwalitatief goed beplant weefsel te creëren. Het college heeft ook geëist dat deze herbeplantingsfasering wordt opgenomen in de vergunningsaanvraag.

Het college hoopt dat in overleg met de brandweer een oplossing wordt gevonden voor de eik bij de ingang van de site.

De toestroom van extra inwoners als gevolg van een dergelijk project zal ongetwijfeld tot andere gewoontes leiden en de creatie van nieuwe gemeenschappelijke voorzieningen op lokaal niveau noodzakelijk maken.

Schepen Biermann erkent dat dit een ingrijpende verandering is voor de buurt maar dit proces wordt ingekaderd door het BBP en de eerder uitgevoerde studies.

Bovendien worden de stedenbouwkundige lasten sinds enkele jaren besteed aan de verbetering van de infrastructuur in de wijk (verbetering van de wegen, verdubbeling van het aantal kleuterklassen in de school Calevoet). De kwestie van de stedenbouwkundige lasten zal zich in de nabije toekomst voordoen aangezien het college zich over het project moet uitspreken. In dit verband zal het College aan Urban Brussel de stedenbouwkundige lasten voorstellen die het nuttig acht, met name om te zorgen voor een mix van woningen (eventueel via gesubsidieerde huisvesting).

Fase 2 van het project betreft de percelen waar volgens het BBP voorzieningen moeten worden aangebracht. Het college heeft gevraagd om bij de ingang van de Horzelstraat een winkel of een kleine voorziening te plaatsen.

Voor het college is het echter van belang dat de activiteiten en voorzieningen met betrekking tot fase 2 worden gesitueerd rond het geplande plein langs de Gulden Kasteelstraat en niet binnen het blok.

Het college zal trachten de afwijkingen in fase 2 zoveel mogelijk te beperken, zoals in fase 1 het geval was.

Het is nu aan de aanvrager om zijn project te wijzigen en in te dienen bij Urban Brussel. De gedelegeerde ambtenaar zal bepalen of de voorgestelde wijzigingen al dan niet substantieel zijn en of er al dan niet een nieuw openbaar onderzoek moet worden gehouden. Het college zal niet nalaten de verzoeken van de auteurs van de burgerinterpellatie aan de gedelegeerde ambtenaar door te geven.

De h. Limbos erkent de inspanningen van schepen Biermann.

Toch blijft hij verbijsterd over de toekomst, aangezien de beloften van de projectontwikkelaar betreffende een gebied stroomopwaarts van deze wijk niet zijn nagekomen.

BBPPPAS nr. 66 is waarschijnlijk een enigszins beperkt kader. Bovendien was het

advies van de overlegcommissie over dit BBP niet erg bevredigend.

Het is jammer dat de burgers bij gebrek aan een echte dialoog alleen achteraf kunnen reageren.

De h. Limbos geeft toe dat het college probeert een goede koers aan te houden met betrekking tot fase 2 maar de onzekerheden blijven en de reeds genomen stappen zijn verre van voldoende.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne les jardins du Kinsendaël.pdf

Pierre Desmet quitte la séance / verlaat de zitting.

24.11.2022/A/0002 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 29 septembre 2022.**

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 29 september 2022.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

24.11.2022/A/0003 **Brutélé.- Assemblées générales extraordinaire et ordinaire du 13 décembre 2022.**

Le Conseil,

Attendu que Brutélé tiendra le mardi 13 décembre 2022 une assemblée générale extraordinaire, suivi d'une assemblée générale ordinaire,

Décide, à l'unanimité, de marquer son accord sur :

- les 12 points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire;
- les points suivants de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire qui s'établit comme suit :
 - approbation du plan stratégique 2022-2025 (rapport A);
 - désignation d'un réviseur pour un mandat de trois ans (rapport B);
 - rapport de rémunération adapté conformément au modèle imposé par la circulaire du 11 avril 2022 (rapport C),

et de désigner Mme Ledan, M. Hublet, Mme Delwart, M. Biermann, échevins et M. Cools, conseiller communal, en qualité de délégués de la Commune d'Uccle à ces assemblées générales.

Etant donné que ces réunions se tiendront au Centre Administratif d'Uccle, la présence du vigile de Securitas sera demandée jusque 22h30.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Brutélé.- Buitengewone en gewone algemene vergaderingen van 13 december 2022.

De Raad,

Aangezien Brutélé op dinsdag 13 december 2022 een buitengewone algemene vergadering organiseert, gevolgd door een gewone algemene vergadering,

Beslist unaniem zijn goedkeuring te verlenen :

- aan de 12 punten op de agenda van de buitengewone algemene vergadering;
- aan de volgende punten op de agenda van de gewone algemene vergadering :
 - goedkeuring van het strategisch plan 2022-2025 (rapport A);
 - aanduiding van een revisor met een mandaat van drie jaar (rapport B);
 - rapport over de aangepaste vergoeding, conform het model opgelegd door de omzendbrief van 11 april 2022 (rapport C),

en Mevr. Ledan, de h. Hublet, Mevr. Delwart, de h. Biermann, schepenen en de h. Cools, gemeenteraadslid, aan te duiden als afgevaardigden van de Gemeente Ukkel op deze algemene vergaderingen.

Aangezien deze vergaderingen doorgaan in het Administratief Centrum van Ukkel, zal er aan de veiligheidsagent van Securitas gevraagd worden om aanwezig te blijven tot 22u30.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Assemblée générale ordinaire du 13 décembre 2022-Convocation et Rapports.pdf,

Assemblée générale extraordinaire du 13 décembre 2022-Convocation et Rapports.pdf

24.11.2022/A/0004 **Cremabru.- Prorogation de l'intercommunale.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et 135 de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 7 et 21 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales disposant que celles-ci nécessitent un renouvellement tous les 30 ans;

Vu le courrier de Cremabru expliquant que lors de son assemblée générale de mai 2023, il sera voté ce renouvellement trentenaire;

Vu les comptes annuels de 2022 et le budget de 2023 envoyés par l'Intercommunale pour la parfaite information du Conseil;

Considérant que Cremabru a besoin de l'accord du Conseil communal des différentes communes en faisant parties;

Considérant qu'Uccle fait partie de cette Intercommunale;

Considérant que dans son courrier, l'Intercommunale sollicite l'accord du Conseil communal d'Uccle,

Décide d'accorder à Cremabru l'autorisation de proroger de 30 ans son existence en tant que crématorium intercommunale de Bruxelles lors de son assemblée générale prévue à cet effet en 2023.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Cremabru.- Verlenging van de intercommunale.

De Raad,

Gelet op artikel 117 en 135 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 en 21 van de wet van 22 december 1986 betreffende de

intercommunales, die bepalen dat ze om de 30 jaar een vernieuwing vereisen;
Gelet op de brief van Cremabru die uitlegt dat deze dertigjarige vernieuwing gestemd zal worden tijdens de algemene vergadering in mei 2023;
Gelet op de jaarrekening van 2022 en de begroting van 2023, die door de intercommunale opgestuurd zijn ter informatie van de Raad;
Overwegende dat Cremabru de goedkeuring nodig heeft van de Gemeenteraad van de verschillende gemeentes die er deel van uitmaken;
Overwegende dat Ukkel deel uitmaakt van deze intercommunale;
Overwegende dat de intercommunale in haar brief de goedkeuring van de gemeenteraad van Ukkel vraagt,
Beslist aan Cremabru toestemming te verlenen om haar bestaan met 30 jaar te verlengen als intercommunaal crematorium van Brussel en dit vanaf haar algemene vergadering, daartoe voorzien in 2023.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

*Lettre à la commune d'Uccle.pdf, Comptes annuels 2022 et budget 2023
CREMABRU.pdf*

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Voirie - Wegen

24.11.2022/A/0005 **Renouvellement du règlement-taxe sur le premier branchement à l'égout.**

Le Conseil,
Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au Contentieux en matière de taxes communales;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;
Vu la directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, imposant à tous les Etats membres de l'Union Européenne l'épuration des eaux usées;
Considérant que plusieurs rues de la commune d'Uccle, ne sont pas encore équipées d'un égout public;
Considérant que plusieurs chantiers d'égouttage ont déjà commencé sur le territoire de la commune;
Considérant que ces travaux sont réalisés par le gestionnaire du réseau d'égouttage;
Vu le règlement communal d'urbanisme relatif à la gestion des eaux adopté par le Conseil communal du 25 février 2016;
Qu'il ressort de l'article 16, § 1 de ce règlement que « tout propriétaire de bâtiments a l'obligation de raccorder ses eaux usées domestiques à l'égout public, lorsque l'espace public en est pourvu »;

Que conformément à l'article 17, § 1 « le raccordement particulier sur le domaine public est réalisé par le gestionnaire du réseau d'égouttage, à la charge du propriétaire de bâtiments »;

Qu'à cet effet, le propriétaire de bâtiments doit amener ses eaux usées domestiques au point de jonction avec le raccordement prévu sur le domaine public;

Considérant qu'en vue d'optimiser les travaux en voirie, et ce en vue d'éviter la réouverture de la voirie à chaque nouveau branchement, il est convenu de prévoir les branchements individuels à l'égout en attente de la mise en service de l'égout public;

Considérant que le coût des branchements est à charge des riverains;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter une taxe forfaitaire à charge du riverain, qui sera levée dès la mise en service de l'égout public;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu que le règlement-taxe sur le premier branchement à l'égout, délibéré par le Conseil communal le 10 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1 : Objet

Il est établi, à partir du 1er janvier 2023 et pour un terme expirant le 31 décembre 2025 une taxe unique à caractère forfaitaire pour le premier branchement de tout bâtiment à l'égout public dès sa mise en service.

On entend par branchement à l'égout public la pose d'une canalisation partant de l'égout central jusqu'à la limite de l'alignement, et permettant à un riverain de se raccorder à l'égout public.

On entend par mise en service de l'égout public, le fait pour tout bâtiment de pouvoir déverser ses eaux usées domestiques dans l'égout public.

On entend par bâtiment, toute construction ou installation qui produit des eaux usées domestiques.

Article 2 : Montant de la taxe

La taxe s'élève à 3.552.64 €.

Le montant de la taxe correspond au montant forfaitaire, fixé par Vivaqua, pour la réalisation des travaux ainsi qu'aux frais de gestion inhérents à la taxe.

Ce montant sera augmenté, au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %.

2023	2024	2025
3.552.64€	3.694,75€	3.842,54

Article 3 : Redevable

La taxe est due par le titulaire d'un droit réel sur le bâtiment, faisant l'objet du premier raccordement à l'égout public.

Si plusieurs personnes sont titulaires d'un droit réel sur tout ou partie du bâtiment, celles-ci seront tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

En cas de mutation entre vifs, la qualité de titulaire d'un droit réel sur tout ou partie du bâtiment au 1er janvier de l'exercice d'imposition s'apprécie eu égard aux mentions figurant aux registres de la Conservation des Hypothèques.

Article 4 : Recouvrement de la taxe

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui

renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 5 : Exonération

Le redevable qui bénéficie de l'accord officiel du Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 20 et 21 du règlement communal d'urbanisme relatif à la gestion des eaux précité n'est pas soumis au paiement de la taxe et ce, pendant toute la durée de la validité de l'accord susvisé.

Article 6 : Réclamation

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 7 : Entrée en vigueur

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur le premier branchement à l'égout, délibéré par le Conseil communal du 10 décembre 2019.

Décide d'adopter le nouveau règlement.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Vernieuwing van het belastingreglement op de eerste rioolaansluiting.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater, die alle EU-lidstaten verplicht het afvalwater te zuiveren;

Aangezien verschillende straten van de gemeente Ukkel nog niet uitgerust zijn met een openbare riolering;

Overwegende dat er verschillende rioleringswerken aangevat zijn op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd worden door de beheerder van het rioleringsnet;

Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening betreffende het waterbeheer, goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 februari 2016;

Gelet op artikel 16, § 1 van deze verordening : " Elke eigenaar van gebouwen heeft de verplichting zijn huishoudelijk afvalwater aan te sluiten op de openbare riolering, als de openbare ruimte ervan is voorzien";

Gelet op artikel 17, § 1 : "De particuliere aansluiting op het openbaar domein wordt uitgevoerd door de beheerder van het rioolnet op kosten van de eigenaar van de gebouwen";

Aangezien de eigenaar van de gebouwen zijn huishoudelijk afvalwater naar het verbindingspunt met de aansluiting voorzien op het openbaar domein dient te brengen;

Overwegende dat, met het oog op de optimalisatie van de wegwerkzaamheden en om te vermijden dat de rijbaan opnieuw opengelegd moet worden bij elke nieuwe aansluiting, overeengekomen is individuele aansluitingen op de riolering te voorzien, in afwachting van de indienstneming van de openbare riolering;

Overwegende dat de kost voor de aansluiting ten laste van de omwonenden valt;

Overwegende dat het aangewezen is een forfaitaire belasting goed te keuren ten laste van de omwonende die geheven zal worden zodra de openbare riolering in gebruik genomen wordt;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Aangezien het belastingreglement op de eerste rioolaansluiting, beraadslaagd door de gemeenteraad van 10 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 : Voorwerp

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een eenmalige forfaitaire belasting geheven op de eerste aansluiting van elk gebouw op de openbare riolering zodra die in gebruik genomen wordt.

Onder aansluiting op de openbare riolering wordt verstaan: de plaatsing van een leiding die vertrekt aan de centrale riolering tot aan de rooilijn zodat een omwonende zich op de openbare riolering kan aansluiten.

Onder ingebruikname van de openbare riolering wordt verstaan: het feit dat elk gebouw zijn huishoudelijk afvalwater in de openbare riolering kan lozen.

Onder gebouw verstaan we elk gebouw of elke installatie die huishoudelijk afvalwater produceert.

Artikel 2 : Bedrag van de belasting

De belasting bedraagt € 3.552,64.

Het bedrag van de belasting komt overeen met het door Vivaqua vastgestelde forfaitaire bedrag voor de uitvoering van de werkzaamheden en met de beheerskosten die eigen zijn aan de belasting.

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %.

2023	2024	2025
€ 3.552,64	€ 3.694,75	€ 3.842,54

Artikel 3 : Belastingplichtige

De belasting is verschuldigd door de houder van een zakelijk recht op het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van een eerste aansluiting op de openbare riolering.

Indien meerdere personen houder zijn van een zakelijk recht op het geheel of een deel van het gebouw dienen zij op een solidaire en ondeelbare manier de belasting te betalen.

In geval van overdracht onder levenden wordt de hoedanigheid van houder van een

zakelijk recht op het geheel of een deel van het gebouw bepaald op 1 januari van het aanslagjaar gelet op de vermeldingen in de registers van de Bewaring der Hypotheken.

Artikel 4 : Inning van de belasting

De belasting wordt geïnd per belastingkohier en is te betalen binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 5 : Vrijstelling

De belastingplichtige die een officiële goedkeuring van het college van burgemeester en schepenen geniet krachtens artikel 20 en 21 van de voormelde gemeentelijke stedenbouwkundige verordening betreffende het waterbeheer is niet onderworpen aan de betaling van de belasting en dit gedurende de hele duur van de geldigheid van de voormelde goedkeuring.

Artikel 6 : Bezwaarschrift

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel.

§2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet kohieruitreksel of vanaf de kennisgeving van de aanslag.

§3. Bezwaren moeten ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiekanaal, e-mail).

§4. Indien de belastingplichtige dit aanvraagt in het bezwaar, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontslaat niet van de verplichting om deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§6. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsbevoegdheid - betwist, kan een beroep in de vereiste vorm indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 7 : Invoeging

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de eerste rioolaansluiting, beraadslaagd door de gemeenteraad van 10 december 2019, in en vervangt het.

Beslist het nieuwe reglement aan te nemen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

règlement_taxes-premier_branchement_a_l'égout_fr_2023-vers-2025-date-2022-11-09.pdf

24.11.2022/A/0006 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Aménagement d'un accès PMR-cyclistes à hauteur de la gare de Calevoet - protocole d'accord avec Beliris.**

Le Conseil,

Vu l'accord de Beliris sur le financement de deux projets sur le territoire de la commune d'Uccle, notamment la création d'une passerelle et/ou cages d'ascenseurs à hauteur de la gare de Calevoet;

Vu la décision du Collège en séance du 7 décembre 2017 d'approuver la dépense estimée, les documents du marché, les modes de passation et de financement du marché et la liste des firmes à consulter;

Vu la décision du Collège en séance du 29 décembre 2017 de confier au bureau d'études Ney & Partners la mission d'étude et de conception d'un aménagement adapté aux personnes à mobilité réduite et aux cyclistes à hauteur de la gare de Calevoet;

Vu la décision du Collège en séance du 29 janvier 2019 de porter son choix sur une nouvelle traversée sous les voies du chemin de fer;

Vu l'intervention de l'accord de coopération BELIRIS dans le cadre du projet de haltes RER;

Vu que le projet retenu consiste dans la réalisation d'un passage souterrain à la halte Uccle-Calevoet pour un montant estimé de 2.270.000 €;

Vu l'octroi par Beliris d'une subvention de 2.270.000 € à la Commune d'Uccle pour la réalisation de ce passage souterrain;

Vu la nécessité d'élaborer un protocole d'application des modalités de coopération entre les différentes parties;

Considérant qu'il convient dès lors d'organiser une coopération entre la Commune d'Uccle et Beliris sous la forme d'une subvention et de définir les droits et les obligations de chacune des parties;

Considérant qu'un protocole d'accord a été établi à cet effet et sera signé entre les deux parties;

Considérant que, selon ce protocole d'accord, la Commune assumera la maîtrise de l'ouvrage de l'ensemble des travaux, selon les conditions et modalités reprises dans le protocole,

Décide d'approuver le protocole d'accord.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Inrichten van een toegang voor personen met beperkte mobiliteit en fietsers ter hoogte van het station Calevoet - overeenkomst met Beliris.

De Raad,

Gelet op het akkoord van Beliris voor de financiering van twee projecten op het grondgebied van de gemeente Ukkel, meer bepaald de aanleg van een loopbrug en/of liftschachten ter hoogte van het station Ukkel-Kalevoet;

Gelet op de beslissing van het college in zitting van 7 december 2017 tot goedkeuring van de geraamde uitgave, de opdrachtdocumenten, de plaatsings- en financieringswijze van de opdracht en de lijst met de te raadplegen firma's;

Gelet op de beslissing van het college in zitting van 29 december 2017 om de studie- en ontwerpopdracht van een inrichting aangepast aan personen met beperkte mobiliteit en fietsers ter hoogte van het station Ukkel-Kalevoet toe te vertrouwen aan het studiebureau Ney & Partners;

Gelet op de beslissing van het college in zitting van 29 januari 2019 om te kiezen voor een nieuwe doorgang onder de spoorweg;

Gelet op de tussenkomenst van het samenwerkingsakkoord BELIRIS in het kader van het project van GEN-stopplaatsen;

Aangezien het geselecteerde project bestaat in de aanleg van een ondergrondse

doorgang aan stopplaats Ukkel-Kalevoet voor een geraamd bedrag van € 2.270.000;
Gelet op de toekenning door Beliris van een subsidie van € 2.270.000 aan de gemeente Ukkel voor de verwezenlijking van deze ondergrondse doorgang;
Gelet op de noodzaak om een toepassingsprotocol van de samenwerkingsmodaliteiten tussen de verschillende partijen op te stellen;
Overwegende dat er bijgevolg een samenwerking tussen de gemeente Ukkel en Beliris georganiseerd moet worden in de vorm van een subsidie en de rechten en plichten van elke partij gedefinieerd moeten worden;
Overwegende dat hiervoor een protocolakkoord opgesteld werd, dat ondertekend zal worden door beide partijen;
Overwegende dat de gemeente volgens dit protocolakkoord het bouwheerschap van alle werken op zich neemt volgens de voorwaarden en modaliteiten uit het protocol,
Beslist het protocolakkoord goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

NL 1.36.1.1 Passerelle Uccle Calevoet BELIRIS 20220711.pdf, FR 1.36.1.1 Passerelle Uccle Calevoet BELIRIS 20220711.pdf

Mobilité - Mobiliteit

24.11.2022/A/0007 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour l'organisation et l'exécution de la mise en accessibilité de la rue Baron Guillaume Van Hamme, dénommées ci-après « Voiries », dans le cadre de son Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE).**

Le Conseil,

Considérant que la Région, afin de rencontrer les objectifs du plan « Good Move », veut soutenir les Communes pour concrétiser les actions de leur politique de mobilité et qu'en conséquence elle propose un « soutien régional aux actions communales de Mobilité 2022 et de sécurité routière » sous forme d'octroi de subsides;

Considérant que, le 22 février 2022, la Commune a soumis à Bruxelles Mobilité les projets de mobilité qui entrent dans le cadre de ce soutien;

Considérant que, le 16 juin 2022, Bruxelles Mobilité a confirmé la bonne réception des documents transmis;

Considérant qu'il s'agit notamment de subsides pour la sécurisation des traversées piétonnes de la rue Baron Guillaume Van Hamme, dans le cadre du PAVE;

Considérant que la Région va financer ce projet pour un montant de 300.000 €;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches;

Considérant que la première tranche sera de 270.000 € et la deuxième tranche de 30.000 €;

Considérant que la convention porte sur la période du 1er mars 2022 au 30 avril 2023;

Considérant que le dossier complet doit être introduit au plus tard pour le 31 octobre 2023;

Considérant que les dossiers introduits après cette date seront automatiquement annulés et à charge de la Commune,

Décide d'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor het toegankelijk maken van de beveiliging van de voetgangeroversteekplaatsen in Baron Guillaume Van Hammestraat, hierna “de Wegen” genoemd, in haar kader van het plan voor toegankelijk maken van de weg en de openbare ruimte (PAVE).

De Raad,

Overwegende dat het gewest, om tegemoet te komen aan de doelstellingen van het Good Move-plan, de gemeentes wil ondersteunen om de acties van hun mobiliteitsbeleid te concretiseren en het bijgevolg een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties 2022" voorstelt in de vorm van de toekenning van subsidies;

Overwegende dat de gemeente de mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze ondersteuning vallen op 22 februari 2022 ingediend heeft bij Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de goede ontvangst van de documenten bevestigd heeft op 16 juni 2022;

Overwegende dat het meer bepaald gaat om subsidies voor het toegankelijk maken van de beveiliging van de voetgangeroversteekplaatsen in Baron Guillaume Van Hammestraat in het kader van het PAVE;

Overwegende dat het gewest dit project zal financieren voor een bedrag van 300.000 €;

Overwegende dat de subsidie in twee schijven betaald zal worden;

Overwegende dat de eerste schijf 270.000 € en de tweede schijf 30.000 € bedraagt;

Overwegende dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 maart 2022 tot 30 april 2023;

Overwegende dat het volledige dossier uiterlijk op 31 oktober 2023 ingediend moet worden;

Overwegende dat dossiers ingediend na deze datum automatisch nietig verklaard worden en ten laste van de gemeente vallen,

Beslist de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Baron Van Hamme FR.docx, Convention Baron Van Hamme NL.docx

24.11.2022/A/0008 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Abrogation et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les

conditions particulières de placement de la signalisation routière ;
Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;
Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 7 : Voies publiques à statut spécial

Art.7.7. Rue réservée aux jeux

Art.7.7.1. Une rue réservée aux jeux est établie aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des signaux C3 complétés par un panneau additionnel portant la mention « rue réservée aux jeux » et la pose de barrières. Les cas échéant, les jours et heures sont à renseigner sur la signalisation.

Art.7.7.1.1. Rue du Bambou, dimanche de 10 à 20h;

Nouvelles dispositions :

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.1. Sens interdit

Art.1.1.2. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes. La mesure est matérialisée par le signal C1 complété par le panneau M2 ainsi que le F19 complété par le panneau M4.

Art.1.1.2.10. Drève des Gendarmes, de l'avenue du Maréchal vers l'avenue du Fort-Jaco et de l'avenue du Maréchal vers l'avenue des Chênes;

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.110. Rue Langeveld, 12 (1-3 m);

Art.4.1.2.111. Rue Roberts-Jones, 21 (1-3 m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.1. Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux du type E9 complétés par un panneau additionnel portant la mention adéquate.

Art.5.6.1.3. Rue Baron Guillaume Van Hamme, 33A, lundi au vendredi de 7 à 10h et de 15 à 18h (18 m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.15. Chaussée de Saint-Job, 771B, lundi au vendredi de 5 à 14h (10 m);

Art.5.7.5.16. Avenue Ilya Prigogine, 4, lundi au samedi de 6 à 14h (12 m);

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.60. Avenue Achille Reisdorff, 1 (12 m);

Art.5.7.7.61. Avenue Adolphe Dupuich, 34 (12 m);

Art.5.7.7.62. Avenue André Ryckmans, 3 (2 emplacements);

Art.5.7.7.63. Avenue Bel-Air, 69 (12 m);

Art.5.7.7.64. Avenue Brugmann, 396 (12 m);

Art.5.7.7.65. Avenue Brugmann, 506 (12 m);

Art.5.7.7.66. Avenue Château de Walzin, 1 (12 m);
Art.5.7.7.67. Avenue Coghen, 4 (12 m);
Art.5.7.7.68. Avenue de Foestraets, 33 (12 m);
Art.5.7.7.69. Avenue de la Chênaie, 1A (13 m);
Art.5.7.7.70. Avenue de la Chênaie, 125 (2 emplacements);
Art.5.7.7.71. Avenue de la Floride, 111 (12 m);
Art.5.7.7.72. Avenue de la Gazelle, 52 (13 m);
Art.5.7.7.73. Avenue de l'Aulne, 14 (12 m);
Art.5.7.7.74. Avenue de Saturne, 2 (13 m);
Art.5.7.7.75. Avenue des Alisiers, 5 (12 m);
Art.5.7.7.76. Avenue des Archères, 17 (12 m);
Art.5.7.7.77. Avenue des Chênes, 164 (12 m);
Art.5.7.7.78. Avenue des Statuaires, 102 (12 m);
Art.5.7.7.79. Avenue d'Homborchveld, 52 (12 m);
Art.5.7.7.80. Avenue d'Orbaix, 2 (12 m);
Art.5.7.7.81. Avenue Hippolyte Boulenger, 37 (12 m);
Art.5.7.7.82. Avenue Ilya Prigogine, 9 (12 m);
Art.5.7.7.83. Avenue Jean et Pierre Carsoel, 102 (12 m);
Art.5.7.7.84. Avenue Kamerdelle, 4 (12 m);
Art.5.7.7.85. Avenue Latérale, 297 (12 m);
Art.5.7.7.86. Avenue Latérale, 25 (12 m);
Art.5.7.7.87. Avenue Montana, 32 (13 m);
Art.5.7.7.88. Avenue Montjoie, 96B (12 m);
Art.5.7.7.89. Avenue Montjoie, 81 (13 m);
Art.5.7.7.90. Avenue Victor-Emmanuel III, 42 (12 m);
Art.5.7.7.91. Avenue Winston Churchill, 84 (13 m);
Art.5.7.7.92. Chaussée d'Alseberg, côté opposé au n° 1186 (2 emplacements);
Art.5.7.7.93. Chaussée d'Alseberg, 1399 (13 m);
Art.5.7.7.94. Chaussée d'Alseberg, 905 (13 m);
Art.5.7.7.95. Chaussée d'Alseberg, 463 (12 m);
Art.5.7.7.96. Chaussée d'Alseberg, côté opposé au n° 962 (12 m);
Art.5.7.7.97. Chaussée de Drogenbos, 211 (13 m);
Art.5.7.7.98. Clos Monique Rifflet, 2 (13 m);
Art.5.7.7.99. Chaussée de Saint-Job, 617 (2 emplacements);
Art.5.7.7.100. Chaussée de Waterloo, 1313 (13 m);
Art.5.7.7.101. Chaussée de Waterloo, 1211 (13 m);
Art.5.7.7.102. Dieweg, 174 (13 m);
Art.5.7.7.103. Drève du Caporal, 1 (12 m);
Art.5.7.7.104. Moensberg, 12 (13 m);
Art.5.7.7.105. Place Jean Vander Elst, 25 (13 m);
Art.5.7.7.106. Rue Basse, 7 (12 m);
Art.5.7.7.107. Rue Beeckman, 20 (13 m);
Art.5.7.7.108. Rue de la Fauvette, 80 (12 m);
Art.5.7.7.109. Rue de la Magnanerie, 1 (12 m);
Art.5.7.7.110. Rue de la Pêcherie, 74 (12 m);
Art.5.7.7.111. Rue des Griottes, 25 (12 m);
Art.5.7.7.112. Rue du Bourdon, 85 (13 m);
Art.5.7.7.113. Rue du Château d'Eau, côté opposé au n° 135 (12 m);
Art.5.7.7.114. Rue du Melkriek, 94 (12 m);
Art.5.7.7.115. Rue du Melkriek, côté opposé au n° 81 (2 emplacements);
Art.5.7.7.116. Rue Edouard Michiels, côté opposé au n° 2 (12 m);
Art.5.7.7.117. Rue Engeland, 90 (12 m);
Art.5.7.7.118. Rue Gabrielle, 107 (12 m);
Art.5.7.7.119. Rue Jean Benaets, 70 (12 m);

Art.5.7.7.120. Rue Jean-Baptiste Labarre, 2 (13 m);
Art.5.7.7.121. Rue Klipveld, côté opposé au n° 54 (13 m);
Art.5.7.7.122. Rue Langeveld, côté opposé au n° 67 (12 m);
Art.5.7.7.123. Rue Papenkasteel, 1 (13 m);
Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.54. Avenue des Alisiers, 63 (6 m);

Art.5.9.3. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules : C.D.. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « CD ».

Art.5.9.3.6. Avenue des Chalets, côté opposé au n° 9 (6 m);

Art.5.9.3.7. Chemin des Pins, 8 (6 m);

Art.5.9.3.8. Avenue Blücher, 190 (6 m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,
Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Intrekking en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekking :

Artikel 7 : Openbare wegen met een bijzonder statuut.

Art.7.7. Speelstraat

Art.7.7.1. Een speelstraat wordt ingesteld op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een verkeersbord C3 aangevuld door een onderbord met de vermelding "speelstraat" en dranghekken. Desgevallend wordt een tijdsvenster vermeld op het onderbord.

Art.7.7.1.1. Bamboestraat, zondag van 10 tot 20u;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.1. Verboden richting

Art.1.1.2. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers. Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt met het verkeersbord C1 aangevuld met het bord M2 alsook F19 aangevuld met het bord M4.

Art.1.1.2.10. Gendarmendreef, van de Maarschalklaan naar de Fort-Jacolaan en van de Maarschalklaan naar de Eikenlaan;

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.110. Langeveldstraat, 12 (1-3 m);

Art.4.1.2.111. Roberts-Jonesstraat, 21 (1-3 m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.6. Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.1. Het parkeren is beperkt in tijd op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden van het type E9 aangevuld door een onderbord met de geschikte vermelding.

Art.5.6.1.3. Baron Guillaume Van Hammestraat, 33A, maandag tot vrijdag van 7 tot 10u en van 15 tot 18u (18m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.15. Sint-Jobsesteenweg, 771B, maandag tot vrijdag van 5 tot 14u (10 m);

Art.5.7.5.16. Ilya Prigoginelaan, 4, maandag tot zaterdag van 6 tot 14u (12 m);

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.60. Achille Reisdorfflaan, 1 (12 m);

Art.5.7.7.61. Adolphe Dupuichlaan, 34 (12 m);

Art.5.7.7.62. André Ryckmanslaan, 3 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.63. Schoon Uitzichtlaan, 69 (12 m);

Art.5.7.7.64. Brugmannlaan, 396 (12 m);

Art.5.7.7.65. Brugmannlaan, 506 (12 m);

Art.5.7.7.66. Kasteel de Walzinlaan, 1 (12 m);

Art.5.7.7.67. Coghenlaan, 4 (12 m);

Art.5.7.7.68. de Foestraetslaan, 33 (12 m);

Art.5.7.7.69. Eikenboslaan, 1A (13 m);

Art.5.7.7.70. Eikenboslaan, 125 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.71. Floridalaan, 111 (12 m);

Art.5.7.7.72. Gazellelaan, 52 (13 m);

Art.5.7.7.73. Elzeboomlaan, 14 (12 m);

Art.5.7.7.74. Saturnelaan, 2 (13 m);

Art.5.7.7.75. Meelbessenlaan, 5 (12 m);

Art.5.7.7.76. Boogschutterinnenlaan, 17 (12 m);

- Art.5.7.7.77. Eikenlaan, 164 (12 m);
Art.5.7.7.78. Beeldhouwerslaan, 102 (12 m);
Art.5.7.7.79. Homborchveldlaan, 52 (12 m);
Art.5.7.7.80. d'Orbaixlaan, 2 (12 m);
Art.5.7.7.81. Hippolyte Boulengerlaan, 37 (12 m);
Art.5.7.7.82. Ilya Prigoginelaan, 9 (12 m);
Art.5.7.7.83. Jean en Pierre Carsoellaan, 102 (12 m);
Art.5.7.7.84. Kamerdellelaan, 4 (12 m);
Art.5.7.7.85. Zijlaan, 297 (12 m);
Art.5.7.7.86. Zijlaan, 25 (12 m);
Art.5.7.7.87. Montanalaan, 32 (13 m);
Art.5.7.7.88. Montjoielaan, 96B (12 m);
Art.5.7.7.89. Montjoielaan, 81 (13 m);
Art.5.7.7.90. Victor-Emmanuel III laan, 42 (12 m);
Art.5.7.7.91. Winston Churchillaan, 84 (13 m);
Art.5.7.7.92. Alsebergsesteenweg, aan de overkant van het nr. 1186 (2 plaatsen);
Art.5.7.7.93. Alsebergsesteenweg, 1399 (13 m);
Art.5.7.7.94. Alsebergsesteenweg, 905 (13 m);
Art.5.7.7.95. Alsebergsesteenweg, 463 (12 m);
Art.5.7.7.96. Alsebergsesteenweg, aan de overkant van het nr. 962 (12 m);
Art.5.7.7.97. Drogenbossesteenweg, 211 (13 m);
Art.5.7.7.98. Monique Riffletgaarde, 2 (13 m);
Art.5.7.7.99. Sint-Jobsesteenweg, 617 (2 plaatsen);
Art.5.7.7.100. Waterlooosesteenweg, 1313 (13 m);
Art.5.7.7.101. Waterlooosesteenweg, 1211 (13 m);
Art.5.7.7.102. Dieweg, 174 (13 m);
Art.5.7.7.103. Korporaaldreef, 1 (12 m);
Art.5.7.7.104. Moensberg, 12 (13 m);
Art.5.7.7.105. Jean Vander Elstplein, 25 (13 m);
Art.5.7.7.106. Diepestraat, 7 (12 m);
Art.5.7.7.107. Beeckmanstraat, 20 (13 m);
Art.5.7.7.108. Grasmusstraat, 80 (12 m);
Art.5.7.7.109. Zijdeteeltstraat, 1 (12 m);
Art.5.7.7.110. Visserijstraat, 74 (12 m);
Art.5.7.7.111. Noordkriekenstraat, 25 (12 m);
Art.5.7.7.112. Horzelstraat, 85 (13 m);
Art.5.7.7.113. Waterkasteelstraat, aan de overkant van het nr. 135 (12 m);
Art.5.7.7.114. Melkriekstraat, 94 (12 m);
Art.5.7.7.115. Melkriekstraat, aan de overkant van het nr. 81 (2 plaatsen);
Art.5.7.7.116. Edouard Michielsstraat, aan de overkant van het nr. 2 (12 m);
Art.5.7.7.117. Engelandstraat, 90 (12 m);
Art.5.7.7.118. Gabriellestraat, 107 (12 m);
Art.5.7.7.119. Jean Benaetsstraat, 70 (12 m);
Art.5.7.7.120. Jean-Baptiste Labarrestraat, 2 (13 m);
Art.5.7.7.121. Klipveldstraat, aan de overkant van het nr. 54 (13 m);
Art.5.7.7.122. Langeveldstraat, aan de overkant van het nr. 67 (12 m);
Art.5.7.7.123. Papenkasteelstraat, 1 (13 m);
Art.5.9. Parkeren voorbehouden
Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.
Art.5.9.1.54. Meelbessenlaan, 63 (6 m);
Art.5.9.3. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde

categorieën voertuigen : CD. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "CD".

Art.5.9.3.6. Kasteeltjeslaan, aan de overkant van het nr. 9 (6 m);

Art.5.9.3.7. Pijnbomenweg, 8 (6 m);

Art.5.9.3.8. Blücherlaan, 190 (6 m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2022 11 24_Cc_Annexes.pdf, 2022 11 24_Cc_Annexes_Bornes.pdf, 2022 11 24_Cc_NoteExplicative.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

24.11.2022/A/0009 **Subventions communales aux organismes sportifs pour 2022.**

Le Conseil,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la répartition des subsides d'encouragement aux sociétés sportives pour l'année 2022;

Considérant que les groupements et clubs, repris dans l'annexe 1, ont été invités à faire parvenir les documents de demande de subvention pour 2022;

Considérant que les groupements et clubs, repris dans l'annexe 2, nous ont fait parvenir leur dossier;

Considérant que le service des sports propose à l'Assemblée de répartir les subsides 2022 en fonction du nombre de membres pour un montant total de 22.250 €;

Considérant que la clé de répartition a été établie comme suit : 3,93 € par membre des différents clubs et 0,93 € par membre des clubs de hockey et de tennis,

Marque son accord sur la répartition et l'attribution des subsides aux différents clubs ayant remis leur dossier de demande de subsides pour l'année 2022 et sur l'engagement du montant total de 22.250 € à l'article 764/332-02/12.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentelijke subsidies aan sportclubs voor 2022.

De Raad,

Aangezien er moet overgegaan worden tot de verdeling van de aanmoedigingssubsidies voor sportclubs voor het jaar 2022;

Aangezien de verenigingen en clubs, vermeld in bijlage 1 werd verzocht de subsidieaanvraagdocumenten voor 2022 over te maken;

Aangezien de verenigingen en clubs, vermeld in bijlage 2 hun dossier hebben overgemaakt;

Aangezien de Sportdienst aan de vergadering voorstelt om de subsidies 2022 te verdelen op basis van het aantal leden voor een totaalbedrag van € 22.250;

Gelet op de volgende verdeelsleutel : € 3,93 per lid van de verschillende clubs en € 0,93 per lid van hockey- en tennis,

Verleent zijn goedkeuring aan de verdeling en de toekenning van subsidies aan de verschillende clubs die hun subsidieaanvraagdossier voor 2022 hebben ingediend en aan het vastleggen van het totaalbedrag van € 22.250 op artikel 764/332-02/12.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

ANNEXE BIJLAGE 1.pdf, ANNEXE BIJLAGE 2.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

24.11.2022/A/0010 **Renouvellement du Règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur.- Modification de taux et texte.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Considérant que toute occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre ou du Collège des Bourgmestre et Echevins, selon la nature de l'occupation;

Considérant que les supports de publicité visés par le présent règlement se distinguent des supports de publicité en général par le fait que les recettes qui en sont tirées sont affectées principalement au financement d'un service public;

Considérant qu'appliquer à cette catégorie de supports de publicité commerciale des dispositions identiques à celles auxquelles est soumise la généralité des supports de publicité commerciale revêtirait un caractère discriminatoire dès lors que des redevables se trouvant dans des situations objectivement et essentiellement différente

seraient traités de la même manière;

Considérant que la fixation du taux d'imposition tient compte de la charge financière, liée au financement d'un service public, que les redevables de la présente taxe sont tenus de supporter, à l'inverse des autres catégories de redevables soumises à la taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que le taux de la taxe relative aux supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Vu la situation financière de la commune,

Décide d'adopter au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Vernieuwing van het belastingreglement op commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg met als hoofddoel de financiering van een openbare dienst erkend door de wetgever.- Wijziging van de tarieven en de tekst.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Overwegende dat elke bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamedoeleinden van commerciële aard een voorafgaande toestemming van de burgemeester of het college van burgemeester en schepenen vereist, naargelang de aard van de bezetting;

Overwegende dat de in onderhavig reglement bedoelde publiciteitsdragers zich onderscheiden van publiciteitsdragers van algemene aard door het feit dat de ontvangsten die ze opleveren hoofdzakelijk bestemd zijn voor de financiering van een openbare dienst;

Overwegende dat het op deze categorie van commerciële publiciteitsdragers toepassen van identieke bepalingen als deze waaraan de overgrote meerderheid van de commerciële publiciteitsdragers onderworpen zijn van discriminerende aard zou zijn, omdat de belastingplichtigen die zich in een situatie bevinden die objectief en essentieel verschillend is, op dezelfde wijze zouden behandeld worden;

Overwegende dat de bepaling van het belastingtarief rekening houdt met de financiële

last verbonden aan de financiering van een openbare dienst, die de schuldenaars van onderhavige belasting dienen te dragen in tegenstelling tot de andere categorieën van schuldenaars die onderworpen zijn aan de belasting op de reclame-inrichtingen in de openbare ruimte of zichtbaar van de openbare ruimte;

Overwegende dat het belastingtarief op jaarbasis met 4 % aangepast moet worden;

Overwegende dat de onderhavige belasting als doelstelling heeft om de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te verschaffen voor haar opdrachten en het beleid dat ze wil voeren, alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, wegens de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg met als hoofddoel de financiering van een openbare dienst erkend door de wetgever gerechtvaardigd is door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economisch winstgevende activiteit vormt waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die werkzaam zijn in deze activiteitensector beschikken over draagkracht, waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Beslist op 1 januari 2023 het belastingreglement op commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg met als hoofddoel de financiering van een openbare dienst erkend door de wetgever goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

supports publicitairesServices public délib NL - novembre 2022.docx, supports publicitairesService public - délib fr modifications - novembre 2022.doc, supports publicitairesService public - délib fr - novembre 2022.doc

24.11.2022/A/0011 **Renouvellement du Règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.- Modifications de texte et de taux.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités

contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;
Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;
Vu la situation financière de la commune,
Décide de modifier au 1er janvier 2023 le Règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Vernieuwing van het belastingreglement op de commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg.- Wijziging van de tekst en de tarieven.

De Raad,
Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;
Overwegende dat de onderhavige belasting als doelstelling heeft de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te bezorgen voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;
Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economisch winstgevende activiteit vormt waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die werkzaam zijn in deze activiteitensector beschikken over draagkracht, waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;
Overwegende dat het belastingtarief op jaarbasis met 4 % aangepast moet worden;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente,
Beslist het belastingreglement op de commerciële publiciteitsdragers die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg op 1 januari 2023 te wijzigen.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

délibé Conseil - Taxe sur les supports publicitaires 2023-2025 - Version NL.doc,

délibé Conseil - Taxe sur les supports publicitaires 2023-2025 - Version FR.doc,

délibé Conseil - Taxe sur les supports publicitaires 2023-2025 - Version FR modifications.doc

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

24.11.2022/A/0012 **Propriétés communales.- Rue Edith Cavell, 92.- Installations sportives appartenant à la Commune d'Uccle, limitrophes du parc Montjoie et occupées par un club de tennis.- Modification de certaines conditions du projet de bail emphytéotique.- Approbation de la convention d'emphytéose.- Recours à un notaire.**

Le Conseil,

Vu la délibération n° 016/06.09.2018/A/0010 du Conseil communal;

Vu la délibération n° 016/27.07.2021/B/0027 par laquelle le Collège échevinal s'est prononcé en faveur de certaines modifications au projet de contrat, voulues par le club sportif, et a rejeté d'autres demandes contraires aux intérêts du propriétaire;

Considérant que, depuis 1973, des baux successifs ont été accordés, d'abord à l'A.S.B.L. « Tennis Club Churchill », ensuite, depuis 1997, à l'A.S.B.L. « Tennis club Uccle Churchill » pour le site des installations sportives situées rue Edith Cavell, 92, limitrophes du parc Montjoie;

Considérant que l'Assemblée a, en date du 26 octobre 2017, demandé des propositions des modalités d'occupation du site sportif et a approuvé la passation d'une convention d'occupation précaire avec l'A.S.B.L. « Tennis club Uccle Churchill » en attendant la concrétisation de l'occupation future;

Que le bien est occupé successivement à bail puis sous la forme d'une occupation précaire, depuis vingt-cinq ans, par le même locataire, pour un faible loyer ou redevance;

Qu'un projet de bail emphytéotique a été approuvé par le Conseil communal, en sa séance du 6 septembre 2018;

Considérant qu'une expertise, en vue de la vente du site, et portant sur 4 courts de tennis plus la plaine de jeu, avait été effectuée par le bureau de géomètres GEIA, en 2018, qui lui a attribué une valeur vénale de 250.000 €;

Que le bien se trouve en zone de sport, en lisière d'un parc inscrit sur la liste de sauvegarde du patrimoine;

Que le canon du bail emphytéotique se calcule sur la valeur vénale du bien;

Qu'une évaluation interne au service, aboutissait à des montants annuels compris entre 10.000,00 € et 11.697,70 € (soit entre 830,00 € et 974,00 € par mois);

Considérant qu'un projet de bail emphytéotique a été élaboré par le service et a reçu un avis favorable du Service juridique;

Que les conditions essentielles de ce bail prévoyaient une durée de 27 ans, une occupation de 4 courts de tennis et un canon annuel de 5.640,00 € (soit 470,00 € par mois), ainsi qu'une garantie de 1.000,00 €;

Que ce projet a été approuvé par le Conseil communal, en sa séance du 6 septembre 2018;

Considérant que, malgré le prix très favorable, le club a, en outre, décidé unilatéralement de suspendre le paiement de la moitié des canons, depuis le 1er juillet 2019 et jusqu'à ce jour, ainsi que refusé de signer le bail emphytéotique, pour cause de désaccord quant à la prise en charge financière des consommations d'eau et d'électricité anciennes, qui auraient dû être réparties entre le club et la Commune;

Que le montant restant dû, au 1er juin, s'élève à 5.000,00 €;

Considérant que, depuis lors, les services techniques ont fait le nécessaire pour transférer les compteurs d'eau et d'électricité au nom de la Commune d'Uccle, propriétaire, pour réparer un robinet d'arrivée d'eau dans le parc, installer un compteur de passage sur la conduite menant au compteur correspondant, ainsi que pour réparer un câble électrique endommagé;

Considérant qu'à la suite d'une réunion qui s'est tenue le 30 avril 2021, avec ses responsables, les dirigeants de l'A.S.B.L., dans un courrier du 11 mai 2021, ont formulé certaines demandes qui, si elles sont acceptées, modifieraient les conditions du projet de bail emphytéotique adopté en 2018;

Qu'entre autres, le club sportif désire occuper le cinquième terrain disponible sur le site, afin de le transformer en un terrain de padel, sans modification du prix arrêté par le Conseil en 2018;

Que, cependant, aucune garantie ne peut être donnée par le bailleur quant à l'aménagement projeté du terrain n° 5, étant donné que la réalisation de ces travaux est subordonnée à l'obtention d'un permis d'urbanisme;

Que, de plus, le club réclame à nouveau le remboursement par la Commune des consommations trop payées, avec effet rétroactif 20 ans en arrière;

Considérant que les dettes de consommation d'eau et d'énergie, se prescrivent au maximum par cinq ans, et, que sur cette base, les décomptes de frais de consommations que la Commune devrait rembourser, sont estimées à 5.000,00 €, sous la réserve des factures que produira l'A.S.B.L. sportive et qu'elle a payées;

Que le point de départ du calcul à rebours du délai de 5 ans pour la reconnaissance des dettes à rembourser à l'A.S.B.L., peut se situer au 1er juin 2019 qui correspond à la date à laquelle celle-ci a décidé d'invoquer l'exception d'inexécution, pour cause de non séparation persistante de certaines installations techniques, en suspendant unilatéralement le paiement de la moitié des redevances d'occupation précaire;

Considérant, en outre, que le "Tennis Club Uccle Churchill", ne présente pas de problèmes financiers apparents, en dépit de la crise sanitaire, contrairement à d'autres clubs sportifs établis sur le territoire de la commune;

Que le club lui-même annonçait, dans un courrier daté de l'été 2020 ainsi que dans son dernier projet de lettre, que le nombre d'adhérents ne cessait d'augmenter et qu'il souhaitait pouvoir répondre aux demandes de ses membres;

Considérant qu'une proposition de gratuité sur la première année a été faite par le club afin de compenser le montant des consommations à rembourser par la commune avec le montant des loyers non payés;

Qu'après comparaison, les prix pratiqués par le club s'alignent avec d'autres clubs de tennis à Uccle;

Qu'à moins qu'il ne modifie son offre tarifaire, le club ne pratique pas actuellement de prix social pour les cotisations demandées au public, qui justifierait une réduction de loyer;

Considérant qu'il y a lieu de faire réaliser une expertise actualisée du site portant sur la valeur vénale de quatre terrains;

Considérant, en outre, que le club, dans son dernier projet de courrier, envoyé par la voie électronique, le 11 mai 2021, demande un bail portant sur 35 ans, de façon à obtenir les crédits bancaires nécessaires aux travaux, dont une période de 30 ans correspondant à la durée d'amortissement des investissements, et la prévision d'un an pour l'obtention du permis d'urbanisme en vue des travaux de transformations, tout en anticipant un délai éventuel pour le prononcé de l'arrêt qui interviendrait en cas de recours contre le permis une fois délivré;

Considérant, par ailleurs, que la prise en charge par le propriétaire d'un désamiantage du club-house, telle que demandée par les dirigeants du club lors d'une réunion tenue le 20 janvier 2020, ne se justifie pas au regard de l'utilisation actuelle des lieux, et que de tels travaux devront être réalisés et incomberont financièrement à l'A.S.B.L. sportive seule, dans le cadre d'un bail emphytéotique, en cas d'obtention d'un permis d'urbanisme l'autorisant à transformer et à agrandir ce bâtiment;

Considérant, enfin, que le projet de "Charte de bonne cohabitation réglant les rapports entre les services communaux et le club sportif", second document adopté par la délibération susvisée du Conseil communal du 6 septembre 2018, devra également être adapté, en cas d'accord des parties sur ce qui précède;

Considérant que, par un courrier daté du 15 mai 2021, les responsables de l'A.S.B.L. ont formalisé leurs demandes, d'une part, d'ajouter à l'objet du bail emphytéotique un cinquième terrain, délaissé et situé dans le parc, d'autre part, de garder le montant du canon emphytéotique tel que proposé en 2018, en outre que la Commune d'Uccle compense les consommations d'eau et d'électricité des installations communales, depuis vingt ans, facturées au nom de l'A.S.B.L., par une réduction des canons, enfin de porter la durée du bail emphytéotique de 27 ans à 35 ans afin d'amortir l'investissement;

Que lors de sa séance du 27 juillet 2021, le Collège échevinal a marqué un accord de principe pour :

- refuser l'ajout du terrain numéro 5;
- décliner la demande de compensation des consommations d'eau et d'électricité sur vingt ans, mais de s'en tenir à la règle de la prescription des dettes par cinq ans;
- maintenir les autres conditions du projet de bail emphytéotique telles qu'approuvées par le Conseil communal, en sa séance du 6 septembre 2018;

Considérant qu'en date du 7 avril 2022, le Club a envoyé un e-mail marquant son accord de principe quant au projet du contrat de bail emphytéotique adopté en 2018, moyennant certaines adaptations, d'importance mineure, aussitôt soumises au Service Juridique, pour avis;

Que ce dernier a émis des remarques en marge du projet sur lequel le club sportif demandait des adaptations;

Considérant que l'A.S.B.L. Tennis Club Uccle Churchill a, entre-temps, apuré le solde de l'arriéré des canons emphytéotiques dont elle avait unilatéralement suspendu les paiements pour moitié, à partir du 1er juin 2019;

Qu'en outre, le montant des redevances d'occupation qu'elle paie mensuellement, depuis le 1er janvier 2018 jusqu'à ce jour, soit 500,00 € fixes, sans indexation, est supérieur au canon convenu et approuvé par le Conseil communal, en septembre 2018, qui s'élève à 470,00 € par mois;

Que, pour cette raison, premièrement, il ne semble pas juste de réclamer à cette A.S.B.L. le remboursement des montants correspondant aux indexations de canons, qui seraient dues pour la période qui cours du 1er octobre 2019, date anniversaire de l'entrée en vigueur réputée du bail emphytéotique, jusqu'à la date de la signature de celui-ci, ainsi que de réclamer un canon de départ du nouveau contrat, qui serait égal au montant de 470,00 € tel qu'indexé sur quatre ans;

Que, deuxièmement, en matière de baux à loyer, la règle est l'interdiction pour le bailleur de réclamer une indexation qui remonterait plus de trois mois en arrière;

Que, dès lors, sur ce point précis, il conviendrait de s'écarter de l'opinion du Service Juridique et de prévoir dans le nouveau projet de bail emphytéotique, que l'indexation annuelle ne s'appliquera, pour la première fois, qu'en 2023;

Considérant, par ailleurs, que le projet de "Charte de bonne cohabitation réglant les rapports entre les services communaux et le club sportif", a été actualisé sans toutefois être modifié sur le fond;

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un notaire pour établir le projet et authentifier l'acte constitutif de l'emphytéose;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de refuser l'ajout du terrain n° 5, situé dans le parc Montjoie, à la description des biens faisant l'objet du contrat d'emphytéose;
- de ne pas prendre en charge le coût des travaux de désamiantage éventuels du club-house;
- de décliner la demande de l'A.S.B.L. « Tennis Club Uccle Churchill » que la Commune d'Uccle accepte de remonter vingt ans en arrière pour rembourser au club sportif des consommations d'eau et d'électricité, mais de s'en tenir à la règle de la prescription de ces dettes par cinq ans;
- de reconnaître cette dette et d'autoriser le remboursement à l'A.S.B.L. « Tennis club Uccle Churchill », sur la production des factures, notamment de clôture de compte, les montants de consommations d'eau et d'électricité pour les cinq années qui précèdent les dates de transfert respectivement des compteurs d'eau et d'électricité, au nom de la Commune d'Uccle, en imputant la dépense sur les articles adéquats du service ordinaire, gérés par le Service Rénovation et Maintenance (des Bâtiments communaux) et à inscrire, soit en modifications budgétaires, soit en prévisions budgétaires pour 2023;
- de prendre connaissance du rapport d'expertise du Comité d'acquisition d'immeubles régional du 21 octobre 2021, relatif à la valeur vénale du droit

d'emphytéose;

- de conclure un bail emphytéotique avec l'A.S.B.L. « Tennis club Uccle Churchill » dont le siège social est établi rue Edith Cavell 92 à 1180 Bruxelles, prenant cours le 1er octobre 2018 et comprenant quatre terrains de tennis;
- de modifier, comme suit, les conditions décidées par le Conseil communal, dans sa délibération du 6 septembre 2018 :
 - la durée du bail emphytéotique est de trente-neuf années (au lieu de vingt-sept);
 - d'accepter la poursuite d'une activité de type HORECA accessoire, dans le clubhouse;
 - de stipuler, à l'article 7.2, que le contrat d'emphytéose sera résilié de plein droit en cas de faillite ou de dissolution volontaire ou non de l'emphytéote;
 - d'indexer le canon emphytéotique à chaque date anniversaire du contrat, et ce pour la première fois en 2023;
 - de maintenir les autres conditions du projet de bail emphytéotique, telles qu'approuvées par le Conseil communal, en sa séance du 6 septembre 2018, y compris le montant du canon convenu de commun accord, en 2018, soit cinq mille six cent quarante euros (5.640,00 €) par an et quatre cent septante euros (470,00 €) par mois;
- d'approuver le projet de "Charte de bonne cohabitation réglant les rapports entre les services communaux et le club sportif, tel que mis à jour, sans modification au contenu du texte;
- de recourir au ministère d'un notaire, de résidence à Uccle, pour établir le projet et passer l'acte authentique constitutif du droit d'emphytéose;
- de mettre fin à la convention d'occupation précaire signée le 27 octobre 2017 et ayant pris cours le 1er janvier 2018, à la date de l'entrée en vigueur du bail emphytéotique entre parties, selon les termes de l'article 2 de la convention ci-avant ;
- de mettre les frais d'acte, droits et honoraires de notaire, à la charge de l'emphytéote.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Edith Cavellstraat 92.- Sportinstallaties toebehorend aan de gemeente Ukkel, grenzend aan het Montjoiepark en gebruikt door een tennisclub.- Wijziging van bepaalde voorwaarden van het ontwerp van erfpacht.- Goedkeuring van de erfpachtovereenkomst.- Beroep doen op een notaris.

De Raad,

Gelet op beraadslaging nr. 016/06.09.2018/A/0010 van de Gemeenteraad;

Gelet op beraadslaging nr. 016/27.07.2021/B/0027, waardoor het schepencollege zich gunstig uitgesproken heeft over bepaalde wijzigingen aan het ontwerp van overeenkomst, gewenst door de sportclub, en andere vragen verworpen heeft, die strijdig waren met de belangen van de eigenaar;

Overwegende dat er sinds 1973 opeenvolgende pachtovereenkomsten toegekend werden, eerst aan de V.Z.W. "Tennis Club Churchill", daarna sinds 1997 aan de V.Z.W. "Tennis Club Uccle Churchill" voor de site met de sportinstallaties gelegen Edith Cavellstraat 92, grenzend aan het Montjoiepark;

Overwegende dat de vergadering op 26 oktober 2017 gevraagd heeft de modaliteiten voor het gebruik van het sportterrein voor te stellen en het verlijden van een precare gebruiksovereenkomst met de V.Z.W. "Tennis Club Uccle Churchill" goedgekeurd heeft, in afwachting van de concrete uitwerking van de bezetting in de toekomst;

Dat het goed sinds vijftientig jaar door dezelfde huurder gebruikt wordt, achtereenvolgens met een pachtovereenkomst en vervolgens in de vorm van een precair gebruik, voor een lage huurprijs of retributie;

Dat een ontwerp van erfpachtovereenkomst door de gemeenteraad goedgekeurd werd

in zitting van 6 september 2018;

Overwegende dat er in 2018 een waardeschatting, met het oog op de verkoop van het terrein en met betrekking tot 4 tennisvelden plus de speeltuin, verricht werd door het kantoor van landmeters GEIA, dat er een venale waarde van € 250.000 aan toegekend heeft;

Dat het goed zich in een gebied voor sportactiviteiten bevindt, aan de rand van een park dat opgenomen is op de bewaarlijst van het erfgoed;

Dat de canon van de erfpacht berekend wordt op de venale waarde van het goed;

Dat een interne schatting in de dienst leidde tot jaarbedragen tussen € 10.000,00 en € 11.697,70 (hetzij tussen € 830,00 en € 974,00 per maand);

Overwegende dat er een ontwerp van erfpachtovereenkomst uitgewerkt werd door de dienst en het een gunstig advies van de Juridische dienst gekregen heeft;

Dat de essentiële voorwaarden van deze pachtovereenkomst een duur van 27 jaar, een gebruik van 4 tennisvelden, een jaarlijkse canon van € 5.640,00 (hetzij € 470,00 per maand) en een waarborg van € 1.000,00 voorzagen;

Dat dit ontwerp goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zitting van 6 september 2018;

Overwegende dat, ondanks de zeer voordelige prijs, de club daarnaast eenzijdig beslist heeft om de betaling van de helft van de canons op te schorten, sinds 1 juli 2019 tot vandaag de dag, en geweigerd heeft om de erfpachtovereenkomst te ondertekenen wegens onenigheid over de financiële tenlasteneming van het voormalige water- en elektriciteitsverbruik, dat verdeeld had moeten worden tussen de club en de gemeente;

Dat het verschuldigde bedrag op 1 juni € 5.000,00 beloopt;

Overwegende dat de technische diensten sindsdien het nodige gedaan hebben om de water- en elektriciteitsmeters over te zetten op naam van de gemeente Ukkel, de eigenaar, een watertoevoerkraan in het park te herstellen, een doorstroommeter op de leiding naar de bijbehorende meter te installeren en een beschadigde elektriciteitskabel te herstellen;

Overwegende dat ingevolge een vergadering op 30 april 2021 met haar verantwoordelijken de bestuurders van de V.Z.W. in een brief van 11 mei 2021 bepaalde vragen geformuleerd hebben die, indien ze aanvaard worden, de voorwaarden van het in 2018 goedgekeurde ontwerp van erfpachtovereenkomst zouden wijzigen;

Dat de sportclub onder andere het vijfde terrein op de site wenst te gebruiken om het te verbouwen tot een padelterrein, zonder wijziging van de prijs die in 2018 door de raad vastgelegd werd;

Dat de verhuurder echter geen enkele garantie kan geven voor de geplande aanleg van terrein nr. 5 aangezien de verwezenlijking van deze werken gebonden is aan de verkrijging van een stedenbouwkundige vergunning;

Dat de club bovendien opnieuw de terugbetaling door de gemeente van het te veel betaalde verbruik eist, met 20 jaar terugwerkende kracht;

Overwegende dat de schulden voor water- en energieverbruik hoogstens na vijf jaar verjaren en dat op deze basis de afrekeningen van de verbruikskosten die de gemeente zou moeten terugbetalen geraamd worden op € 5.000,00, onder voorbehoud van de facturen die de sportieve V.Z.W. zal voorleggen en die ze betaald heeft;

Dat het vertrekpunt van de berekening in tegengestelde richting van de termijn van 5 jaar voor de erkenning van de aan de V.Z.W. terug te betalen schulden zich kan situeren op 1 juni 2019, wat overeenkomt met de datum waarop ze beslist heeft om de exceptie tot niet-uitvoering in te roepen wegens de aanhoudende niet-scheiding van bepaalde technische installaties, waardoor de betaling van de helft van de retributies voor het precair gebruik eenzijdig opgeschort werd;

Overwegende dat de "Tennis Club Uccle Churchill" bovendien geen duidelijke financiële problemen vertoont, ondanks de gezondheidscrisis, in tegenstelling tot

andere sportclubs op het grondgebied van de gemeente;

Dat de club in een brief van de zomer van 2020 en in haar laatste ontwerp van brief zelf aankondigde dat het aantal leden maar blijft stijgen en dat ze zou willen kunnen beantwoorden aan de vragen van haar leden;

Overwegende dat een voorstel tot kosteloosheid voor het eerste jaar geformuleerd werd door de club om het bedrag van het door de gemeente terug te betalen verbruik te compenseren met het bedrag van de niet-betaalde huur;

Dat na vergelijking de door de club gehanteerde prijzen in lijn liggen met andere tennisclubs in Ukkel;

Dat de club, tenzij ze haar tariefaanbod wijzigt, momenteel geen sociaal tarief hanteert voor de bijdragen die aan het publiek gevraagd worden, wat een vermindering van de huurprijs zou rechtvaardigen;

Overwegende dat er een actuele waardeschatting van het terrein moet plaatsvinden met betrekking tot de venale waarde van vier terreinen;

Overwegende bovendien dat de club, in haar laatste ontwerp van brief, elektronisch verzonden op 11 mei 2021, een erfpacht over 35 jaar vraagt om de bankkredieten te verkrijgen die nodig zijn voor de werken, waarvan een periode van 30 jaar die overeenkomt met de aflossingsduur van de investeringen, en de voorziening van een jaar voor de verkrijging van de stedenbouwkundige vergunning met het oog op de verbouwingswerken, waarbij ze een eventuele termijn voorziet voor de gerechtelijke uitspraak van het besluit dat zou optreden in geval van beroep tegen de vergunning zodra ze afgeleverd is;

Overwegende overigens dat de tenlasteneming door de eigenaar van een asbestverwijdering van het clubhuis, zoals gevraagd door de bestuurders van de club tijdens een vergadering op 20 januari 2020, niet gerechtvaardigd is ten aanzien van het huidige gebruik van de plaatsen en dat dergelijke werken verricht moeten worden en financieel enkel ten laste van de sportieve V.Z.W. vallen, in het kader van een erfpachtovereenkomst, in geval van verkrijging van een stedenbouwkundige vergunning die haar toestaat om dit gebouw te verbouwen en uit te breiden;

Overwegende tot slot dat het ontwerp van "Charter voor goede samenleving dat de betrekkingen tussen de gemeentediensten en de sportclub regelt", het tweede document dat door de voornoemde beraadslaging van de gemeenteraad van 6 september 2018 goedgekeurd werd, eveneens aangepast moet worden in geval van akkoord van de partijen over het voorgaande;

Overwegende dat de verantwoordelijken van de V.Z.W. in een brief van 15 mei 2021 hun vragen geformaliseerd hebben, enerzijds om aan het voorwerp van de erfpachtovereenkomst een vijfde terrein, verwaarloosd en gelegen in een park, toe te voegen en anderzijds het bedrag van de erfpachtcanon zoals voorgesteld in 2018 te behouden, dat de gemeente Ukkel bovendien het water- en elektriciteitsverbruik van de gemeentelijke installaties, dat sinds twintig jaar op naam van de V.Z.W. gefactureerd wordt, compenseert door een vermindering van de canon en tot slot de duur van de erfpachtovereenkomst van 27 op 35 jaar te brengen om de investering af te lossen;

Dat het schepencollege in zitting van 27 juli 2021 een principeakkoord verleend heeft om :

- de toevoeging van terrein nummer 5 te weigeren;
- de vraag tot compensatie van het water- en elektriciteitsverbruik over twintig jaar af te wijzen, maar zich te houden aan de regel van de verjaring van de schulden na vijf jaar;
- de andere voorwaarden van het ontwerp van erfpachtovereenkomst zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 6 september 2018 te behouden;

Overwegende dat de club op 7 april 2022 een e-mail gestuurd heeft met haar principeakkoord voor het ontwerp van erfpachtovereenkomst dat in 2018 goedgekeurd werd, middels bepaalde aanpassingen van ondergeschikt belang, die onmiddellijk voor

advies aan de Juridische dienst voorgelegd werden;

Dat deze laatste opmerkingen geformuleerd heeft in de rand van het ontwerp waaraan de sportclub aanpassingen vroeg;

Overwegende dat V.Z.W. Tennis Club Uccle Churchill intussen het saldo van het achterstallige bedrag van de erfpachtcanons aangezuiverd heeft, waarvan ze vanaf 1 juni 2019 eenzijdig de betalingen voor de helft opgeschort had;

Dat het bedrag van de gebruiksvergoedingen die ze maandelijks betaalt sinds 1 januari 2018 tot vandaag de dag, hetzij een vast bedrag van € 500,00 zonder indexering, bovendien hoger ligt dan de afgesproken canon die goedgekeurd werd door de gemeenteraad in september 2018, die € 470,00 per maand belooft;

Dat het om deze reden in de eerste plaats niet rechtvaardig lijkt om aan deze V.Z.W. de terugbetaling van de bedragen te eisen die overeenkomen met de indexeringen van de canon, die verschuldigd zouden zijn voor de periode van 1 oktober 2019, de verjaardag van de geachte inwerkingtreding van de erfpachtovereenkomst, tot de datum van ondertekening ervan, en om een aanvangscanon van de nieuwe overeenkomst te eisen, die gelijk zou zijn aan het bedrag van € 470,00 zoals geïndexeerd over vier jaar;

Dat in de tweede plaats, inzake huurovereenkomsten, de regel is dat het voor de verhuurder verboden is om een indexering te eisen die meer dan drie maanden teruggaat;

Dat er bijgevolg voor dit specifiek punt afgeweken zou moeten worden van de mening van de Juridische dienst en er in het nieuwe ontwerp van erfpachtovereenkomst voorzien zou moeten worden dat de jaarlijkse indexering voor de eerste keer pas in 2023 toegepast wordt;

Overwegende overigens dat het ontwerp van "Charter voor goede samenleving dat de betrekkingen tussen de gemeentediensten en de sportclub regelt" bijgewerkt werd zonder wijzigingen aan de inhoud;

Overwegende dat het noodzakelijk is een beroep te doen op een notaris om het ontwerp op te stellen en de oprichtingsakte van de erfpacht voor echt te verklaren;

Op voorstel van het college van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de toevoeging van terrein nummer 5, gelegen in het Montjoiepark, aan de beschrijving van de goederen die het voorwerp uitmaken van de erfpachtovereenkomst te weigeren;
- de kostprijs van de eventuele asbestverwijderingswerken aan het clubhuis niet ten laste te nemen;
- de vraag van V.Z.W. "Tennis Club Uccle Churchill" dat de gemeente Ukkel aanvaardt om twintig jaar terug te gaan om het water- en elektriciteitsverbruik aan de sportclub terug te betalen af te wijzen, maar zich te houden aan de regel van de verjaring van deze schulden na vijf jaar;
- deze schuld te erkennen en de terugbetaling aan V.Z.W. "Tennis Club Uccle Churchill", op voorlegging van de facturen, meer bepaald van de meterafsluiting, van de bedragen voor het water- en elektriciteitsverbruik voor de vijf jaar voor de data van overdracht van respectievelijk de water- en elektriciteitsmeters op naam van de gemeente Ukkel toe te staan, door de uitgave te boeken op de gepaste artikels van de gewone dienst, beheerd door de dienst Renovatie en Onderhoud (van de Gemeentegebouwen) en in te schrijven ofwel in de begrotingswijzigingen, ofwel in de begrotingsvooruitzichten voor 2023;
- kennis te nemen van het expertiseverslag van het gewestelijk Comité voor de aankoop van onroerende goederen van 21 oktober 2021 met betrekking tot de venale waarde van het erfpachtrecht;
- een erfpacht te sluiten met V.Z.W. "Tennis Club Uccle Churchill", waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Edith Cavellstraat 92 te 1180 Ukkel, die aanvangt op 1 oktober 2018 en vier tennisvelden omvat;

- de voorwaarden waartoe de gemeenteraad beslist heeft in zijn beraadslaging van 6 september 2018 als volgt te wijzigen :
 - de duur van de erfpachtovereenkomst bedraagt negenendertig jaar (in plaats van zevenentwintig);
 - de voortzetting van een bijkomstige activiteit van het type horeca in het clubhuis te aanvaarden;
 - in artikel 7.2 te bepalen dat de erfpachtovereenkomst van rechtswege opgezegd zal worden in geval van faillissement of al dan niet vrijwillige ontbinding van de erfpacht;
 - de erfpachtcanon te indexeren op elke verjaardag van de overeenkomst, en dit voor het eerst in 2023;
 - de andere voorwaarden van het ontwerp van erfpachtovereenkomst zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 6 september 2018 te behouden, inclusief het bedrag van de canon dat in 2018 in onderling akkoord overeengekomen werd, hetzij vijfduizend zeshonderdveertig euro (€ 5.640,00) per jaar en vierhonderdzeventig euro (€ 470,00) per maand;
 - het ontwerp van "Charter voor goede samenleving dat de betrekkingen tussen de gemeentediensten en de sportclub regelt" zoals bijgewerkt, zonder wijzigingen aan de inhoud van de tekst, goed te keuren;
 - een beroep te doen op een notaris, woonachtig te Ukkel, om het ontwerp op te stellen en de authentieke oprichtingsakte van het erfpachtrecht te verlijden;
 - een einde te stellen aan de preciaire gebruiksovereenkomst ondertekend op 27 oktober 2017 en aangevangen op 1 januari 2018, op de dag van inwerkingtreding van de erfpachtovereenkomst tussen de partijen, volgens de bewoordingen van artikel 2 van de voornoemde overeenkomst;
 - de aktekosten, rechten en erelonen van de notaris voor rekening van de erfpachter te zetten.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

2022 Projet bail emphytéotique Tennis Churchill.pdf, 2022 07 PROPOS.TC UCCLLE CHURCHILL-MODIF.PROJET CONTRAT+AVIS SJ.pdf, 2017 10 26 RC convention précaire.pdf, 2022 - Projet charte bonne cohabitation Tennis Chruchill.pdf, 2021 07 27 Délib Coll-accord princ.+négoc.-BOS 43410.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

24.11.2022/A/0013 **Nouvelle demande de prêt (transfert) relatif à l'extension de la crèche du Chat pour le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales - Crèche du Chat - Construction d'une nouvelle section et rénovation de la partie existante - 2 - Approbation de la convention de prêt.**

Le Conseil,

Considérant que le F.R.B.R.T.C. nous confirme que notre administration bénéficie d'un nouveau prêt (transfert du 25 Danse vers crèche du Chat) pour un montant de 364.440,00 € ayant pour objet « Crèche du chat – construction d'une nouvelle section et rénovation de la partie existante – 2 » et nous fait parvenir la convention y relative,

Décide d'approuver la convention de prêt pour un montant de 364.440,00 € ayant pour objet « Crèche du chat – construction d'une nouvelle section et rénovation de la partie existante – 2 » entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et notre administration.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Nieuwe leningsaanvraag (overdracht) m.b.t. het Kinderdagverblijf Le Chat voor het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën - Kinderdagverblijf Le Chat - Bouw van een nieuwe afdeling en renovatie van het bestaande deel - 2 - Goedkeuring van de leningsovereenkomst.

De Raad,

Overwegende dat de BGHGT bevestigt dat onze administratie recht heeft op een nieuwe lening (overdracht van de 25 Danse aan dkinderdagverblijf Le Chat) voor een bedrag van 364.440,00 € met als onderwerp "Kinderdagverblijf Le Chat - bouw van een nieuw gedeelte en renovatie van het bestaande gedeelte - 2" en ons de desbetreffende overeenkomst toestuurt,

Beslist de leningsovereenkomst voor een bedrag van 364.440,00 € met als onderwerp "Kinderdagverblijf Le Chat - bouw van een nieuw gedeelte en renovatie van het bestaande gedeelte - 2" tussen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en onze administratie goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Convention NL.pdf, Convention FR.pdf

Maintenance - Onderhoud

24.11.2022/A/0014 **Adhésion à la convention NRCLICK - Approbation de l'avenant de la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique avec Sibelga.**

Le Conseil,

Vu sa délibération en séance du 23 novembre 2017 (#016/23.11.2017/A/0020#) d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'achat d'énergie au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale et

d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat (NRCLICK);

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 7 et 24bis;

Considérant que pour rappel :

- Sibelga exerce certaines missions de service public au profit des pouvoirs

locaux et régionaux, notamment en vue de promouvoir les mesures d'économie d'énergie, la rénovation des bâtiments et la production d'électricité verte, par un accompagnement desdits pouvoirs locaux et régionaux, des conseils et un support technique et administratif;

- la Région de Bruxelles-Capitale et Sibelga ont conclu un contrat de gestion qui fixe des objectifs stratégiques ; que ces objectifs se déclinent en plusieurs piliers, dont celui relatif à la compatibilité énergétique dont la finalité consiste à fournir aux pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale, les informations nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions en matière d'efficacité énergétique mais également de par la mise à disposition des données de consommation, vérifier la rentabilité des investissements effectués et, le cas échéant, de les optimiser;
- dans ce cadre, Sibelga a repris et élargi le projet NRClick, lequel était déjà mis à disposition des communes, visant à offrir un service de comptabilité énergétique reposant notamment sur la mise à disposition d'une application informatique contenant les données de consommations énergétiques des Sites concernés;

- une convention a donc été établie pour modaliser la collaboration entre Parties;

Considérant les évolutions législatives à la fois en faveur d'un accroissement des projets de rénovation mais cadrant également davantage certains transferts de données, il est actuellement proposé un avenant à la convention existante. Avec cet avenant, les données contractuelles et de consommations énergétiques des Sites concernés, ainsi que les données contractuelles et de consommations énergétiques de tous les compteurs ouverts au nom de tiers (en ce compris les compteurs privés ou professionnels) situés dans des immeubles dont le pouvoir public est propriétaire ou occupant sont rapatriées dans l'Application;

Vu l'intérêt pour l'administration communale d'avoir l'image la plus précise et réaliste de la situation énergétique de ses immeubles,

Décide d'approuver les termes de l'avenant ci-joint à la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique avec Sibelga.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Toetreding tot de overeenkomst NRCLICK - Goedkeuring van het avenant van de overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van een dienst van energieboekhouding met Sibelga.

De Raad,

Gelet op haar beslissing van 23 november 2017 (#016/23.11.2017/A/0020#) om toe te treden tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Sibelga voor de aankoop van energie ten behoeve van de plaatselijke en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het reglement goed te keuren dat die opdrachtcentrale regelt (NRCLICK);

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op de artikelen 7 en 24bis;

Overwegende dat, ter herinnering :

- Sibelga bepaalde openbardienstverplichtingen uitvoert ten behoeve van de lokale en regionale besturen, met name met het oog op de bevordering van energiebesparende maatregelen, de renovatie van gebouwen en de productie

van groene elektriciteit, door aan deze lokale en regionale besturen bijstand, advies en technische en administratieve ondersteuning te verlenen;

- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Sibelga hebben een beheerscontract gesloten waarin strategische doelstellingen zijn vastgelegd; deze doelstellingen zijn onderverdeeld in verschillende pijlers, waaronder de pijler inzake energieboekhouding, die tot doel heeft de lokale en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de informatie te verstrekken die zij nodig hebben om een actieplan inzake energie-efficiëntie op te stellen en uit te voeren, maar ook om de rentabiliteit van de gedane investeringen na te gaan en deze zo nodig te optimaliseren, door verbruiksgegevens ter beschikking te stellen;

- in deze context heeft Sibelga het project NRClick, dat reeds ter beschikking van de gemeenten stond, overgenomen en uitgebreid met het oog op het aanbieden van een dienst voor energieboekhouding die met name gebaseerd is op de terbeschikkingstelling van een informatica-applicatie met de gegevens over het energieverbruik van de betrokken Sites;

- er een overeenkomst werd opgesteld om de samenwerkingsmodaliteiten tussen de partijen te regelen.

Dat met het oog op de wijzigingen in de wetgeving, zowel ten gunste van een toename van de renovatieprojecten als van een meer gedetailleerd kader voor bepaalde gegevensoverdrachten, thans via dit avenant een wijziging van de bestaande overeenkomst wordt voorgesteld. Met dit avenant worden de contractuele gegevens en de gegevens over het energieverbruik van de betrokken Sites, alsmede de contractuele gegevens en de gegevens over het energieverbruik van alle meters die op naam van derden zijn geopend (met inbegrip van particuliere of professionele meters) en die zich bevinden in gebouwen die eigendom zijn van of worden gebruikt door de overheidsinstantie, gerepatriceerd naar de Applicatie;

Gelet op het belang voor het gemeentebestuur om een zo accuraat en realistisch mogelijk beeld te hebben van de energiesituatie van haar gebouwen,

Beslist de bijgevoegde avenant goed te keuren met betrekking tot de overeenkomst met Sibelga voor het terbeschikking stellen van een energieboekhoudingsdienst.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Avenant convention NRClick Scan_FR.pdf, Avenant convention NRClick Scan_NL.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

24.11.2022/A/0015 **Service Egalité des Chances et des Genres.- Démission d'un membre du conseil Consultatif pour l'égalité des chances.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, l'Assemblée a marqué son accord sur la création d'un Conseil Consultatif;

Vu qu'en séance du 14 juin 2022, l'Assemblée a approuvé la nomination des membres de ce Conseil;

Vu qu'en séance du 25 octobre, le Collège a pris acte de la démission de fonctions de Mme Floriane Charles, en qualité de membre effectif du Conseil, avec effet au 28 octobre 2022,

Décide de prendre acte de la démission de Mme Charles Floriane, en qualité de membre effectif du Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres, avec effet au 28 octobre 2022.

Le Conseil prend acte.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid.- Ontslag van een lid van de adviesraad voor gelijke kansen.

De Raad,

Aangezien de Vergadering in zitting van 9 februari 2021 zijn goedkeuring heeft verleend aan de oprichting van een adviesraad;

Aangezien de Vergadering in zitting van 14 juni 2022 de benoeming van de leden van deze adviesraad heeft goedgekeurd;

Aangezien het College, in zitting van 25 oktober 2022, akte heeft genomen van het ontslag als werkend lid van de raad heeft ingediend, van Mevr. Floriane Charles, met ingang op 28 oktober 2022,

Beslist akte te nemen van het ontslag van mevr. Charles Floriane als werkend lid van de adviesraad voor gendergelijkheid, met ingang op 28 oktober 2022.

De Raad neemt akte.

*1 annexe / 1 bijlage
démission Floriane Charles.pdf*

24.11.2022/A/0016 Service Egalité des Chances et des Genres.- Signature de la charte CEASE.

Le Conseil,

Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale encourage une politique active en matière d'égalité femme-homme, de lutte contre les stéréotypes de genre, de race, de handicap, de lutte contre les violences entre partenaires et intrafamiliales;

Attendu que l'Echevinat de l'Egalité des Chances et des Genres a pour objectif la lutte contre les discriminations quels que soient le genre, le sexe, l'âge, la situation sociale, le niveau d'éducation, l'état de santé, l'ethnie, la religion, l'orientation sexuelle, la culture ou la préférence philosophique;

Attendu qu'il est stipulé dans la Déclaration de Politique Générale que le genre sera intégré dans l'action de la commune et que celle-ci pratiquera en ce but le gendermainstreaming et le genderbudgeting;

Considérant la motion engageant Uccle dans la lutte contre les violences et discriminations à l'égard des femmes et reconnaissant le féminicide;

Attendu que la lutte contre les violences faites aux femmes est une de nos priorités;

Attendu que des initiatives et actions pour visibiliser la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles qui aura lieu le 25 novembre ont été proposées;

Considérant le rôle essentiel de l'employeur dans cette lutte car avoir un emploi est primordial pour rompre le cycle de la violence, gagner en indépendance et se

reconstruire;

Attendu qu'une Charte CEASE, réseau d'organisations employeuses engagées dans la lutte contre les violences conjugales a été rédigée en ce sens et offre divers avantages comme la formation de personnes-ressources,

Décide, sur proposition du Collège, d'adhérer au réseau CEASE, réseau d'organisations employeuses engagées dans la lutte contre les violences conjugales et en signer la charte.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Dienst Gelijke kansen en gendergelijkheid.- Ondertekening van het CEASE-handvest.

De Raad,

Overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een actief beleid aanmoedigt op het gebied van de gelijkheid van mannen en vrouwen, de strijd tegen stereotypen inzake gender, ras en handicap, de strijd tegen geweld tussen partners en binnen het gezin;

Overwegende dat de dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid discriminatie op grond van gender, geslacht, leeftijd, sociale situatie, opleidingsniveau, gezondheidstoestand, etniciteit, godsdienst, seksuele geaardheid, cultuur of levensbeschouwelijke voorkeur wil bestrijden;

Overwegende dat in de algemene beleidsverklaring is bepaald dat het genderaspect in de actie van de gemeente zal worden geïntegreerd en dat de gemeente daartoe gendermainstreaming en genderbudgettering zal toepassen;

Gelet op de motie waarbij Ukkel zich verbindt tot de bestrijding van geweld tegen en discriminatie van vrouwen en tot erkenning van vrouwenmoord;

Overwegende dat de bestrijding van geweld tegen vrouwen een van onze prioriteiten is;

Overwegende dat er initiatieven en acties zijn voorgesteld om de Internationale dag van de uitbanning van geweld tegen vrouwen en meisjes, die op 25 november zal plaatsvinden, onder de aandacht te brengen;

Gelet op de essentiële rol van de werkgever in deze strijd, aangezien een job essentieel is om de geweldsspiraal te doorbreken, onafhankelijk te worden en zichzelf weer op te bouwen;

Aangezien er in dit verband is een CEASE-handvest opgesteld, een netwerk van werkgeversorganisaties die zich inzetten voor de bestrijding van huiselijk geweld, met een aanbod van verschillende voordelen zoals de opleiding van hulpverleners,

Beslist, op voorstel van het College, toe te treden tot het CEASE-netwerk, een netwerk van werkgeversorganisaties die zich inzetten voor de bestrijding van huiselijk geweld, en het handvest te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CEASE-Charte-FR.pdf

24.11.2022/A/0017 **Subsides aux associations actives en matière de développement durable.**

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 7.300 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2022 pour des "Subsides à diverses associations actives en matière de développement durable";

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu les formulaires de demande de subventions rédigés par le Comité de direction, respectivement pour les montants inférieurs et supérieurs à 1.250 €;

Attendu que ces subsides sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;

Vu le courrier de demande d'un subside de soutien de l'A.S.B.L. "Les moustaches" pour créer un service de garde à domicile des chats et ainsi lutter contre l'abandon de ceux-ci sur le territoire d'Uccle;

Vu la proposition d'octroyer un subside de 1.250 € à cette A.S.B.L.;

Vu la demande de subside de l'hôpital Sainte-Elisabeth pour son projet de nichoirs connectés;

Vu la proposition de leur octroyer un subside de 1.250 €,

Décide d'octroyer une subvention d'un montant de :

- 1.250 € à l'A.S.B.L. Les moustaches;

- 1.250 € à l'hôpital Sainte-Elisabeth.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Subsidies aan verenigingen die werken rond duurzame ontwikkeling.

De Raad,

Aangezien er een krediet van € 7.300 voorzien is onder artikel 879/332-02/93 van de begroting van 2022 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van duurzame ontwikkeling";

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 met als onderwerp de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op de aanvraagformulieren voor subsidies opgesteld door het directiecomité, respectievelijk voor bedragen kleiner en groter dan € 1.250;

Aangezien deze subsidies toegestaan worden in functie van de thema's die actueel zijn in Ukkel en elders;

Gelet op de brief van vzw "Les moustaches" waarin ze een ondersteuningssubsidie aanvraagt om een opvangdienst aan huis voor katten op te richten en zo te strijden tegen het feit dat ze achtergelaten worden op het grondgebied van Ukkel;

Gelet op het voorstel om deze vzw een subsidie van € 1.250 toe te kennen;

Gelet op de subsidieaanvraag van het Sint-Elisabethziekenhuis voor haar project van aangesloten nestkastjes;

Gelet op het voorstel om dit ziekenhuis een subsidie van € 1.250 toe te kennen,
Beslist een subsidie toe te kennen van :
- € 1.250 aan vzw Les moustaches;
- € 1.250 aan het Sint-Elisabethziekenhuis.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Les moustaches.pdf, Dossier de demande pour un subside ponctuel - Nichoirs connectés.pdf

Bien-être animal - Dierenwelzijn

24.11.2022/A/0018 **Appel à subventions permettant d'obtenir le Label « Commune amie des animaux ».- Octroi du subside et approbation de la convention.**

Le Conseil,
Vu la décision du Collège du 10 mai 2022 d'approuver le principe d'introduire un dossier de candidature auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vue d'obtenir une subvention;
Considérant que la subvention est octroyée pour la création d'une charte graphique spécifique pour la matière des droits et du bien-être animal à Uccle s'inscrivant dans la charte communale existante (nouveau projet), l'octroi d'une prime aux ménages pour l'adoption d'un animal en refuge (existant depuis 2019) et l'octroi d'une prime 'identification/vaccination/stérilisation' de son animal domestique pour les faibles revenus (existant depuis 2022);
Considérant que le montant de subside s'élève à 2.000 € pour la charte graphique, 3.000 € pour la prime adoption et 4.000 € pour la prime 'identification/vaccination/stérilisation', soit un total de 9.000 €;
Considérant que la commune d'Uccle a reçu 3 années consécutives le label « commune amie des animaux » et qu'il y a lieu de poursuivre dans cette voie, tant pour les droits et le bien-être des animaux que pour l'exemplarité des pouvoirs publics;
Vu la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/Uccle/BEA_Label,
Décide d'approuver la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/Uccle/BEA_Label.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

**Subsidieaanvraag om het label "Diervriendelijke gemeente" te krijgen.-
Toekenning van de subsidie en goedkeuring van de overeenkomst.**

De Raad,
Gelet op de beslissing van het college van 10 mei 2022 tot goedkeuring van het principe om een kandidatuur dossier in te dienen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om een subsidie te krijgen;
Overwegende dat de subsidie toegekend wordt voor de creatie van een specifieke

huisstijl voor de aangelegenheid van dierenrechten en -welzijn in Ukkel die in de lijn van de bestaande gemeentelijke huisstijl ligt (nieuw project), de toekenning van een premie aan gezinnen voor de adoptie van een dier uit het asiel (bestaand sinds 2019) en de toekenning van een premie 'identificatie/vaccinatie/sterilisatie' van een huisdier voor mensen met een laag inkomen (bestaand sinds 2022);

Overwegende dat het bedrag van de subsidie € 2.000 belooft voor de huisstijl, € 3.000 voor de adoptiepremie en € 4.000 voor de premie 'identificatie/vaccinatie/sterilisatie', hetzij een totaal van € 9.000;

Overwegende dat de gemeente Ukkel 3 jaar na elkaar het label "Diervriendelijke gemeente" gekregen heeft en dat voortgegaan moet worden op deze weg, zowel voor de dierenrechten en het dierenwelzijn als voor de voorbeeldfunctie van de overheid;

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de subsidie met als kenmerk SUB/2022/Uccle/BEA_Label,

Beslis de overeenkomst met betrekking tot de subsidie met als kenmerk SUB/2022/Uccle/BEA_Label goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONT_2022_Uccle_BEA_Label.pdf

Environnement - Milieu

24.11.2022/A/0019 Programme d'Actions Climat (PAC).- Avenant à la convention PAC.

Le Conseil,

Vu les décisions du Collège et du Conseil communal, respectivement en séances du 12/01/2021 et du 28/01/2021, d'approuver la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat » de 2020 pour l'élaboration d'un Programme d'Actions Climat (PAC);

Considérant qu'un subside de 150.000 € a été octroyé à la Commune par Bruxelles Environnement pour l'élaboration de ce PAC;

Considérant que cette convention prévoyait la fin de l'élaboration du PAC et sa validation par le Conseil communal dans un délai de 2 ans, soit en décembre 2022;

Considérant que l'absence d'un agent chargé de la coordination et de l'élaboration du PAC pendant une durée totale de 8 mois (de janvier à mars 2021, puis de mars à aout 2022) a indubitablement entraîné des retards;

Considérant que les conséquences de la crise sanitaire ont également entraîné un retard dans le processus participatif (Assemblée Citoyenne pour le Climat et en interne de l'administration avec les agents communaux);

Considérant qu'après avoir tenu un Comité d'Accompagnement avec Bruxelles Environnement, il a été convenu d'un commun accord de reporter la date d'échéance de la période de subsides au 30 juin 2023;

Considérant que les nouvelles procédures administratives mises en place par Bruxelles Environnement impliquent la validation d'un avenant à la Convention initiale par le Conseil Communal pour la prolongation du subside PAC,

Décide d'approuver l'avenant à la convention PAC entre la Commune et Bruxelles Environnement ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Klimaatactieprogramma (KAP).- Bijvoegsel bij de KAP-overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de beslissingen van het college en de gemeenteraad, respectievelijk in zitting van 12/01/2021 en 28/01/2021, om de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente goed te keuren in het kader van de projectoproep "Klimaatactie" van 2020 voor de opmaak van een Klimaatactieprogramma (KAP);

Overwegende dat Leefmilieu Brussel voor de opmaak van dit KAP een subsidie van € 150.000 toegekend heeft aan de gemeente;

Overwegende dat deze overeenkomst het einde van de opmaak van het KAP en de bekrachtiging ervan door de gemeenteraad voorzag binnen een termijn van 2 jaar, hetzij in december 2022;

Overwegende dat de afwezigheid van een ambtenaar verantwoordelijk voor de coördinatie en de opmaak van het KAP gedurende een totale duur van 8 maanden (van januari tot maart 2021 en van maart tot augustus 2022) ongetwijfeld vertraging veroorzaakt heeft;

Overwegende dat de gevolgen van de gezondheids crisis ook geleid hebben tot vertraging in het participatief proces (Burgerparlement voor het Klimaat en intern in het bestuur met de gemeenteambtenaars);

Overwegende dat na een begeleidingscomité met Leefmilieu Brussel in onderling overleg overeengekomen werd om de uiterste datum van de subsidieperiode te verdagen naar 30 juni 2023;

Overwegende dat de nieuwe administratieve procedures van Leefmilieu Brussel de bekrachtiging van een bijvoegsel bij de oorspronkelijke overeenkomst door de gemeenteraad vereisen voor de verlenging van de KAP-subsidie,

Beslist het bijvoegsel bij de KAP-overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Avenant_CONT_2020_AC_Uccle_APCOM_PAC.pdf

24.11.2022/A/0020 Immeuble rue Auguste Danse, 25 - Assainissement des sous-sol par désorption thermique.- Demande de subvention auprès du fond PROMAZ.- Approbation de la convention.

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 19 juillet 2022 notamment d'autoriser le Service de l'Environnement à introduire une demande auprès du Fonds pour l'assainissement des sols des citernes de gasoil utilisées à des fins de chauffage asbl (PROMAZ asbl);

Vu le projet de convention d'accompagnement et de remboursement d'assainissement du sol déjà réalisés ou à réaliser par le demandeur concernant les citernes de gasoil pour le chauffage des bâtiments avec une fonction autre que d'habitation à conclure entre le Fonds PROMAZ asbl et l'Administration communale d'Uccle;

Considérant que la présente convention concerne les modalités d'intervention de PROMAZ, passée entre le Demandeur et PROMAZ et que le modèle de la présente convention a été soumis et approuvé par la Commission Interrégionale de

l'assainissement du sol;

Considérant que la présente convention est conclue en vue de bénéficier de l'intervention financière de PROMAZ, plafonnée à 100.000 € mais que l'intervention effective dépend des moyens financiers disponibles et du schéma décisionnel quant à l'ordre et aux critères de priorité tel qu'approuvé par la Commission Interrégionale de l'assainissement du sol et publié sur www.promaz.be;

Considérant que chaque demande de remboursement s'effectue uniquement si les conditions, stipulées dans la présente convention, sont remplies,

Décide d'approuver la convention d'accompagnement et de remboursement d'assainissement du sol déjà réalisés ou à réaliser par le demandeur concernant les citernes de gasoil pour le chauffage des bâtiments avec une fonction autre que d'habitation.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Gebouw Auguste Dansestraat, 25 - Sanering van de kelderverdieping door thermische desorptie. Subsidieaanvraag bij het Promaz-fonds.- Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van 19 juli 2022 om de Milieudienst toe te staan een aanvraag in te dienen bij het Fonds voor de bodemsanering van stookolietanks gebruikt voor verwarmingsdoeleinden vzw (Promaz vzw);

Gelet op het ontwerp van overeenkomst voor de begeleiding en terugbetaling van door de aanvrager reeds verwezenlijkte of te verwezenlijken bodemsaneringen met betrekking tot stookolietanks voor de verwarming van de gebouwen met een andere functie dan woongelegenheid, te sluiten tussen vzw Promaz-fonds en het gemeentebestuur van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige overeenkomst betrekking heeft op de interventiemodaliteiten van Promaz, gesloten tussen de aanvrager en Promaz, en dat het model van de onderhavige overeenkomst voorgelegd werd aan en goedgekeurd werd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;

Overwegende dat de onderhavige overeenkomst gesloten wordt om de financiële tegemoetkoming van Promaz te genieten, beperkt tot € 100.000, maar dat de werkelijke tegemoetkoming afhangt van de beschikbare financiële middelen en van het beslissingsschema wat betreft de volgorde en de voorrangscriteria zoals goedgekeurd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie en gepubliceerd op www.promaz.be;

Overwegende dat elke aanvraag tot terugbetaling enkel tot stand komt indien de voorwaarden uit de onderhavige overeenkomst vervuld zijn,

Beslist de overeenkomst voor de begeleiding en terugbetaling van door de aanvrager reeds verwezenlijkte of te verwezenlijken bodemsaneringen met betrekking tot stookolietanks voor de verwarming van de gebouwen met een andere functie dan woongelegenheid goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

_ Promaz - Convention type CNR.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

24.11.2022/A/0021 **Subside communal aux Associations de Parents et organismes d'enseignement.**

Le Conseil,

Vu que le budget de l'exercice 2022 prévoit aux articles 703/332-02/40 et 702/443-48/40 un crédit destiné à l'attribution de subsides à divers organismes d'éducation et d'enseignement;

Que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes n'est pas d'application, les subsides accordés étant inférieurs à 1.250 €;

Que les œuvres bénéficiaires de ce subside sont cependant priées de fournir leurs bilans et projets d'activité,

Décide d'engager les dépenses et de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d'encouragement pour leurs actions caritatives :

- à l'article 703/332-02/40 - dépense envisagée : 5.500 €

	2021	2022
Les Amis de l'Académie de Musique	150 €	150 €
Les Amis de l'Ecole des Arts	150 €	150 €
Association de parents de :		
Calevoet	310 €	315 €
Centre	244 €	242 €
Eglantiers	657 €	668 €
Homborch	593 €	590 €
Longchamp	458 €	457 €
Messidor	494 €	498 €
Saint-Job	410 €	404 €
Val Fleuri	719 €	709 €
Verrewinkel	400 €	402 €
Merlo	365 €	365 €
ICPP	550 €	550 €

- à l'article 702/443-48/40 - dépense envisagée : 500 € pour l'interscolaire et associations locales des écoles catholiques, 400 € pour les écoles libres non-confessionnelles (Decroly 150 €, Hamaide 150 € et Plein Air 100 €) et 100 € pour l'école libre confessionnelle Ganenou.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentelijke subsidie aan de Ouderverenigingen en onderwijsinstellingen.

De Raad,

Aangezien de begroting van het dienstjaar 2022 onder artikels 703/332-02/40 en

702/443-48/40 een krediet voorziet voor de toekenning van subsidies aan allerlei instellingen rond opvoeding en onderwijs;

Aangezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, toegekend door de gemeentes niet van toepassing is omdat de toegekende subsidies lager zijn dan € 1.250;

Aangezien de begunstigden voor deze subsidies echter verzocht zullen worden hun balans en geplande activiteiten over te maken,

Beslist de voorziene bedragen over te maken volgens de onderstaande verdeling aan alle vertegenwoordigde instellingen, als aanmoediging voor hun caritatieve acties :

- artikel 703/332-02/40 - Overwogen uitgave : € 5.500

	2021	2022
Les Amis de l'Académie de Musique	150 €	150 €
Les Amis de l'Ecole des Arts	150 €	150 €
Association de parents de :		
Calevoet	310 €	315 €
Centre	244 €	242 €
Eglantiers	657 €	668 €
Homborch	593 €	590 €
Longchamp	458 €	457 €
Messidor	494 €	498 €
Saint-Job	410 €	404 €
Val Fleuri	719 €	709 €
Verrewinkel	400 €	402 €
Merlo	365 €	365 €
ICPP	550 €	550 €

- artikel 702/443-48/40 - voorziene uitgave : 500 € voor de "interscolaire et associations locales des écoles catholiques" en 400 € voor het vrij niet-confessioneel onderwijs (Decroly € 150 €, Hamaide 150 € en Plein Air € 100) et 100 € voor het vrij confessioneel school Ganenou.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

24.11.2022/A/0022 **Culture.- Subsidies annuels aux sociétés culturelles et subsidies de projets 2022.**

Le Conseil,

Vu que traditionnellement, le service de la Culture octroie des subsidies aux sociétés culturelles et artistiques locales ainsi que des subsidies de projets sur base d'un appel à projets dont le règlement a été validé en séance du Conseil communal du 25 juin 2020;

Considérant qu'un crédit de € 38.750 est prévu à l'article 775/332-02/70 du budget ordinaire de 2022 pour l'attribution de subsides;

Vu que 18 projets ont été réceptionnés dans le cadre de l'appel à projets CULTURE et que 32 sociétés culturelles ont fait la demande d'obtention d'un subside de fonctionnement annuel;

Que le projet soumis dans le cadre de l'appel à projets CULTURE par Mme Yaël Grau ne répond pas aux conditions d'éligibilité;

Que le tableau des subsides proposés pour les sociétés culturelles et artistiques locales se trouve en annexe;

Que les montants proposés dans le cadre des subsides de projets tiennent compte des critères d'évaluation, d'éligibilité et de recevabilité précisés dans le règlement de l'appel à projets;

Qu'afin de procéder à la répartition des subsides annuels, chaque société culturelle a dû fournir un rapport d'activités et un bilan des comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice 2021 ainsi qu'un projet de budget pour 2022;

Qu'un tableau récapitulatif de la répartition de ces subsides se trouve également en annexe;

Que l'octroi de ces subsides sera soumis au Conseil communal,

Décide :

- d'octroyer les subsides dans le cadre de l'appel à projets CULTURE dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 16.350 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2022;

- d'octroyer les subsides annuels aux sociétés culturelles et artistiques locales dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 22.400 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Cultuur.- Jaarlijkse subsidies 2022 aan culturele verenigingen en projectsubsidies.

De Raad,

Aangezien de dienst Cultuur traditioneel gezien subsidies toegekend aan lokale culturele en artistieke verenigingen en projectsubsidies op basis van een oproep tot projecten waarvan het reglement werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 juni 2020;

Overwegende dat een bedrag van € 38.750 onder artikel 775/332-02/70 van de gewone begroting 2022 voor de toekenning van subsidies voorziet wordt;

Aangezien er 18 projecten werden ontvangen in het kader van de oproep tot projecten en 32 culturele verenigingen een aanvraag hebben ingediend voor de jaarlijkse subsidie;

Aangezien het project ingediend door Mevr. Yaël Grau die in verband met de ontvankelijkheidscriteria niet aanvaardbaar is;

Aangezien de voorgestelde bedragen rekening houden met de verkiesbaarheids- en ontvankelijkheidscriteria van het reglement van de oproep tot projecten;

Aangezien elke culturele vereniging in het kader van de verdeling van de jaarlijkse subsidies een activiteitenverslag en een balans van de rekeningen van inkomsten en uitgaven voor het jaar 2021 en een ontwerp van het budget voor 2022 moeten indienen;

Aangezien een overzicht van de verdeling van deze subsidies eveneens in de bijlage werd toegevoegd;

Aangezien deze subsidies voorgelegd zullen worden aan de gemeenteraad,

Beslist :

- de subsidies in het kader van de oproep tot culturele projecten toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in de bijlage voor een bedrag van € 16.350 dat vastgelegd zal worden onder artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2022;
- de jaarlijkse subsidies aan culturele verenigingen toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in de bijlage voor een bedrag van € 22.400 dat vastgelegd zal worden onder artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2022.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TAB SOC CULTURELLES 22.pdf, TAB APPEL A PROJETS 22.pdf

24.11.2022/A/0023 **A.S.B.L. "Bibliothèque des Jeunes" située à Linkebeek.- Subside extraordinaire 2022.**

Le Conseil,

Attendu qu'un montant de 1.250 € destiné à accorder une aide financière à l'A.S.B.L. "Bibliothèque des Jeunes" a été prévu au budget 2022 à l'article 76701/332-02/70 des dépenses ordinaires;

Vu la charte d'amitié entre les deux communes,

Décide de marquer son accord sur la liquidation du subside pour 2022.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

V.Z.W. "Bibliothèque des Jeunes" te Linkebeek.- Buitengewone subsidie 2022.

De Raad,

Aangezien er een bedrag van € 1.250 voor een financiële steun aan de V.Z.W. "Bibliothèque des Jeunes" te Linkebeek werd voorzien in de begroting 2022 onder artikel 76701/332-02/70 van de gewone uitgaven;

Gelet op het vriendschapscharter tussen de twee gemeenten,

Beslist zijn goedkeuring aan de betaling van de subsidie voor 2022 te verlenen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

24.11.2022/A/0024 **Lokaal Cultuurbeleid.- Subside GC Het Huys.- Soutien aux actions menées dans le cadre du Lokaal Cultuurbeleid 2022.**

Le Conseil,

Vu que la Commune perçoit un subside de 23.020 € de la VGC dans le cadre du

Lokaal Cultuurbeleid pour l'exécution des actions liées aux objectifs du Cultuurbeleidsplan;

Qu'en 2022, le plan d'action approuvé par le Collège prévoyait qu'une partie des actions dans ce cadre seraient organisées par le GC het Huys;

Qu'à l'occasion du vote du budget 2022, un montant de 5.000 € a été prévu à cet effet à l'article 762/332-02/70;

Que des documents et pièces justificatives prouvant les dépenses liées à ces activités nous seront fournis et que le subside ne dépassera pas le montant total de ces pièces justificatives, à concurrence de maximum 5.000 €,

Décide d'octroyer un subside de maximum 5.000 € au GC het Huys.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Lokaal Cultuurbeleid.- Subsidie GC Het Huys.- Steun voor de acties uitgevoerd in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid 2022.

De Raad,

Gelet dat de gemeente een subsidie van 23.020 € van de VGC ontvangt in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid om de acties voorzien in het Lokaal Cultuurbeleidsplan te kunnen uitvoeren;

Gelet dat in het actieplan 2022, goedgekeurd door het College, het organiseren van activiteiten door het GC het Huys was voorzien;

Gelet dat bij de stemming over de begroting voor 2022 hiervoor een bedrag van 5000 euro is voorzien op het artikel 762/332-02/70;

Gelet dat GC het Huys, documenten en stukken die bewijzen van het gebruik van de subsidie voor de activiteiten ons zullen versturen en dat de subsidie niet hoger zal zijn dan het totaalbedrag van de bewijsstukken ter hoogte van maximum 5.000 €,

Beslist een subsidie van maximum 5.000 € aan het GC het Huys toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.

24.11.2022/A/0025 **Médiathèque Le Phare.- Renouvellement de la convention avec la Fédération Wallonie-Bruxelles.**

Le Conseil,

Attendu que la convention liant la Commune d'Uccle à la Fédération Wallonie-Bruxelles en ce qui concerne la Médiathèque est arrivée à échéance le 31 décembre 2021;

Attendu que la proposition de renouvellement de la convention est parvenue au service Culture et que celle-ci couvrira la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024;

Considérant que la convention 2019-2020 a été signée le 7 février 2019 entre la Communauté française et la Commune d'Uccle;

Et que l'avenant à cette convention 2019-2020, signé le 4 juin 2021 entre la Communauté française et la commune d'Uccle, arrive à échéance le 31 décembre

2021;

Considérant que la précédente convention 2014-2018 avait été rédigée dans le cadre de la cession par la Médiathèque (devenue PointCulture) de certains centres de prêt à des opérateurs locaux, en concertation notamment avec les pouvoirs publics communaux ou provinciaux, prévoyant le transfert gratuit à ces opérateurs de sa collection locale de médias, du mobilier et du matériel informatique;

Considérant que la convention est destinée à arrêter les missions confiées à l'opérateur ainsi que les modalités et les conditions d'octroi de subventions par la Communauté;

Que la Fédération Wallonie Bruxelles s'engage à verser une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant inchangé de 25.607 € pour la mise en œuvre du cahier de missions spécifiques à Uccle et décrites dans la convention à l'article 6;

Considérant que la convention prend cours le 1er janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2024;

Vu la convention Médiathèque avec La Fédération Wallonie-Bruxelles se trouvant annexée à cette délibération,

Décide de marquer son accord sur la signature de la Convention médiathèque établie entre la commune d'Uccle et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Mediatheek Le Phare.- Vernieuwing van de overeenkomst met de Fédération Wallonie-Bruxelles.

De Raad,

Overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Fédération Wallonie-Bruxelles betreffende de Mediatheek op 31 december 2021 eindigt is;

Aangezien dat een voorstel tot verlenging van de overeenkomst is door de dienst Cultuur ontvangen en bestrijkt de periode van 1 januari 2022 tot en met 31 december 2024;

Overwegende dat de overeenkomst 2019-2020 op 7 februari 2019 werd ondertekend tussen de Franstalige Gemeenschap en de gemeente Ukkel;

En dat het aanhangsel aan deze overeenkomst 2019-2020, ondertekend op 4 juni 2021 tussen de Franstalige Gemeenschap en de gemeente Ukkel, afloopt op 31 december 2021;

Overwegende dat de vorige overeenkomst 2014-2018 was opgesteld in het kader van de overdracht door de Mediatheek (nu PointCulture) van bepaalde uitleencentra aan lokale operatoren, in overleg met de gemeentelijke of provinciale autoriteiten, en voorzorg in de kosteloze overdracht aan deze operatoren van haar lokale mediacollecție, meubilair en computerapparatuur;

Overwegende dat de overeenkomst bedoeld is om de aan de exploitant toevertrouwde taken en de voorwaarden voor de toekenning van subsidies door de Gemeenschap vast te stellen;

Dat de Fédération Wallonie-Bruxelles zich ertoe verbindt een jaarlijkse werkingssubsidie te betalen van een ongewijzigd bedrag van 25.607 € voor de uitvoering van de specifieke taken in Ukkel en beschreven in de overeenkomst in artikel 6;

Aangezien dat de overeenkomst in gaat op 1 januari 2022 en eindigt op 31 december 2024;

Overwegende de overeenkomst Mediatheek met de Fédération-Wallonie die aan deze beraadslaging is gevoegd,

Besluit akkoord te gaan met de ondertekening van de mediatheekconventie tussen de gemeente Ukkel en de Fédération Wallonie-Bruxelles.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
PROJET CONVENTION 2022-2024 MEDIATHEQUE_Uccle_signé.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

24.11.2022/A/0026 **Solidarité internationale.- Programme de coopération internationale communale 2022-2026.- Rapport de mission de la délégation ucquoise à Kintambo d'octobre 2022**

Le Conseil,

Vu que la Commune d'Uccle a acté sa volonté de jouer un rôle actif dans le domaine de la coopération au développement par sa délibération du Conseil communal du 17 décembre 2009, notamment dans le cadre du programme fédéral belge de Coopération internationale communale;

Vu que le Conseil communal en sa séance du 23 juin 2022 a approuvé la convention tripartite liant pour les années 2022-2026 Brulocalis, la commune d'Uccle et la commune de Kintambo dans le cadre du Programme de coopération internationale communale;

Vu que, suite à la demande des autorités politiques locales, le Collège a approuvé en sa séance du 12 avril 2022 le principe d'une mission courant 2022 de Monsieur le Bourgmestre et de Madame l'Echevine de la Solidarité internationale afin de marquer le lancement du programme CIC 2022-2026 et de resserrer les liens politiques entre les deux communes;

Vu que le Collège a approuvé en sa séance du 23 août 2022 la mission de Monsieur le Bourgmestre, Madame l'Echevine de la Solidarité internationale du 10 au 15 octobre et de Monsieur Antoine Defise (Solidarité internationale) et Monsieur Jean-Michel Mureau (Etat-civil) du 8 au 16 octobre 2022;

Vu que cette mission a été approuvée par Brulocalis, gestionnaire du Programme CIC, et est financée par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

Vu qu'un rapport de mission a été rédigé par les services concernés par le programme CIC (Solidarité internationale, Etat-civil) à l'attention du Collège des Bourgmestre et échevins, du Conseil communal et du Conseil consultatif de la Solidarité internationale,

Décide de prendre connaissance du rapport de mission et de ses annexes.

Le Conseil prend connaissance.

Internationale Solidariteit.- Programma Gemeentelijke Internationale Samenwerking 2022-2026.- Missieverslag van de Ukkelse delegatie in Kintambo van oktober 2022.

De Raad,

Aangezien de gemeente Ukkel akte genomen heeft van haar wens om een actieve rol te spelen in het domein van ontwikkelingssamenwerking in haar beraadslaging van de gemeenteraad van 17 december 2009, meer bepaald in het kader van het Belgisch federaal programma van Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 23 juni 2022 de driepartijenovereenkomst tussen Brulocalis, de gemeente Ukkel en de gemeente Kintambo voor 2022-2026 in het kader van het programma Gemeentelijke Internationale Samenwerking goedgekeurd heeft;

Aangezien het college op vraag van de lokale overheid in zitting van 12 april 2022 het principe van een missie in de loop van 2022 van de burgemeester en de schepenen van Internationale Solidariteit goedgekeurd heeft om de lancering van het GIS-programma 2022-2026 kenbaar te maken en de politieke banden tussen de twee gemeentes nauwer aan te halen;

Aangezien het college in zitting van 23 augustus 2022 de missie van de burgemeester en de schepenen van Internationale Solidariteit van 10 tot 15 oktober en van de heer Antoine Defise (Internationale Solidariteit) en de heer Jean-Michel Mureau (Burgerlijke Stand) van 8 tot 16 oktober 2022 goedgekeurd heeft;

Aangezien deze missie goedgekeurd werd door Brulocalis, beheerder van het GIS-programma, en gefinancierd wordt door de Directie-generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire Hulp (DGD) van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Aangezien er een missieverslag opgesteld werd door de diensten die betrokken zijn bij het GIS-programma (Internationale Solidariteit en Burgerlijke Stand) gericht aan het college van burgemeester en schepenen, de gemeenteraad en de Adviesraad voor Internationale Solidariteit,

Beslist kennis te nemen van het missieverslag en van de bijlagen erbij.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

2022-11-09 - rapport final (interne) mission 2022 kintambo CC.docx

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

24.11.2022/A/0027 Participation citoyenne.- Sélection des projets lauréats du budget participatif 2022.

Le Conseil,

Vu le règlement communal relatif au budget participatif adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 29 avril 2021;

Attendu que suite à l'appel à projets organisé dans le cadre du budget participatif lancé en juillet 2022, 15 propositions ont été retenues après l'analyse des services et ont été soumis au vote des Ucclois(e)s du 3 octobre au 06 novembre 2022;

Attendu que, durant cette période, chaque citoyen(ne) âgé(e) d'au moins 14 ans a pu voter pour deux projets, soit en ligne sur la plateforme Monopinion, soit à l'aide d'un formulaire bilingue de vote spécifique, disponible sur le site internet de la Commune et sur les urnes mises à disposition (Centre administratif, centre culturel, bibliothèques), pouvant être déposé dans les urnes ou envoyé par email;

Attendu que suite à cette phase de vote, au total, 4897 votes ont été comptabilisés : 2110 votes ont été récoltés via la plateforme Monopinion, 2787 votes ont été reçus via

formulaire (248 par email et 2539 via les urnes);

Attendu que le total des votes se répartit de la manière suivante entre les 15 projets (voir détail en annexe) :

- Création d'un espace repair café, fab lab, outilhèque (Budget estimé : 25.000 euros) a obtenu 667 votes;

- « Brugmann for Families » : Aménagement d'une aire de jeux inclusive au Parc Brugmann (Budget estimé : 50.000 euros) a obtenu 584 votes;

- "La rencontre " : lieu intergénérationnel et de socialisation pour personnes isolées (Budget estimé : 20.000 euros) a obtenu 529 votes;

- Aménagement du Parvis Saint-Pierre : pose de bancs et plantations d'arbres (Budget estimé : 25.000 euros) a obtenu 485 votes;

- Un coeur pour la rue Vanderkindere : aménagement et verdurisation du parvis devant l'Eglise (Budget estimé : 50.000 euros) a obtenu 448 votes;

- Le Square des Héros utile et ludique : mobilier urbain, boîte à livres, plantations (Budget estimé : 50.000 euros) a obtenu 372 votes;

- Verdurisation des écoles communales : plantation d'arbres dans les cours de récréation (Budget estimé : 50.000 euros) a obtenu 337 votes;

- "Un Four pas banal", construction d'un four à bois sur le site de l'étang de pêche (Budget estimé : 15.000 euros) a obtenu 336 votes;

- Création d'un atelier de céramique (Budget estimé : 10.000 euros) a obtenu 212 votes;

- Maison des femmes au Homborch : lieu de sociabilisation, activités, ateliers (Budget estimé : 20.000 euros) a obtenu 197 votes;

- Installation d'un magasin de proximité au Homborch (100.000 euros) a obtenu 166 votes;

- Création d'une application mobile pour une Grainothèque participative (Budget estimé : 24.000 euros) a obtenu 154 votes;

- « Pousse-Pousse à la Cité de Messidor » : installation d'une serre éco-construite sur la plaine d'Anjou. (Budget estimé : 30.000 euros) a obtenu 145 votes;

- Création d'une application mobile pour du co-accompagnement scolaire (Budget estimé : 24.000 euros) a obtenu 140 votes;

- Aménagement d'une pataugeoire pour enfants au Parc Montjoie (Budget estimé : 50.000 euros) a obtenu 125 votes;

Attendu que les quatre projets ayant récolté le plus de votes sont « Création d'un espace repair café, fab lab, outilhèque » (Budget estimé : 25.000 euros), « Brugmann for Families » : Aménagement d'une aire de jeux inclusive au Parc Brugmann (Budget estimé : 50.000 euros), "La rencontre " : lieu intergénérationnel et de socialisation pour personnes isolées (Budget estimé : 20.000 euros), Aménagement du Parvis Saint Pierre : pose de bancs et plantations d'arbres (Budget estimé : 25.000 euros);

Attendu que le montant total estimé pour les quatre projets ayant obtenu le plus de votes s'élève à 120.000 euros;

Attendu que le cinquième projet qui a obtenu le plus de voix est « Un cœur pour la rue Vanderkindere » et que le montant estimé de 50 000 euros ne peut dès lors être pris en compte dans l'enveloppe disponible de 150 000 euros;

Attendu que le collège, prenant en compte le règlement du budget participatif et la disponibilité des services concernés, propose d'utiliser le solde de 30 000 euros comme provision pour permettre la bonne réalisation des quatre projets lauréats;

Attendu que par ailleurs, les propositions des habitants ayant obtenu le plus de voix feront l'objet d'une attention spécifique de la part du collège et de l'administration dans le cadre de la mandature,

Décide, après avoir pris connaissance des résultats des votes, de sélectionner les quatre projets suivants comme projets lauréats du Budget participatif d'Uccle 2022 avec la répartition suivante : « Création d'un espace repair café, fab lab, outilhèque »

(25.000 euros), « Brugmann for Families » : Aménagement d'une aire de jeux inclusive au Parc Brugmann (50.000 euros) ,"La rencontre " : lieu intergénérationnel et de socialisation pour personnes isolées (20.000 euros), Aménagement du Parvis Saint-Pierre : pose de bancs et plantations d'arbres (25.000 euros) et d'utiliser le solde de 30 000 euros pour la bonne réalisation de ces quatre projets en sus des budgets de base qui y sont alloués.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Burgerinspraak.- Selectie van de winnende projecten van het Participatief budget 2022.

De Raad,

Gelet op het gemeentereglement met betrekking tot het participatief budget, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 29 april 2021;

Aangezien ingevolge de projectoproep die georganiseerd werd in het kader van het participatief budget, gelanceerd in juli 2022, 15 voorstellen geselecteerd werden na de analyse door de diensten en ter stemming aan de Ukkelaars voorgelegd werden van 3 oktober tot 6 november 2022;

Aangezien tijdens deze periode elke burger van minstens 14 jaar oud kon stemmen voor twee projecten, ofwel online op het platform MyOpinion, ofwel aan de hand van een specifiek tweetalig stemformulier, dat beschikbaar was op de website van de gemeente en aan de stembussen (Administratief Centrum, Cultureel Centrum, bibliotheken) en dat gedeponneerd kon worden in de stembussen of per mail opgestuurd kon worden;

Aangezien na deze stemfase in totaal 4.897 stemmen geteld werden : 2.110 stemmen via het platform MyOpinion, 2.787 stemmen via formulieren (248 per e-mail en 2.539 via de stembussen);

Aangezien het totaal aantal stemmen als volgt verdeeld is over de 15 projecten (zie detail in de bijlage) :

- Bouw van een ruimte voor een repair café, fab lab, gereedschapsbibliotheek (geraamd budget : 25.000 euro) : 667 stemmen;
- "Brugmann for Families" : aanleg van een inclusieve speeltuin in het Brugmannpark (geraamd budget : 50.000 euro) : 584 stemmen;
- "De ontmoeting" : intergenerationele plaats voor socialisatie voor alleenstaanden (geraamd budget : 20.000 euro) : 529 stemmen;
- Inrichting van het Sint-Pietersvoorplein : plaatsen van banken en planten van bomen (geraamd budget : 25.000 euro) : 485 stemmen;
- Een hart voor de Vanderkinderestraat : inrichting en vergroening van het plein voor de kerk (geraamd budget : 50.000 euro) : 448 stemmen;
- De Heldensquare nuttig en speels : stadsmeubilair, boekenbox, planten (geraamd budget : 50.000 euro) : 372 stemmen;
- Vergroening van de gemeentescholen : planten van bomen op de speelplaatsen (geraamd budget : 50.000 euro) : 337 stemmen;
- "Geen gewone oven" : bouw van een houtoven op het terrein van de visvijver (geraamd budget : 15.000 euro) : 336 stemmen;
- Oprichting van een keramiekwerkplaats (geraamd budget : 10.000 euro) : 212 stemmen;
- Vrouwenhuis in Homborch : socialisatieplaats, activiteiten, workshops (geraamd budget : 20.000 euro) : 197 stemmen;
- Vestiging van een buurtwinkel in Homborch (geraamd budget : 100.000 euro) : 166 stemmen;
- Creatie van een mobiele app voor een participatieve zadenbib (geraamd budget :

24.000 euro) : 154 stemmen;

- "Pousse-Pousse in de wijk Messidor" : installatie van een ecologisch gebouwde serre op het Anjouplein (geraamd budget : 30.000 euro) : 145 stemmen;

- Creatie van een mobiele app voor co-begeleiding naar school (geraamd budget : 24.000 euro) : 140 stemmen;

- Aanleg van een kikkerbad voor kinderen in het Montjoiepark (geraamd budget : 50.000 euro) : 125 stemmen;

Aangezien de vier projecten met de meeste stemmen zijn : Bouw van een ruimte voor een repair café, fab lab, gereedschapsbibliotheek (geraamd budget : 25.000 euro), "Brugmann for Families" : aanleg van een inclusieve speeltuin in het Brugmannpark (geraamd budget : 50.000 euro), "De ontmoeting" : intergenerationele plaats voor socialisatie voor alleenstaanden (geraamd budget : 20.000 euro), Inrichting van het Sint-Pietersvoorplein : plaatsen van banken en planten van bomen (geraamd budget : 25.000 euro);

Aangezien het geraamd totaalbedrag voor de vier projecten met de meeste stemmen 120.000 euro belooft;

Aangezien het vijfde project met de meeste stemmen "Een hart voor de Vanderkinderestraat" is en het geraamd bedrag van 50.000 euro bijgevolg niet in aanmerking genomen kan worden op het beschikbare budget van 150.000 euro;

Aangezien het college, rekening houdend met het reglement van het participatief budget en de beschikbaarheid van de betrokken diensten, voorstelt het saldo van 30.000 euro te gebruiken als voorschot om de goede verwezenlijking van de vier winnende projecten mogelijk te maken;

Aangezien aan de voorstellen van de inwoners met de meeste stemmen bovendien specifieke aandacht geschonken zal worden door het college en het bestuur in het kader van de ambtsperiode,

Beslist, na kennis genomen te hebben van de resultaten van de stemming de volgende vier projecten te selecteren als winnende projecten van het Participatief budget van Ukkel 2022 met de volgende verdeling : Bouw van een ruimte voor een repair café, fab lab, gereedschapsbibliotheek (25.000 euro), "Brugmann for Families" : aanleg van een inclusieve speeltuin in het Brugmannpark (50.000 euro), "De ontmoeting" : intergenerationele plaats voor socialisatie voor alleenstaanden (20.000 euro), Inrichting van het Sint-Pietersvoorplein : plaatsen van banken en planten van bomen (25.000 euro) en het saldo van 30.000 euro te gebruiken voor de goede verwezenlijking van deze vier projecten bovenop het basisbudget dat eraan toegekend wordt.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Copie de Résultats simplifiés BP 2022.xlsx, Résultats simplifiés BP 2022 version définitive_nl.xlsx

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

24.11.2022/A/0028 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouverts par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 5 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement ou dès la notification de ces dernières pour procéder au paiement;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III articles 50 et 51 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 28 octobre 2021,

Décide de prendre pour information la liste des 3.621 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Le Conseil prend connaissance.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.- Bezwaren.- Kennisneming.

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals ingevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen gevisieerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts gevisieerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de

schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploitatiedecreet kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Gemeenteraad";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van de schuldenaars die beschikken over een termijn van 5 kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte van de parkeerretributie, om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er per aangetekende brief ingebrekestellingen verstuurd werden naar elke schuldenaar bij gebrek aan betaling van de voornoemde retributies;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzenddatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Dat de schuldenaars vandaag niet overgegaan zijn tot de betaling van de retributie(s), noch ze betwist hebben, noch een afbetalingsplan van hun schuld ten aanzien van de gemeente gevraagd hebben;

Overwegende bijgevolg dat de schulden opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de lijsten opgesteld door de dienst Parking, die belast is met het beheer van het gereguleerd parkeren;

Dat de gemeenteontvanger bijgevolg een dwangbevel opgesteld heeft met het oog op de invordering van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de ingebrekestelling per aangetekend schrijven zoals voorzien in Hoofdstuk III, artikels 50 en 51 van de retributieverordening, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 28 oktober 2021,

Beslist kennis te nemen van de lijsten van de 3.621 dwangbevelen die door de gemeenteontvanger opgesteld zijn voor de onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Liste Collège belge+français+hollandais - 1er trimestre 2022 Excel.pdf

24.11.2022/A/0029 **Douzièmes provisoires pour l'exercice budgétaire 2023.**

Le Conseil,

Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;

Vu que lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires doivent être arrêtés par le Conseil communal;

Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écarter tout risque de blocage;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2023 de crédits provisoires à concurrence de deux douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Voorlopige twaalfden voor het dienstjaar 2023.

De Raad,
Gezien artikel 14 van het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;
Gezien in het geval dat de begroting nog niet gestemd is geweest, de voorlopige kredieten moeten vastgelegd worden door de Gemeenteraad;
Gezien de noodzaak tegemoet te kunnen komen aan de dringendste verplichtingen die zich zouden voordoen vanaf het begin van het nieuwe begrotingsjaar en alle risico's van blokkering te vermijden;
Op voorstel van het Schepencollege,
Besluit aan de voorgedijoverheid de toelating te vragen voor 2023 te mogen beschikken over voorlopige kredieten ten belope van twee twaalfden van de toewijzingen van de gewone begroting van het vorige dienstjaar, goedgekeurd door de hogere overheid.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Rémunérations-pensions - Bezoldigingen-pensioenen

24.11.2022/A/0030 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Recours aux services de l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions (SFP) et adoption des documents relatifs à l'instauration d'une pension complémentaire des membres du personnel dans le cadre d'un contrat de travail.**

Le Conseil,
Vu la Nouvelle Loi communale,
Vu la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;
Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale ;
Vu la Loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées ;
Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu la Loi du 1er février 2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales, modifiant l'article 30/1 de la

loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu la Loi du 30 mars 2018 relative à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales ;

Vu la Loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives ;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la revalorisation salariale 2021-2025 du 20 septembre 2021 ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2021 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant aux communes bruxelloise une dotation de 22.500.000,00 EUR à visant à la mise en œuvre de l'accord sectoriel 2021-2025 ;

Considérant la résiliation par Belfius Insurance et Ethias à partir du 1er janvier 2022 du contrat dans le cadre du marché public lancé en 2010 par l'ONSSAPL pour la désignation d'une compagnie d'assurances chargée de l'exécution de l'engagement de pension pour les agents contractuels des administrations provinciales et locales ;

Considérant les décisions adoptées par le Comité de Gestion des administrations provinciales et locales en vue de désigner un nouvel organisme de pension pour les pouvoirs locaux ;

Considérant le Cahier des charges du Service Fédéral des Pensions pour le marché public de services ayant comme objet « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales » (n° SFPD/S2100/2022/05) ;

Considérant que le Comité de Gestion des administrations provinciales et locales a décidé le 29 août 2022 d'attribuer le marché public de services ayant pour objet «désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales» à Ethias Pension Fund OFP conformément aux documents de marché applicables ;

Considérant qu'afin de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation visée à la loi du 24 octobre 2011 susvisée, les pouvoirs locaux affiliés au Fonds de Pension Solidarisé des administrations locales et provinciales sont tenus de constituer un second pilier de pension pour leurs agents contractuels ;

Considérant par ailleurs que le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux susvisé, ainsi que l'arrêté du 2 octobre 2021 susvisé mettant en œuvre ce protocole d'accord, impliquent de constituer un second pilier de pension dans la cadre de la revalorisation salariale négociée ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47, § 2 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu la décision du Conseil communal du 23 juin 2022 d'adhérer à la centrale d'achat du Service fédéral des Pensions, en vue de la poursuite d'un deuxième pilier de pension pour les agents contractuels, décision transmise à l'autorité de tutelle le 28 juin 2022;

Vu le protocole d'accord du Comité de négociation du 13 octobre 2022;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les documents relatifs à l'instauration de la pension complémentaire des membres du personnel dans le cadre d'un contrat de

travail avec la Commune;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide :

1° d'approuver les documents suivants ci-annexés relatifs à l'instauration de la pension complémentaire des membres du personnel occupés dans le cadre d'un contrat de travail avec la Commune disponibles sur le site <https://www.ethiaspensionfund.be/plan-de-pension.html> :

- Règlement de pension multi-employeurs
- Plan de financement du régime de pension du 2ème pilier en faveur des membres du personnel contractuel d'un pouvoir local relevant du patrimoine distinct APL du canton 2
- Convention de gestion – Canton 2 - Patrimoine distinct APL
- Acte d'adhésion à la Convention de Gestion – Canton 2 – Patrimoine Distinct APL
- Déclaration sur les principes de la politique d'investissement du "patrimoine distinct APL"
- Règlement d'assurance de groupe pour "structure d'accueil"
- Convention cadre d'assurance de rentes viagères octroyées dans le cadre de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires
- Statuts de l'organisme de financement de pensions "Ethias Pension Fund"

2° de recourir aux services d'Ethias Pension Fund OFP, adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale d'achat du Service fédéral des pensions ;

3° de financer les dépenses impliquées par les crédits inscrits aux articles 113-23 ;

4° de charger le collège des Bourgmestres et Echevins de l'exécution de la présente décision ;

5° d'adresser copie de cette décision Ethias Pension Fund OFP (selon les modalités prévues sur le site dédié du prestataire).

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Gebruikmaking van de diensten van de inschrijver aan wie de raamovereenkomst is gegund door de aankoopcentrale van de FPD en stemming van de documenten betreffende de vaststelling van een aanvullend pensioen voor het contractueel personeel.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet,

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid ;

Gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening en zijn wijzigingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 1 februari 2022 tot toewijzing aan de Federale Pensioendienst van bepaalde opdrachten inzake de aanvullende pensioenen van de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke besturen, tot wijziging van artikel 30/1 van de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst;

Gelet op de wet van 30 maart 2018 met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als nietvastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen ;

Gelet op de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen ;

Gelet op het protocol 2021/1 van het onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 september 2021 over de herwaardering van de lonen 2021-2025 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021 tot toekenning aan de Brusselse gemeenten van een dotatie van 22.500.000,00 EUR houdende uitvoering van het sectoraal akkoord 2021-2025 ;

Overwegende de opzegging per 1 januari 2022 door Belfius Insurance en Ethias van de overeenkomst in het kader van de overheidsopdracht die in 2010 door de RSZPPO is uitgeschreven voor de aanduiding van een verzekeringsmaatschappij belast met de uitvoering van de pensioenverbintenis voor de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ;

Overwegende de besluiten van het beheerscomité van de pensioenen van de provinciale en plaatselijke besturen tot aanduiding van een nieuwe pensioeninstelling voor de plaatselijke besturen ;

Overwegende het lastenboek van de Federale Pensioendienst voor de overheidsopdracht voor diensten “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden” (nr. SFPD/S2100/2022/05) ;

Overwegende dat het beheerscomité van de provinciale en plaatselijke besturen op 29 augustus 2022 heeft besloten de overheidsopdracht met als onderwerp “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden” te gunnen aan Ethias Pension Fund OFP, overeenkomstig de toepasselijke aanbestedingsdocumenten ;

Overwegende dat, om in aanmerking te komen voor een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage als bedoeld in bovenvermelde wet van 24 oktober 2011, de lokale besturen aangesloten bij het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen voor hun contractueel personeel een tweede pensioenpijler moeten opzetten ;

Overwegende dat bovengenoemd protocol 2021/1 van het onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten, alsook bovengenoemd besluit van 2 oktober 2021 dit protocol uitvoeren, de instelling van een tweede pensioenpijler inhouden in het kader van de onderhandelde loonopwaardering ;

Overwegende dat krachtens artikel 47, § 2, van de wet van 17 juni 2016 een aanbestedende dienst die zijn toevlucht neemt tot een aankoopcentrale, vrijgesteld wordt van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ;

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 23 juni 2022 om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van de federale pensioendienst, met het oog op de invoering/voortzetting van een tweede pensioenpijler voor contractuele personeelsleden, een besluit dat op 28 juni 2022 aan de toezichthoudende autoriteit is overgemaakt ;

Gelet op de protocolakkoord van het onderhandelingscomité van 13 oktober 2022 ;

Overwegende dat de documenten betreffende de vaststelling van het aanvullend pensioen voor het contractueel personeel van de Gemeente moeten goedgekeurd worden ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Besluit :

1° de volgende documenten in bijlage goed te keuren met betrekking tot de invoering van het aanvullend pensioen voor contractuele personeelsleden van de Gemeente beschikbaar op <https://www.ethiaspensionfund.be/plan-de-pension.html> :

- Pensioenreglement multi-werkgevers
- Financieringsplan voor de pensioenregeling van de tweede pijler voor de contractuele personeelsleden van een lokaal bestuur behorend tot het afzonderlijk vermogen PPO van kanton 2
- Beheersovereenkomst - Kanton 2 - afzonderlijk vermogen PPO
- Toetredingsakte tot de beheersovereenkomst - Kanton 2 - afzonderlijk vermogen PPO
- Verklaring over de principes van het investeringsbeleid van het “afzonderlijk vermogen PPO”
- Groepsverzekeringsreglement voor “onthaalstructuur”
- Kaderovereenkomst renteverzekering, lijfrenten toegekend in het kader van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen
- Statuten van het organisme voor de pensioenfinanciering “Ethias Pension Fund”.

2° gebruik te maken van de diensten van Ethias Pension Fund OFP, de inschrijver aan wie de raamovereenkomst is gegund door de aankoopcentrale van de federale pensioendienst ;

3° de uitgaven te financieren die voortvloeien uit de kredieten in de artikelen 113-23 ;

4° het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van dit besluit ;

5° een kopie van deze beslissing te bezorgen aan Ethias Pension Fund OFP (volgens de modaliteiten op de specifieke website van de verstrekker).

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

16 annexes / 16 bijlagen

Beheersovereenkomst_Afzonderlijk Vermogen PPO.PDF, 4-Structure d'accueil_Ethias SA_Uccle AC.pdf, 5-Kaderovereenkomst renten model_Ukkel Gemeente.pdf, Convention de gestion du Patrimoine distinct APL.pdf, 1-Acte d'adhésion_Patrimoine distinct APL_Uccle AC v2.pdf, 4-Onthaalstructuur_Ethias NV_Ukkel Gemeente.pdf, 3-Plan de financement_APL_Uccle AC.pdf, SIP_Patrimoine

distinct APL.pdf, Statuten gewijzigd door AV van 21 09 2022.pdf, 1-Toetredingsakte tot de beheersovereenkomst_Ukkel Gemeente.pdf, SIP_Afzonderlijk vermogen PPO.PDF, 5-Contrat cadre rentes type_Uccle AC.pdf, Statuts modifiés par AGE du 21 09 2022.pdf, 2-Règlement de pension_Multi_Uccle AC-CPAS v2.pdf, 2-Pensioenreglement_MIP_Ukkel Gemeente-OCMW.PDF, 3-Financieringsplan_PPO_Ukkel Gemeente.pdf

*Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.
Vanessa Issi quitte la séance / verlaat de zitting.*

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Taxes - Belastingen

24.11.2022/A/0031 **Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 de la constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu la circulaire émanant du SPF affaires étrangères et établissant à partir du 19 mars 2018 une nouvelle procédure de délivrance des passeports appelée «extrême urgence»;

Vu la circulaire du 5 novembre 2019 émanant du SPF Intérieur supprimant la procédure urgente de certains documents;

Vu que le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le du 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

Article 1er :

Il est établi, à partir du 1er janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025, aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance de certificats et d'autres documents.

La taxe est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.

Article 2 :

Le montant, y compris les frais de fabrication, est fixé comme suit :

§ 1. Cartes et documents d'identité électroniques de Belge :

a) Emission d'une carte d'identité électronique

*Etablissement d'un document de base

Procédure normale :

- pour une carte d'identité électronique 27 €
- pour une carte d'identité électronique après le 2ème rappel 30 €
- pour une carte d'identité électronique après le 3ème rappel 35 €

Frais de rappel pour le retrait d'une carte d'identité électronique :	
- après le 1er rappel	4 €
- après le 2ème rappel	8 €
Procédure très urgente	220 €
Procédure d'extrême urgence avec livraison centralisée	140 €
b) Emission d'un document d'identité électronique pour enfant belge de moins de 12 ans (Kids-ID)	
*Etablissement d'un document de base	
Procédure normale	14 €
Procédure très urgente	220 €
Procédure d'extrême urgence avec livraison centralisée	140 €
A partir de la 2ème Kids-ID au même moment pour les enfants de la même famille inscrits à la même adresse : par carte	
	60 €
c) Emission d'une annexe 33	12 €
d) Emission d'une annexe 12 par l'administration communale	12 €

§ 2. Cartes et titres de séjour pour étrangers :

a) Emission d'un titre de séjour électronique	
*Etablissement d'un document de base	
Procédure normale :	
- pour un titre de séjour électronique	27 €
Procédure très urgente	220 €
b) Emission d'un titre de séjour biométrique	
*Etablissement du document de base	
Procédure normale :	
- pour un titre de séjour biométrique (sauf carte type A)	27 €
- pour un titre de séjour biométrique (carte type A)	33 €
Procédure très urgente	220 €
Frais de rappel pour le retrait d'un titre de séjour électronique ou biométrique	
- 1er rappel	4 €
- 2ème rappel	8 €
c) Délivrance d'un certificat d'identité pour enfant étranger de moins de 12 ans	4 €
d) Délivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement des titres de séjour :	
- pour un 1er titre de séjour, pour tout titre délivré contre remise de l'ancien et pour le renouvellement ou le remplacement, suite à un vol acté dans un PV établi par la police	9 €
- pour un 1er duplicata, à l'exception du vol	12 €

Sont délivrées gratuitement : les attestations d'immatriculations visées par l'arrêté royal du 12 juin 1998 modifiant celui du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

§ 3. Délivrance de certificats ou attestations de toute nature 7 €

(dont les informations contenues dans les puces électroniques)

§ 4. Les expéditions, copies, extraits tirés :

- des registres de l'état civil	9 €
- des registres contenant les actes relatifs à l'acquisition, au recouvrement, à la conservation et à la perte de la nationalité	9 €
- du registre aux déclarations de mariage	9 €

Les certificats établis par le bourgmestre, l'officier de l'état civil ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant desdits registres 9 €

§ 5. Délivrance de passeports de voyage :

Le montant, y compris les frais de fabrication et autres taxes, est fixé comme suit :

Procédure normale	
- adultes	98 €
- mineurs	67 €
Procédure urgente	
- adultes	290 €
- mineurs	255 €
Procédure extrêmement urgente	
- adultes	355 €
- mineurs	320 €

§ 6. Documents délivrés en vertu de l'Arrêté Royal

du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers modifié par celui du 7 mai 2008 :

Annexe 3bis	18 €
Annexe 15	12 €
Annexe 16	12 €
Annexe 19	12 €
Annexe 19 ter	12 €
Annexe 22	12 €
Annexe 32	12 €
§ 7. Délivrance d'une carte professionnelle	28 €

Les ressortissants turcs sont exonérés du paiement de cette taxe en vertu de l'accord d'association CEE - Turquie du 23 novembre 1970.

§ 8. Délivrance d'un permis de travail 7 €

§ 9. Constitution d'un dossier de cohabitation légale ou de partenariat (articles 40BIS et 47 de la Loi 60 €

du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers)

§ 10. Délivrance d'un permis de conduire :

- permis de conduire (format carte bancaire)	40 €
- permis de conduire provisoire	35 €
- permis de conduire international	35 €

§ 11. Délivrance d'un acte de concession : 15 €

Article 3 :

La taxe est perçue au comptant au moment de la demande du document. Celle-ci est constatée par l'impression d'un timbre indiquant le montant de la taxe sur le formulaire de demande du document. Dans les autres cas une quittance doit être remise.

Article 4 :

§1. Sont exonérés de la taxe : les documents cités aux § 3 et § 4 de l'article 2 :

a) qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'Autorité, sur production du document l'attestant;

b) délivrés aux personnes physiques indigentes, celle-ci étant prouvée par toute pièce probante;

c) à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les chômeurs, la qualité de celui-ci étant prouvée par une attestation;

d) à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les jeunes travailleurs en stage d'attente des allocations de chômage, la qualité de ces derniers étant prouvée par une attestation;

§ 2. Toute demande d'exonération doit être accompagnée des pièces la justifiant.

Article 5 :

Nonobstant les dispositions reprises à l'article 4, les frais d'expédition seront à charge des particuliers et des établissements privés qui demandent les documents.

Article 6 :

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 7 :

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 8 :

Le présent règlement abroge et remplace au 1^{er} janvier 2023 le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 24 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Hans Marcel Joos Van de Caeter, Eric Sax, Marc Cools, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré.

Belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten.

De Raad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de omzendbrief van 13 maart 2018 van de FOD Buitenlandse Zaken tot vaststelling vanaf 19 maart 2018 van een nieuwe procedure voor de aanvraag van reispassen "superdringend" benoemd;

Gelet op de omzendbrief van 5 november 2019 van de FOD Binnenlandse Zaken tot

schrapping van de dringende procedure van bepaalde documenten;
Aangezien het belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar, die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 :

Er wordt van 1 januari 2023 tot 31 december 2025 op de hieronder vermelde voorwaarden een belasting geheven op de uitreiking van getuigschriften en andere documenten.

De belasting is ten laste van de personen of de instellingen aan wie deze documenten op hun aanvraag of ambtshalve door de gemeente afgeleverd worden.

Artikel 2 :

Het bedrag incl. aanmaakkosten is als volgt vastgesteld :

§ 1. Elektronische identiteitskaarten en documenten voor Belgen :

- a) Uitreiking van een elektronische identiteitskaart
*Opmaak van een basisdocument
Normale procedure :
- | | | |
|----|--|---|
| - | voor een elektronische identiteitskaart | € |
| 27 | | |
| - | voor een elektronische identiteitskaart na de 2e herinnering | € |
| 30 | | |
| - | voor een elektronische identiteitskaart na de 3e herinnering | € |
| 35 | | |

Herinneringskosten voor de afhaling van een elektronische identiteitskaart :

- | | | |
|-----|--|-----|
| - | na de 1e herinnering | € 4 |
| - | na de 2e herinnering | € 8 |
| | Hoogdringende procedure | € |
| 220 | | |
| | Extreme spoedprocedure met gecentraliseerde levering | € |
| 140 | | |

- b) Uitreiking van een elektronisch identiteitsbewijs voor een Belgisch kind onder de 12 jaar (Kids-ID)
*Opmaak van een basisdocument
Normale procedure € 14
Hoogdringende procedure €
- | | | |
|-----|--|---|
| 220 | | |
| | Extreme spoedprocedure met gecentraliseerde levering | € |
| 140 | | |

Vanaf de 2e Kids-ID, gelijktijdig aangevraagd voor kinderen van hetzelfde gezin en op hetzelfde adres ingeschreven : per kaart € 60

- c) Uitreiking van een bijlage 33 € 12
d) Uitreiking van een bijlage 12 door het gemeentebestuur € 12

§ 2. Verblijfskaarten en –vergunningen voor vreemdelingen :

- a) Uitreiking van een elektronische verblijfsvergunning
*Opmaak van een basisdocument
Normale procedure :
- | | | |
|---|--|-------|
| - | voor een elektronische verblijfsvergunning | € 27 |
| | Hoogdringende procedure | € 220 |
- b) Uitreiking van een biometrische verblijfsvergunning
*Opmaak van een basisdocument
Normale procedure :
- | | | |
|---|---|------|
| - | voor een biometrische verblijfsvergunning | € 27 |
|---|---|------|

(behalve kaart type A)	
- voor een biometrische verblijfsvergunning (kaart type A)	€ 33
Hoogdringende procedure	€ 220
Herinneringskosten voor de afhaling van een elektronische of biometrische verblijfsvergunning	
- 1e herinnering	€ 4
- 2e herinnering	€ 8
c) Uitreiking van een identiteitsbewijs voor een vreemd kind onder de 12 jaar	€ 4
d) Uitreiking, vernieuwing, verlenging of vervanging van verblijfsvergunningen :	
- voor een 1e verblijfsvergunning, voor elke vergunning, uitgereikt tegen overhandiging van de oude, en voor de vernieuwing of de vervanging ingevolge diefstal, vastgesteld in een pv dat door de politie opgesteld werd	€ 9
- voor een 1e duplicaat, uitgezonderd in geval van diefstal	€ 12
Worden gratis uitgereikt: de attesten van immatriculatie, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 12 juni 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.	
§ 3. Uitreiking van allerlei andere getuigschriften of bewijzen	€ 7
(waaronder informatie op elektronische chips)	
§ 4. De expedities, afschriften of uittreksels uit :	
- de registers van de Burgerlijke Stand	€ 9
- de registers voor de akten betreffende het verkrijgen, het herkrijgen, het behoud en verlies van nationaliteit	€ 9
- het register van huwelijksaangiften	€ 9
Door de burgemeester, de ambtenaar van de Burgerlijke Stand of hun afgevaardigden afgeleverde getuigschriften ter staving van feiten die blijken uit de vermelde registers	€ 9
§ 5. Uitreiking van reispassen :	
Het bedrag incl. aanmaakkosten en andere taksen is als volgt vastgesteld :	
Normale procedure	
- volwassenen	€ 98
- minderjarigen	€ 67
Dringende procedure	
- volwassenen	€ 290
- minderjarigen	€ 255
Superdringende procedure	
- volwassenen	€ 355
- minderjarigen	€ 320
§ 6. Uitreiking van documenten krachtens het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 mei 2008 :	
Bijlage 3bis	€ 18
Bijlage 15	€ 12
Bijlage 16	€ 12
Bijlage 19	€ 12
Bijlage 19ter	€ 12
Bijlage 22	€ 12
Bijlage 32	€ 12
§ 7. Uitreiking van een beroepskaart :	€

De Turkse onderdanen zijn vrijgesteld van de betaling van deze belasting krachtens het associatieverdrag EEG - Turkije van 23 november 1970.

§ 8. Uitreiking van een arbeidsvergunning: € 7

§ 9. Samenstelling van een dossier van wettelijke samenwoning of partnerschap (artikels 40bis en 47 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen) € 60

§ 10. Uitreiking van rijbewijzen :

- rijbewijs (formaat bankkaart) € 40
- voorlopig rijbewijs € 35
- internationaal rijbewijs € 35

§ 11. Uitreiking van een grafconcessieakte : € 15

Artikel 3 :

De belasting wordt geheven op het ogenblik van de aanvraag van het document. De betaling wordt vastgesteld door het afdrukken van een zegel die het bedrag van de belasting op het aanvraagformulier van het document vermeldt. In de andere gevallen moet een kwitantie afgeleverd worden.

Artikel 4 :

§ 1. Zijn van de belasting vrijgesteld: de documenten, aangehaald in § 3 en § 4 van artikel 2 :

a) die gratis uitgereikt moeten worden door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of om het even welk reglement van de overheid, op voorlegging van het bewijsstuk hiervoor;

b) uitgereikt aan natuurlijke personen die behoeftig zijn. Deze behoeftigheid wordt aangetoond door om het even welk bewijsstuk;

c) voor te leggen ter staving van een werkaanvraag voor werklozen. De hoedanigheid van werkloze wordt bewezen aan de hand van een attest;

d) voor te leggen ter staving van een werkaanvraag door jonge werknemers tijdens de wachtstage voor werkloosheidsuitkeringen. De hoedanigheid van deze laatsten wordt bewezen aan de hand van een attest;

§ 2. Aan elke aanvraag voor een vrijstelling moeten de rechtvaardigingsstukken toegevoegd worden.

Artikel 5 :

Niettegenstaande de bepalingen van artikel 4 zijn de verzendingskosten ten laste van de particulieren en de privé-instellingen die de documenten aanvragen.

Artikel 6 :

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 7 :

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruitreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij

uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 8 :

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Hans Marcel Joos Van de Caeter, Eric Sax, Marc Cools, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré.

2 annexes / 2 bijlagen

9 Belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten 2023.pdf, 9

Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs 2023.pdf

24.11.2022/A/0032

Règlement-taxe relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation fixé dans le règlement-taxe relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial, délibéré par le Conseil communal le 25 octobre 2018, de 4 %;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1 :

Il est établi, à partir du 1er janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025 une taxe relative à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial.

L'occupation visée par le présent règlement s'entend de toute utilisation de la voie publique par la présence de biens corporels ou marquages au sol ou encore de personnes physiques.

Par « voie publique », il faut entendre la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques, les parcs publics.

Par « fins commerciales », il faut entendre toute activité économique relative à l'achat et à la vente de biens ainsi qu'à des prestations de services, dans le but de réaliser un profit ou un bénéfice.

Par « publicité à caractère commercial », il faut entendre toute publicité contenant la mention, explicite ou implicite de firmes ou de produits déterminés ou la publicité qui, sous une forme directe ou voilée, renvoie les destinataires à des réclames ou qui, vise à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale ou qui comprend une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières ou qui comprend une ou des offres de services rémunérés.

Article 2 :

§ 1. Toute occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre ou du Collège des Bourgmestre et Echevins, selon la nature de l'occupation.

Elle doit faire l'objet d'une déclaration par le biais d'un formulaire de déclaration que le redevable transmet à l'administration communale conformément à l'article 7 du présent règlement auprès du Service des Affaires générales : cwauters@uccl.brussels

§ 2. Cette autorisation doit être sollicitée par écrit auprès de l'administration communale au moins 10 jours ouvrables avant le début de l'occupation. Dans cette demande, le redevable déclare le lieu, le début et la fin prévue de l'occupation, la nature /l'objet de l'occupation ainsi que l'estimation de la superficie qui sera occupée.

§ 3. Le paiement de la présente taxe ne dispense pas le redevable de demander et d'obtenir les autres autorisations que nécessiteraient l'occupation de la voie publique, en ce compris la réservation de panneaux de stationnement.

§ 4. Toute demande d'occupation ne pourra être acceptée que pour autant qu'elle respecte les dispositions du Règlement général de police relatives à l'obligation de maintenir sur les trottoirs, un passage de 1m50 pour la circulation des piétons.

Article 3 :

§ 1. Est redevable de la taxe : le demandeur, personne physique ou morale, de l'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique.

§ 2. A défaut d'autorisation, sont solidairement redevables de la taxe :

- Le détenteur de l'objet, quelle que soit la nature de ce dernier, placé sur la voie publique;
- La personne physique ou morale au profit de laquelle l'occupation de la voie publique a lieu;
- L'organisateur, personne physique ou morale, de l'occupation;
- La personne physique occupant la voie publique à des fins commerciales sauf si elle réalise ses prestations dans le cadre d'un contrat de travail.

Article 4 :

§ 1. La taxe est due à partir du premier jusqu'au dernier jour d'occupation de la voie publique.

§ 2. A défaut d'autorisation, la taxe est due à partir du premier jour où a lieu le constat d'occupation irrégulière et sera présumée prendre fin le dernier jour du mois au cours duquel elle aura été constatée pour la dernière fois par les agents communaux habilités

à cette fin, sous réserve de l'application de la procédure de taxation d'office visée à l'article 7.

§ 3. Lorsque le demandeur souhaite modifier les conditions de sa demande d'autorisation, il doit avertir l'administration communale au minimum 3 jours avant la prise de cours effective de ces modifications.

§ 4. Lorsque le demandeur souhaite prolonger la période de son autorisation, il doit avertir l'Administration communale au plus tard le dernier jour prévu dans son autorisation initiale.

§ 5. Si le demandeur souhaite renoncer à son autorisation soit préalablement soit en cours d'occupation de la voie publique, il doit le déclarer à l'Administration communale dans les plus brefs délais. Le cas échéant, la taxe sera due au prorata de la période couvrant le début de l'occupation jusqu'à la date de déclaration de renonciation.

Article 5 :

5.1 Les taux de la taxe sont définis comme suit :

5.1.1 Occupations autres que celles visées à l'article 5.1.3

	/m ² /jour	/m ² /sem	/m ² /mois	/m ² /an	Su j 5C
Accotements, trottoir, zone stationnement	2,60 €	10,40 €	20,80 €	208 €	
Place publique	5,20 €	26 €	41,60 €	416 €	
Parcs et espaces verts	10,40 €	52 €	104 €	-	

Chaque journée entamée est due.

Toute fraction de m² compte pour 1m².

Un forfait minimum de 15,60 € par jour sera dû automatiquement pour toute occupation.

5.1.2 Activités spécifiques

	/jour			/semaine			/mois	
Distribution flyers/ ou échantillons	78 €/personne distribuant			-			-	
Cours collectifs en lien avec une activité sportive ou artistique	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers
	26 €	36,40 €	52 €	78 €	109,20 €	156 €	260 €	364 €

Chaque journée entamée est due.

5.1.3 Objets spécifiques

- Présentoir commercial à savoir, objet non lié à une activité commerciale

attenance : 52 € par mois.

- Distributeur automatique de produits : 78 € par mois par distributeur dont la distribution se limite à un seul type de produit –à majorer de 10,40 €/mois par type de produit supplémentaire.
- Marquage au sol : 104 €/m² par jour ou 780 €/m² pour 15 jours (la taxe est maintenue aussi longtemps que le nettoyage complet de la voirie n'est pas effectué).

Chaque unité (journée, semaine, mois) entamée est due.

Article 6 :

§ 1. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique est délivrée à titre précaire et révocable sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

§ 2. La Commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice fautif ou non de l'activité ou de l'occupation visée par l'autorisation.

§ 3. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans indemnité.

A défaut de respecter l'injonction de libérer la voie publique, il sera procédé à l'enlèvement d'office aux frais des personnes visées à l'article 3.

§ 4. Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

L'occupation privative du domaine public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

§ 5. Au terme de l'autorisation, l'occupant est tenu de remettre les lieux dans leur pristin état et de s'assurer du ramassage des éventuels déchets.

Article 7. Procédure de taxation d'office :

L'administration communale, via le Service des Affaires générales (cwauters@uccl.brussels) adresse au redevable une formule de déclaration que ce dernier est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la formule de déclaration.

A défaut d'avoir reçu cette formule de déclaration, le redevable est tenu d'en réclamer une à l'administration communale.

La formule de déclaration devra être renvoyée, dûment complétée et signée, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la formule de déclaration.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la procédure de taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable par lettre recommandée à la poste, les motifs de recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à dater de la date d'envoi de la notification prévue à l'alinéa précédent pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 50% de celui de la taxe due.

Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 8 :

Le redevable est tenu de fournir à l'administration communale tous les renseignements qui lui sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la taxe.

Article 9 :

Le redevable qui estime pouvoir bénéficier de l'exonération de la taxe doit, en tout état de cause, demander l'autorisation préalable d'occuper la voie publique au Collège des Bourgmestre et échevins et ce, conformément à l'article 2 du présent règlement. En outre, il précise dans sa demande d'autorisation les motifs sur base desquels il estime pouvoir bénéficier de l'exonération.

A défaut d'autorisation, l'exonération ne sera pas accordée.

Est exonérée de la taxe :

1. La terrasse d'un horeca.
2. Un étalage de marchandises : par « étalage de marchandises », il faut entendre l'endroit où le commerçant expose ses marchandises contre la façade de son commerce.
3. L'occupation dans le cadre d'une manifestation philanthropique ou une manifestation politique.
4. L'occupation organisée en partenariat avec la Commune d'Uccle.
5. L'occupation de la voie publique devant un établissement commercial lorsqu'elle est liée à l'activité de celui-ci. Dans le cas où l'occupation de la voie publique devant l'établissement commercial ne s'avère pas possible, le commerçant qui occupe un emplacement situé dans un périmètre de maximum 50m autour de son commerce bénéficiera également de l'exonération de la taxe.

L'exonération accordée au redevable ne le dispense en aucun cas du paiement des autorisations dues en vertu d'autres règlements, en ce compris la réservation de panneaux de stationnement.

Article 10 :

La taxe est payable au comptant. Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 :

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 12 :

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 13 :

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial, délibéré par le Conseil communal le 25 octobre 2018.

Mme l'Echevin Delwart précise qu'il y avait lieu de procéder à une mise à jour des règlements-taxes, qui arrivent à échéance à la fin de cette année.

Dans la grande majorité des cas, la seule modification a consisté en une indexation du taux de la taxe.

Le Collège étant partisan d'une indexation raisonnable, le taux appliqué correspond à une moyenne des trois dernières années, soit 4 %.

Ce choix permet de répondre aux besoins de la commune sans frapper trop durement les citoyens.

Le montant de 25 € demandé pour une carte d'identité inclut le coût de fabrication de la carte, répercuté par le SPF Intérieur, dont le montant actuel de 16,70 € s'élèvera à 18,30 € en 2023.

M. Norré estime qu'il est important de rappeler par une publicité adéquate la possibilité, pour les personnes en situation de précarité, d'obtenir des actes gratuits.

M. Cools signale que le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur le règlement-taxe relatif à la délivrance des documents administratifs, tout en émettant un vote positif pour les autres règlements-taxes.

En effet, les taxes ne sont pas de même nature selon qu'elles portent, par exemple, sur des panneaux publicitaires ou sur des documents administratifs.

Pour ce qui concerne les documents administratifs, la taxe est, selon les communes, supérieure ou inférieure à Uccle, mais le montant est inférieur dans les communes comparables à Uccle (Watermael-Boitsfort, Auderghem, Woluwe-Saint-Pierre).

Le site internet de Woluwe-Saint-Pierre expose les taxations de manière didactique et transparente, puisqu'il indique le coût de revient à acquitter auprès du SPF Intérieur et le montant ajouté par l'administration communale.

Pour le groupe Uccle en avant, il conviendrait de faire preuve de la même transparence, en répercutant le coût de fabrication du SPF Intérieur et en ajoutant un montant aussi limité que possible, eu égard à la pression fiscale déjà subie par la population.

Le règlement stipule que la gratuité est possible pour les indigents, cet état d'indigence étant prouvé par tout moyen de preuve.

Mais une série de règlement que M. Cools a eu l'occasion de lire sur internet mentionne que la gratuité est accordée aux « indigents et bénéficiaires du revenu d'intégration ».

M. Cools se demande s'il ne serait pas opportun d'opter pour cette dernière formulation afin d'éviter que les bénéficiaires du revenu d'intégration n'aient la contrainte de prouver leur état d'indigence pour obtenir l'exonération.

Le groupe Uccle en avant votera en faveur des autres règlements-taxes, si ce n'est qu'il souhaite que le mot « hydrogène » soit ajouté au règlement sur les stations-essence, afin que ce carburant soit également pris en considération pour l'exonération des taxes.

MM. De Bock, Hayette et Sax rejoignent les considérations exposées par M. Cools.

Mme l'Echevin Delwart est favorable à l'indication du coût de revient et du différentiel pour répondre au besoin de transparence.

Elle estime cependant que les conclusions tirées des comparaisons entre communes sont parfois hasardeuses car, pour avoir une vue exacte de la situation, il convient d'élargir la perspective à l'ensemble des taxes et frais que les citoyens doivent assumer.

Le Collège n'est pas du tout animé par une volonté d'enrichissement. Pour les cartes d'identité, le montant exigé s'élève à 25 € alors que la moyenne régionale se situe à 23,11 € et que certaines communes exigent un montant supérieur.

De même, l'augmentation a été limitée à 3 % pour les passeports en procédure normale.

Mme l'Echevin Delwart précise toutefois que la commune risque d'être confrontée à des difficultés budgétaires si aucune augmentation de taxes n'est décidée.

L'amendement de M. Cools sur l'hydrogène pour le règlement sur les stations-essence a déjà été intégré dans le document BOS.

Les bénéficiaires du revenu d'intégration n'ont aucun mal à obtenir l'exonération étant donné que la perception de ce revenu est une preuve suffisante de l'état d'indigence.

***M. Norré** s'interroge sur l'efficacité de certains règlements-taxes, notamment quant à leur application et à l'enrôlement des taxes.*

***Mme l'Echevin Delwart** tient à rassurer M. Norré : la perception des taxes est effective, et dans les quelques cas où cela ne s'avère guère possible, l'adoption du règlement se justifie en raison de son caractère dissuasif.*

***M. De Bock** plaide en faveur d'une harmonisation de ces taxes entre communes bruxelloises car les citoyens ont du mal à comprendre qu'elles soient différentes d'une commune à l'autre.*

Il va de soi que cette harmonisation ne devrait pas favoriser un mouvement des taxes à la hausse.

***Mme l'Echevin Delwart** n'est pas hostile au principe de l'harmonisation mais elle souligne que la situation des différentes communes est loin d'être identique.*

Par exemple, le nombre de règlements-taxes est inférieur à Uccle par rapport à d'autres communes.

***M. Cools** n'est pas partisan de l'harmonisation des taxes locales car il est attaché au principe de l'autonomie fiscale des pouvoirs locaux.*

En effet, les réalités sont différentes de commune à commune et les taxes ne sont pas comparables entre elles.

Cependant, il faut parfois harmoniser juridiquement pour éviter que les règlements ne soient pas attaqués.

***M. Cornelis** est favorable à une harmonisation des taxations, à condition que celle-ci ne constitue pas une entrave à l'activité économique.*

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamadoeleinden van commerciële aard.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van

gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te verschaffen voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de belastingvoet bepaald in het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamedoeleinden van commerciële aard, beraadslaagd door de gemeenteraad van 25 oktober 2018, met 4 % aangepast moet worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 :

Er wordt van 1 januari 2023 voor een termijn die afloopt op 31 december 2025 een belasting geheven op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamedoeleinden van commerciële aard.

De in het onderhavige reglement bedoelde bezetting omvat elk gebruik van de openbare weg door de aanwezig van materiële goederen, wegmarkeringen of natuurlijke personen.

Onder "openbare weg" wordt verstaan: de openbare weg inclusief de bermen, de trottoirs, de voetpaden, de openbare pleinen en de openbare parken.

Onder "commerciële doeleinden" wordt verstaan: elke economische activiteit inzake de aankoop en verkoop van goederen en dienstverrichtingen om een voordeel of een winst te realiseren.

Onder reclame van commerciële aard wordt verstaan: elke reclame die - expliciet of impliciet - ondernemingen of bepaalde producten vermeldt of reclame die, op een directe of verhullende wijze, de lezer verwijst naar advertenties of die moet signaleren, laten kennismaken, aanbevelingen doet inzake ondernemingen, producten of diensten om een commerciële transactie te verkrijgen of die één of meerdere advertenties bevat van particulieren of ondernemers inzake roerende of onroerende transacties of die één of meerdere aanbiedingen van betaalde diensten bevat.

Artikel 2 :

§ 1. Elke bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamedoeleinden van commerciële aard vereist de voorafgaande toelating van de burgemeester of het college van burgemeester en schepenen, naargelang de aard van de bezetting.

Elke bezetting moet het onderwerp uitmaken van een aangifte via het aangifteformulier dat de belastingplichtige overeenkomstig artikel 7 van het onderhavige reglement moet overmaken aan het dienst Algemene Zaken: cwauters@ukkel.brussels.

§ 2. Deze toelating moet schriftelijk aangevraagd worden bij het gemeentebestuur minstens 10 werkdagen vóór de aanvang van de bezetting. In deze aanvraag moet de belastingplichtige het volgende meedelen: de voorziene begin- en einddata van de bezetting, de aard/het voorwerp van de bezetting en de geraamde oppervlakte die bezet zal worden.

§ 3. De betaling van de onderhavige belasting ontslaat de indiener niet van de verplichting om de andere toelatingen te verkrijgen die noodzakelijk zijn voor de bezetting van de openbare weg, incl. de reservering van parkeerverbodsborden.

§ 4. Een bezettingsaanvraag kan enkel aanvaard worden zolang men de bepalingen van het algemeen politiereglement inzake een vrije doorgang van 1,50 meter voor voetgangers op het trottoir respecteert.

Artikel 3 :

§ 1. Is onderworpen aan de belasting: de aanvrager (natuurlijk persoon of rechtspersoon) van de toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg.

§ 2. Bij gebrek aan een toelating zijn op een solidaire manier de belasting verschuldigd:

- de eigenaar van de voorwerpen - ongeacht de aard hiervan - die op de openbare weg geplaatst werden;
- de natuurlijke persoon of rechtspersoon ten bate van wie de bezetting van de openbare weg plaatsvindt;
- de organisator - natuurlijk persoon of rechtspersoon - van de bezetting;
- de natuurlijke persoon die de openbare weg bezet voor commerciële doeleinden, behalve indien deze prestaties uitgevoerd worden in het kader van een arbeidsovereenkomst.

Artikel 4 :

§ 1. De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag tot de laatste dag van bezetting van de openbare weg.

§ 2. Bij gebrek aan een toelating is de belasting verschuldigd vanaf de eerste dag waarop de onregelmatige bezetting werd vastgesteld en de belasting zal eindigen de laatste dag van de maand waarin ze voor de laatste keer werd vastgesteld door de hiertoe aangestelde gemeenteambtenaren, onder voorbehoud van de toepassing van de ambtshalve inkohiering zoals voorzien in artikel 7.

§ 3. Indien de aanvrager de voorwaarden van zijn toelating wenst te wijzigen, moet hij het gemeentebestuur min. 3 dagen vóór de effectieve inwerkingtreding van deze wijzigingen op de hoogte brengen.

§ 4. Indien de aanvrager de duur van de bezettingstoelating wenst te verlengen, moet hij het gemeentebestuur uiterlijk op de laatste voorziene dag van zijn oorspronkelijke toelating op de hoogte brengen.

§ 5. Indien de aanvrager van zijn toelating wenst af te zien, op voorhand ofwel tijdens de bezetting van de openbare weg, moet hij dit zo snel mogelijk melden bij het gemeentebestuur. Desgevallend zal de belasting verschuldigd zijn naar rato van de periode vanaf de aanvang van de bezetting tot de datum van de aangifte ervan af te willen zien.

Artikel 5 :

5.1 De tarieven van de belasting werden als volgt vastgelegd :

5.1.1 Bezettingen niet zoals bedoeld in artikel 5.1.3

	/m ² /dag	/m ² /week	/m ² /maand	/m ² /jaar	C 50
Bermen, trottoir, parkeerzone	€ 2,60	€ 10,40	€ 20,80	€ 208	
Openbare plaats	€ 5,20	€ 26	€ 41,60	€ 416	
Parken en groene ruimten	€ 10,40	€ 52	€ 104	-	

Elke aangevatte dag is verschuldigd.

Elk gedeelte van een m² telt voor 1 m².

Er is een minimaal forfait van € € 15,60 per dag automatisch verschuldigd voor elke bezetting.

5.1.2 Specifieke activiteiten

	/dag			/week			/maand	
Verdeling van flyers/stalen	€ 78/persoon die verdeelt			-			-	
Collectieve lessen met betrekking tot een sportieve of artistieke activiteit	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers
	€ 26	€ 36,40	€ 52	€ 78	€109,20	€ 156	€ 260	€ 364

Elke aangevatte dag is verschuldigd.

5.1.3 Specifieke voorwerpen

- Commerciële display, meer bepaald een voorwerp dat niet verbonden is aan een aangrenzende commerciële activiteit : € 52 per maand.

- Automatische verdeler van producten : € 78 per maand per verdeler waarvan de verdeling zich beperkt tot één enkel product - te vermeerderen met € 10,40/maand per bijkomend product.

- Wegmarkering : € 104/m² per dag of € 780/m² voor 15 dagen (de belasting blijft verschuldigd zolang de volledige schoonmaak van de weg niet is uitgevoerd).

Elke aangevatte eenheid (dag, week, maand) is verschuldigd.

Artikel 6 :

§ 1. De afgeleverde toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg is precair, herroepbaar, persoonlijk en niet overdraagbaar en houdt geen verantwoordelijkheid in vanwege de gemeente.

§ 2. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die het resultaat zou kunnen zijn van de al dan niet foutieve uitvoering van de activiteit of de bezetting die het onderwerp is van de toelating.

§ 3. De toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg kan te allen tijde ingetrokken worden indien het algemeen belang dit vereist en dit zonder enige vergoeding.

Indien het bevel tot vrijmaking van de openbare weg niet wordt uitgevoerd, zal dit ambtshalve gebeuren op kosten van de personen, aangegeven in artikel 3.

§ 4. De betaling van de belasting houdt geen enkele toezichtsplicht in vanwege de gemeente.

De privaatieve bezetting van het openbaar domein gebeurt op risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§ 5. Na afloop van de toelating moet de bezetter de plaatsen terug in de oorspronkelijke staat brengen en eventueel afval verwijderen.

Artikel 7 : Ambtshalve inkohiering :

Het gemeentebestuur - via de dienst Algemene Zaken (cwauters@ukkel.brussels) - stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het aangifteformulier.

Indien dit aangifteformulier niet werd ontvangen, dient de belastingplichtige zelf een dergelijk formulier op te vragen bij het gemeentebestuur.

Het aangifteformulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd worden

binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het aangifteformulier.

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de kennisgeving in de vorige alinea, om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

De ambtshalve ingekohierde belastingen zullen vermeerderd worden met een bedrag dat 50 % is van de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 8 :

De belastingplichtige moet het gemeentebestuur alle inlichtingen bezorgen die opgevraagd worden om de correcte inning van de belasting na te gaan.

Artikel 9 :

De belastingplichtige die van mening is aanspraak te kunnen maken op de vrijstelling van de belasting, moet in ieder geval aan het college van burgemeester en schepenen de voorafgaande toelating vragen om de openbare weg te bezetten en dit overeenkomstig artikel 2 van het onderhavige reglement. Hij moet in zijn aanvraag bovendien de redenen vermelden waarom hij van mening is een vrijstelling te kunnen bekomen.

Bij gebrek aan een toelating zal er geen vrijstelling toegekend worden.

Zijn van de belasting vrijgesteld :

1. het terras van een horecazaak;
2. een uitstalling van goederen; onder "uitstalling van goederen" wordt verstaan: de plaats waar een exploitant zijn goederen uitstalt tegen de gevel van zijn handelszaak;
3. de bezetting in het kader van een filantropische of politieke manifestatie;
4. de bezetting in samenwerking met de gemeente Ukkel;
5. de bezetting van de openbare weg voor een handelszaak indien dit verbonden is aan de activiteit ervan. Indien de bezetting van de openbare weg voor de handelszaak niet mogelijk blijkt, zal de handelaar die een plaats bezet binnen een perimeter van max. 50 meter rond zijn zaak eveneens genieten van de vrijstelling van de belasting.

De aan de belastingplichtige toegekende vrijstelling ontslaat hem in geen enkel geval van de verplichting tot betaling van de nodige toelatingen krachtens andere reglementen, incl. de reservering van parkeerverbodsborden.

Artikel 10 :

De belasting moet contant betaald worden. Indien de belasting niet wordt betaald, zal de belasting via inkohiering ingevorderd worden.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel betaald worden.

Artikel 11 :

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet in het onderhavige reglement geregeld zou zijn, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikels 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet

specifiek betrekking hebben op inkomstenbelastingen, en de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of elke andere gewestelijke bepaling inzake de lokale fiscaliteit van toepassing.

Artikel 12 :

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 13 :

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamedoeleinden van commerciële aard, beraadslaagd door de gemeenteraad van 25 oktober 2018, in en vervangt het.

***Schepen Delwart** legt uit dat het noodzakelijk was om de belastingreglementen, die eind dit jaar aflopen, bij te werken.*

In de meeste gevallen was de enige wijziging een indexering van het belastingtarief. Aangezien het college voorstander is van een redelijke indexering, komt het toegepaste percentage overeen met het gemiddelde van de laatste drie jaar, ofwel 4 %. Deze keuze maakt het mogelijk aan de behoeften van de gemeente te voldoen zonder de burgers te hard te treffen.

De € 25 voor een identiteitskaart omvat de productiekosten van de kaart, die worden doorberekend door de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken. De huidige € 16,70 zal stijgen tot € 18,30 in 2023.

***De h. Norré** vindt het belangrijk om mensen in preciaire situaties te wijzen op de mogelijkheid om gratis documenten te verkrijgen door gepaste communicatie hierover.*

***De h. Cools** wijst erop dat Uccle en avant zich zal onthouden over het belastingreglement voor de afgifte van administratieve documenten, terwijl zij voor de andere belastingreglement zal stemmen.*

De belastingen zijn immers niet hetzelfde naargelang zij bijvoorbeeld betrekking hebben op reclamepanelen of op administratieve documenten.

Voor administratieve documenten is de belasting hoger of lager in Ukkel, afhankelijk van de gemeente, maar het bedrag is lager in gemeentes die vergelijkbaar zijn met Ukkel (Watermaal-Bosvoorde, Oudergem, Sint-Pieters-Woluwe).

De website van Sint-Pieters-Woluwe geeft een didactische en transparante beschrijving van de tarieven, aangezien de kosten die aan de FOD Binnenlandse Zaken moeten worden betaald en het bedrag dat door het gemeentebestuur wordt toegevoegd, worden vermeld.

Voor Uccle en avant moet dezelfde transparantie worden betracht, door de productiekosten van de FOD BZ door te berekenen en een zo beperkt mogelijk bedrag toe te voegen, rekening houdend met de belastingdruk waaronder de bevolking reeds gebukt gaat.

Het reglement bepaalt dat gratis uitreiking mogelijk zijn voor behoeftigen, en deze behoefte met elk middel moet worden aangetoond.

Maar een reeks reglementen die de h. Cools op internet heeft kunnen lezen, vermeldt dat gratis wordt verleend aan "behoefte en begunstigen van het leefloon".

De h. Cools vroeg zich af of niet voor de laatste formulering moet worden gekozen om te voorkomen dat de begunstigen van het leefloon hun behoefte moeten bewijzen om de vrijstelling te verkrijgen.

Uccle en avant zal voor de andere belastingreglementen stemmen, behalve dat zij wenst dat het woord "waterstof" wordt toegevoegd aan het reglement betreffende tankstations, zodat deze brandstof ook in aanmerking wordt genomen voor de belastingvrijstelling.

De hh. De Bock, Hayette en Sax zijn het eens met de h. Cools.

Schepen Delwart is er voorstander van de kostprijs en het verschil aan te geven om tegemoet te komen aan de behoefte aan transparantie.

Zij meent echter dat de conclusies die uit vergelijkingen tussen gemeentes worden getrokken soms riskant zijn omdat, om een juist beeld van de situatie te krijgen, het perspectief moet worden verruimd tot alle belastingen en kosten die de burgers moeten betalen.

Het college wordt helemaal niet gemotiveerd door de wens zichzelf te verrijken. Voor identiteitskaarten wordt € 25 in rekening gebracht, terwijl het gewestelijke gemiddelde € 23,11 bedraagt en sommige gemeentes meer rekenen.

Evenzo werd de verhoging beperkt tot 3% voor reispassen volgens de normale procedure.

De schepen wijst er echter op dat de gemeente in budgettaire moeilijkheden zou komen indien niet tot een belastingverhoging zou worden beslist.

Het amendement van de h. Cools over waterstof voor het reglement inzake tankstations was reeds in het BOS-document opgenomen.

Begunstigen van het leefloon hebben geen problemen om de vrijstelling te verkrijgen, aangezien het ontvangen van dit inkomen voldoende bewijs is van behoefte.

De h. Norré zet vraagtekens bij de doeltreffendheid van bepaalde belastingreglementen, met name wat betreft de toepassing ervan en de inkohiering van belastingen.

Schepen Delwart verzekert de h. Norré dat de inning van belastingen effectief is, en in de enkele gevallen waarin dit niet mogelijk is, is de goedkeuring van het reglement gerechtvaardigd vanwege het afschrikkende karakter.

De h. De Bock pleit voor een harmonisatie van deze belastingen tussen de Brusselse gemeentes omdat de burgers moeilijk kunnen begrijpen dat ze van gemeente tot gemeente verschillen.

Het spreekt voor zich dat deze harmonisatie geen opwaartse beweging van de belastingen in de hand mag werken.

Schepen Delwart is niet tegen het principe van harmonisatie, maar ze wijst erop dat de situatie in de verschillende gemeentes verre van identiek is.

Zo is het aantal belastingreglementen in Ukkel lager dan in andere gemeentes.

***De h. Cools** is geen voorstander van harmonisatie van lokale belastingen omdat hij hecht aan het beginsel van fiscale autonomie van de lokale overheden.*

De realiteit verschilt immers van gemeente tot gemeente en de belastingen zijn onderling niet vergelijkbaar.

Soms is echter een juridische harmonisatie nodig om te voorkomen dat de reglementen worden aangevochten.

***De h. Cornelis** is voorstander van belastingharmonisatie, mits dit de economische activiteit niet belemmert.*

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

3 *Belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden 2023.pdf*, 3 *Taxe relative à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales 2023.pdf*

24.11.2022/A/0033 **Règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant qu'une redevance doit être prévue pour la pose de plaquettes commémoratives sur le « Mur de la Souvenance » dans les cimetières communaux;

Vu que le règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières, délibéré par le Conseil communal le 27 avril 2017, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter comme suit ce règlement-redevance pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

A) Location de cases du caveau d'attente

Article 1er : Le droit de location d'une case du caveau d'attente est fixé à 150 € pour le premier trimestre. Cette redevance est doublée pour le deuxième trimestre, triplée pour le troisième et ainsi de suite. Tout trimestre entamé est dû en entier.

B) Dépôt mortuaire et salle d'autopsies

Article 2 : Le séjour des corps dans le dépôt mortuaire, à la demande des familles, donne lieu à la perception d'une redevance de 75 € par jour. Toute journée commencée est due en entier.

Article 3 : L'occupation du local destiné aux autopsies donne lieu à la perception d'une redevance de 200 € par nécropsie, lorsque celle-ci est opérée à l'appui d'une action civile.

C) Ouverture de caveau

Article 4 : Une redevance de 500 € sera réclamée pour l'ouverture d'un caveau lorsque les travaux seront effectués par les ouvriers communaux, à la demande de la

famille.

D) Récupération des frais de fourniture de cercueils pour indigents

Article 5 : Lorsque les frais exposés seront récupérables, la redevance due pour la fourniture de cercueils pour indigents est égale au prix de la dernière adjudication, majorée de 15 % pour frais d'administration et arrondi à l'euro supérieur.

E) Plaquettes commémoratives sur le « Mur de la Souvenance »

Article 6 : Une redevance de 50 € (tarif 1) et de 100 € (tarif 2) pour une durée de 50 ans est prévue pour la pose d'une plaquette commémorative gravée sur le « Mur de la Souvenance » au cimetière de Verrewinkel.

Article 7 : Le tarif 1 est appliqué aux défunts ayant eu à un moment donné leur résidence principale à Uccle tandis que le tarif 2 est appliqué aux défunts n'ayant jamais eu leur résidence principale à Uccle.

F) Recouvrements

Article 8 : Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payées contre quittance. A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

G) Dispositions finales

Article 9 : Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières, délibéré par le Conseil communal le 27 avril 2017.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Vergoedingsreglement op de wachtkelder, het lijkenhuis, de autopsiezaal en verschillende vergoedingen betreffende de kerkhoven.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat er een vergoeding voorzien moet worden voor de plaatsing van herdenkingsplaatjes op de "Herinneringsmuur" op de gemeentelijke begraafplaatsen;

Aangezien het vergoedingsreglement op de wachtkelder, het lijkenhuis, de autopsiezaal en verschillende vergoedingen betreffende de kerkhoven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 27 april 2017, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat dit vergoedingsreglement als volgt aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

A) Huur van vakken in de wachtkelder

Artikel 1 : Het huurrecht van een vak in de wachtkelder bedraagt € 150 voor het eerste kwartaal. Deze vergoeding wordt verdubbeld voor het tweede kwartaal, verdriedubbeld voor het derde, enz. Elk begonnen kwartaal is volledig verschuldigd.

B) Lijkenhuis en autopsiezaal

Artikel 2 : Het verblijf van lichamen in het lijkenhuis, op verzoek van families, geeft aanleiding tot de betaling van een vergoeding van € 75 per dag. Elke begonnen dag is volledig verschuldigd.

Artikel 3 : Het gebruik van de autopsiezaal geeft aanleiding tot de betaling van een vergoeding van € 200 per autopsie, indien deze gebeurt ter ondersteuning van een

burgerlijke rechtsvordering.

C) Opening van een grafkelder

Artikel 4 : Een vergoeding van € 500 is verschuldigd voor de opening van een grafkelder wanneer deze werken door de gemeentewerklieden uitgevoerd worden, op verzoek van de familie.

D) Terugvordering van de leveringskosten van kisten voor onvermogenen

Artikel 5 : Indien de gedane kosten terugvorderbaar zijn, is de vergoeding voor de levering van een lijkkest voor onvermogenen gelijk aan de prijs van de laatste aanbesteding, vermeerderd met 15 % voor administratiekosten en naar boven op de euro afgerond.

E) Herdenkingsplaatjes op de "Herinneringsmuur"

Artikel 6 : Er wordt een vergoeding voorzien van € 50 (tarief 1) en € 100 (tarief 2) voor een duur van 50 jaar voor de plaatsing van een gegraveerd herdenkingsplaatje op de "Herinneringsmuur" van de begraafplaats Verrewinkel.

Artikel 7 : Tarief 1 is van toepassing voor overledenen die in Ukkel hun hoofdverblijfplaats hadden of ooit gehad hebben en tarief 2 is van toepassing op overledenen die nooit hun hoofdverblijfplaats in Ukkel hebben gehad.

F) Invorderingen

Artikel 8 : De vergoedingen die overeenkomstig het onderhavige reglement geëist worden, zullen tegen de afgifte van een kwitantie betaald worden. Bij gebrek aan een minnelijke schikking zal de invordering van de vergoeding nagestreefd worden op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

G) Slotbepalingen

Artikel 9 : Het onderhavige reglement trekt op het 1st januari 2023 het vergoedingsreglement op de wachtkelder, het lijkenhuis, de autopsiezaal en verschillende vergoedingen betreffende de kerkhoven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 27 april 2017, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

7 Règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières 2023.pdf, 7 Vergoedingsreglement op de wachtkelder het lijkenhuis de autopsiezaal 2023.pdf

24.11.2022/A/0034 **Règlement-taxe sur les magasins de nuit.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous

financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Vu le règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit, délibéré par le Conseil communal le 24 février 2022;

Considérant que dans un souci de lisibilité, le règlement de taxe doit être scindé;

Considérant que les magasins de nuit ne doivent pas être soumis à une taxe d'exploitation annuelle vu l'inégalité existante entre les commerces autorisés à ouvrir la nuit;

Considérant que la taxe d'ouverture doit toutefois être maintenue afin de limiter le nombre de ces établissements perturbant la propreté et la tranquillité publiques, générant pour les forces de l'ordre et les services communaux un surcroît de travail;

Considérant ce qui précède, il y a lieu de renouveler le règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi au profit de la commune d'Uccle, à partir du premier janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe d'ouverture sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la Commune.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1) magasin de nuit, toute unité d'établissement :

- qui ne peut être exploitée avant 18 heures et après 7 heures;
- dont la surface commerciale nette ne peut dépasser 150 m²;
- qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers;
- qui doit afficher de manière permanente et apparente la mention "Magasin de nuit".

2) ouverture : nouvelle activité commerciale ou changement d'exploitant.

Article 3

La taxe d'ouverture est fixée à 13.000 €. Elle est due à chaque ouverture d'un établissement visé à l'article 1.

Tout changement d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce.

Le propriétaire ou tout autre titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou la partie d'immeuble dans lequel se tient le commerce est responsable de façon solidaire et indivisible de la taxe.

Article 5

§ 1. L'administration adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de compléter. Le redevable devra compléter cette déclaration et la renvoyer à l'administration dans le délai mentionné sur ladite déclaration.

Cette déclaration vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes. Toute modification de la déclaration doit être signalée par écrit, dans le mois, au service des Taxes.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard dans le mois de l'ouverture (au plus tard le 1er jour d'exploitation) de l'établissement en ce qui concerne la taxe d'ouverture;

§ 3. En cas d'absence de déclaration, ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, la taxe sera majorée d'office d'un montant égal à la taxe prévue à l'article 3 du présent règlement.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 6

La taxe d'ouverture sera perçue par voie de rôle.

Article 7

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 10

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 11

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit, délibéré par le Conseil communal le 24 février 2022.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de nachtwinkels.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;
Overwegende dat dit belastingtarief gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;
Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;
Gelet op het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 februari 2022;
Overwegende dat in een streven naar leesbaarheid dit belastingreglement opgesplitst moet worden;
Overwegende dat de nachtwinkels niet onderworpen moeten worden aan een jaarlijkse exploitatiebelasting wegens de bestaande ongelijkheid tussen de handelszaken die 's nachts mogen openen;
Overwegende dat de openingsbelasting echter behouden moet worden om het aantal van deze zaken te beperken, die de openbare reinheid en rust verstoren en extra werk veroorzaken voor de politie en de gemeentediensten;
Overwegende het voorgaande moet het belastingreglement als volgt hernieuwd worden, voor een termijn van 3 jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel, vanaf 1 januari 2023 tot 31 december 2025, een openingsbelasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder:

1) Nachtwinkel, elke vestigingseenheid:

- Die voor 18 uur en na 7 uur gesloten moet zijn;
- Waarvan de nettoverkoopoppervlakte maximaal 150 m² mag zijn;
- Die geen enkele andere handelsactiviteit uitoefent buiten de verkoop van algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen;
- Die op een duidelijke en permanente wijze de vermelding “Nachtwinkel” aanbrengt.

2) Opening: nieuwe handelsactiviteit of wijziging van de uitbater.

Artikel 3

De openingsbelasting is vastgelegd op € 13.000. Deze belasting is verschuldigd bij elke opening van een inrichting zoals bedoeld in artikel 1.

Elke wijziging van de uitbater geldt als een nieuwe handelsactiviteit.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de zaak.

De eigenaar of elke andere houder van een zakelijk recht op het gebouw of het

gedeelte van het gebouw waarin de handelszaak zich bevindt, is op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de belasting.

Artikel 5

§ 1. Het bestuur richt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, dat deze moet invullen. De belastingplichtige moet deze aangifte invullen en binnen de op de aangifte vermelde termijn terugsturen naar het bestuur.

Deze aangifte blijft geldig tot herroeping, opgestuurd naar de dienst Belastingen. Elke wijziging van de verklaring moet binnen de maand schriftelijk meegedeeld worden aan de dienst Belastingen.

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen moet spontaan bij het bestuur de volgende elementen meedelen die noodzakelijk zijn voor de belasting, uiterlijk in de openingsmaand (uiterlijk de 1e exploitatiedag) van de zaak in verband met de openingsbelasting;

§ 3. Bij gebrek aan een aangifte, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting, voorzien in artikel 3 van het onderhavige reglement.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd, de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 6

De openingsbelasting zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 7

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8

De belasting moet binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel betaald worden.

Artikel 9

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 10

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 11

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 februari 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

NIGHT - Règlement sur les magasins de nuit 2023.pdf, NIGHT - Belastingreglement op nachtwinkels 2023.pdf

24.11.2022/A/0035 **Règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Vu le règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit, délibéré voté par le Conseil communal le 24 février 2022;

Considérant que dans un souci de lisibilité, le règlement doit être scindé;

Considérant que les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public perturbent particulièrement la propreté et la tranquillité publiques, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à un surcroît de travail ; qu'il est dès lors légitime de faire contribuer spécialement les exploitants de ce type de commerces au financement des missions de la commune;

Considérant ce qui précède, il y a lieu de renouveler le règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi au profit de la commune d'Uccle, à partir du premier janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe d'ouverture et une taxe d'exploitation annuelle sur les établissements situés sur le territoire de la Commune, qui mettent des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- 1) appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou tout autre système électromagnétique (c'est à dire : téléphone, fax, modem, vidéoconférence, ...).
- 2) ouverture : nouvelle activité commerciale ou changement d'exploitant.

Article 3

- 1) La taxe d'ouverture est fixée à 13.000 €. Elle est due à chaque ouverture d'un établissement visé à l'article 1.

Tout changement d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

- 2) La taxe annuelle est fixée à 1.560 € par établissement visé à l'article 1 situé sur le territoire de la Commune. Elle est due pour l'année entière et ce, quelle que soit la date du début de l'exploitation. De même, elle est due en cas de cessation d'activité en cours d'année. Elle est due dès la première année d'exploitation.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce.

Le propriétaire ou tout autre titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou la partie d'immeuble dans lequel se tient le commerce est responsable de façon solidaire et indivisible de la taxe.

Article 5

§ 1. Tant pour la taxe d'ouverture que pour la taxe annuelle, l'administration adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de compléter (annuellement en ce qui concerne la taxe annuelle). Le redevable devra compléter cette déclaration et la renvoyer à l'administration dans le délai mentionné sur ladite déclaration.

Cette déclaration vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes. Toute modification de la déclaration doit être signalée par écrit, dans le mois, au service des Taxes;

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation:

- au plus tard dans le mois de l'ouverture (au plus tard le 1er jour d'exploitation) de l'établissement en ce qui concerne la taxe d'ouverture;
- au plus tard, le 1er mars de l'année d'imposition, en ce qui concerne la taxe annuelle;

§ 3. En cas d'absence de déclaration, ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, la taxe sera majorée d'office d'un montant égal à la taxe prévue à l'article 3 du présent règlement.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 6

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle seront perçues par voie de rôle.

Article 7

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et nonfiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 10

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 11

Le présent règlement abroge et remplace au 1^{er} janvier 2023 le règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit, délibéré par le Conseil communal le 24 février 2022.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat dit belastingtarief gerechtvaardigd wordt door de stijging van de

lasten op de gemeentelijke financiën die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Gelet op het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 februari 2022;

Overwegende dat in een streven naar leesbaarheid dit reglement opgesplitst moet worden;

Overwegende dat deze ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen in het bijzonder de openbare reinheid en rust verstoren en extra werk veroorzaken voor de politie en de gemeentediensten; dat het bijgevolg gerechtvaardigd is om met name de uitbaters van dit type handelszaken te doen bijdragen aan de financiering van de opdrachten van de gemeente;

Overwegende het voorgaande moet het belastingreglement als volgt vernieuwd worden, voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel, vanaf 1 januari 2023 tot 31 december 2025, een openingsbelasting en een jaarlijkse exploitatiebelasting geheven op ondernemingen op het grondgebied van de gemeente die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen.

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder:

1) Telecommunicatieapparatuur: elk toestel dat het mogelijk maakt om tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van gelijk welke aard over te brengen, uit te zenden of te ontvangen per draad, radio-elektriciteit, optische seingeving of gelijk welk ander elektromagnetisch systeem (m.a.w.: telefoon, fax, modem, videoconferentie, ...).

2) Opening: nieuwe handelsactiviteit of wijziging van de uitbater.

Artikel 3

1) De openingsbelasting is vastgelegd op € 13.000. Deze belasting is verschuldigd bij elke opening van een inrichting zoals bedoeld in artikel 1.

Elke wijziging van de uitbater geldt als een nieuwe handelsactiviteit.

2) De jaarlijkse belasting is vastgelegd op € 1.560 per inrichting beoogd in artikel 1, gelegen op het grondgebied van de gemeente. De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, ongeacht de datum waarop de uitbating start. De belasting is eveneens verschuldigd in geval van stopzetting van de activiteiten tijdens het jaar. De belasting is verschuldigd vanaf het eerste exploitatiejaar.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de zaak.

De eigenaar of elke andere houder van een zakelijk recht op het gebouw of het gedeelte van het gebouw waarin de handelszaak zich bevindt, is op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de belasting.

Artikel 5

§ 1. Zowel voor de openingsbelasting als voor de jaarlijkse belasting richt het bestuur een aangifteformulier naar de belastingplichtige, dat deze moet invullen (jaarlijks voor de jaarlijkse belasting). De belastingplichtige moet deze aangifte invullen en binnen

de op de aangifte vermelde termijn terugsturen naar het bestuur.

Deze aangifte blijft geldig tot herroeping, opgestuurd naar de dienst Belastingen. Elke wijziging van de verklaring moet binnen de maand schriftelijk meegedeeld worden aan de dienst Belastingen.

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen moet spontaan bij het bestuur de volgende elementen meedelen die noodzakelijk zijn voor de belasting:

- Uiterlijk in de openingsmaand (uiterlijk de 1e exploitatiedag) van de zaak in verband met de openingsbelasting;

- Uiterlijk op 1 maart van het aanslagjaar in verband met de jaarlijkse belasting.

§ 3. Bij gebrek aan een aangifte, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting, voorzien in artikel 3 van het onderhavige reglement.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd, de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 6

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zullen via inkohiering geïnd worden.

Artikel 7

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8

De belasting moet binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel betaald worden.

Artikel 9

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 10

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 11

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 februari 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

PHONE - Règlement sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public 2023.pdf, PHONE - Belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen 2023.pdf

24.11.2022/A/0036

Règlement-taxe sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non- adressés.

Le Conseil

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier;

Considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés est une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant que le taux de la taxe sur les distributions toutes boîtes est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales et le sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la distribution d'imprimés publicitaires se fait souvent de manière négligente, qu'il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la distribution de courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques, qu'elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries;

Considérant que les publicités adressées arrivent souvent dans les boîtes aux lettres à la

demande ou avec le consentement du consommateur, tandis que les publicités non-adressées sont déposées de manière intempestive, pour une partie des habitants, qui n'ont pas souhaité les recevoir;

Considérant que l'utilisation du papier n'est pas neutre pour l'environnement; qu'en effet, les processus de fabrication, d'impression et de recyclage du papier ont un impact environnemental non négligeable;

Considérant en outre que la distribution d'imprimés publicitaires contribue à augmenter la quantité de déchets ménagers;

Vu que le règlement-taxe sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non- adressés, délibéré par le Conseil communal le 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2023, pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe communale sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non-adressés.

Article 2

Sont visés:

- la distribution "toute-boîte", dans le chef des destinataires, de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial ainsi que de catalogues et, la presse régionale gratuite, distribuée selon une périodicité régulière d'un minimum de 40 fois l'an, contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés publicitaires non-adressés sont ouverts à tous les annonceurs ou émanent d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de rédactionnels non-publicitaires;
- la distribution dans le chef du destinataire d'échantillons.

Article 3

Par textes rédactionnels, il faut entendre :

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- les textes, qui au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux;
- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs;
- les informations sur les cultes, les annonces d'activité telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et de centres culturels;
- les annonces notariales;
- la propagande électorale.

Article 4

Sont considérés comme textes publicitaires :

- les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés;
- ceux qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames;
- ceux qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction;

- les annonces émanant de particuliers relatives à des transactions mobilières ou immobilières;
- les offres de services rémunérés.

Article 5

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non-publicitaires sera calculé en tenant compte de leur surface totale d'occupation, y compris les pages de couverture.

Article 6

La taxe est due par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit ou le produit publicitaire est distribué. L'éditeur, le distributeur et l'imprimeur des imprimés visés par les présentes dispositions sont tenus solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Article 7

La taxe n'est pas due par les clubs et associations subventionnés par la Commune d'Uccle.

Article 8

Les taux de taxation sont fixés comme suit :

- Cartes et feuilles publicitaires :
 - *Superficie inférieure ou égale à un format A4 : 0,0147 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 16 € par distribution (taux 1);*
 - *Superficie supérieure à un format A4 : 0,0444 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 26 € par distribution (taux 2);*
- Catalogues, dépliants dont la superficie totale est supérieure à un A3 ou journaux publicitaires, échantillons gratuits : 0,0738 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 52 € par distribution (taux 3);
- Ecrit de presse régionale gratuite :
 - *De 40 pages et plus : 0,0088 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure (taux 4);*
 - *De moins de 40 pages : 0,0058 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure (taux 5).*

Article 9

Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %

	2023	2024	2025
Taux 1	0,0147 €	0,0153 €	0,0159 €
Taux 2	0,0444 €	0,0462 €	0,0480 €
Taux 3	0,0738 €	0,0767 €	0,0798 €
Taux 4	0,0088 €	0,0091 €	0,0095 €
Taux 5	0,0058 €	0,0060 €	0,0062 €

Article 10

Le contribuable est tenu de faire une déclaration à la commune contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation, au plus tard, 15 jours avant chaque distribution. La non-déclaration dans les délais prescrits, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'enrôlement d'office de la taxe. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à la taxe due.

Article 11

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au contribuable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du

troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 12

Le recouvrement de la taxe se fait par enrôlement trimestriel. Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 13

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 15

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 16

Le présent règlement abroge et remplace au 1^{er} janvier 2023 le règlement-taxe sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non- adressés, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden;

Overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verdeling-aan-huis van niet-geadresseerd reclamedrukwerk een economische activiteit is die inkomsten genereert waarbij redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen actief in deze activiteitensector over de fiscale draagkracht beschikken die hen toelaat belastingen te hunnen laste te vereffenen;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de huis-aan-huisverdeling gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten en de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak op een slordige wijze gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt en deze praktijk de verdeling van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de reinheid van de openbare wegen, hetgeen een meerkost inhoudt van de gemeente om de wegen schoon te maken;

Overwegende dat geadresseerd reclamedrukwerk vaak in de bus valt op vraag of met instemming van de consument terwijl niet-geadresseerd reclamedrukwerk niet gewenst is voor een gedeelte van de inwoners;

Overwegende dat het gebruik van papier niet neutraal is voor het milieu; dat het fabricatie-, druk- en recycleerproces van papier een niet te verwaarlozen impact heeft op het milieu;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk bovendien de hoeveelheid huishoudelijk afval verhoogt;

Aangezien het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaren, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een gemeentebelasting geheven op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk.

Artikel 2

Is onderworpen:

- de huis-aan-huisverdeling van reclamebladen en -kaarten met een commercieel karakter en van catalogi en de gratis regionale pers, op een regelmatige wijze verdeeld met een minimum van 40 keer per jaar, met daarin reclame met een commercieel karakter, indien dit niet-nominatief drukwerk openstaat voor alle adverteerders of uitgegeven wordt door één enkele handelaar of een groep handelaars en minder dan 40 % niet-publicitaire redactionele teksten bevat;
- de verdeling van stalen.

Artikel 3

Onder redactionele teksten wordt verstaan:

- teksten die door journalisten werden geschreven in de uitoefening van hun beroep, voor zover er niet aan promotie werd gedaan, expliciet of impliciet, voor bepaalde firma's of producten;
- teksten die op het niveau van de gemeentebevolking een sociale en informatieve rol

hebben naast de commerciële informatie of die officiële informatie bevatten van openbaar nut ten gunste van de openbare orde of het welzijn, zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, ziekenhuizen, wachtdiensten (geneesheren, verpleegkundigen, apothekers) of informatie van openbaar nut zoals gemeentelijke informatie en (inter)nationale nieuwtjes;

- algemeen en regionaal nieuws, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire, wetenschappelijke en niet-commerciële informatie voor de consumenten;
- informatie over erediensten, aankondigingen van activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuizen en culturele centra;
- notariële aankondigingen;
- verkiezingspropaganda.

Artikel 4

Onder publicitaire teksten wordt verstaan:

- artikels waarin, expliciet of impliciet, promotie wordt gemaakt voor bepaalde firma's of producten;
- artikels die op een rechtstreekse of verdoken wijze de lezer verwijzen naar reclameboodschappen;
- artikels die op een algemene manier firma's, producten of diensten willen signaleren, bekendmaken of aanbevelen met het oog op een transactie;
- aankondigingen van particulieren voor transacties van roerende of onroerende goederen;
- betaalde dienstverleningen.

Artikel 5

Het percentage van 40 % niet-publicitaire redactionele teksten wordt berekend op basis van hun volledige oppervlakte, inclusief de voorbladen.

Artikel 6

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon voor wie het geschrift of het reclameproduct wordt verdeeld. De belasting is op een solidaire en ondeelbare manier verschuldigd door de uitgever, de verdeler en de drukker van het in deze bepalingen bedoeld drukwerk.

Artikel 7

De belasting is niet verschuldigd door clubs en verenigingen die door de gemeente Ukkel gesubsidieerd worden.

Artikel 8

De belastingtarieven zijn als volgt vastgelegd:

- Reclamebladen en -kaarten:

- *Oppervlakte kleiner of gelijk aan het A4-formaat: € 0,0147 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) met een minimumtarief van € 16 per verdeling (tarief 1);*

- *Oppervlakte groter dan het A4-formaat: € 0,0444 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) met een minimumtarief van € 26 per verdeling (tarief 2);*

- Catalogi, folders met een totaaloppervlakte groter dan het A3-formaat of reclamekranten, gratis stalen: € 0,0738 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) met een minimumtarief van € 52 per verdeling (tarief 3);

- Gratis regionale geschreven pers:

- *vanaf 40 en meer bladzijden: € 0,0088 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) (tarief 4);*

- *minder dan 40 bladzijden: € 0,0058 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) (tarief 5);*

Artikel 9

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %.

	2023	2024	2025
Tarief 1	€ 0,0147	€ 0,0153	€ 0,0159
Tarief 2	€ 0,0444	€ 0,0462	€ 0,0480
Tarief 3	€ 0,0738	€ 0,0767	€ 0,0798
Tarief 4	€ 0,0088	€ 0,0091	€ 0,0095
Tarief 5	€ 0,0058	€ 0,0060	€ 0,0062

Artikel 10

De belastingplichtige dient bij de gemeente een aangifte te doen met alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de belasting, ten laatste 15 kalenderdagen voor elke verdeling. Bij gebrek aan een aangifte binnen de vastgelegde termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. De ambtshalve ingekohierde belastingen zullen vermeerderd worden met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting.

Artikel 11

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 12

De belasting wordt via driemaandelijks inkohiering ingevorderd. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 13

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 14

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 15

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en

artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 16

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

DIP - Belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk 2023.pdf, DIP - Règlement-taxe sur la distribution toute-boîte d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non-adressés 2023.pdf

24.11.2022/A/0037 **Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les articles 66 et 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les agences de paris aux courses de chevaux constituent une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant que le taux de la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu que le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, délibéré par le Conseil communal du 28 novembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi, à partir du 1er janvier 2023, pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe annuelle et directe sur les agences de paris aux courses de chevaux, à l'exclusion de celles qui acceptent uniquement des paris sur les courses courues en Belgique.

Article 2

Le taux de la taxe est fixé à 62 € par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Article 3

La taxe est due au 1er janvier pour toute l'année. Toutefois, en cas de fermeture d'une agence en cours d'année, la taxe est réduite proportionnellement au nombre de mois restant à courir après le mois de fermeture.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant de l'agence. Si l'agence est tenue pour le compte d'un tiers par un gérant ou un autre préposé, celui-ci est tenu solidairement avec le commettant au paiement de la taxe.

Article 5

La personne physique ou morale qui ouvre, transfère, cède ou ferme une agence, est tenue d'en faire préalablement la déclaration à l'Administration communale. La déclaration est valable jusqu'à révocation.

Article 6

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe est majorée d'un montant égal à celui déterminé par l'article 2 du règlement. Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 7

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Article 8

Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 9

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 12

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen

de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 13

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, délibéré par le Conseil communal du 28 novembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op artikels 66 en 74 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente Ukkel toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat gokkantoren op paardenrennen een economisch winstgevende activiteit vormen waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die in deze activiteitensector werkzaam zijn beschikken over draagkracht waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 november 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaren, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een jaarlijkse directe

belasting geheven op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, met uitzondering van de agentschappen die enkel weddenschappen aannemen op wedstrijden die in België gelopen worden.

Artikel 2

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op € 62 per maand of gedeelte van een maand uitbating.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd op 1 januari voor een volledig jaar. Bij de sluiting van een agentschap in de loop van het jaar wordt de belasting verminderd in verhouding tot het aantal resterende maanden die volgen op de maand van de sluiting.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van het agentschap. Indien het agentschap door een zaakvoerder of een andere aangestelde voor rekening van een derde persoon wordt uitgebaat, is deze solidair met de uitbater verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 5

De natuurlijke persoon of rechtspersoon die een agentschap opent, overbrengt, overlaat of sluit, dient dit vooraf aan te geven bij het gemeentebestuur. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 6

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden. In een dergelijk geval wordt de belasting vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan het bedrag dat krachtens artikel 2 van het reglement werd bepaald. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 7

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 8

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 9

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 10

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 12

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 13

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 november 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AGENCES PARIS - belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen 2023.pdf, AGENCES PARIS - règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux 2023.pdf

24.11.2022/A/0038

Règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, dont celle de garantir et d'améliorer le cadre de vie des habitants, ainsi que d'assurer son équilibre financier;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre pour des raisons de salubrité ou de sécurités publiques ou pour le non-respect des exigences élémentaires de sécurité et/ou de salubrité prévues par des législations émanant des autorités supérieures;

Considérant que la présente taxe vise à inciter les propriétaires d'immeubles déclarés insalubres ou inhabitables à effectuer les travaux indispensables à leur remise en état et plus généralement, à bien entretenir leur patrimoine immobilier uclois et à respecter les règles de salubrité et de sécurité;

Qu'en effet, ces immeubles ne sont plus en mesure d'être mis en location ou entraînent une dégradation du cadre de vie pour les éventuels occupants, pour le voisinage et plus généralement pour toute la population de la Commune;

Vu que le règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité, délibéré par le Conseil communal le 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1 : Assiette de la taxe

Il est établi à partir du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025 une taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du bourgmestre et par lequel ils sont déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité.

Article 2 : Définitions

Au sens du présent règlement :

§ 1. Par « bien immeuble », on entend tout immeuble ou partie d'immeuble destiné à l'habitation ainsi que tout immeuble ou partie d'immeuble non destiné à l'habitation mais dont il est constaté dans les faits qu'il est illicitement utilisée à ce titre;

On entend également tout immeuble ou partie d'immeuble destiné à l'exploitation d'un lieu accessible au public.

§ 2. Par « bien immeuble déclaré insalubre ou inhabitable », on entend l'immeuble ou la partie d'immeuble faisant l'objet d'un arrêté du bourgmestre, pris sur base des articles 133 et 135 de la nouvelle loi communale, déclarant le bien insalubre ou inhabitable et pour lesquels des travaux de réparation, de sécurisation ou d'assainissement sont exigés.

§ 3. Par « bien immeuble qui ne satisfait pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité », on entend :

- l'immeuble ou la partie d'immeuble frappé par un arrêté du bourgmestre pris, sur la base de l'article 133 de la Nouvelle Loi Communale, en exécution de l'interdiction de mise en location ou d'occupation du logement prononcée par le service de l'Inspection régionale du logement, conformément aux dispositions du Code bruxellois du logement;

- l'immeuble ou la partie d'immeuble pour lequel le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente a constaté qu'il ne satisfait pas aux exigences en matière de sécurité incendie et qui ont fait l'objet d'un arrêté de fermeture du Bourgmestre sur le base de l'article 133 de la Nouvelle Loi Communale.

Article 3 : Taux de la taxe

Le taux de la taxe est fixé à 2.923 € par an par bien immeuble. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année au taux de 4 %, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure.

En cas d'abrogation de l'arrêté du Bourgmestre sur base duquel le bien immeuble fait l'objet de la taxation, le montant de la taxe sera calculé au prorata temporis des mois durant lesquels l'arrêté susvisé était en vigueur, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

- 2023 : 2.923 €

- 2024 : 3.040 €

- 2025 : 3.162 €

Article 4 : Redevables de la taxe

§1. La taxe est due pour l'année entière, par la personne physique ou morale qui est titulaire du droit de propriété, de nue-propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose, sur un bien immobilier répondant aux définitions de l'article 2.

§2. Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant indivisément à plusieurs personnes ou lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'alinéa 1er, ces dernières sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

Article 5 : Débiton de l'impôt et procédure d'établissement

La taxe est établie sur la base d'un constat signé et daté effectué par un agent du service des taxes dûment désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce constat est notifié au domicile ou au siège social accompagné d'une copie du règlement.

La taxe frappe le bien immobilier dès l'adoption d'un arrêté du Bourgmestre.

Article 6 : Exonération

La taxe n'est pas due :

§1. Si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal;

§2. Si les conditions de la force majeure sont réunies. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement;

§3. Si l'immeuble a été déclaré insalubre ou inhabitable à la suite d'un incendie ou d'une inondation et ce, uniquement pendant les 6 mois qui suivent le sinistre.

Article 7 : Cession de la taxe

§ 1. En cas de cession entre vifs de la propriété d'un bien immobilier visé par l'article 2 du présent règlement, le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de cession, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des cessionnaires.

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès: la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du ou des cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et leur adresse.

§ 3. En cas d'extinction d'un droit d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose, le plein propriétaire notifie aux autorités communales : la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaire(s) dont le droit s'est éteint.

§ 4. En cas de cession de la propriété d'un bien immobilier, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours auprès du cessionnaire; la taxe reste due par le propriétaire du bien au premier jour de l'exercice d'imposition.

Article 8 : Recouvrement

§ 1. Le recouvrement se fera par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§ 3. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§ 4. Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui

renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 9 : Réclamations

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. La réclamation peut être introduite par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 10 : Entrée au vigueur

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité, délibéré par le Conseil communal le 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het de bedoeling van deze belasting is om de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te bezorgen voor haar opdrachten en het beleid dat ze wil voeren, waaronder het verzekeren en verbeteren van de leefomgeving van de inwoners en het verzekeren van haar financieel evenwicht;

Gelet op de noodzaak om onroerende goederen efficiënt te bestrijden die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid, voorzien door wetgevingen van hogere overheden;

Overwegende dat de onderhavige belasting beoogt de eigenaars van gebouwen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn ertoe aan te zetten de noodzakelijke werken

voor het herstel ervan te verrichten, en meer in het algemeen hun Ukkels onroerend vermogen goed te onderhouden en de gezondheids- en veiligheidsregels na te leven;
Dat deze gebouwen immers niet meer verhuurd kunnen worden of leiden tot een verslechtering van de leefomgeving voor de eventuele bewoners, voor de buurt en meer in het algemeen voor de volledige bevolking van de gemeente;
Aangezien het belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;
Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;
Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 : Grondslag van de belasting

Er wordt vanaf 1 januari 2023 t.e.m. 31 december 2025 een belasting geheven op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid.

Artikel 2 : Definities

In het onderhavige reglement:

§1. Onder "onroerend goed" verstaan we elk gebouw of deel van een gebouw dat bestemd is voor woningen, alsook elk gebouw of deel van een gebouw dat niet bestemd is voor woningen, maar waarvan in de praktijk vastgesteld is dat het hiervoor onrechtmatig gebruikt wordt;

We verstaan ook elk gebouw of deel van een gebouw dat bestemd is voor de uitbating van een publiek toegankelijke plaats.

§2. Onder "onroerend goed ongezond of onbewoonbaar verklaard" wordt verstaan: elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat krachtens een besluit van de burgemeester - genomen op basis van artikel 133 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet - ongezond of onbewoonbaar verklaard werd en waarvoor herstellingen en werkzaamheden inzake beveiliging en schoonmaak vereist zijn;

§3. Onder "onroerend goed dat niet voldoet aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid" wordt verstaan:

- Elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat het onderwerp uitmaakt van een besluit van de burgemeester - genomen op basis van artikel 133 van de Nieuwe Gemeentewet - in uitvoering van het verbod tot verhuring of bezetting van de woning, uitgesproken door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse Huisvestingscode;

- Elk gebouw of gedeelte van een gebouw waarvan de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp heeft vastgesteld dat het niet voldoet aan de vereisten inzake brandveiligheid en dat het onderwerp heeft uitgemaakt van een bevel tot sluiting van de burgemeester op basis van artikel 133 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 3 : Aanslagvoet van de belasting

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op € 2.923 per jaar per onroerend goed. Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar met 4 % geïndexeerd. Het resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid.

In geval van intrekking van het besluit van de burgemeester op basis waarvan het onroerend goed onderworpen is aan de belastingheffing, zal het bedrag van de belasting berekend worden *pro rata temporis* van de maanden tijdens dewelke het bovenvermelde besluit van kracht was, waarbij elke begonnen maand meetelt voor een volledige maand.

- 2023 : € 2.923

- 2024 : € 3.040

- 2025 : € 3.162

Artikel 4 : Belastingplichtigen

§1. De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die houder is van een recht van eigendom, een recht van naakte eigendom, een recht van opstal of een recht van erfpacht op een gebouw dat aan de omschrijvingen van artikel 2 beantwoordt;

§2. Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een recht zoals vermeld in alinea 1, zijn deze laatsten op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 5 : Ontstaan van de belastingschuld en vestigingsprocedure

De belasting wordt bepaald op basis van een vaststelling, ondertekend en gedateerd door een ambtenaar van de dienst Belastingen die hiervoor door het college van burgemeester en schepenen behoorlijk werd aangesteld. Deze vaststelling wordt samen met een kopie van het reglement naar de woonplaats of de maatschappelijke zetel gestuurd. De belasting treft het onroerend goed vanaf de goedkeuring van een besluit van de burgemeester.

Artikel 6 : Vrijstelling

De belasting is niet verschuldigd:

§1. Indien het gebouw gelegen is in de perimeteer van een onteigeningsplan goedgekeurd bij koninklijk besluit;

§2. Indien voldaan is aan de voorwaarden van overmacht. Om op deze basis aanspraak te maken op de vrijstelling, moet het bewijs aangevoerd worden dat de gebeurtenis die aangehaald wordt als overmacht voldoet aan de volgende kenmerken: een onvoorspelbare, onoverkomelijke en onvermijdelijke aard vertonen en vrij zijn van elke betrokkenheid van de belastingplichtige in de samenloop van omstandigheden die tot deze gebeurtenis geleid hebben;

§3. Indien het gebouw ongezonder of onbewoonbaar verklaard is ingevolge een brand of een overstroming, en dit enkel tijdens de 6 maanden die volgen op het schadegeval.

Artikel 7 : Overdracht van de belasting

§1. In geval van overdracht onder levenden van de eigendom van een onroerend goed, bedoeld onder artikel 2 van het onderhavige reglement, dient de overdrager het gemeentebestuur binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke overdrachtsakte de volgende zaken mee te delen: de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de overnemer(s);

§2. In geval van overdracht wegens een overlijden zijn de rechtverkrijgenden solidaire gehouden om het gemeentebestuur binnen de vijf maanden na het overlijden de volgende zaken mee te delen: de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de cujus, de datum van het overlijden, hun naam en adres;

§3. In geval van verval van een recht van vruchtgebruik, opstal of erfpacht bezorgt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid de volgende gegevens: de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt;

§4. In geval van overdracht van de eigendom van een onroerend goed zal er bij de overnemer geen nieuwe belasting ingevorderd worden voor het lopende jaar. De belasting blijft door de eigenaar van het goed verschuldigd op de eerste dag van het aanslagjaar.

Artikel 8 : Inning

§1. De belasting wordt via inkohiering ingevorderd;

§2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen;

§3. De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet

betaald worden;

§4. Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 9 : Bezwaren

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 10 : Inwerkingtreding

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AP - Belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden 2023.pdf, AP - Règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre 2023.pdf

24.11.2022/A/0039 **Règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les

communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu la situation financière de la Commune;
Vu la nécessité de régler l'occupation du domaine communal par les friteries;
Vu qu'afin d'assurer la propreté et la tranquillité publique aux alentours de ces établissements, la commune engage des frais qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires de ces services;
Considérant qu'il convient d'adapter le taux de la redevance fixé dans le règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries, délibéré par le Conseil communal du 27 novembre 2008;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-redevance pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2023, pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une redevance mensuelle pour l'occupation du domaine communal par une friterie, sur base d'une autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 2 :

La redevance est fixée à 12,50 € par jour d'activité.

Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %.

	2023	2024	2025
Taux	12,50 €	13 €	13,50 €

Cette redevance est due pour tout mois entamé et payable dans les huit premiers jours de chaque mois.

Le calcul de la redevance se fait sur base d'une déclaration annuelle d'activité faite sur l'honneur par l'occupant de la friterie : le nombre de jours d'activité déclaré pour l'ensemble d'une année est réparti de manière égale sur 12 mois.

Cette redevance mensuelle (chiffrée dans l'autorisation domaniale) est à verser au compte de la Recette communale d'Uccle.

En cas de retard de paiement de la redevance, les intérêts calculés au taux légal seront exigibles de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Article 3 :

En cas de constat sur place, par un agent habilité à cette fin, que les activités ne sont pas exercées selon la fréquence communiquée dans la déclaration, un courrier recommandé sera envoyé à l'occupant lui notifiant le calcul rectificatif. Il sera invité à marquer son accord sur cette rectification.

Article 4 :

La redevance est due à dater de la délivrance de l'autorisation d'occupation du domaine public pour la vente de frites.

Article 5 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de cette redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 6 :

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries, délibéré par le Conseil communal le 27 novembre 2008.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Vergoedingsreglement inzake de bezetting van het openbaar domein door frituren.

De Raad,
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Gelet op de noodzaak om de bezetting van het openbaar domein door frituren te reglementeren;
Aangezien de gemeente om de openbare reinheid en rust in de buurt van deze zaken te verzekeren kosten maakt waarvan het gerechtvaardigd is ze te laten dragen door de begunstigden van deze diensten;
Overwegende dat het tarief van de vergoeding bepaald in het belastingreglement op de bezetting van het openbaar domein door frituren, beraadslaagd door de gemeenteraad van 27 november 2008, aangepast moet worden;
Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 :

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een maandelijkse vergoeding vastgelegd voor de bezetting van het openbaar domein door een frituur, op basis van een toelating van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 2 :

De vergoeding bedraagt € 12,50 per dag activiteit.
Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %.

	2023	2024	2025
Tarief	12,50 €	13 €	13,50 €

Deze vergoeding is verschuldigd voor elke aangevatte maand en moet betaald worden binnen de eerste acht dagen van elke maand.

De vergoeding wordt berekend op basis van een jaarlijkse aangifte van de activiteit op erewoord van de bezetter van de frituur. Het aantal aangegeven dagen activiteit voor een volledig jaar wordt gelijk verdeeld over 12 maanden.

Deze maandelijkse vergoeding (vastgelegd in de bezettingstoelating) moet gestort worden op de rekening van de gemeentelijke Ontvangerij van Ukkel.

Bij laattijdige betaling van de vergoeding zijn interesten (berekend op basis van de wettelijke interestvoet) van rechtswege eisbaar zonder voorafgaande ingebrekestelling.

Artikel 3 :

Indien een hiertoe bevoegde ambtenaar ter plaatse vaststelt dat de activiteiten niet overeenkomen met de frequentie die in de aangifte werd meegedeeld, zal er een aangetekend schrijven naar de bezetter gestuurd worden om hem de aangepaste berekening mee te delen. Hij zal zijn goedkeuring moeten verlenen aan deze aanpassing.

Artikel 4 :

De vergoeding is verschuldigd vanaf de uitreiking van de bezettingstoelating van het openbaar domein voor de verkoop van frieten.

Artikel 5 :

Indien een regeling in der minne niet mogelijk is, zal de vergoeding vervolgd worden op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

Artikel 6 :

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de bezetting van het openbaar domein door frituren, beraadslaagd door de gemeenteraad van 27 november 2008, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

1 Vergoedingsreglement op de bezetting van het openbaar domein door frituren 2023.pdf, 1 Règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries 2023.pdf

24.11.2022/A/0040 Règlement-taxe sur les départs de corps de personnes décédées.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu l'ordonnance du 29 novembre 2018 émanant de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux funérailles et sépultures;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu que le règlement-taxe sur les départs de corps de personnes décédées, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Vu qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT**Article 1**

Il est établi à partir du 1er janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe mortuaire.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui vient déclarer le décès auprès de l'administration communale. Elle est due au moment de la déclaration du décès.

Article 3

La taxe est fixée à 130 € par départ de corps.

Article 4

Le montant qui figure au présent règlement est augmenté au 1er janvier de chaque année, au taux de 4 %.

Échéance / Taux

1er janvier 2023 / 130 €

1er janvier 2024 / 135 €

1er janvier 2025 / 140 €

Article 5

La taxe n'est pas due pour les personnes indigentes décédées ou retrouvées sur le territoire de la Commune d'Uccle. L'indigence est prouvée sur production d'un certificat délivré par le Centre Public d'Action Sociale du domicile ou de toute autre pièce probante.

Article 6

La taxe est payable au comptant. Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 7

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 8

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 9

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les départs de corps de personnes décédées, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op het vertrek van lichamen van overledenen.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Aangezien het belastingreglement op het vertrek van lichamen van overledenen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;
Aangezien dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt een overlijdensbelasting ingevoerd vanaf 1 januari 2023 voor een periode die afloopt op 31 december 2025.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het overlijden bij het gemeentebestuur komt aangeven. De belasting is verschuldigd op het ogenblik van de overlijdensaangifte.

Artikel 3

De belasting wordt vastgelegd op € 130 per overlijden.

Artikel 4

Het bedrag in het onderhavige reglement wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %.

Vervaldag / Tarief

1 januari 2023 / € 130

1 januari 2024 / € 135

1 januari 2025 / € 140

Artikel 5

De belasting is niet verschuldigd voor overleden personen die behoeftig waren of die gevonden werden op het grondgebied van de gemeente Ukkel. De behoeftigheid moet aangetoond worden door een attest van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of elk ander bewijsstuk.

Artikel 6

De belasting moet contant betaald worden. Indien de belasting niet wordt betaald, zal de belasting via inkohiering ingevorderd worden.

Artikel 7

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 8

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch

communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 9

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op het vertrek van lichamen van overledenen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

6 Règlement-taxe sur les départs de coprs de personnes décédées 2023.pdf, 6

Belastingreglement op de verzegeling van doodskisten 2023.pdf

24.11.2022/A/0041 **Règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que le taux de la taxe sur les appareils distributeurs d'essence, d'huile ou de mazout est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Vu que le règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout, délibéré par le Conseil communal le 28 novembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2023, pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe sur les pistolets des appareils fixes distributeurs d'essence, d'huile ou de mazout pour véhicules automobiles accessibles au public et installés sur la voie publique ou sur un terrain privé le long de la voie publique.

Article 2

La taxe est due pour l'année entière au 1er janvier et ce, quel que soit le moment du placement de l'appareil.

Article 3

La taxe n'est pas due :

- pour les appareils qui ne sont pas accessibles au public ;
- pour les appareils installés dans une propriété privée (garage et établissements similaires) et qui ne sont ni visibles ni annoncés de l'extérieur, ni utilisés pour l'approvisionnement de véhicules de passage ;
- pour les appareils qui alimentent les véhicules en gaz naturel, en biogaz, en hydrogène ou en LPG (liquified Petroleum Gas)

Article 4

La taxe est due par l'exploitant. Le propriétaire de l'appareil est solidairement responsable du paiement.

Article 5

La taxe est fixée à :

- 488 € par pistolet installé à un appareil fixe placé sur la voie publique, en terrain privé ou à l'intérieur d'un immeuble pouvant être employés en libre-service. Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure.

	2023	2024	2025
Taux	488 €	508 €	529 €

Article 6

Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe en cas d'enlèvement ou de remplacement d'appareils au cours de l'année par la volonté de l'exploitant ou du propriétaire.

Article 7

Le redevable est tenu de déclarer les éléments imposables sur la situation existante au 1er janvier de l'exercice d'imposition et de renvoyer la déclaration qui leur a été expédiée, dûment complétée, datée et signée dans les trente jours de son envoi.

Article 8

Il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours si, durant l'exercice, l'appareil change de propriétaire ou d'exploitant.

Article 9

Le redevable est tenu, en cas de placement ou d'enlèvement, de notifier ce changement dans les 30 jours par lettre recommandée au service « taxes » de l'administration communale d'Uccle.

Article 10

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complétée, datée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, dans les 30 jours de l'installation d'un nouvel établissement ou d'un nouvel appareil, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 11

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Le recours

à cette procédure de taxation d'office ne porte pas atteinte au droit de réclamation et de recours du redevable. Dans ce cas, la taxe est majorée d'un montant égal à celui calculé initialement en vertu de l'article 5 du règlement. Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 12

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Article 13

Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 14

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 15

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 16

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 17

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. La réclamation peut être introduite par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 18

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout, délibéré par le Conseil communal le 28 novembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de verdelers van brandstof, olie of stookolie gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Aangezien het belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie, beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 november 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een belasting geheven op de pistolen van vaste verdelers van benzine, olie of stookolie voor autovoertuigen, toegankelijk voor het publiek en geïnstalleerd op de openbare weg of op een privéterrein langs de openbare weg.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd voor een volledig jaar op 1 januari en dit ongeacht het moment waarop de verdeler werd geplaatst.

Artikel 3

De belasting is niet verschuldigd :

- voor verdelers die niet voor het publiek toegankelijk zijn;
- voor verdelers, geïnstalleerd op een privé-eigendom (garage en gelijkaardige inrichtingen) en die niet zichtbaar noch aangegeven zijn van buitenaf en die niet gebruikt worden door voorbijgaand verkeer;
- voor de verdelers die voertuigen bevoorraden met aardgas, biogas, waterstof of LPG (liquefied petroleum gas).

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De eigenaar van de verdeler is solidair verantwoordelijk voor de betaling.

Artikel 5

De belasting is als volgt vastgesteld:

- € 488 per pistool dat met een vaste verdeler is verbonden die op de openbare weg, op een privéterrein of binnenin een gebouw werd geplaatst die via zelfbediening gebruikt kan worden. Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %, het resultaat zal worden afgerond naar de hogere eenheid.

	2023	2024	2025
Tarief	€ 488	€ 508	€ 529

Artikel 6

Er worden geen terugbetalingen of verminderingen van de belasting toegestaan indien de verdelers in de loop van het jaar door de uitbater of de eigenaar uit vrije wil verwijderd of vervangen worden.

Artikel 7

De belastingplichtige is ertoe gehouden de belastbare elementen - volgens de toestand op 1 januari van het aanslagjaar - mee te delen en de aangifte die hem werd opgestuurd behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend binnen de 30 dagen terug te sturen.

Artikel 8

Bij verandering van eigenaar of uitbater van de verdeler in de loop van het jaar zal geen nieuwe belasting ingevorderd worden.

Artikel 9

In geval van plaatsing of verwijdering moet de belastingplichtige deze wijziging binnen de 30 dagen per aangetekend schrijven meedelen aan de dienst Belastingen van het gemeentebestuur van Ukkel.

Artikel 10

Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen voor de vervaldag die op dit formulier vermeld staat. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet het gemeentebestuur binnen de 30 dagen vanaf de installatie van een nieuwe inrichting of een nieuwe verdeler de elementen bezorgen die nodig zijn voor de belastingheffing.

Artikel 11

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden. Door gebruik te maken van de ambtshalve inkohiering behoudt de belastingplichtige het recht om een bezwaar in te dienen en om beroep in te stellen. In een dergelijk geval wordt de belasting vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan het bedrag dat krachtens artikel 5 van het reglement werd bepaald. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 12

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 13

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 14

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 15

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 16

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII,

hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 17

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 18

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie, beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 november 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

ESSENCE - belastingreglement op de verdelers van brandstof, olie of stookolie

2023.pdf, ESSENCE - règlement-taxe sur les appareils distributeurs d'essence d'huile ou de mazout 2023.pdf

24.11.2022/A/0042

Règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au Contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que le taux de la taxe précitée est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouve sa source, notamment, dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les immeubles totalement ou partiellement inoccupés ou inachevés, ainsi que les terrains laissés à l'abandon;

Vu que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles totalement ou partiellement inoccupés ou inachevés est de nature à décourager l'habitat et les initiatives qui s'y rapportent;

Considérant que l'inoccupation prolongée des immeubles entraîne une dégradation de l'environnement urbain et est de nature à diminuer l'attractivité des zones du territoire communal où ils sont situés;

Considérant qu'il est souhaitable que sur le territoire de la Commune d'Uccle, le logement disponible soit exploité de manière optimale;

Considérant que les immeubles visés par ce règlement perturbent la tranquillité et la sécurité publique;

Considérant que le rez de chaussée d'un immeuble inoccupé, inexploité, à l'abandon ou mal entretenu est plus important en termes de nuisance que les autres étages ;

Vu que cette situation, s'il n'y est remédié freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier;

Considérant que la présente taxe vise à améliorer le cadre de vie et à inciter les propriétaires à bien entretenir leur patrimoine immobilier ucclois;

Considérant qu'il convient dès lors de prendre toutes mesures utiles en vue d'amener les propriétaires défaillants à exécuter les travaux de remise en état nécessaires;

Considérant que le règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

ASSIETTE DE L'IMPÔT

Article 1

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025 une taxe annuelle directe :

- sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon en bordure de la voie publique;
- sur les immeubles inachevés en cours de construction;
- sur les immeubles déjà bâtis, partiellement ou totalement inoccupés;
- sur les immeubles déjà bâtis, partiellement ou totalement inexploités ou laissés à l'abandon.

Article 2

Au sens du présent règlement :

§ 1. sont considérés comme immeubles inachevés, ceux en cours de construction dont les travaux ont été constatés à l'arrêt depuis plus d'un an;

§ 2. sont considérés comme partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités, les immeubles ou parties d'immeubles, déjà bâtis, qui ne sont pas utilisés pendant l'exercice d'imposition de manière effective et conforme à leur destination pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs, qu'ils aient fait ou non l'objet d'une mesure de police administrative;

§ 3. sont considérés comme partiellement ou totalement à l'abandon, les immeubles, leurs cours et jardins en état de délabrement qui, durant l'exercice d'imposition, présentant plusieurs indices de délabrement pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs, tels que :

- toiture en tout ou en partie écroulée ;
- tuiles ou ardoises manquantes ou brisées ;
- gouttières brisées, détachées ou absentes.
- inclinaison anormale des murs ;
- murs en partie écroulés ;
- effritement des joints entre les briques ou les blocs de pierres ou moellons ;
- peintures des murs écaillées;
- présence de tags ;
- présence de vitres cassées ;
- peintures ou vernis des châssis écaillés ;
- fenêtre(s) ou porte(s) obturée(s) par des panneaux publicitaires ou par un procédé ou construction quelconque ;
- pelouses, haies, clôtures etc. non entretenues.

Les indices de délabrement ne sont pas limités à ceux repris dans la liste ci-dessus.

§ 4. par « destination de l'immeuble » on entend la destination de l'immeuble ou de la partie d'immeuble indiquée dans le permis d'urbanisme ou, à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation indiquée dans les plans visés à l'article 13 du CoBAT (Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire).

§ 5. par « utilisation de l'immeuble » on entend l'usage de fait de l'immeuble ou de la partie d'immeuble, telle que décrite par le constat visé à l'article 5.

Ne peut toutefois être considérée comme utilisation effective d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble celle résultant de l'occupation du bien sans titre ni droit.

§ 6. sont considérés comme terrains non bâtis en bordure de la voie publique, les parcelles non-bâties suite à la démolition d'un immeuble préexistant et les parcelles non bâties depuis l'origine, et ce, indépendamment de la présence d'un mur de clôture.

§ 7. sont considérés comme terrains laissés à l'abandon, les terrains non bâtis situés en bordure de la voie publique qui, durant l'exercice d'imposition ne sont pas clôturés conformément à la législation en vigueur (Règlement Régional d'Urbanisme Titre 1, Chapitre 4, article 14 – Abords) de façon à y interdire l'accès à des tiers ou qui ne sont pas entretenus ou qui provoquent l'intervention des inspecteurs de l'hygiène ou qui laissent subsister des surfaces non aplanies au niveau de la rue suite à une destruction de l'immeuble préexistant.

TAUX DE L'IMPÔT

Article 3

§ 1. Le taux de la taxe est fixé à 575 € par mètre courant de façade multiplié par le nombre de niveaux de construction, lorsqu'il s'agit d'un immeuble à front de rue ou par mètre courant de longueur à front de rue lorsqu'il s'agit d'un terrain non bâti.

Ce taux sera porté à 933 € pour la troisième année consécutive au cours de laquelle l'immeuble est soumis à la taxe pour autant que l'inoccupation n'ait pas pris temporairement fin entre les deux années d'imposition consécutives.

§ 2. En ce qui concerne le rez de chaussée, le taux de la taxe est fixé à 1149 € par mètre courant de façade. Ce taux sera porté à 1865 € pour la troisième année consécutive au cours de laquelle l'immeuble est soumis à la taxe pour autant que l'inoccupation n'ait pas pris temporairement fin entre les deux années d'imposition consécutives.

§ 3. Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure.



	Taux 2023	Taux 2024	Taux 2025
Article 3§1 : 1 ère et 2 ème année	575 €	598 €	622 €
Article 3§1 : 3 ème année			933 €
Article 3§2 : 1 ère et 2 ème année	1149 €	1195 €	1243 €
Article 3§2 : 3 ème année			1865 €

§ 4. Le nombre de niveaux à prendre en compte est celui des planchers donnant sur la façade considérée, y compris les planchers sous combles et en sous-sol s'ils sont aménagés en vue d'être habités ou exploités ;

§ 5. Lorsque l'immeuble considéré touche à deux ou plusieurs rues, c'est la plus grande largeur des façades qui est prise en compte ; si, dans un tel cas des façades forment des arrondis ou des polyèdres, l'intersection des plans formant le volume capable avec le sol détermine les largeurs théoriques de la façade à prendre en compte ;

§ 6. Lorsqu'un immeuble ne touche à aucune rue (constructions dites en ordre ouvert ou les constructions de fond), la largeur de façade à prendre en considération pour le calcul de l'impôt est déterminée en calculant la racine carrée de la surface bâtie du bien et multipliée par le nombre de niveaux que comporte l'immeuble.

REDEVABLES DE L'IMPÔT

Article 4

§ 1. La taxe est due pour l'année entière, par la personne physique ou morale qui est le titulaire du droit de propriété, de nue-propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose, sur un immeuble répondant aux définitions de l'article 1er.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant indivisément à plusieurs personnes ou lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'alinéa 1er, ces dernières sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

§ 3. Toute personne physique ou morale qui est locataire de l'immeuble, mais qui dans les faits, n'est pas occupé et/ou exploité. Dans ce cas, les titulaires d'un droit réel sur l'immeuble sont également solidairement responsable du paiement de la taxe.

DEBITION DE L'IMPOT ET PROCEDURE D'ETABLISSEMENT

Article 5

§ 1. La taxe est établie sur base d'un constat signé et daté effectué par un agent du service communal des taxes dûment désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce constat est notifié au domicile ou siège social du redevable accompagné d'un formulaire de déclaration et d'une copie du règlement.

§ 2. La déclaration qui accompagne le constat doit être dûment complétée, signée et renvoyée par le contribuable dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi du formulaire. Si le contribuable a des observations à faire à l'encontre de ce constat, il doit les faire dans une lettre qui doit accompagner ladite déclaration. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale, et ce au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

§ 3. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe. Cette taxation d'office entraîne une majoration d'office de la taxe d'un montant égal à la taxe prévue initialement. Le montant de cette majoration sera enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

EXONERATIONS ET REDUCTIONS

Article 6

La taxe n'est pas due :

§ 1. Si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal;

§ 2. Si l'état d'abandon résulte d'un cas de force majeure. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, il convient d'apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement;

§ 3. Si l'immeuble a été accidentellement sinistré et ce, uniquement pendant les 2 exercices d'imposition qui suivent le sinistre. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble visé a déjà fait l'objet de la présente taxe;

§ 4. Si des travaux de rénovation, effectués dans un immeuble déjà bâtis, régulièrement exécutés, et poursuivis avec diligence sont justifiés dans les 30 jours suivant l'envoi du constat et ce, par la production de factures et la preuve de paiement de celles-ci. Ces documents doivent présenter un lien suffisant avec les travaux effectués sur le bien et être relatifs à l'exercice pour lequel la taxe est réclamée. Les factures produites devront attester d'une véritable volonté de réhabilitation et non simplement de conservation du bien et représenter une somme totale d'au moins 50% du montant de la taxe correspondante lors de la première année et de la deuxième année d'imposition et de 100% lors de la troisième année d'imposition. L'exonération de la taxe, accordée pour cause de travaux de rénovation est limitée à la durée de validité du permis d'urbanisme visant l'achèvement ou la rénovation du bien.

En cas de travaux de rénovation qui ne nécessitent pas de permis d'urbanisme, l'exonération de la taxe est accordée pendant une période de deux exercices d'imposition à partir de l'année du début des travaux;

§ 5. Si une demande de permis d'urbanisme visant l'achèvement ou la rénovation du bien est en cours d'instruction par l'autorité publique. Cette procédure sera prouvée par la production de l'accusé de réception de demande complète remise au demandeur par l'autorité;

§ 6. Si le propriétaire peut établir qu'il a acquis le bien au cours de l'exercice de l'imposition (preuve de la mutation de propriété constatée par acte notarié). Cette exonération vaudra également pour l'exercice d'imposition suivant;

§ 7. Si la gestion de l'immeuble est confiée à une agence immobilière sociale, au cours de l'exercice d'imposition;

CESSION DE LA TAXE

Article 7

§ 1. En cas de cession entre vifs de la propriété d'un immeuble ou d'un terrain, le cédant est tenu de communiquer à l'administration communale, dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de cession, la désignation exacte du bien concerné, la date de la passation de cet acte, le nom et l'adresse du ou des cessionnaires;

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus de communiquer à l'administration communale, dans les cinq mois suivant le décès : la désignation exacte du bien concerné, le nom et l'adresse du ou des cujus, la date du décès, ainsi que leur nom et leur adresse;

§ 3. En cas d'extinction d'un droit de superficie ou d'emphytéose, le plein propriétaire notifie aux autorités communales : la désignation exacte du bien concerné, la date à laquelle ce droit s'est éteint et le nom du ou des titulaire (s) dont le droit s'est éteint;

§ 4. En cas de cession de la propriété d'un immeuble ou d'un terrain, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours auprès du cessionnaire; la taxe reste due par le propriétaire du bien au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

INFRACTIONS

Article 8

Le refus de collaborer à un contrôle fiscal fera l'objet d'une amende administrative dont le montant est fixé à 500 €. Celle-ci s'appliquera également aux tiers, non redevables. L'amende administrative est établie et recouvrée suivant les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux taxes recouvrées par voie de rôle.

RECOUVREMENT

Article 9

Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 10

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 12

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

RECLAMATIONS

Article 13

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 14

Le présent règlement abroge et remplace au 1^{er} janvier 2023 le règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

Belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en op verwaarloosde terreinen langs de openbare weg.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat dit belastingtarief gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;

Gelet op de noodzaak om onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en verwaarloosde terreinen efficiënt te bestrijden;

Aangezien er op het grondgebied van de gemeente onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde gebouwen zijn die de woonomgeving en de daarbij horende initiatieven benadelen;

Overwegende dat de langdurige niet-bewoning van gebouwen de stedelijke omgeving aantast en de gemeentelijke zones waarin ze gelegen zijn minder aantrekkelijk maakt;

Overwegende dat de beschikbare huisvesting op het grondgebied van de gemeente Ukkel zo optimaal mogelijk gebruikt zou moeten worden;

Overwegende dat de in dit reglement bedoelde gebouwen de openbare rust en veiligheid verstoren;

Overwegende dat de gelijkvloerse verdieping van een onbewoond, onuitgebaat, verwaarloosd of slecht onderhouden gebouw meer overlast veroorzaakt dan de andere verdiepingen;

Aangezien deze toestand, als deze niet aangepakt wordt, de vernieuwing of restauratie van het onroerend patrimonium afremt of in gevaar brengt;

Overwegende dat de onderhavige belasting de leefomgeving wil verbeteren en de eigenaars wil aanzetten hun Ukkels onroerend patrimonium goed te onderhouden;

Overwegende dat alle nuttige maatregelen aldus genomen moeten worden om gebrekkige eigenaars aan te moedigen de nodige herstellingswerken uit te voeren;

Overwegende dat het belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en op verwaarloosde terreinen langs de openbare weg, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 t.e.m. 31 december 2025 een jaarlijkse directe belasting

geheven op :

- op onbebouwde verwaarloosde terreinen langs de openbare weg;
- op onafgewerkte gebouwen die opgetrokken worden;
- op reeds opgetrokken volledig of gedeeltelijk onbewoonde gebouwen;
- op reeds opgetrokken, volledig of gedeeltelijk onuitgebate of verwaarloosde gebouwen.

Artikel 2

In het onderhavige reglement:

§ 1. worden als onafgewerkte gebouwen beschouwd: elk gebouw dat opgetrokken wordt en waarvan de werken reeds meer dan een jaar stilliggen;

§ 2. worden als gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate gebouwen beschouwd: de reeds opgetrokken gebouwen of gedeeltes ervan die gedurende het aanslagjaar niet effectief volgens hun bestemming gebruikt worden tijdens een periode van minimaal 6 opeenvolgende maanden, al dan niet het voorwerp uitmakend van een maatregel van bestuurlijke politie;

§ 3. worden als gedeeltelijk of volledig verwaarloosde gebouwen beschouwd: de gebouwen, hun binnenplaatsen en tuinen in bouwvallige staat die gedurende het aanslagjaar verschillende tekens van bouwvalligheid vertonen tijdens een periode van minimaal 6 opeenvolgende maanden, zoals:

- dak dat volledig of gedeeltelijk is ingestort;
- ontbrekende of gebroken pannen of leistenen;
- gebroken, losgekomen of ontbrekende dakgoten;
- abnormale helling van muren;
- gedeeltelijk ingestorte muren;
- afbrokkeling van voegen tussen bakstenen, blokstenen of breukstenen;
- afschilfering van de verf van de muren;
- aangebrachte graffiti;
- gebroken ramen;
- afschilfering van de verf of het vernis van het raamwerk;
- raam (ramen) of deur(en) die afgesloten zijn door reclameborden of door gelijk welke middelen of constructies;
- grasperken, hagen, afsluitingen, enz. die niet onderhouden zijn.

De bovenstaande lijst is geen volledige opsomming van de tekens van bouwvalligheid.

§ 4. wordt verstaan onder “bestemming van het gebouw”: de bestemming van een gebouw of gedeelte ervan, vermeld in de stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan een dergelijke vergunning of precisering in de vergunning, de bestemming, vermeld in de plannen, bedoeld in artikel 13 van het BWRO (Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening);

§ 5. wordt verstaan onder “gebruik van het gebouw”: het feitelijk gebruik van een gebouw of gedeelte ervan, zoals beschreven in de vaststelling, bedoeld in artikel 5.

Het gebruik dat het resultaat is van de bezetting van het goed zonder titel of recht mag echter niet beschouwd worden als effectief gebruik van een gebouw of gedeelte ervan;

§ 6. worden als onbebouwde terreinen langs de openbare weg beschouwd: de onbebouwde percelen ingevolge de afbraak van een vroeger gebouw en de percelen die nooit bebouwd werden, ongeacht de aanwezigheid van de omheiningmuur;

§ 7. worden als verwaarloosde terreinen beschouwd: de onbebouwde terreinen langs de openbare weg die gedurende het aanslagjaar niet omheind werden overeenkomstig de geldende wetgeving (Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening Titel 1, Hoofdstuk 4, artikel 14 - Omheiningen) om de toegang door derden te verhinderen of

die niet onderhouden worden of die een tussenkomst van de gezondheidsinspecteurs vereisen of waar er oppervlaktes zijn waarvan het niveau niet overeenkomt met het straatniveau ingevolge de afbraak van een vroeger gebouw.

AANSLAGVOET VAN DE BELASTING

Artikel 3

§ 1. Het belastingtarief is vastgesteld op € 575 per strekkende meter gevel, vermenigvuldigd met het aantal bouwniveaus indien het gebouw aan de straat grenst of per strekkende meter langs de straatkant indien het om een onbebouwd terrein gaat. Dit tarief wordt verhoogd tot € 933 voor het derde opeenvolgende jaar waarin het gebouw onderworpen is aan de belasting voor zover de niet-bezetting niet tijdelijk werd beëindigd tussen de twee opeenvolgende aanslagjaren;

§ 2. Voor de benedenverdieping is het belastingtarief vastgesteld op € 1.149 per strekkende meter gevel. Dit tarief wordt verhoogd tot € 1.865 voor het derde opeenvolgende jaar waarin het gebouw onderworpen is aan de belasting voor zover de niet-bezetting niet tijdelijk werd beëindigd tussen de twee opeenvolgende aanslagjaren;

§ 3. De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %. Het resultaat zal worden afgerond naar de hogergelegen eenheid;

	Tarieven 2023	Tarieven 2024	Tarieven 2025
Artikel 3 §1: 1e en 2e jaar	€ 575	€ 598	€ 622
Artikel 3 §1: 3e jaar			€ 933
Artikel 3 §2: 1e en 2e jaar	€ 1.149	€ 1.195	€ 1.243
Artikel 3 §2: 3e jaar			€ 1.865

§ 4. Het aantal niveaus waarmee rekening gehouden moet worden, is het aantal waarvan de vloeren uitgeven op de betrokken gevel, met inbegrip van de vloeren van de zolder en de kelder indien deze ingericht werden om bewoond of uitgebaat te worden;

§ 5. Indien het betrokken gebouw aan twee of meerdere straten grenst, zal met de grootste gevelbreedte rekening gehouden worden; indien de gevels in een dergelijk geval rond of veelvlakkelig zijn, wordt de theoretische breedte van de gevel, waarmee rekening gehouden wordt, bepaald door de snijlijn van de vlakken die het grootst mogelijke volume met de grond begrenzen;

§ 6. Indien het gebouw aan geen enkele straat grenst (open bebouwing en constructies op achterkavels), wordt de gevelbreedte waarmee rekening gehouden wordt voor de berekening van de belasting bepaald door de vierkantswortel te trekken van de bebouwde oppervlakte van het goed, vermenigvuldigd met het aantal niveaus dat het gebouw telt.

BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 4

§ 1. De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die houder is van een recht van eigendom, een recht van naakte eigendom, een recht van opstal of een recht van erfpacht op een gebouw dat aan de omschrijvingen van artikel 1 beantwoordt;

§ 2. Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een recht zoals vermeld in alinea 1, zijn deze laatsten op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting;

§ 3. Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die huurder is van een gebouw dat in de praktijk niet bewoond en/of uitgebaat wordt. In dit geval zijn de houders van een zakelijk recht op het gebouw eveneens op een solidaire manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

BELASTINGSSCHULD EN VASTSTELLINGSWIJZE

Artikel 5

§ 1. De belasting wordt bepaald op basis van een vaststelling, ondertekend en gedateerd door een ambtenaar van de gemeentelijke dienst Belastingen die hiervoor door het college van burgemeester en schepenen behoorlijk werd aangesteld. Deze vaststelling wordt samen met een aangifteformulier en een kopie van het reglement naar de woonplaats of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige gestuurd;

§ 2. De verklaring die aan de vaststelling werd toegevoegd, moet behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd worden door de belastingplichtige binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het formulier. Indien de belastingplichtige opmerkingen heeft in verband met deze vaststelling, dient hij deze in een brief te vermelden die aan de voormelde verklaring wordt toegevoegd. Indien dit aangifteformulier niet werd ontvangen, dient de belastingplichtige zelf een dergelijk formulier op te vragen bij het gemeentebestuur en dit uiterlijk op 31 december van het betrokken aanslagjaar;

§ 3. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, kan de belasting ambtshalve ingekohierd worden. Deze ambtshalve inkohiering leidt tot een ambtshalve vermeerdering van de belasting die gelijk is aan het oorspronkelijke bedrag van de belasting;

Het bedrag van deze verhoging wordt tegelijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

VRIJSTELLINGEN EN VERMINDERINGEN

Artikel 6

De belasting is niet verschuldigd:

§ 1. Indien het gebouw zich bevindt binnen de perimeter van een onteigeningsplan, goedgekeurd door een koninklijk besluit;

§ 2. Indien de verwaarlozing het resultaat is van een geval van overmacht. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

§ 3. Indien het gebouw onverwacht schade heeft opgelopen en dit uitsluitend gedurende de 2 aanslagjaren die volgen op het schadegeval. Deze vrijstelling is niet van toepassing indien het betrokken gebouw reeds het onderwerp heeft uitgemaakt van de onderhavige belasting.

§ 4. Indien de regelmatig uitgevoerde renovatiewerken in een bestaand gebouw met ijver voortgezet worden en bewezen worden binnen de 30 dagen, volgend op de verzending van de vaststelling, door de voorlegging van de facturen en de betalingsbewijzen hiervan. Deze documenten moeten een duidelijk verband aantonen met de uitgevoerde werken aan het goed en moeten betrekking hebben op het dienstjaar waarvoor de belasting geheven werd. De voorgelegde facturen moeten de

reële wil tot renovatie aantonen en niet eenvoudigweg de wil tot behoud van het goed en een totaalbedrag vertegenwoordigen van minstens 50 % van het bedrag van de daarbij horende belasting tijdens het eerste en het tweede aanslagjaar en 100 % tijdens het derde aanslagjaar. De belastingvrijstelling, toegekend wegens renovatiewerken, is beperkt tot de geldigheidstermijn van de stedenbouwkundige vergunning die de afwerking of de renovatie van het goed beoogt.

In geval van renovatiewerken die geen stedenbouwkundige vergunning vereisen, wordt de belastingvrijstelling toegekend voor een periode van twee aanslagjaren vanaf het startjaar van de werken;

§ 5. Indien een stedenbouwkundige vergunning, bedoeld voor de afwerking of de renovatie van het goed, momenteel onderzocht wordt door de overheid. Deze procedure zal aangetoond worden door het ontvangsbewijs voor te leggen van de volledige aanvraag, door de overheid afgeleverd aan de aanvrager.

§ 6. Indien de eigenaar kan bewijzen dat hij het goed tijdens het dienstjaar van de belasting heeft verworven (bewijs van de wijziging van eigendom, vastgesteld door een notariële akte). Deze vrijstelling geldt ook voor het volgende aanslagjaar;

§ 7. Indien het beheer van het gebouw is toevertrouwd aan een sociale huisvestingsmaatschappij in de loop van het aanslagjaar.

OVERDRACHT VAN DE BELASTING

Artikel 7

§ 1. In geval van overdracht onder levenden van de eigendom van een gebouw of een terrein dient de overdrager het gemeentebestuur binnen de dertig dagen na het verlijden van de authentieke overdrachtakte de volgende zaken mee te delen: de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum van het verlijden van deze akte, de naam en het adres van de overnemer(s);

§ 2. In geval van overdracht wegens een overlijden zijn de rechtverkrijgenden solidair gehouden om het gemeentebestuur binnen de vijf maanden na het overlijden de volgende zaken mee te delen: de precieze bestemming van het betrokken goed, de naam en het adres van de cujus, de datum van het overlijden, hun naam en adres;

§ 3. In geval van verval van een recht van opstal of erfpacht bezorgt de volle eigenaar de gemeentelijke overheid de volgende gegevens: de precieze bestemming van het betrokken goed, de datum waarop dit recht eindigt en de naam van de houder(s) waarvan het recht eindigt;

§ 4. In geval van overdracht van de eigendom van een gebouw of een terrein zal er bij de overnemer geen nieuwe belasting ingevorderd worden voor het lopende jaar; de belasting is verschuldigd door de eigenaar van het goed op 1 januari van het aanslagjaar.

INBREUKEN

Artikel 8

Een weigering tot medewerking bij een fiscale controle zal het onderwerp uitmaken van een administratieve geldboete waarvan het bedrag is vastgelegd op € 500. Deze geldboete zal eveneens van toepassing zijn op niet-belastingplichtige derden. De administratieve geldboete wordt gevestigd en ingevorderd volgens de regels die van toepassing zijn op de inning via inkohiering.

INNING

Artikel 9

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 10

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

Artikel 11

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 12

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet in het onderhavige reglement geregeld zou zijn, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikels 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op inkomstenbelastingen, en de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of elke andere gewestelijke bepaling inzake de lokale fiscaliteit van toepassing.

BEZWAREN

Artikel 13

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 14

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en op verwaarloosde terreinen langs de openbare weg, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

IA -Règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon ... 2023.pdf, IA- Belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen ... 2023.pdf

24.11.2022/A/0043

Règlement-taxe relatif à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au

contentieux en matière de taxes communales;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;
Vu la situation financière de la commune;
Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation d'activités ambulantes et foraines, notamment l'article 5, 2°;
Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, notamment les articles 6 à 12;
Vu le règlement relatif au Marché annuel de Saint-Job;
Vu le règlement-taxe relatif à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;
Vu la nécessité de modifier certains montants pour s'aligner davantage à la réalité;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler le règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025 une taxe relative à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job.

Article 2

Cette taxe est due par la personne physique ou morale qui s'inscrit au Marché annuel de Saint-Job pour occuper un emplacement.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé par emplacement à :

- 1) pour la personne physique ou morale inscrite avec réservation : 8 € / mètre courant avec un minimum de 21 €;
- 2) pour la personne physique ou morale inscrite sans réservation : 9 € / mètre courant avec un minimum de 26 €;
- 3) pour le brocanteur inscrit avec réservation : 6 € par mètre courant;
- 4) pour le brocanteur inscrit sans réservation : 7 € par mètre courant;

Article 4

On entend par inscription avec réservation, l'inscription faite au plus tard 3 jours calendrier avant le début du marché annuel conformément au règlement relatif au Marché annuel de Saint-Job.

Article 5

N'entrent pas dans le champ d'application du présent règlement, les exploitants d'activités foraines et d'établissements de gastronomie foraine (avec ou sans service à table) qui seraient admis à participer au Marché annuel dans le cadre de la fête foraine publique organisée annuellement par la commune au mois de septembre, conformément au règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 6

La taxe est payable au comptant soit par virement au Receveur au plus tard une semaine avant le marché annuel soit le jour-même contre récépissé de paiement auprès d'un fonctionnaire communal assermenté.

Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 7

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 8

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 9

Le présent règlement abroge et remplace au 1^{er} janvier 2023 le règlement-taxe relatif à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement betreffende het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van Sint-Job.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, meer bepaald artikel 5, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, meer bepaald artikels 6 tot 12;

Gelet op het reglement betreffende de jaarmarkt van Sint-Job;

Aangezien het belastingreglement betreffende het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van Sint-Job, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019,

ten einde loopt op 31 december 2022;

Gelet op de noodzaak om bepaalde bedragen te wijzigen om beter in overeenstemming te zijn met de realiteit;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt van 1 januari 2023 tot 31 december 2025 een belasting geheven op het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van Sint-Job.

Artikel 2

Deze belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich inschrijft voor de jaarmarkt van Sint-Job om een standplaats te gebruiken.

Artikel 3

De belasting per standplaats is als volgt vastgelegd:

- 1) voor de natuurlijke persoon of rechtspersoon, ingeschreven met reservering: € 8 / strekkende meter met een minimumtarief van € 21;
- 2) voor de natuurlijke persoon of rechtspersoon, ingeschreven zonder reservering: €9 / strekkende meter met een minimumtarief van € 26;
- 3) voor de brocanteur, ingeschreven met reservering: € 6 per strekkende meter;
- 4) voor de brocanteur, ingeschreven zonder reservering: € 7 per strekkende meter.

Artikel 4

Onder inschrijving met reservering wordt verstaan: de inschrijving uiterlijk 3 kalenderdagen vóór de aanvang van de jaarmarkt overeenkomstig het reglement betreffende de jaarmarkt van Sint-Job.

Artikel 5

Vallen niet onder de toepassing van het onderhavige reglement: de uitbaters van kermisattracties en vestigingen van kermisgastronomie (al dan niet met bediening aan tafel) die toegelaten zijn om deel te nemen aan de jaarmarkt in het kader van de openbare kermis, jaarlijks georganiseerd door de gemeente in de maand september, overeenkomstig het reglement betreffende de kermisactiviteiten en ambulante activiteiten rond kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen.

Artikel 6

De belasting moet contant of via overschrijving betaald worden aan de ontvanger en dit uiterlijk één week vóór de jaarmarkt ofwel de dag zelf tegen een ontvangstbewijs aan een beëdigde gemeentebtenaar.

Indien de belasting niet wordt betaald, zal de belasting via inkohiering ingevorderd worden.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 7

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet in het onderhavige reglement geregeld zou zijn, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikels 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op inkomstenbelastingen, en de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of elke andere gewestelijke bepaling inzake de lokale fiscaliteit van toepassing.

Artikel 8

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde

werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruitreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 9

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement betreffende het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van Sint-Job, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2 Règlement-taxe marché annuel de st job 2023.pdf, 2 Belastingreglement betreffende het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van SintJob 2023.pdf

24.11.2022/A/0044 **Règlement-taxe sur les surfaces de bureaux.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au Contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que le taux de la taxe sur les surfaces de bureau est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune d'Uccle peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût

certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations,...et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

Considérant qu'afin de favoriser la relance économique et l'implantation de petits bureaux sur le territoire de la Commune d'Uccle, il convient d'appliquer une exonération sur les premiers 100 m² de surfaces de bureau;

Considérant qu'afin de respecter les principes d'égalité et de non-discrimination entre les redevables, il convient de ne pas appliquer d'exonération au profit des entreprises dont l'activité principale consiste dans la mise en location d'espace de bureaux;

Vu que le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi, à partir du 1er janvier 2023 et pour un terme expirant le 31 décembre 2025, qu'il sera perçu une taxe sur les surfaces de bureaux installés sur le territoire de la Commune. Pour l'application du présent règlement, le terme de bureau s'entend de l'espace où, avec un équipement et un mobilier adéquat, l'information est susceptible d'être traitée. L'information peut être contenue non seulement dans des documents, fichiers informatiques, etc., mais également dans des échantillons ou prototypes.

Article 2

La taxe a pour base la surface de planchers d'immeubles ou de parties d'immeubles utilisés aux fins définies à l'article 1.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à 13 € par m² de surface imposable et par an. Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %.

Exercice	2023	2024	2025
Taux	13 €	13,50 €	14 €

Article 4

§ 1. La taxe est due par la personne physique ou morale occupant le bureau;

§ 2. Dans le cas où le bureau fait partie d'un espace de travail partagé, la taxe est due par la personne physique ou morale, qui dans le cadre de ses activités, met en location ledit espace.

Article 5

En cas de début ou de cessation d'occupation en cours d'année, l'impôt est dû sur base du nombre effectif de mois d'occupation, chaque mois commencé étant compté pour un mois entier. En cas de déménagement en cours d'année, sur le territoire de la commune, il ne sera pas réclamé, pour le mois en cours, de nouvelle taxe sur les surfaces de bureaux, pour autant que celle-ci ait déjà été payée, pour ce mois, pour le(s) bureau(x) occupé(s) précédemment.

Article 6

Sont exonérées de la taxe :

- les premiers 100 m²;
- les surfaces occupées par des personnes de droit public sauf s'il s'agit de surfaces utilisées dans le cadre d'opérations lucratives ou commerciales suivant la définition de l'article;
- les cultes reconnus, les établissements d'enseignement organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, les hôpitaux ou cliniques gérés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux;
- les organismes s'occupant, sans but de lucre, de bienfaisance, d'activités d'aide

sociale ou de santé ou encore d'activités culturelles ou sportives, pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Les exonérations sont accordées sur demande introduite, accompagnée des pièces justificatives, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, lors du renvoi de la formule de déclaration tel que le prescrit l'article 7.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complétée, datée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, dans les 30 jours de son installation, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 8

En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans le mois. Toute nouvelle occupation de bureaux doit être déclarée dans le même délai d'un mois. Une modification déclarée tardivement n'aura pas d'effet rétroactif et ne vaudra que pour l'avenir. En conséquence, le redevable ne sera plus à même de demander une révision de la taxe sur base de modifications qui n'auraient pas été signalées dans les délais mentionnés ci-dessus.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe est majorée d'un montant égal à celui calculé initialement en vertu de l'article 3 du règlement. Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 10

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au contribuable par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 11

Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 12

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 13

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 15

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de

déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 16

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de kantooroppervlakten.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat het belastingtarief op de kantooroppervlakken gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de gebruikers van kantooroppervlakken op het grondgebied van de gemeente Ukkel kunnen genieten van alle gemeentelijke infrastructuur, ter beschikking gesteld door natuurlijke personen, al dan niet gehuisvest op het grondgebied van de gemeente, incl. haar wegen en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet te verwaarlozen kost inhoudt zowel inzake de reinheid, de versiering met bloemen of de feestelijke decoraties, de veiligheid, de verlichting, ... en dat al deze pluspunten een zekere meerwaarde genereren;

Overwegende dat er een vrijstelling op de eerste 100 m² van kantooroppervlakken toegepast moet worden om de economische heropleving en de inplanting van kleine kantoren op het grondgebied van de gemeente Ukkel te bevorderen;

Overwegende dat het, om de principes van gelijkheid en non-discriminatie tussen de

belastingplichtigen in acht te nemen, gepast is geen vrijstelling te verlenen aan de ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit het verhuren van kantoorruimtes;

Aangezien het belastingreglement op de kantooroppervlakken, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een belasting geheven op de kantooroppervlakken die gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente. Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt onder kantoor verstaan: ruimte waar met behulp van een aangepaste uitrusting en meubilair informatie verwerkt kan worden. De informatie kan vervat zijn in documenten, informaticabestanden, enz. maar ook in stalen of prototypen.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de vloeroppervlakte van de gebouwen of een gedeelte ervan die gebruikt worden voor de doelstellingen, bepaald in artikel 1.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op € 13 per m² belastbare oppervlakte en per jaar. De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %.

Dienstjaar	2023	2024	2025
Tarief	€ 13	€ 13,50	€ 14

Artikel 4

§1. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die het kantoor bezet;

§2. Indien het kantoor deel uitmaakt van een gedeelde werkruimte, is de belasting verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die deze ruimte verhuurt in het kader van zijn activiteiten.

Artikel 5

Bij de ingebruikname of in geval van stopzetting in de loop van het jaar is de belasting verschuldigd op basis van het effectief aantal maanden van bezetting; elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd. In geval van verhuizing in de loop van het jaar, op het grondgebied van de gemeente, zal er voor de lopende maand geen nieuwe belasting op de kantooroppervlakken geheven worden, voor zover de belasting voor het kantoor (de kantoren) dat (die) vroeger werd (werden) gebruikt reeds werd betaald voor deze maand.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- de eerste 100 m²;
- de oppervlakken die gebruikt worden door publiekrechtelijke personen, behalve indien het gaat om oppervlakken die gebruikt worden in het kader van lucratieve of commerciële handelingen overeenkomstig de definitie van het artikel;
- de erkende erediensten, onderwijsinstellingen die door de overheid ingericht of gesubsidieerd worden, ziekenhuizen of klinieken die door de overheid beheerd of gesubsidieerd worden;
- de instellingen die zich zonder winstoogmerk bezighouden met liefdadigheid, sociale hulp- of gezondheidsactiviteiten, culturele of sportieve activiteiten, voor zover deze instellingen door de overheid erkend zijn of gesubsidieerd worden.

De vrijstellingen worden verleend indien er bij het terugsturen van de aangifte, zoals

voorzien in artikel 7, een aanvraag wordt ingediend, vergezeld van de verantwoordingsstukken, bij het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen voor de vervaldag die op dit formulier vermeld staat. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet het gemeentebestuur binnen de 30 dagen vanaf de installatie ervan de elementen bezorgen die nodig zijn voor de belastingheffing. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 8

In geval van wijziging van de belastbare basis moet er binnen de maand een nieuwe aangifte ingediend worden. Elke nieuwe bezetting van kantoren moet aangegeven worden binnen dezelfde termijn van een maand. Wijzigingen die laattijdig worden aangegeven, zullen geen terugwerkende kracht hebben maar gelden enkel voor de toekomst. De belastingplichtige zal dus geen herziening van de belasting kunnen vragen op basis van wijzigingen die hij niet binnen de hierboven vermelde termijn meegedeeld zou hebben.

Artikel 9

De belastingplichtige moet de eventuele controle van zijn aangifte vergemakkelijken door alle documenten en inlichtingen te bezorgen die hiervoor opgevraagd zouden kunnen worden. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, kan de belasting ambtshalve ingekohierd worden. In een dergelijk geval wordt de belasting vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan het bedrag dat krachtens artikel 3 van het reglement werd bepaald. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 10

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 11

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 12

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 13

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 14

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 15

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruitreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 16

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de kantooroppervlakken, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

SB - belastingreglement op de kantooroppervlakten 2023.pdf, SB - règlement surface de bureau 2023.pdf

24.11.2022/A/0045 **Règlement-taxe sur les résidences non-principales.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener;

Considérant qu'il y a lieu de compenser le manque à gagner lié aux personnes non domiciliées sur le territoire de la commune qui n'y paient donc pas leurs taxes additionnelles communales, tout en bénéficiant des services de la commune;

Considérant que le taux de la taxe sur les résidences non-principales est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale et qu'il convient d'adapter régulièrement ces taux;

Vu que le règlement-taxe sur les résidences non-principales, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

ASSIETTE DE L'IMPÔT

Article 1

Il est établi, à partir du 1er janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe annuelle directe sur les résidences non principales situées sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Article 2

Par résidence non-principale, il faut entendre : tout logement privé, meublé ou non, autre que celui destiné à la résidence principale, dont les personnes qui ne sont pas inscrites dans les registres de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle disposent à tout moment, à titre gratuit ou onéreux, que ce soit en qualité de propriétaire, de nu-propriétaire, d'usufruitier, de locataire ou d'usager et ce, même de façon intermittente.

REDEVABLES DE L'IMPÔT

Article 3

La taxe est due par la personne physique qui dispose d'une résidence non-principale et qui n'est pas inscrite dans les registres de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle. La personne qui dispose d'une résidence non-principale sera censée s'en être réservée l'usage si elle ne peut apporter la preuve de sa location à des tiers.

TAUX DE L'IMPÔT

Article 4

Le montant de la taxe est fixé à 1.732 € (taux 1) par an et par résidence non principale.

Article 5

La taxe est ramenée à 142 € (taux 2) par an et par résidence non principale dont dispose :

- toute personne majeure, âgée de moins de 25 ans au 1er janvier de l'exercice d'imposition
- toute personne majeure, qui dans le courant de l'exercice d'imposition, suit un enseignement de plein exercice dans un établissement d'enseignement reconnu par les pouvoirs publics. La preuve du statut d'étudiant doit consister en une attestation officielle de l'établissement d'enseignement certifiant que la personne suit bien un enseignement de plein exercice au cours de l'exercice d'imposition concernée.

Article 6

Si le redevable apporte la preuve qu'il a cessé de disposer du bien à titre définitif ou s'est inscrit au registre national de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle au cours d'un exercice fiscal, la taxe est calculée au prorata temporis, c'est-à-dire au nombre de mois de disposition réelle et effective de la résidence-non principale, tout mois commencé étant dû.

Article 7

Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4%, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure.

	2023	2024	2025
Taux 1	1.732 €	1.802 €	1.875 €
Taux 2	142 €	148 €	154 €

EXONERATIONS

Article 8

Sont exonérés du paiement de la taxe :

- 1) la personne étrangère qui, en vertu de l'arrêté royal du 30 octobre 1991, possède

une pièce d'identité modèle I, II, III ou IV et pour autant qu'elle réponde aux conditions requises par l'article 12 b du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes.

2) la personne non-inscrite qui dispose d'une résidence non-principale telle que définie à l'article 2 dans une maison de repos, une maison de soins ou dans un centre d'hébergement pour les personnes handicapées afin d'y recevoir les soins exigés par son état de santé.

3) La personne se trouvant dans l'impossibilité d'occuper sa résidence non-principale en raison de la réalisation de travaux importants empêchant la jouissance du bien. Les factures démontrant l'ampleur des travaux doivent être communiquées à l'Administration. Le bénéfice de cette exonération se fait au *pro rata temporis* de la durée des travaux et est limité à un an.

4) toute personne devenue copropriétaire d'un bien immeuble suite à l'ouverture d'une succession et n'étant pas autorisée à en disposer dans l'attente du partage.

5) La personne qui souhaite mettre sa résidence non-principale en vente ou en location et qui, dans le cadre de l'organisation de visites, n'en a plus la jouissance. Le bénéfice de cette exonération est limité à une année d'imposition.

DEBITION DE L'IMPÔT ET PROCEDURE D'ETABLISSEMENT

Article 9

Le redevable est tenu, dans les 15 jours de son installation, de se présenter spontanément à l'administration communale qui lui délivre un formulaire de déclaration. Ce formulaire de déclaration doit être dûment rempli, signé et renvoyé par le redevable dans un délai de 30 jours à compter de sa délivrance.

Lorsque l'Administration communale constate l'existence d'une seconde résidence et que le redevable ne s'est pas présenté à l'administration communale dans le délai prescrit, elle adresse alors au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé dans un délai de 30 jours à compter de son envoi.

Article 10

La déclaration reste valable jusqu'à révocation. La révocation doit être faite dans le mois qui suit le changement de situation du redevable. La preuve de ce changement devra être apportée par le redevable.

RECOUVREMENT

Article 11

Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 12

La non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part d'un redevable peut entraîner une majoration d'office de la taxe d'un montant égal à la taxe prévue initialement.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au contribuable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 13

Toute infraction aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ou du présent règlement-taxa peut entraîner l'imposition d'une amende administrative de 500 €. Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 14

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 15

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 16

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 17

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 18

Le présent règlement abroge et remplace au 1^{er} janvier 2023 le règlement-taxe sur les résidences non-principales, délibéré par le Conseil communal du 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op de niet-hoofdverblijven.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeenten verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat de onderhavige belasting de gemeente Ukkel de financiële middelen wil verstrekken die nodig zijn voor haar opdrachten en haar beleid;

Overwegende dat er een compensatie voorzien moet zijn voor het gebrek aan inkomsten, veroorzaakt door de personen die niet op het grondgebied van de gemeente gedomicilieerd zijn, aldus geen gemeentelijke opcentiemen betalen maar wel genieten van de diensten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de niet-hoofdverblijven

gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat deze tarieven geregeld aangepast moeten worden; Aangezien het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022; Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4% verhoogd zou moeten worden; Overwegende dat dit belastingreglement vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een jaarlijkse directe belasting geheven op de niet-hoofdverblijven gelegen op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Artikel 2

Onder niet-hoofdverblijf wordt verstaan: elke al dan niet ingerichte privéwoning die niet als hoofdverblijf wordt gebruikt en waarover de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel op elk ogenblik beschikken, gratis of betalend, als eigenaar, blote eigenaar, vruchtgebruiker, huurder of gebruiker, zelfs indien dit met tussenpozen gebeurt.

BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon die over een niet-hoofdverblijf beschikt en die niet ingeschreven is in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel. Indien de persoon, die over een niet-hoofdverblijf beschikt, geen bewijs van de verhuring aan derden voorlegt, zal ervan uitgegaan worden dat deze persoon de betrokken woning gebruikt.

AANSLAGVOET VAN DE BELASTING

Artikel 4

Het bedrag van de belasting is vastgelegd op € 1.732 (tarief 1) per jaar en per niet-hoofdverblijf beschikt.

Artikel 5

De belasting wordt teruggebracht tot € 142 (tarief 2) per jaar en per niet-hoofdverblijfplaats waarover beschikt:

- iedere meerderjarige die minstens 25 jaar is op 1 januari van het aanslagjaar
- iedere meerderjarige die in de loop van het aanslagjaar onderwijs met volledig leerplan volgt in een door de overheid erkende onderwijsinstelling. Het bewijs van het studentenstatuut moet bestaan uit een officieel attest van de onderwijsinstelling dat waarborgt dat de persoon wel degelijk onderwijs met volledig leerplan volgt in de loop van het betrokken aanslagjaar.

Artikel 6

Als de belastingplichtige het bewijs aanvoert dat hij niet langer definitief over het goed beschikt of zich ingeschreven heeft in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel in de loop van een boekjaar, wordt de belasting berekend pro rata temporis, dat wil zeggen in verhouding tot het aantal maanden van werkelijke en effectieve beschikking over de niet-hoofdverblijfplaats, waarbij elke begonnen maand aangerekend wordt.

Artikel 7

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %, het resultaat zal worden afgerond naar de hogere eenheid.

	2023	2024	2025

Tarief 1	€ 1.732	€ 1.802	€ 1.875
Tarief 2	€ 142	€ 148	€ 154

VRIJSTELLINGEN

Artikel 8

Worden van de belasting vrijgesteld:

- 1) de buitenlandse persoon die krachtens het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 over een identiteitsbewijs model I, II, III of IV beschikt en voor zover deze persoon voldoet aan de voorwaarden die vereist zijn door artikel 12 b van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen;
- 2) de niet-ingeschreven persoon, die over een niet-hoofdverblijf zoals bepaald in artikel 2 beschikt, in een rusthuis, een verzorgings- of verblijfcentrum voor gehandicapte personen die er door zijn gezondheidstoestand de gepaste verzorging krijgt;
- 3) de persoon die zich in de onmogelijkheid bevindt om zijn niet hoofdverblijfplaats te bezetten wegens de uitvoering van aanzienlijke werken die het gebruik van het goed verhinderen. De facturen die de omvang van de werken aantonen, moeten aan het bestuur bezorgd worden. Het voordeel van deze vrijstelling wordt berekend pro rata temporis van de duur van de werken en is beperkt tot een jaar;
- 4) iedere persoon die mede-eigenaar van een onroerend goed geworden is ingevolge het openvallen van een erfenis en die geen toestemming heeft erover te beschikken in afwachting van de verdeling;
- 5) de persoon die zijn niet-hoofdverblijfplaats wenst te verkopen of te verhuren en die ze in het kader van de organisatie van bezoeken niet meer gebruikt. Het voordeel van deze vrijstelling is beperkt tot een aanslagjaar.

ONTSTAAN VAN DE BELASTINGSSCHULD EN VASTSTELLINGSPROCEDURE

Artikel 9

De belastingplichtige dient zich binnen de 15 dagen na zijn aankomst spontaan naar het gemeentebestuur te begeven dat een aangifteformulier zal overhandigen. Dit formulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingplichtige teruggestuurd worden binnen een termijn van 30 dagen na de uitreiking ervan.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijf vaststelt en de belastingplichtige niet binnen de voorgeschreven termijn naar het gemeentebestuur gegaan is, stuurt het de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzending ervan.

Artikel 10

De aangifte blijft geldig tot herroeping. De herroeping moet gebeuren in de maand die volgt op de wijziging van de situatie van de belastingplichtige. De belastingplichtige dient het bewijs van deze wijziging voor te leggen.

INNING

Artikel 11

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 12

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, kan de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de oorspronkelijk voorziene belasting.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De

belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 13

Elke inbreuk op de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen of het onderhavige belastingreglement kan leiden tot een administratieve boete van € 500. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 14

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

Artikel 15

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 16

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 17

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 18

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

RNP - Belastingreglement op de niet-hoofdverblijven 2023.pdf, RNP - Règlement-taxe sur les résidences non-principales 2023.pdf

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines;

Considérant que toute activité ambulante en ce compris la vente, l'offre en vente ou l'exposition en vue de la vente de produits et accessoirement de services se rapportant à ces produits au consommateur effectuée par un commerçant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation à la Banque Carrefour des entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre entraîne pour la commune des charges de surveillance, notamment en ce qui concerne la sécurité publique, la propreté, la salubrité et la commodité de passage sur la voie publique et qu'il est équitable d'en faire supporter les charges aux personnes exerçant une activité ambulante;

Vu que le règlement-taxe sur les activités ambulantes délibéré par le Conseil communal le 23 janvier 2020, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 %;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1 : Champ d'application du règlement et définitions

§ 1. Il est établi, à partir du 1er janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe à charge des personnes exerçant une activité ambulante sur le territoire de la commune en dehors des marchés publics et des brocantes organisées sur la voie publique faisant l'objet d'une redevance communale ou d'une taxe communale.

§ 2. Pour l'application du présent règlement, il faut exclusivement entendre par activité ambulante : la vente, l'offre en vente ou l'exposition en vue de la vente de produits et accessoirement de services se rapportant à ces produits au consommateur effectuée par un commerçant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation à la Banque Carrefour des entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre.

§ 3. Toutefois, ne sont pas considérées comme ambulantes les activités mentionnées dans l'article 5 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines comme par exemple :

- la vente des journaux et périodiques ainsi que la conclusion d'abonnement à journaux pour autant qu'il s'agisse de la desserte régulière d'une clientèle fixe et locale, les ventes par correspondances et les ventes effectuées par distributeurs automatiques,
- les ventes publiques effectuées avec l'assistance des officiers ministériels et les ventes effectuées en exécution d'une décision judiciaire et aux endroits

désignés par le juge,

- la vente, effectuée par un commerçant devant son magasin ou dans le prolongement de celui-ci aux conditions déterminées par le Roi.

Article 2 : De l'autorisation préalable d'exercice d'une activité ambulante

§ 1. Toute demande dans le cadre de l'exercice d'une activité ambulante sur la voie publique en dehors des marchés publics et des brocantes nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre telle que prescrite à l'article 122 du Règlement Général de Police d'Uccle.

§ 2. Cette autorisation doit être sollicitée par écrit auprès du Bourgmestre au moins 20 jours ouvrables avant le début souhaité de l'activité ambulante. À défaut de réponse la demande d'autorisation est réputée rejetée.

§ 3. Le redevable ayant obtenu l'autorisation susvisée est tenu, avant d'exercer son activité sur le territoire de la commune, de produire, au bureau du Secrétariat – Affaires générales, un dossier précisant la période pour laquelle la taxe doit être appliquée et incluant les documents ainsi que les informations tels que visés à l'article 3 du présent règlement.

§ 4. Sur base du dossier ci-avant, un courrier d'enregistrement de l'activité précisant le montant de la taxe eu égard au nombre et à la durée des activités ambulantes et la ou les cartes de circulation y relatives lui sont délivrés.

Ces dernières doivent être produites à toute demande émanant de la police et d'agents communaux habilités à cette fin.

§ 5. Le paiement de la taxe relative aux activités ambulantes ne dispense pas le demandeur du paiement des services supplémentaires dont il ferait la demande en vue d'exercer l'activité ambulante. Les services supplémentaires sont par exemple : le placement de panneaux d'interdiction de stationner, etc.

§ 6. L'autorisation d'exercer une activité ambulante est délivrée à titre précaire et peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans indemnité.

Article 3 : Du dossier à transmettre

§ 1. La demande d'autorisation doit inclure au moins les informations et les documents ci-après mentionnés, lesquels doivent être simultanément transmis au Bourgmestre :

		Véhicule (carburant, hybride et 100% électrique)	Vélo normal et électrique (à ≤ 25 km/h)	Vél.
1.	Objet précis de la demande (Lieu(x), date(s), nature des produits vendus, etc.)	Oui	Oui	Oui
2.	Autorisation d'activités ambulantes	Oui	Oui	Oui
3.	Autorisation AFSCA	Oui	Oui	Oui
4.	Carte d'identité du chauffeur	Oui	Oui	Oui
5.	Permis de conduire du chauffeur	Oui	Non	No
6.	Attestation d'assurance automobile (Valide pour toute la durée de l'activité)	Oui	Non	No
7.	Certificat d'immatriculation	Oui	Non	No
8.	Certificat de visite à l'Inspection Automobile (CT Ok – carte verte)	Oui	Non	No

9.	Attestation d'assurance R.C. (dommage corporel et incorporel causé aux tiers et à la Commune survenant dans le cadre de l'activité ambulante)	Oui	Oui	Oui
10.	Photo du véhicule	Oui	Oui	Oui

§ 2. A défaut de contenir les informations et les documents susvisés, la demande d'autorisation sera considérée comme irrecevable et entraînera de facto un refus d'autorisation.

Article 4 : Des obligations du redevable

§ 1. Sans préjudice des conditions particulières qui seraient établies en fonction de spécificités de l'activité ambulante ni des dispositions du Règlement Général de Police d'Uccle, le redevable devra respecter les obligations suivantes :

1. Il respectera les règles du Code de la Route;
2. Il remettra les lieux d'arrêt dans leur pristin état;
3. Le bruit émanant de l'activité doit être limité autant que possible et la législation sur la protection de l'environnement doit être respectée par le bénéficiaire de l'autorisation (respect de la faune et flore, des normes sonores, enlèvement systématique de tous les déchets résultant de l'activité après chaque arrêt, etc.);
4. Il est seul responsable de tous les dommages aux espaces publics mis à sa disposition à l'occasion de son activité et de tous accidents pouvant survenir aux tiers et usagers du fait de son occupation des lieux dans le cadre de son activité ambulante. Il s'oblige à informer sans délai la Commune d'Uccle de tous sinistres ou dégradations survenus;
5. Le bénéficiaire se porte fort du respect des obligations par l'ensemble de ses préposés et du personnel placé sous son autorité.

§ 2. En cas de non-respect des obligations précitées, la Commune d'Uccle pourra suspendre ou interdire l'activité ambulante concernée, sans indemnité et sans préjudice du droit de réclamer le paiement des montants prévus à l'article 5 du présent règlement.

Article 5 : modification ou annulation de la demande d'autorisation

Le redevable qui souhaite modifier les conditions de sa demande d'autorisation, est tenu d'en informer l'Administration communale au minimum 3 jours avant la prise de cours effective de l'activité ambulante.

Le redevable qui souhaite prolonger la période initiale de son autorisation est tenu d'en informer l'Administration communale au plus tard le dernier jour prévu dans son autorisation initiale.

Le redevable qui souhaite renoncer à son autorisation est tenu d'en informer au plus tôt l'Administration communale. Le cas échéant, la taxe sera due au prorata de la période couvrant les journées entamées jusqu'à la date de déclaration de renonciation.

A défaut de déclaration de renonciation à l'autorisation, la taxe sera due pour l'entièreté de la période initiale de l'autorisation.

Article 6 : Tarifs

§ 1. Les taux de la taxe sont fixés comme suit :

Par jour et par activité ambulante	Par semaine et par activité ambulante	Par mois et par activité ambulante	Par trimestre activité amb

26 € Payable le jour même	78 € Payable le 1er jour de la semaine	130 € Payable au plus tard 1 semaine avant le 1er du mois	364 € Payable au plus tard 1 semaine avant le 1er jour du trimestre
-------------------------------------	--	---	---

§ 2. Est redevable de la taxe :

Le demandeur, personne physique ou morale, de l'autorisation d'activité ambulante sur la voie publique telle que définie à l'article 1^{er} du présent règlement.

A défaut d'autorisation, sont solidairement redevables de la taxe :

- la personne physique ou morale au profit de laquelle l'activité ambulante est exercée,
- l'organisateur, personne physique ou morale, de l'activité ambulante.

§ 3. A défaut d'autorisation, la taxe est due à partir du 1^{er} jour où a lieu le constat d'exercice d'activité ambulante irrégulier et sera présumée prendre fin le dernier jour du mois au cours duquel il aura été constaté pour la dernière fois par la Police et les agents communaux habilités à cette fin, sous réserve de l'application de la procédure de taxation d'office visée à l'article suivant.

Article 7 : Procédure de taxation d'office

L'Administration communale, via le Service des Affaires générales (affairesgenerales@ucclle.brussels) adresse au redevable une formule de déclaration que ce dernier est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la formule de déclaration.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose de 30 jours à compter de la date de l'envoi de la notification prévue à l'alinéa précédent pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à la taxe due.

Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 8 : Paiement au comptant et enrôlement

Le redevable est tenu de verser à la Commune d'Uccle, avant d'exercer son activité, le montant de la taxe figurant sur l'autorisation.

- a. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue d'un jour à une semaine, elle sera payée immédiatement, en date ou a lieu l'activité;
- b. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue de plus d'une semaine à moins d'un mois, elle sera payée hebdomadairement (7 jours francs) à dater d'une semaine avant de la 1ère occupation;
- c. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue d'un mois, elle sera payée par anticipation mensuellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité;
- d. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue de trois mois, elle sera payée par anticipation trimestriellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité;
- e. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue d'un an, elle sera payée par anticipation annuellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité.

Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle. En cas d'enrôlement, 20 € supplémentaires seront dus par le redevable à

titre de frais administratifs et seront immédiatement exigibles.

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9 : Recouvrement

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 10 : Réclamation

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 11 : Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les activités ambulantes, délibéré par le Conseil communal du 23 janvier 2020.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op ambulante activiteiten.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Overwegende dat elke ambulante activiteit, meer bepaald elke verkoop, te koop aanbidding of uitstalling met het oog op de verkoop aan de consument van producten

en bijkomende diensten die op deze producten betrekking hebben, door een handelaar buiten de vestigingen, vermeld in zijn inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt, lasten met zich meebrengt voor de gemeente, meer bepaald inzake de openbare veiligheid, de reinheid, de hygiëne en de vrije doorgang op de openbare weg en het gerechtvaardigd is deze lasten te laten dragen door de personen die een ambulante activiteit uitoefenen;

Aangezien het belastingreglement op ambulante activiteiten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 23 januari 2020, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat de belastingvoet van 4 % aangepast moet worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 : Toepassingsgebied van het reglement en definities

§ 1. Er wordt vanaf 1 januari 2023 t.e.m. 31 december 2025 een belasting geheven ten laste van personen die een ambulante handel uitoefenen op het grondgebied van de gemeente buiten de openbare markten en brocantes, georganiseerd op de openbare weg, die het onderwerp uitmaken van een gemeentelijke vergoeding of gemeentebelasting.

§ 2. Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder ambulante activiteit: elke verkoop, te koop aanbieding of uitstalling met het oog op de verkoop aan de consument van producten en bijkomende diensten die op deze producten betrekking hebben, door een handelaar buiten de vestigingen, vermeld in zijn inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

§ 3. Worden echter niet beschouwd als ambulante activiteiten: de activiteiten, vermeld in artikel 5 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, zoals:

- de verkoop van kranten en tijdschriften, evenals het zich abonneren op kranten in de mate dat het de regelmatige bediening van een vaste en lokale cliënteel betreft, de postorderverkoop en de verkopen door middel van automaten;
- de openbare verkopen met de bijstand van ministeriële ambtenaren en de verkopen die plaatshebben ter uitvoering van een gerechtelijke beslissing en op plaatsen aangeduid door de rechter;
- de verkoop uitgeoefend door een handelaar voor zijn winkel of in het verlengde ervan, onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

Artikel 2 : Voorafgaande toelating tot uitvoering van een ambulante activiteit

§ 1. Elke aanvraag in het kader van de uitoefening van een ambulante activiteit op de openbare weg buiten de openbare markten en brocantes vereist een voorafgaande toelating van de burgemeester zoals voorzien in artikel 122 van het algemeen politiereglement van Ukkel.

§ 2. Deze toelating moet schriftelijk aangevraagd worden bij de burgemeester min. 20 werkdagen vóór de gewenste aanvang van de ambulante activiteit. Bij gebrek aan een antwoord is de aanvraag voor een toelating verworpen.

§ 3. De belastingplichtige die de bovenvermelde toelating heeft gekregen, dient, alvorens over te gaan tot de uitoefening van zijn activiteit op het grondgebied van de gemeente, het volgende voor te leggen aan het Secretariaat - Algemene Zaken: een dossier met vermelding van de periode waarvoor de belasting toegepast moet worden en alle documenten en inlichtingen zoals bedoeld in artikel 3 van het onderhavige reglement.

§ 4. Op basis van het voormelde dossier zal hem het volgende overgemaakt worden:

een brief inzake de registratie van de activiteit met vermelding van het bedrag van de belasting op basis van het aantal en de duur van de ambulante activiteiten en de daarbij horende ambulante kaarten.

Deze laatste moeten voorgelegd worden op elk verzoek van de politie en de hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaren.

§ 5. De betaling van de belasting inzake ambulante activiteiten ontslaat de aanvrager niet van de betaling van de bijkomende diensten die hij zou aanvragen voor de uitoefening van de ambulante activiteit. Bijkomende diensten kunnen zijn: de plaatsing van parkeerverbodsbornen, enz.

§ 6. De toelating om een ambulante activiteit uit te oefenen is precair en kan op gelijk welk ogenblik ingetrokken worden indien het algemeen belang dit vereist, en dit zonder vergoeding.

Artikel 3 : Over te maken dossier

§1. De aanvraag tot toelating moet minstens de volgende inlichtingen en documenten bevatten die als één geheel overgemaakt moeten worden aan de burgemeester :

		Voertuig (brandstof, hybride en 100% elektrisch)	Normale of elektrische fiets ($\dot{a} \leq 25$ km/h)	Ger fiets
1.	Duidelijk onderwerp van de aanvraag (plaats(en), datum(data), aard van de verkochte producten, enz.)	Ja	Ja	Ja
2.	Toelating tot ambulante activiteiten	Ja	Ja	Ja
3.	Toelating FAVV	Ja	Ja	Ja
4.	Identiteitskaart van de drager of de chauffeur	Ja	Ja	Ja
5.	Rijbewijs van de chauffeur	Ja	Nee	Ne
6.	Verzekeringsattest auto (geldig voor de gehele duur van de activiteit)	Ja	Nee	Ne
7.	Inschrijvingsbewijs	Ja	Nee	Ne
8.	Bezoekattest autokeuring (TK Ok – groene kaart)	Ja	Nee	Ne
9.	Verzekeringsattest BA (lichamelijke en niet-lichamelijke schade aan derden en aan de gemeente Ukkel voortvloeiend uit de ambulante activiteit)	Ja	Ja	Ja
10.	Foto van het voertuig	Ja	Ja	Ja

§ 2. Indien de bovenvermelde inlichtingen en documenten ontbreken, is de aanvraag onontvankelijk en wordt er de facto geen toelating gegeven.

Artikel 4 : Verplichtingen van de belastingplichtige

§ 1. Onverminderd de bijzondere voorwaarden omwille van de specifieke aard van de ambulante activiteit en de bepalingen van het algemeen politiereglement van Ukkel moet de aangever de volgende verplichtingen naleven:

1. Hij moet de regels van de wegcode respecteren;
2. Hij moet de stopplaatsen in de oorspronkelijke toestand brengen;

3. Geluidsoverlast van de activiteit moet zo veel mogelijk beperkt worden en de wetgeving inzake de milieubescherming moet nageleefd worden door de begunstigde van de toelating (respect voor fauna en flora, geluidsnormen, systematische verwijdering van afval bij elke stop, ...);

4. Enkel hij is verantwoordelijk voor schade aan de openbare plaatsen die hem ter beschikking staan ter gelegenheid van zijn activiteit en voor alle gebeurlijke ongevallen van derden en gebruikers omwille van zijn bezetting van de plaatsen in het kader van zijn ambulante activiteit. Hij zal de gemeente Ukkel onverwijld op de hoogte brengen van elke schade of beschadiging;

5. De begunstigde zal ervoor zorgen dat zijn medewerkers en zijn personeel onder zijn gezag de verplichtingen zullen respecteren.

§ 2. Indien de bovenvermelde verplichtingen niet worden gerespecteerd, kan de gemeente Ukkel de betrokken ambulante activiteit schorsen of verbieden, zonder vergoeding en onverminderd het recht om de betaling te eisen van de bedragen, voorzien in artikel 5 van het onderhavige reglement.

Artikel 5 : Wijziging of annulering van de toelatingsaanvraag

De belastingplichtige die de voorwaarden van zijn toelatingsaanvraag wenst te wijzigen, moet het gemeentebestuur hiervan op de hoogte brengen min. 3 dagen vóór de effectieve inwerkingtreding van de ambulante activiteit.

De belastingplichtige die de duur van zijn toelating wenst te verlengen, moet het gemeentebestuur uiterlijk op de laatste voorziene dag van zijn oorspronkelijke toelating op de hoogte brengen.

De belastingplichtige die wenst af te zien van zijn toelating, moet het gemeentebestuur zo snel mogelijk op de hoogte brengen. Desgevallend zal de belasting verschuldigd zijn naar rato van de begonnen dagen tot de datum van de aangifte ervan af te willen zien.

Bij gebrek aan een aangifte af te willen zien van de toelating is de belasting verschuldigd voor de gehele oorspronkelijke periode van de toelating.

Artikel 6 : Tarieven

§ 1. De belastingtarieven zijn als volgt vastgelegd:

Per dag en per ambulante activiteit	Per week en per ambulante activiteit	Per maand en per ambulante activiteit	Per kwartaal ambulante a
€ 26 te betalen op de dag zelf	€ 78 te betalen op de eerste dag van de week	€ 130 te betalen uiterlijk 1 week vóór de eerste dag van de maand	€ 364 te betalen uit week vóór de dag van het k

§ 2. Is onderworpen aan de belasting:

De aanvrager, natuurlijk persoon of rechtspersoon, van de toelating voor een ambulante activiteit op de openbare weg zoals bepaald in artikel 1 van het onderhavige reglement.

Bij gebrek aan een toelating zijn op een solidaire manier de belasting verschuldigd:

- de natuurlijke persoon of rechtspersoon ten bate van wie de ambulante activiteit wordt uitgeoefend,
- de organisator, natuurlijk persoon of rechtspersoon, van de ambulante activiteit.

§ 3. Bij gebrek aan een toelating is de belasting verschuldigd vanaf de eerste dag waarop de onregelmatige ambulante activiteit werd vastgesteld en de belasting zal eindigen de laatste dag van de maand waarin ze voor de laatste keer werd vastgesteld door de politie en de hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaren, onder voorbehoud van de toepassing van de ambtshalve inkohiering zoals voorzien in het volgende artikel.

Artikel 7 : Ambtshalve inkohiering

Het gemeentebestuur - via de dienst Algemene Zaken

(algemenezaken@ukkel.brussels) - stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het aangifteformulier.

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving, voorzien in de vorige alinea, om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

De ambtshalve ingekohierde belastingen zullen vermeerderd worden met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 8 : Contante betaling en inkohiering

De belastingplichtige moet vóór de uitoefening van zijn activiteit het bedrag vermeld op de toelating betalen aan de gemeente Ukkel.

a) indien de aangifte een ononderbroken periode van een dag tot een week betreft, dient de belasting onmiddellijk betaald te worden, op de datum waarop de activiteit plaatsvindt;

b) indien de aangifte een ononderbroken periode van meer dan een week en minder dan een maand betreft, dient de belasting wekelijks betaald te worden (7 volle dagen), te rekenen vanaf een week vóór de eerste bezetting;

c) indien de aangifte een ononderbroken periode van een maand betreft, dient de belasting maandelijks op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit;

d) indien de aangifte een ononderbroken periode van drie maanden betreft, dient de belasting per kwartaal op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit

e) indien de aangifte een ononderbroken periode van een jaar betreft, dient de belasting jaarlijks op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit.

Indien de belasting niet wordt betaald, zal de belasting via inkohiering ingevorderd worden. In geval van inkohiering is de belastingplichtige onmiddellijk € 20 bijkomende administratiekosten verschuldigd.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 9 : Inning

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet in het onderhavige reglement geregeld zou zijn, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikels 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op inkomstenbelastingen, en de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of elke andere gewestelijke bepaling inzake de lokale fiscaliteit van toepassing.

Artikel 10 : Bezwaar

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 11 : Inwerkingtreding van het onderhavige reglement

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op ambulante activiteiten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 23 januari 2020, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

4 Règlement-taxe sur les activités ambulantes 2023.pdf, 4 Belastingreglement op ambulante activiteiten 2023.pdf

24.11.2022/A/0047 Règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que le taux de la taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales et le sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la distribution d'imprimés publicitaires se fait souvent de manière

négligente, qu'il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la propreté des voies publiques, qu'elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries;
Vu que le règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique, délibéré par le Conseil communal le 19 décembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;
Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4% sur base annuelle;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi pour les exercices 2023 à 2025 une taxe communale sur l'apposition d'un ou plusieurs imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

Article 2

Par apposition, il faut entendre: le placement sur plusieurs véhicules situés sur la voie publique d'imprimés publicitaires.

Par imprimé publicitaire, il faut entendre toute feuille, carte et/ou catalogue contenant de la publicité à caractère commercial.

Par publicité à caractère commercial, il faut entendre toute publicité contenant la mention, explicite ou implicite de firmes ou de produits déterminés ou la publicité qui, sous une forme directe ou voilée, renvoie le lecteur à des réclames ou qui, vise à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale ou qui comprend une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières ou qui comprend une ou des offres de services rémunérés.

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'imprimé publicitaire est apposé sur le ou les véhicules situés sur la voie publique. L'éditeur, le distributeur et l'imprimeur des imprimés visés par les présentes dispositions sont tenus solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Par personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est apposé sur le ou les véhicules situés sur la voie publique, on entend la personne physique ou morale qui est susceptible de tirer bénéfice de la publicité.

Article 4

Sont exonérés, les imprimés ayant un lien direct avec une manifestation organisée par ou avec le soutien de la commune ou par les établissements d'utilité publique et par les associations non lucratives.

Article 5

Le taux de taxation est fixé comme suit : 1,09 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 520 € par apposition du même imprimé.

Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 4 %, le résultat sera arrondi au centime supérieur.

	2023	2024	2025
Taux	1,09	1,14	1,19

Article 6

Le contribuable est tenu de déclarer à l'administration communale, les éléments nécessaires à la taxation au plus tard la veille du jour au cours duquel l'apposition d'imprimés publicitaires sur les véhicules situés sur la voie publique aura lieu. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou

imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Le recours à cette procédure de taxation d'office ne porte pas atteinte au droit de réclamation et de recours du redevable. Dans ce cas, la taxe est majorée d'un montant égal à celui calculé initialement en vertu de l'article 5 du règlement. Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 7

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au contribuable par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 8

Le recouvrement de la taxe se fait par enrôlement trimestriel. Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 10

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 11

Le présent règlement abroge et remplace au 1 janvier 2023 le règlement-taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique, délibéré par le Conseil communal le 19 décembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op het aanbrengen van reclamdrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat het belastingtarief op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak op een slordige wijze gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt en deze praktijk de verdeling van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de reinheid van de openbare wegen, hetgeen een meerkost inhoudt van de gemeente om de wegen schoon te maken;

Aangezien het belastingreglement op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaren, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2023 tot 2025 een gemeentelijke belasting geheven op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

Artikel 2

Onder aanbrengen wordt verstaan: het plaatsen van reclamedrukwerk op meerdere voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

Onder reclamedrukwerk wordt verstaan: elk blad, kaartje en/of catalogus met reclame van commerciële aard.

Onder reclame van commerciële aard wordt verstaan: elke reclame die - expliciet of impliciet - ondernemingen of bepaalde producten vermeldt of reclame die, op een directe of verhullende wijze, de lezer verwijst naar advertenties of die moet signaleren, laten kennismaken, aanbevelingen doet inzake ondernemingen, producten of diensten om een commerciële transactie te verkrijgen of die één of meerdere advertenties bevat van particulieren of ondernemers inzake roerende of onroerende transacties of die één of meerdere aanbiedingen van betaalde diensten bevat.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening het reclamedrukwerk aangebracht wordt op het/de voertuig(en) op de openbare weg. De uitgever, de verdeler en de drukker van het drukwerk beoogd door deze bepalingen zijn hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

Onder natuurlijke persoon of rechtspersoon voor wie het reclamedrukwerk werd aangebracht op het voertuig of de voertuigen dat/die zich op de openbare weg bevindt/bevinden wordt verstaan: de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die mogelijk profijt kan halen uit de reclame.

Artikel 4

Zijn vrijgesteld : drukwerk met een directe verband met een manifestaties, georganiseerd door of met de steun van de gemeente of door instellingen van openbaar nut en verenigingen zonder winstoogmerk.

Artikel 5

Het belastingtarief is als volgt vastgelegd: € 1,09 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal, met een minimumtarief van € 520 per aanbreng van hetzelfde drukwerk.

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %, het resultaat zal worden afgerond naar de hogere cent.

	2023	2024	2025
Tarief	€ 1,09	€ 1,14	€ 1,19

Artikel 6

De belastingplichtige dient bij het gemeentebestuur een aangifte te doen van alle elementen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de belasting, uiterlijk de dag voor de dag waarop het reclamedrukwerk op de voertuigen op de openbare weg wordt aangebracht. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve vermeerderd. Door gebruik te maken van de ambtshalve inkohiering behoudt de belastingplichtige het recht om een bezwaar in te dienen en om beroep in te stellen. In een dergelijk geval wordt de belasting vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan het bedrag dat krachtens artikel 5 van het reglement werd bepaald. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 7

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 8

De belasting wordt via driemaandelijks inkohiering ingevorderd. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 9

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden

tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 11

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

PUB VOIT - Taxe sur l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique 2023.pdf, PUB VOIT - Belasting op het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden 2023.pdf

24.11.2022/A/0048 **Règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes

physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;
 Considérant que le présent règlement a en outre comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public;
 Considérant que les exonérations prévues sont justifiées par l'absence de but lucratif poursuivi au travers de la mise en circulation des appareils de publicité ;
 Vu que le règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique, délibéré par le Conseil communal du 23 janvier 2020, vient à expiration le 31 décembre 2022 ;
 Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 %;
 Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

Article 1 : Champ d'application et définitions

§ 1. Il est établi, à partir du 1^{er} janvier 2023 pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe pour la circulation sur la voie publique d'appareils de publicité portatifs ou véhiculés.

§ 2. Pour l'application du présent règlement il faut entendre par appareil de publicité portatif et véhiculé :

1. Le dispositif portatif commercial ou publicitaire à caractère commercial transporté par une personne ou par un véhicule non automoteur,
2. Le dispositif mobile commercial ou publicitaire à caractère commercial transporté par un véhicule automoteur : carburant, hybride ou électrique.

§ 3. Par « voie publique » il faut entendre la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques, les parcs publics.

Article 2 : Du récépissé de déclaration de mise en circulation d'un appareil de publicité

§ 1. Toute personne qui désire mettre en circulation un ou plusieurs appareils de publicité portatifs ou véhiculés est tenue d'en faire la déclaration préalable au bureau du Secrétariat – Affaires générales.

§ 2. La déclaration mentionnera le nombre d'appareils de publicité, leur moyen et la durée (en jours) de leur circulation sur la voie publique.

§ 3. Il sera délivré par appareil de publicité un récépissé de la déclaration, qui devra être exhibé à toute réquisition de la Police et d'agents communaux habilités à cette fin.

§ 4. Le paiement de la taxe relative à la mise en circulation d'appareils de publicité ne dispense pas le demandeur du paiement des services supplémentaires dont il ferait la demande en vue de mettre en circulation un ou plusieurs appareils de publicité. Les services supplémentaires sont par exemple : le placement de panneaux d'interdiction de stationner, etc.

Article 3 : Du dossier à transmettre

§ 1. La déclaration doit inclure au moins les informations et les documents ci-après mentionnés, lesquels doivent être simultanément transmis au bureau du Secrétariat – Affaires générales :

	Portatif	Véhicule non automoteur	Véhicule automoteur électrique	
	Piéton	Vélo normal et électrique (à ≤ 25 km/h)	Vélo motorisé ≤ 25 km/h	Cyclon ≤ 45 km/h

1.	Objet précis de la demande, Fiche technique du véhicule et de l'appareil de publicité Objet de la publicité	oui	oui	oui	
3.	Carte d'identité du porteur ou du chauffeur	oui	oui	oui	
4.	Permis de conduire du chauffeur	non	non	non	
5.	Attestation d'assurance automobile (Valide pour toute la durée de l'activité)	non	non	non	
6.	Attestation d'assurance en R.C. (dommage corporel et incorporel causé aux tiers et à la Commune survenant dans le cadre de la circulation de l'appareil de publicité)	oui	oui	oui	

Article 4 : Des obligations du redevable

§ 1. Sans préjudice des conditions particulières qui seraient établies en fonction de spécificités de la circulation de l'appareil de publicité ni des dispositions du Règlement Général de Police d'Uccle, le déclarant devra avertir l'Administration communale :

- de son souhait d'annuler ou de modifier les conditions de la mise en circulation de l'appareil susvisé avant la date de début prévue initialement ; le cas échéant, la taxe sera due au prorata de la période couvrant le début de la mise en circulation telle que déclarée jusqu'à la date de déclaration de renonciation ou de modification effective;
- de son souhait de prolonger la période initiale de mise en circulation au plus tard le dernier jour indiqué dans sa déclaration initiale, à défaut de quoi, la procédure telle que prévue à l'article 6 est susceptible de s'appliquer;

Article 5 : Tarifs

§ 1. Le taux de la taxe est fixé comme suit :

a. par appareil portatif ou transporté par un véhicule non automoteur :

Nbr de porteurs ou de véhicules	1 jour	Semaine (6 jours)	1 mois	3 mois	6 mois
1	26 €	130 €	520 €	1.300 €	2.340 €
2	52 €	260 €	962 €	2.496 €	4.472 €
3	78 €	390 €	1.404 €	3.588 €	6.318 €
4	104 €	468 €	1.820 €	4.576 €	7.800 €
5	130 €	520 €	2.080 €	5.200 €	8.840 €
6	156 €	546 €	2.184 €	5.460 €	9.048 €

b. par appareil transporté par un véhicule automoteur :

Nbr de véhicules	1 jour	Semaine (6 jours)	1 mois	3 mois	6 mois
1	52 €	260 €	1.040 €	2.600 €	4.680 €
2	104 €	520 €	1.924 €	4.992 €	8.944 €
3	156 €	780 €	2.808 €	7.176 €	12.636 €
4	208 €	936 €	3.640 €	9.152 €	15.600 €
5	260 €	1.040 €	4.160 €	10.400 €	17.680 €
6	312 €	1.092 €	4.368 €	10.920 €	18.096 €

§ 2. Sont solidairement redevables de la taxe :

- la personne physique ou morale au profit de laquelle la circulation de l'appareil de publicité a lieu,
- l'organisateur, personne physique ou morale, de la circulation de l'appareil de publicité.

§ 3. A défaut d'autorisation, la taxe est due à partir du 1^{er} jour où a lieu le constat de circulation d'un appareils de publicité irrégulière et sera présumée prendre fin le dernier jour du mois au cours duquel il aura été constaté pour la dernière fois par la Police et les agents communaux habilités à cette fin, sous réserve de l'application de la procédure de taxation d'office visée à l'article suivant.

Article 6 : Procédure de taxation d'office

L'Administration communale, via le Service des Affaires générales (affairesgenerales@ucclle.brussels) adresse au redevable une formule de déclaration que ce dernier est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la formule de déclaration.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au contribuable par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose de 30 jours à compter de la date de la notification prévue à l'alinéa précédent pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à la taxe prévue initialement.

Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 7 : Exonération

Le redevable qui estime pouvoir bénéficier de l'exonération de la taxe doit, en tout état de cause, demander l'autorisation préalable de mettre en circulation un appareil de publicité sur la voie publique auprès du bureau du Secrétariat – Affaires générales et ce, conformément à l'article 2 du présent règlement. En outre, il précise dans sa demande d'autorisation les motifs sur base desquels il estime pouvoir bénéficier de l'exonération.

Est exonérée de la taxe, la mise en circulation d'un appareil de publicité :

1. lorsque qu'il est exclusivement destiné à la publicité pour des événements organisés ou co-organisés par la commune,
2. lorsque la publicité est faite dans un but non lucratif,
3. lorsque la publicité est faite dans un but philanthropique.

L'exonération accordée au redevable ne le dispense en aucun cas du paiement des autorisations dues en vertu d'autres règlements, en ce compris la réservation de panneaux d'interdiction de stationner.

Article 8 :

Le redevable est tenu de verser à la Commune d'Uccle, avant la mise en circulation de l'appareil de publicité, le montant de la taxe figurant sur le récépissé de déclaration.

- a. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue d'un jour à une semaine, elle sera payée immédiatement, en date ou a lieu l'activité;
- b. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue de plus d'une semaine à moins d'un mois, elle sera payée hebdomadairement (7 jours francs) à dater d'une semaine avant de la 1ère mise en circulation;
- c. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue d'un mois, elle sera payée par anticipation mensuellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité ;
- d. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue de trois mois, elle sera payée par anticipation trimestriellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité ;
- e. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue de six mois, elle sera payée par anticipation semestriellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité ;
- f. en cas de déclaration portant sur une période ininterrompue d'un an, elle sera payée par anticipation annuellement (7 jours francs) avant le début effectif de l'activité.

Lorsque le paiement de la taxe aura été élué, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La taxe est payable immédiatement.

Article 9 :

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables

Article 10 :

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 11 : Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique, celui délibéré par le Conseil communal du 23 janvier 2020.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verdeling-aan-huis van reclamedrukwerk een economische activiteit is die inkomsten genereert waarbij redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen actief in deze activiteitensector over de fiscale draagkracht beschikken die hen toelaat belastingen te hunnen laste te vereffenen;

Overwegende dat het onderhavige reglement bovendien de visuele hinder in de openbare ruimte wil verminderen;

Overwegende dat de voorziene vrijstellingen gerechtvaardigd worden door de afwezigheid van een winstgevend doel nagestreefd via het in het verkeer brengen van reclametoestellen;

Aangezien het belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg, beraadslaagd door de gemeenteraad van 23 januari 2020, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat de belastingvoet van 4 % aangepast moet worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar die aanvangt op 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1 : Toepassingsgebied en definities

§ 1. Er wordt vanaf 1 januari 2023 t.e.m. 31 december 2025 een belasting geheven op het verkeer van draagbare reclametoestellen of reclamevoertuigen op de openbare weg.

§ 2. Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder draagbaar reclametoestel en reclamevoertuig :

1. een draagbaar commercieel of publicitair toestel met een commercieel karakter vervoerd door een persoon of een niet-gemotoriseerd voertuig,

2. een mobiel commercieel of publicitair toestel met een commercieel karakter vervoerd door een gemotoriseerd voertuig: brandstof, hybride of elektrisch.

§ 3. Onder "openbare weg" wordt verstaan: de openbare weg inclusief de bermen, de trottoirs, de voetpaden, de openbare pleinen en de openbare parken.

Artikel 2: Ontvangstbewijs van de aangifte van de inverkeersstelling van een reclametoestel

§ 1. Elke persoon die draagbare reclametoestellen of reclamevoertuigen in het verkeer wenst te brengen, moet vooraf een aangifte indienen op het kantoor van het Secretariaat - Algemene Zaken.

§ 2. Deze aangifte vermeldt het aantal reclametoestellen, de vervoerswijze en de duur (in dagen) van hun verkeer op de openbare weg.

§ 3. Voor elk reclametoestel wordt een aangiftewijs afgeleverd dat op elk verzoek van de politie en hiertoe gemachtigde ambtenaren voorgelegd moet worden.

§ 4. De betaling van de belasting inzake de inverkeersstelling van reclametoestellen ontslaat de aanvrager niet van de betaling van de bijkomende diensten die hij zou aanvragen om één of meerdere reclametoestellen in het verkeer te brengen. Bijkomende diensten kunnen zijn: de plaatsing van parkeerverbodsborden, enz.

Artikel 3 : Over te maken dossier

§ 1. De aangifte moet min. de onderstaande inlichtingen en documenten bevatten die gelijktijdig overgemaakt moeten worden aan het Secretariaat - Algemene Zaken:

		Draagbaar	Niet-gemotoriseerd voertuig	Gemotoriseerd voertuig
		Voetganger	Normale en elektrische fiets (à ≤ 25 km/u.)	Gemotoriseerd fiets ≤ 25 km/u.
1.	Exact voorwerp van de aanvraag, technische fiche van het voertuig en van het reclametoestel Voorwerp van de reclame	ja	ja	ja
3.	Identiteitskaart van de drager of bestuurder	ja	ja	ja
4.	Rijbewijs van de bestuurder	nee	nee	nee
5.	Attest autoverzekering (geldig voor de volledige duur van de activiteit)	nee	nee	nee
6.	Attest verzekering BA (stoffelijke en immateriële schade aan derden en aan de gemeente die optreedt in het kader van het verkeer van het reclametoestel)	ja	ja	ja

Artikel 4 : Verplichtingen van de belastingplichtige

§ 1. Onverminderd de bijzondere voorwaarden omwille van de specifieke aard van het verkeer van het reclametoestel en de bepalingen van het algemeen politiereglement van Ukkel moet de aangever het volgende aan het gemeentebestuur meedelen:

- zijn wens tot annulering of wijziging van de voorwaarden van de inverkeersstelling van het bovenvermelde toestel vóór de oorspronkelijk voorziene startdatum; desgevallend zal de belasting verschuldigd zijn naar rato

van de periode vanaf de start van de inverkeersstelling zoals aangegeven tot de datum van aangifte van de effectieve afstand of wijziging;

- zijn wens om de oorspronkelijke periode van inverkeersstelling te verlengen uiterlijk de laatste dag, aangegeven in zijn oorspronkelijke aangifte; bij gebrek hieraan kan de procedure voorzien in artikel 6 toegepast worden;

Artikel 5 : Tarieven

§ 1. Het belastingtarief is als volgt vastgelegd :

a) per draagbaar toestel of toestel dat door een niet-gemotoriseerd voertuig wordt vervoerd :

Aantal dragers of voertuigen	1 dag	Week (6 dagen)	1 maand	3 maanden	6 maande
1	€ 26	€ 130	€ 520	€ 1.300	€ 2.340
2	€ 52	€ 260	€ 962	€ 2.496	€ 4.472
3	€ 78	€ 390	€ 1.404	€ 3.588	€ 6.318
4	€ 104	€ 468	€ 1.820	€ 4.576	€ 7.800
5	€ 130	€ 520	€ 2.080	€ 5.200	€ 8.840
6	€ 156	€ 546	€ 2.184	€ 5.460	€ 9.048

b) per toestel dat door een gemotoriseerd voertuig wordt vervoerd :

Aantal voertuigen	1 dag	Week (6 dagen)	1 maanden	3 maanden	6 maande
1	€ 52	€ 260	€ 1.040	€ 2.600	€ 4.680
2	€ 104	€ 520	€ 1.924	€ 4.992	€ 8.944
3	€ 156	€ 780	€ 2.808	€ 7.176	€ 12.636
4	€ 208	€ 936	€ 3.640	€ 9.152	€ 15.600
5	€ 260	€ 1.040	€ 4.160	€ 10.400	€ 17.680
6	€ 312	€ 1.092	€ 4.368	€ 10.920	€ 18.096

§ 2. Zijn op een solidaire manier de belasting verschuldigd :

- de natuurlijke persoon of rechtspersoon ten bate van wie het verkeer van het reclametoestel plaatsvindt,
- de organisator, natuurlijk persoon of rechtspersoon, van het verkeer van het reclametoestel.

§ 3. Bij gebrek aan een toelating is de belasting verschuldigd vanaf de eerste dag waarop de onregelmatige inverkeersstelling werd vastgesteld en de belasting zal eindigen de laatste dag van de maand waarin ze voor de laatste keer werd vastgesteld door de politie en de hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaren, onder voorbehoud van de toepassing van de ambtshalve inkohiering zoals voorzien in het volgende artikel.

Artikel 6 : Ambtshalve inkohiering

Het gemeentebestuur - via de dienst Algemene Zaken (algemenezaken@ukkel.brussels) - stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het aangifteformulier.

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een

onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving, voorzien in de vorige alinea, om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

De ambtshalve ingekohierde belastingen zullen vermeerderd worden met een bedrag dat gelijk is aan de oorspronkelijk voorziene belasting.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 7 : Vrijstelling

De belastingplichtige die van mening is aanspraak te kunnen maken op de vrijstelling van de belasting moet in ieder geval aan het Secretariaat - Algemene Zaken de voorafgaande toelating vragen voor de inverkeersstelling van een reclametoestel op de openbare weg overeenkomstig artikel 2 van het onderhavige reglement. Hij moet in zijn aanvraag bovendien de redenen vermelden waarom hij van mening is een vrijstelling te kunnen bekomen.

De onderstaande inverkeersstelling van een reclametoestel is vrijgesteld van de belasting :

1. indien het uitsluitend bestemd is voor de promotie van evenementen georganiseerd of medegeorganiseerd door de gemeente,
2. indien de reclame geen winstgevend doel nastreeft,
3. indien de reclame een filantropisch karakter heeft.

De aan de belastingplichtige toegekende vrijstelling ontslaat hem in geen enkel geval van de verplichting tot betaling van de nodige toelatingen krachtens andere reglementen, incl. de reservering van parkeerverbodsborden.

Artikel 8 :

De belastingplichtige moet het bedrag van de belasting, vermeld op het ontvangstbewijs van de aangifte, betalen aan de gemeente Ukkel vóór de inverkeersstelling van het reclametoestel.

a. indien de aangifte een ononderbroken periode van een dag tot een week betreft, dient de belasting onmiddellijk betaald te worden, op de datum waarop de activiteit plaatsvindt;

b. indien de aangifte een ononderbroken periode van meer dan een week en minder dan een maand betreft, dient de belasting wekelijks betaald te worden (7 volle dagen), te rekenen vanaf een week vóór de eerste inverkeersstelling;

c. indien de aangifte een ononderbroken periode van een maand betreft, dient de belasting maandelijks op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit;

d. indien de aangifte een ononderbroken periode van drie maand betreft, dient de belasting per kwartaal op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit;

e. indien de aangifte een ononderbroken periode van zes maand betreft, dient de belasting halfjaarlijks op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit;

f. indien de aangifte een ononderbroken periode van een jaar betreft, dient de belasting jaarlijks op voorhand betaald te worden (7 volle dagen) vóór de effectieve start van de activiteit.

Indien de belasting niet wordt betaald, zal de belasting via inkohiering ingevorderd worden.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belasting moet onmiddellijk betaald worden.

Artikel 9 :

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet in het onderhavige reglement geregeld zou zijn, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikels 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op inkomstenbelastingen, en de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of elke andere gewestelijke bepaling inzake de lokale fiscaliteit van toepassing.

Artikel 10 :

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 11 : Inwerkingtreding van het onderhavige reglement

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg, beraadslaagd door de gemeenteraad van 23 januari 2020, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

5 Belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg 2023.pdf, 5 Règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique 2023.pdf

24.11.2022/A/0049

Règlement-taxe sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne.

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au Contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les

communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu que la Cour constitutionnelle, dans un arrêt du 15 décembre 2011, n° 189/2011, a décidé que : « *Dans l'interprétation selon laquelle l'article 98, §2 de la loi du 21.03.1991 portant réforme de certaines entreprises publiques n'interdit pas aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, cette disposition ne viole pas l'article 170, §4 de la Constitution* »;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 mars 2012: « *Ainsi que la Cour constitutionnelle l'a dit dans son arrêt n°189/2011 du 15 décembre 2011, la nécessité de l'intervention législative fédérale n'est donc établie qu'à l'égard de l'utilisation du domaine public et pour les seules installations visées par l'article 98, paragraphe 2. Cette disposition n'interdit dès lors pas aux provinces de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la province par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité* »;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} juin 2012: « *aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité* »;

Considérant que le taux de la taxe sur les antennes est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunication, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant qu'il y a lieu de ne soumettre à la taxe que les antennes exploitées à des fins commerciales et dans un but lucratif et d'exonérer les antennes utilisées en dehors d'une activité commerciale ou lucrative;

Considérant que les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunication, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne exploités à de fins militaires ou de services publics peuvent être exonérées vu leur finalité d'intérêt général et le fait qu'ils ne poursuivent pas de but de lucre;

Considérant que les infrastructures de télécommunication du réseau A.S.T.R.I.D peuvent être exonérées vu qu'elles sont exploitées principalement pour des missions de service d'utilité publique;

Considérant que d'autres taxes sont déjà levées sur les entreprises qui ont leur siège social et/ou administratif sur le territoire de la commune d'Uccle et qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage les charges fiscales de ces entreprises;

Considérant qu'en outre, les opérateurs qui exploitent des antennes sur le territoire de

la commune d'Uccle n'y ont pas leur siège social ou administratif et considérant que la commune ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte;

Considérant que les antennes visées propagent des ondes électromagnétiques dont certains effets liés aux rayonnements électromagnétiques constituent un type de pollution, il convient que les propriétaires de ces antennes contribuent au maintien d'un environnement propre et vert afin de tenter d'atténuer les effets négatifs ou ressentis comme tels sur la population locale;

Considérant qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques et constituent une nuisance visuelle notoire voire une atteinte à l'esthétique des paysages urbains, dans des périmètres relativement importants, d'une part et plus particulièrement à la santé publique de la population eu égard à leur nombre ou à leur concentration dans des zones parfois restreintes d'autre part;

Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistiques et environnementale, que la multiplication des antennes relais constitue manifestement un trouble anormal de voisinage;

Considérant que les communes et les propriétaires sont de plus en plus fréquemment sollicités, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des pylônes afin d'accueillir des antennes, destinées à la diffusion d'ondes portant atteinte à l'environnement et à la santé publique dans un périmètre relativement important;

Considérant au surplus, que la commune est tenue de respecter le principe de précaution;

Que ce principe est particulièrement en cause dans le cas d'émission d'ondes pouvant entraîner des atteintes à la santé publique eu égard à la prolifération de ces antennes sur un territoire limité et plus particulièrement pour les habitants résidant sous ces antennes;

Considérant à cet égard que le pouvoir régional a déjà pris des mesures afin de pallier aux nuisances et aux dangers de ces émetteurs d'ondes en réduisant leur capacité de nuisance;

Qu'il est dès lors justifié que la commune prenne des mesures afin de réduire les nuisances occasionnées par ces mâts ou pylônes porteurs d'antennes tant en matière urbanistiques, environnementale et de santé publique;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixe la liste des installations de classe IB, IC, ID, II, III en exécution de l'Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

Que l'article 2 de cette Ordonnance prévoit : « *qu'elle tend à assurer une utilisation rationnelle de l'énergie et la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation ou une activité est susceptible de causer, directement ou indirectement à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population* »;

Qu'il en ressort que les antennes soumises à permis d'environnement selon cette réglementation sont considérées par la Région de Bruxelles-Capitale comme ayant une influence négative sur l'environnement ou la santé de la population;

Vu que le règlement-taxe sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne délibéré par le Conseil communal le 28 novembre 2019, vient à expiration le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 4 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2023 comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi au profit de la commune d'Uccle à partir du 1^{er} janvier 2023 et pour une

période se terminant le 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur chaque antenne GSM ou mobilophonie, de télécommunication, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne soumise à permis d'environnement.

Article 2

Antenne : chaque système fixe d'émission conçu pour émettre ou capter un signal de radio télécommunication par ondes électromagnétiques pour toute technologie;

Puissance : la puissance effective de chaque antenne exprimée en dBm;

dBm : le rapport en décibels (dB) entre une valeur de référence exprimée en watt (W) et un milliwatt (mW).

Article 3

La taxe est établie en fonction de la puissance de chaque antenne et est fixée comme suit :

67,89 € par dBm pour chaque antenne visée à l'article 1^{er}.

Ce montant sera augmenté au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 4%.

	2023	2024	2025
Montant	67,89 €	70,61 €	73,43 €

La taxe est due pour l'année civile entière par le titulaire d'un droit réel sur l'antenne ou à défaut de déterminer le titulaire d'un droit réel sur l'antenne par le titulaire d'un droit d'exploiter l'antenne, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement de l'antenne.

La détermination du redevable se fait en fonction des données communiquées dans la déclaration.

Article 4

Sont exonérées de la taxe :

a) les personnes (physiques ou morales) utilisant des antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne en dehors d'une activité commerciale ou lucrative;

b) les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public. Ne peut être considéré comme exploité à des fins de service public, l'antenne exploitée par des personnes physiques ou morales poursuivant un but de lucre;

c) Le réseau de télécommunications ASTRID créé en exécution de la loi du 8 juin 1998 (Moniteur belge du 13 juin 1998) relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité.

Article 5

§ 1. L'Administration communale adresse chaque année au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration doit en réclamer une à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné, et la renvoyer dûment remplie, datée et signée avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

§ 3. En cas de modification de la base imposable ainsi que pour toute nouvelle exploitation d'antenne(s), une nouvelle déclaration devra être faite auprès de l'Administration communale endéans les 15 jours de cette modification.

Article 6

§ 1. Conformément à l'article 7 §1 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, la non déclaration dans les délais prévus par ce règlement ou la déclaration incorrecte,

incomplète ou imprécise de la part du redevable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§ 3. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

§ 4. En cas de litige, seule la valeur de la puissance réelle sera prise en compte pour chaque antenne.

§ 5. Les infractions au présent règlement sont constatées par le ou les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7

Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 9

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 10

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2023 le règlement-taxe sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne, délibéré par le Conseil communal le 28 novembre 2019.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via

hertzgolven.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Aangezien het Grondwettelijk Hof in arrest 189/2011 van 15 december 2011 het volgende heeft beslist: *"In de interpretatie volgens welke artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven de gemeenten verbiedt de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire redenen of andere redenen, schendt die bepaling artikel 170, § 4, van de Grondwet."*;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 30 maart 2012: *"Het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 beslist dat de noodzaak van een federaal wetgevend optreden dus enkel vaststaat ten aanzien van het gebruik van het openbaar domein en uitsluitend voor de installaties bedoeld in artikel 98, § 2. Voornoemde bepaling verbiedt derhalve de provincies niet om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de provincie verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-masten, -pylonen of antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire of andere redenen."*;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 1 juni 2012: *"Geen enkele bepaling verbiedt de gemeenten de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit aangewend worden, te belasten om budgettaire redenen of andere redenen."*;

Overwegende dat het belastingtarief op de antenne gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de antennes voor gsm of mobiele telefonie, telecommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven voorzieningen vormen waardoor een economisch winstgevende activiteit ontstaat waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die werkzaam zijn in de sector van telecommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven over draagkracht beschikken waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen;

Overwegende bijgevolg dat enkel de antennes die gebruikt worden voor commerciële doeleinden en met een winstgevend doel aan de belasting onderworpen moeten

worden en dat de antennes die niet gebruikt worden voor commerciële of winstgevende activiteiten vrijgesteld moeten worden;

Overwegende dat de antennes voor gsm of mobiele telefonie, telecommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven die gebruikt worden voor militaire doeleinden of overheidsdiensten vrijgesteld kunnen worden gelet op hun algemeen belang en het feit dat ze geen winstgevend doel nastreven;

Overwegende dat de telecommunicatievoorzieningen van het ASTRID netwerk vrijgesteld kunnen worden aangezien ze voornamelijk gebruikt worden voor dienstopdrachten van algemeen nut;

Overwegende dat er reeds andere belastingen worden geheven op de ondernemingen met maatschappelijke en/of administratieve zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en het gepast is de fiscale lasten van deze ondernemingen niet verder te verzwaren;

Overwegende dat de operatoren die antennes uitbaten op het grondgebied van de gemeente Ukkel er bovendien niet hun maatschappelijke of administratieve zetel hebben en de gemeente uit deze vestigingen aldus geen enkele directe of indirecte compensatie krijgt;

Overwegende dat de bedoelde antennes elektromagnetische golven voortbrengen waarvan bepaalde gevolgen door elektromagnetische stralen een type van vervuiling zijn en het gepast is dat de eigenaars van deze antennes bijdragen aan het behoud van een proper en groen milieu om de negatieve of zo ervaren gevolgen voor de plaatselijke bevolking te verminderen;

Overwegende dat de door de belasting beoogde installaties bovendien bijzonder onesthetisch zijn en een algemeen bekende visuele overlast vormen of zelfs een aantasting van de schoonheid van het stedelijk landschap, in een relatief grote perimeter, en meer bepaald van de volksgezondheid gezien hun aantal of hun concentratie in soms beperkte zones;

Overwegende dat het onderhavige reglement als doelstelling heeft de visuele overlast voor de openbare ruimte te beperken en dat het duidelijk is dat de gemeente bevoegd is voor stedenbouw en milieu;

Dat de toename van de gsm-antennes duidelijk een ongewoon buurtprobleem vormt;

Overwegende dat de gemeentes en de eigenaars steeds vaker gecontacteerd worden, meer bepaald door firma's die pylonen willen neerzetten om antennes op te plaatsen, bestemd voor de verspreiding van golven die schade berokkenen aan het milieu en aan de volksgezondheid in een relatief grote perimeter;

Overwegende dat de gemeente bovendien het voorzorgsprincipe moet naleven;

Dat dit principe in het bijzonder op het spel staat in het geval van verzending van golven die schade kunnen berokkenen aan de volksgezondheid gezien de wildgroei van deze antennes op een beperkt grondgebied en meer bepaald voor de inwoners die onder deze antennes wonen;

Overwegende in dit opzicht dat het gewest al maatregelen heeft getroffen als compensatie voor de overlast en de gevaren van deze zenders door hun vermogen om overlast te veroorzaken te beperken;

Dat het bijgevolg gerechtvaardigd is dat de gemeente maatregelen treft om de overlast van deze masten of pylonen met antennes voor de stedenbouw, het milieu en de volksgezondheid te beperken;

Overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 de lijst met installaties van klasse IB, IC, ID, II en III vastlegt, in uitvoering van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Dat artikel 2 van deze ordonnantie het volgende bepaalt: "*Ze strekt ertoe een rationeel energiegebruik te waarborgen, evenals de bescherming tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting of een activiteit rechtstreeks of onrechtstreeks zou kunnen veroorzaken aan het leefmilieu, de gezondheid of de veiligheid van de bevolking*";

Dat daaruit blijkt dat de antennes die volgens deze reglementering onderworpen zijn aan een milieuvergunning door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd worden als een negatieve invloed op het milieu of de volksgezondheid;

Aangezien het belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 november 2019, ten einde loopt op 31 december 2022;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 4 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van 3 jaar, met ingang vanaf 1 januari 2023 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een jaarlijkse belasting geheven op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, onderworpen aan een milieuvergunning.

Artikel 2

Antenne: elk vast zendsysteem ontworpen om een radiotelecommunicatiesignaal uit te zenden of te ontvangen via elektromagnetische golven voor elke technologie;

Vermogen: het effectief vermogen van elke antenne, uitgedrukt in dBm;

dBm: de verhouding in decibel (dB) tussen een referentiewaarde, uitgedrukt in watt (W) en één milliwatt (mW).

Artikel 3

De belasting hangt af van het vermogen van elke antenne en is als volgt vastgelegd :

€ 67,89 per dBm voor elke antenne, bedoeld in artikel 1.

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %.

	2023	2024	2025
Tarief	€ 67,89	€ 70,61	€ 73,43

De belasting is verschuldigd voor een volledig kalenderjaar door de houder van een reëel recht op de antenne of, indien de houder van een reëel recht op de antenne niet vastgesteld kan worden, door de houder van een uitbatingsrecht van de antenne, ongeacht de installatieperiode en de werkingsduur van de antenne.

De bepaling van de belastingplichtige gebeurt op basis van de gegevens die op de aangifte werden vermeld.

Artikel 4

Zijn van de belasting vrijgesteld :

a) de personen (natuurlijke personen of rechtspersonen) die relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven niet voor commerciële of lucratieve activiteiten gebruiken;

b) de relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, uitgebaat voor doelstellingen van militaire aard of van openbare diensten. Wordt niet beschouwd als uitbating voor doelstellingen van openbare diensten: de antenne, uitgebaat door natuurlijke personen of rechtspersonen die een lucratieve doelstelling nastreven;

c) het telecommunicatienetwerk ASTRID, opgericht in uitvoering van de wet van 8 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 13 juni 1998) betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

Artikel 5

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen voor de

vervaldag die op dit formulier vermeld staat;

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet er een aanvragen bij het bestuur, uiterlijk op 31 december van het betrokken aanslagjaar, en het behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend terugsturen voor de datum vermeld op dit formulier;

§ 3. In geval van wijziging van de belastbare grond en voor elke nieuwe uitbating van antennes moet een nieuwe aangifte opgesteld worden bij het gemeentebestuur binnen de 15 dagen van deze wijziging.

Artikel 6

§ 1. Overeenkomstig artikel 7 §1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belasting ambtshalve gevestigd worden bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige;

§ 2. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd, de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting;

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen;

§ 4. In geval van een geschil zal enkel rekening gehouden worden met de werkelijke vermogenswaarde voor elke antenne;

§ 5. De inbreuken op het onderhavige reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaar(s) die hiervoor speciaal werd(en) aangesteld door het college van burgemeester en schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 7

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 9

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen;

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag;

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van

de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 10

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 28 november 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

GSM - Belasting op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, ... 2023.pdf, GSM - Règlement Taxe sur les antennes relais de gsm ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations 2023.pdf

24.11.2022/A/0050 **Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.- Renouvellement.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune d'Uccle, pour l'exercice **2023**, **4.384** centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 4 : Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.- Vernieuwing.

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V,VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Artikel 1 : Er worden voor het aanslagjaar **2023** ten voordele van de gemeente Ukkel, **4.384** opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2 : De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3 : Deze verordening wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 4 : Deze verordening wordt van kracht op de datum van zijn publicatie.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.11.2022/A/0051 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 7 juin 2022 - Achat d'un logiciel informatique pour le centre de santé - 1.850 € (T.V.A. comprise) - Maintenance annuelle 2.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 139/742-53/53 (acquisition - emprunt) et 139/123-13/53 (maintenance);
- 18 octobre 2022 - Crèche de Saint-Job - Remplacement d'un système de détection et

d'alarme incendie et conclusion d'un contrat d'entretien (3 ans) et de garantie omnium (5 ans) - 59.895 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/724-60/85 - 2.000 € (T.V.A. comprise) sur base annuelle pour la maintenance - Article 84401/125-06/85 (2023 à 2028);

- 18 octobre 2022 - Frais d'incinération des déchets déposés par l'administration communale pour l'année 2023 - 100.000 € (T.V.A. comprise) - Article 87601/124-06/62;
- 18 octobre 2022 - Diverses prestations de transports scolaires 2023 - 112.238,03 € (T.V.A. comprise) - Différents articles du code économique .../124-22/40.../124-24/40 ou.../124-06/40;
- 18 octobre 2022 - Fourniture d'alimentation (fruits et légumes) 2023 dans les crèches, l'I.C.P.P. et la plaine de jeux, dans le respect des critères du développement durable - 137.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 84401/124-02/90, 75102/124-02/40 et 76102/124-02/40;
- 25 octobre 2022 - Réaménagement d'un terrain de sport et d'une zone de détente à la Montagne de Saint-Job - Exercice 2020 - Approbation de la dépense supplémentaire de 39.864,64 € (T.V.A. comprise) - Article 764/725-60/82;
- 25 octobre 2022 - Mise en conformité, entretien et dépannage des engins de levage situés dans les propriétés des bâtiments gérés par la Régie foncière et le Service des Propriétés communales - 50.000 € (hors T.V.A.) - Article 614-01 de la Régie foncière et article 922/125-06/87 du Service des Propriétés communales;
- 25 octobre 2022 - Aménagement intérieur du nouveau centre administratif - Lot 1 : mobilier (guichets accessibles au public) et cuisines (bars et équipements inox et appareils) - Approbation de la dépense supplémentaire de 39.150,25 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/85 - Emprunt;
- 25 octobre 2022 - Levé topographique du Parc de Wolvendael - 18.150 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt,
- 25 octobre 2022 - Matériel et équipement didactique 2022 - 57.600 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/744-98/40, 722/744-98/40, 751101/744-98/40 et 75102/744-98/40,
- 25 octobre 2022 - Achat de matériel pour le Service Prêt du matériel - 7.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76301/744-98/58;
- 25 octobre 2022 - Achat et installation d'une grue à fixer sur un camion MAN - 100.000 € (T.V.A. comprise) - Article 136/744-51/58;
- 25 octobre 2022 - Achat des enveloppes et des imprimés pour les services communaux - Années 2023-2024 - 50.000 € (T.V.A. comprise) - Article 13501/123-02/57;
- 8 novembre 2022 - Ecole Longchamp - Installation de protections solaires - 69.960 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 8 novembre 2022 - Mission de déménagements dans divers services pour la période du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023 (reconductible 3 fois une année supplémentaire) - 169.400 € (T.V.A. comprise) sur quatre ans (reconductions éventuelles comprises) - Exercices 2022 à 2026 - Divers articles au code économique .../125-06/85;
- 8 novembre 2022 - Centre culturel - Travaux urgents de sondage - 3.628,79 € (T.V.A. comprise) - Article 762/125-06/85 - Emprunt;
- 8 novembre 2022 - Achat de rondins fraisés en bois pour l'installation et la réparation de canisites - 5.553,90 € (T.V.A. comprise) - Article 875/744-98/62 - Subsidés;
- 8 novembre 2022 - Achat de matériel pour compostage en andain - 72.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58 - Fonds de réserve et subsidés;
- 8 novembre 2022 - Informatisation des services - Remplacement des disques durs pour le serveur de stockage - 35.954,47 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;

- 15 novembre 2022 - Interventions ponctuelles en voirie - Approbation de la dépense supplémentaire de 38.622,44 € - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 15 novembre 2022 - Aménagement de cheminements piétons pour les personnes à mobilité réduite - Exercice 2014 - Approbation du dépassement de la dépense de 58,78 € (TVA comprise) - Article 421/731-60/82 de 2022 - Emprunt;
- 15 novembre 2022 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment - Approbation des travaux supplémentaires imprévus pour le montant approuvé de 9.275,33 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;
- 15 novembre 2022 - Ecole du Centre.- Rénovation du plancher du 1er étage au-dessus de la salle de gymnastique - 116.600 € T.V.A. (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 15 novembre 2022 - Centre culturel d'Uccle - Rénovation de la partie gauche du réseau d'égouttage - 155.327,70 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/85;
- 15 novembre 2022 - Salle 1180 - Rénovation de l'égouttage et traitement de l'humidité - 145.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76302/724-60/85;
- 15 novembre 2022 - Maison communale - Rénovation du balcon et des boiseries de l'étage en façade arrière - Approbation de la majoration de la dépense initiale de 9.044,65 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 15 novembre 2022 - Achat et livraison d'une épilatrice - 5.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-51/58;
- 15 novembre 2022 - Acquisition totems à hygiène canine+ corbeilles - 32.065 € (T.V.A. comprise) - Article 875/741-52/62;
- 15 novembre 2022 - Fourniture et livraison de matériel et produits d'entretien pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - 102.850 € (T.V.A. comprise) - Articles du code économique .../124-02/.. et .../125-02/...

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 7 juni 2022 - Aankoop van software voor het Gezondheidscentrum - 1.850 € (B.T.W. inbegrepen) - Jaarlijks onderhoud 2.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 139/742-53/53 (aankoop - lening) en 139/123-13/53 (onderhoud);
- 18 oktober 2022 - Kinderdagverblijf van Sint-Job - Vervanging van het brandalarm en afsluiten van een onderhoudscontract (3 jaar) en omniumgarantie (5 jaar) - 59.895 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/85 - 2.000 € (B.T.W. inbegrepen) op jaarbasis voor het onderhoud - Artikel 84401/125-06/85 (2023 tot 2028);
- 18 oktober 2022 - Kosten voor de verbranding van het gemeentelijk afval voor het jaar 2023 - 100.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 87601/124-06/62;
- 18 oktober 2022 - Schooltransport 2023 - 112.238,03 € (B.T.W. inbegrepen) - Verschillende artikels met economische code .../124-22/40.../124-24/40 of.../124-06/40;
- 18 oktober 2022 - Levering van voeding (fruit en groenten) 2023 in de kinderdagverblijven, het I.C.P.P. en het speelplein, met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - 137.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 84401/124-02/90, 75102/124-02/40 en 76102/124-02/40;
- 25 oktober 2022 - Herinrichting van een sportterrein en een ontspanningsplek Berg van Sint-Job - Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 39.864,64 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/725-60/82;

- 25 oktober 2022 - Bedrijf voor Grondbeleid en dienst Gemeente-eigendommen - In overeenstemming brengen, onderhoud en herstelling van de heftoestellen in de eigendommen van de door de dienst beheerde gebouwen - 50.000 € (exclusief B.T.W.) - Artikel 614-01 van de Grondregie en artikel 922/125-06/87 van de Dienst Gemeente-eigendommen;
- 25 oktober 2022 - Binneninrichting van het nieuw administratief centrum - Lot 1 : meubilair (loketten voor het publiek toegankelijk) en keukens (bars, uitrustingen in inox en toestellen) - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 39.150,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/85 - Lening;
- 25 oktober 2022 - Topografische opmeting van het Wolvendaelpark - 18.150 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening,
- 25 oktober 2022 - Didactisch materiaal en uitrusting 2022 - 57.600 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/744-98/40, 722/744-98/40, 751101/744-98/40 en 75102/744-98/40,
- 25 oktober 2022 - Aankoop van materieel voor dede matériel pour le Service Prêt du matériel - 7.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76301/744-98/58;
- 25 oktober 2022 - Aankoop et installatie van een kraan op een MAN-vrachtwagen - 100.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/744-51/58;
- 25 oktober 2022 - Aankoop van omslagen en drukwerk voor de gemeentediensten - 2023-2024 - 50.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 13501/123-02/57;
- 8 november 2022 - School Longchamp - Installatie van zonnepanelen - 69.960 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 8 november 2022 - Opdracht van verhuizingen in verschillende diensten van 1 december 2022 tot en met 30 november 2023 (driemaal verlengbaar met een bijkomend jaar) - 169.400 € (B.T.W. inbegrepen) over vier jaar (eventuele verlengingen inbegrepen) - Dienstjaren 2022 tot 2026 - Diverse artikels met economische code.../125-06/85;
- 8 november 2022 - Cultureel centrum - Dringende onderzoekswerken - 3.628,79 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 762/125-06/85 - Lening;
- 8 november 2022 - Aankoop van gefreesd rondhout voor de installatie en herstelling van hondentoiletten - 5.553,90 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 875/744-98/62 - Subsidies;
- 8 november 2022 - Aankoop van materieel voor de compostering op zwadden - 72.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58 - Reservefonds en subsidies;
- 8 november 2022 - Informatisering van de diensten - Vervanging van de harde schijven voor de storage server - 35.954,47 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;
- 15 november 2022 - Wegen - Plaatselijke interventies - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 38.622,44 € - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 15 november 2022 - Inrichting van voetpaden voor personen met beperkte mobiliteit - Dienstjaar 2014 - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 58,78 € (TVA inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 de 2022 - Lening;
- 15 november 2022 - Operationeel Centrum Stalle - Bouwen Oprichten van een nieuw gebouw - Goedkeuring van de onvoorziene bijkomende werken voor een goedgekeurd bedrag van 9.275,33 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 15 november 2022 - School Centrum - Renovatie van de vloer op de 1^{ste} verdieping boven de turnzaal - 116.600 € B.T.W. (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 15 november 2022 - Cultureel centrum van Ukkel - Renovatie van het rioleringsnetwerk (linkerkant) - 155.327,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/85;
- 15 november 2022 - Zaal 1180 - Vervanging van rioolbuizen en vochtbehandeling - 145.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76302/724-60/85;
- 15 november 2022 - Gemeentehuis - Renovatie van het balkon en van het houtwerk op de verdieping (kant achtergevel) - Goedkeuring van de verhoging van de

aanvankelijke uitgave met 9.044,65 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 15 november 2022 - Aankoop en levering van een schilmachine - 5.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-51/58;
- 15 november 2022 - Aanschaf van hondentotems en afvalbakken - 32.065 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 875/741-52/62;
- 15 november 2022 - Levering van onderhoudsmaterieel en -producten van 1 januari tot en met 31 december 2023 - 102.850 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels met economische code .../124-02/.. en .../125-02/...

De Raad neemt kennis.

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

24.11.2022/A/0052 Gardiennage C.A.U. et C.P.A.S.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 €);

Considérant que le cahier des charges n°2022-070 relatif au marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S. » établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle;

Considérant que le présent marché est un marché conjoint au sens des articles 2, 36° et 48 de la loi du 17 juin 2016. Les entités sont: La Commune d'Uccle, pouvoir adjudicateur organisateur (PAO) et Le CPAS, pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB);

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois;

Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an, conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que le pouvoir adjudicateur informera le prestataire par écrit s'il souhaite reconduire le marché avant l'échéance du délai d'exécution du marché;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 : Gardiennage C.A.U., estimé à 225.000,00 €;

Lot 2 : Gardiennage C.P.A.S. estimé à 90.000,00 €;

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 630.000,00 €, 21 % T.V.A. et reconduction comprises;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits, pour la commune, à l'article 137/124-06/85;

Considérant que le Collège a approuvé la liste des firmes à consulter;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges n°2022-070 et le montant estimé du marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S.», établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier

des charges et par les règles générales d'exécutions des marchés publics;

- d'approuver l'estimation annuelle pour le lot 1, s'élevant à 225.000,00 € T.V.A.C. et l'estimation annuelle pour le lot 2, s'élevant à 90.000,00 € T.V.A.C., pour le montant total estimé de 630.000,00 €, 21 % T.V.A. et reconduction comprises;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché, en application des dispositions de l'article 89, § 1, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Bernard Hayette.

Bewaking A.C.U. en O.C.M.W..- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 89, § 1, 2° (het bedrag van de opdracht excl. btw mag de drempel van € 750.000 niet overschrijden);

Gelet op bestek nr. 2022-070 betreffende de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Erfgoed van het OCMW van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige opdracht een gezamenlijke opdracht is in de zin van artikels 2, 36° en 48 van de wet van 17 juni 2016. De entiteiten zijn: de gemeente Ukkel, aanbestedende overheid - organisator (AOO) en het OCMW, aanbestedende overheid - begunstigde (AOB);

Overwegende dat opdracht wordt gesloten voor een periode van 12 maanden;

Overwegende dat de onderhavige opdracht met max. 1 jaar kan worden verlengd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de aanbestedende dienst de dienstverlener schriftelijk zal informeren indien hij de opdracht vóór het einde van de uitvoeringstermijn wenst te verlengen;

Overwegende dat dit deze in percelen is verdeeld :

Perceel 1 : Bewaking ACU, geraamd op € 225.000;

Perceel 2 : Bewaking OCMW, geraamd op € 90.000;

Overwegende dat het totale geraamde bedrag van deze opdracht € 630.000 bedraagt, incl. 21 % btw en verlenging;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave voor de gemeente zijn ingeschreven onder artikel 137/124-06/85;

Overwegende dat het college de lijst van te raadplegen bedrijven heeft goedgekeurd;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan bestek nr. 2022-070 en het geraamde bedrag van de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Erfgoed van het OCMW van Ukkel. De voorwaarden zijn vastgelegd in het

bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de jaarlijkse raming voor perceel 1 (€ 225.000 incl. btw) en perceel 2 (€ 90.000 incl. btw), voor een totaal geraamd bedrag van € 630.000 incl. 21 % btw en verlenging;
- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als plaatsingswijze, in toepassing van de bepalingen van artikel 89, § 1, 2° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Bernard Hayette.

2 annexes / 2 bijlagen

Bewaking A.C.U en O.C.M.W.def.nl.docx, Gardiennage C.A.U. et C.P.A.S.def.docx

24.11.2022/A/0053 **Acquisition d'une cureuse via la Centrale d'achat pour la fourniture de véhicules pour Bruxelles-Propreté.- Engagement de la dépense.- Mode de financement.**

Le Conseil,

Vu les articles 123, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que l'article 2, 6° de cette loi permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant que l'article 47 de cette même loi dispose qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que dans le cadre de l'achat d'une cureuse pour notre administration, notre Mobility Manager a eu des contacts avec le gestionnaire du parc automobile de Bruxelles-Propreté concernant leur marché de véhicules passés en centrale d'achat;

Considérant que le marché public (CCH, BP18/1675) est un accord-cadre passé sous la forme d'une centrale d'achat qui offre la possibilité de passer des commandes et qu'une cureuse correspondant aux besoins du service de la Propreté publique, à savoir un châssis Volvo FL 280 avec superstructure Kaiser Moro SV6-18 est disponible, au prix révisable de 325.949,80 € TVAC chez leur fournisseur désigné, Marcel Van Dyck;

Considérant que pour les commandes faites par les autres pouvoirs adjudicateurs adhérents, chaque participant à la centrale se charge de l'exécution du marché pour les commandes qui le concernent. Ceci implique en particulier que le pouvoir adjudicateur adhérent passe directement commande à l'adjudicataire du marché, vérifie les déclarations de créance éventuelles de ce dernier et paye les factures correspondantes à ses propres commandes dans le délai prévu par le cahier spécial des charges;

Considérant dès lors qu'en vertu des dispositions des documents de marché, le Collège pourra passer commande de la cureuse, après l'approbation de la présente décision et dès approbation de la modification budgétaire (MB 4);

Considérant que la dépense sera inscrite à l'article 875/743-53/58, sous réserve de l'approbation des MB 4 et que celle-ci sera financée par Fonds de réserve;

Considérant qu'il est proposé d'engager le montant de 330.000 € pour couvrir

d'éventuelles révisions et options,

Décide :

- d'acquérir une cureuse de 6m³;
 - d'approuver l'estimation de 330.000 € à l'article 875/743-53/58 du budget extraordinaire, sous réserve de l'approbation de la MB 4;
 - d'acquérir une cureuse avec châssis Volvo FL 280 avec superstructure Kaiser Moro SV6-18, au prix révisable de 325.949,80 € TVAC, chez leur fournisseur Marcel Van Dyck Belgium NV, Provinciebaan 71 à 2235 Houtvenne, via le marché de fournitures ayant pour objet : « Acquisition d'une cureuse via la Centrale d'achat pour la fourniture de véhicules pour Bruxelles-Propreté » passé en centrale d'achat par l'agence Bruxelles-Propreté ;
 - d'engager le montant de 330.000 € pour couvrir d'éventuelles révisions et options.
- Le Collège passera commande du véhicule après approbation de la présente décision et dès l'approbation des MB 4.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoop van een kolkenzuiger via de aankoopcentrale voor de levering van voertuigen voor Net Brussel.- Vastlegging van de uitgave.- Financieringswijze.

De Raad,

Gelet op artikel 123, 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 2 6° van deze wet het aan een aankoopcentrale, de aanbestedende overheid, mogelijk maakt opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Overwegende dat artikel 47 van dezelfde wet bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat onze Mobility Manager in het kader van de aankoop van een kolkenzuiger voor ons bestuur contacten gehad heeft met de beheerder van het wagenpark van Net Brussel met betrekking tot hun opdracht voor voertuigen, geplaatst als aankoopcentrale;

Overwegende dat de overheidsopdracht (bestek, NB18/1675) een raamovereenkomst is geplaatst in de vorm van een aankoopcentrale die de mogelijkheid biedt om bestellingen te plaatsen en dat een kolkenzuiger die overeenkomt met de behoeften van de dienst Openbare Reinheid, meer bepaald een chassis Volvo FL 280 met bovenbouw Kaiser Moro SV6-18, tegen de herzienbare prijs van € 325.949,80 incl. btw beschikbaar is bij hun aangeduide leverancier, Marcel Van Dyck;

Overwegende dat voor de bestellingen door de andere aangesloten aanbestedende overheden elke deelnemer aan de centrale zich belast met de uitvoering van de opdracht voor de bestellingen die hem aangaan. Dit houdt in het bijzonder in dat de aangesloten aanbestedende overheid de bestellingen rechtstreeks bij de aannemer van de opdracht plaatst, de eventuele verklaringen van schuldvordering van deze laatste controleert en de facturen voor zijn eigen bestellingen betaalt binnen de termijn voorzien door het bestek;

Overwegende bijgevolg dat krachtens de bepalingen van de opdrachtdocumenten het college een bestelling van de kolkenzuiger kan plaatsen na de goedkeuring van de onderhavige beslissing en na de goedkeuring van de begrotingswijziging (BW 4);

Overwegende dat de uitgave geboekt zal worden op artikel 875/743-53/58, onder voorbehoud van de goedkeuring van BW 4;

Overwegende dat voorgesteld wordt om het bedrag van € 330.000 vast te leggen om

eventuele herzieningen en opties te dekken,

Beslist :

- een kolkenzuiger van 6 m³ aan te schaffen;
- de raming van € 330.000 op artikel 875/743-53/58 van de buitengewone begroting goed te keuren, onder voorbehoud van de goedkeuring van BW 4;
- een kolkenzuiger met chassis Volvo FL 280 en bovenbouw Kaiser Moro SV6-18, tegen de herzienbare prijs van € 325.949,80 incl. btw, aan te kopen bij hun leverancier Marcel Van Dyck Belgium NV, Provinciebaan 71 te 2235 Houtvenne, via de opdracht voor leveringen met als voorwerp: "Aankoop van een kolkenzuiger via de aankoopcentrale voor de levering van voertuigen voor Net Brussel", geplaatst als aankoopcentrale door het agentschap Net Brussel;
- het bedrag van € 330.000 vast te leggen om eventuele herzieningen en opties te dekken.

Het College plaatst de bestelling van het voertuig na de goedkeuring van de onderhavige beslissing en na de goedkeuring van BW 4.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RE cahier des charges hydro-cureuse marché public .msg

24.11.2022/A/0054 **Location et entretien d'un copieur multifonction pour l'imprimerie communale.- Approbation des conditions et de la procédure de passation.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de Marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2022-046 relatif au marché "Location et entretien d'un copieur multifonction pour l'imprimerie" établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 180.000,00 € hors TVA ou 217.800,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication préalable de 215.000,00 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire des exercices 2023 à 2027, article 137/123-12/58, sous réserve d'approbation par les autorités compétentes,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2022-046 et le montant estimé du marché

“Location et entretien d’un copieur multifonction pour l’imprimerie ”, établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 180.000,00 € hors TVA ou 217.800,00 €, 21 % TVA comprise;

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de gemeentelijke drukkerij.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41, § 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepallende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het bestek nr. 2022-046 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de drukkerij", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 180.000,00 excl. btw of € 217.800,00 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat het geraamde bedrag excl. btw de grens van € 215.000,00 voor de aanwending van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking niet bereikt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt in de gewone begroting van het dienstjaar 2023 tot 2027, artikel 137/123-12/58, onder voorbehoud van de goedkeuring door de bevoegde overheden,

Beslist :

- het bestek nr. 2022-046 en het geraamde bedrag van de opdracht "Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de drukkerij", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag belooft € 180.000,00 excl. btw of € 217.800,00 inclusief 21 % btw;

- de opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

- de aankondiging van de opdracht op nationaal niveau goed te keuren en te versturen;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
BESTEK NL.pdf, CCH VF.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Parascolaire - Bijschoolse activiteiten

24.11.2022/A/0055 **A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle".- Comptes et bilan 2021 et budget pour l'exercice 2023.**

Le Conseil,
Considérant que l'A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle" soumet à la commune, conformément à la convention passée avec l'Administration communale, les comptes et bilan 2021 et le budget 2023;
Que les comptes et bilan 2021 et le budget 2023 ont été approuvés par l'Assemblée générale réunie le 19 octobre 2022,
Décide de prendre connaissance des comptes et bilan 2021 et du budget 2023 de l'A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle".

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. "Le Parascolaire d'Uccle".- Rekeningen en balans van 2021 en begroting voor het dienstjaar 2023.

De Raad,
Overwegende dat de V.Z.W. "Le Parascolaire d'Uccle" de rekeningen en balans 2021 en de begroting 2023 voorlegt aan de gemeente, overeenkomstig de overeenkomst met het gemeentebestuur;
Dat de rekeningen en balans 2021 en de begroting 2023 op 19 oktober 2022 goedgekeurd werden door de algemene vergadering,
Beslist kennis te nemen van de rekeningen en balans 2021 en de begroting 2023 van de V.Z.W. "Le Parascolaire d'Uccle".

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Compte et bilan 2021 et budget 2023 Parascolaire.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

24.11.2022/A/0056 **Subsides annuels aux associations de commerçants ucloises.- Exercice 2022.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2022 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ucloises;

Vu que, comme chaque année, chaque association a fait parvenir un rapport des activités réalisées et prévues pour l'année à venir, les comptes, le rapport de gestion et de la situation financière (formulaire en annexe);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide d'approuver l'engagement de la dépense et la répartition des subsides aux diverses associations de commerçants comme suit :

• Vivier d'Oie	800 €
• Bourdon	1.300 €
• Fort-Jaco	2.050 €
• Vanderkindere	1.050 €
• Bascule	1.400 €
• Saint-Job	800 €
• Cavell Village	1.100 €

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Subsidies aan de Ukkelse handelaarsverenigingen.- Dienstjaar 2022.

De Raad,

Aangezien er een krediet is voorzien in de begroting 2022 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de Ukkelse handelsverenigingen;

Aangezien elke vereniging een activiteitenverslag heeft ingediend voor het afgelopen en het komende jaar, de rekeningen en het verslag inzake het beheer en de financiële toestand;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de uitgave en de onderstaande verdeling van de subsidies aan de verschillende handelsverenigingen :

• Vivier d'Oie	800 €
• Bourdon	1.300 €
• Fort-Jaco	2.050 €
• Vanderkindere	1.050 €
• Bascule	1.400 €
• Sint-Job	800 €
• Cavell Village	1.100 €

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

24.11.2022/A/0057 **CPAS - Compte de l'exercice 2021.**

Le Conseil,

Vu les articles 89 et 112 ter de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Vu les délibérations du Conseil de l'action sociale du 26 octobre 2022, parvenues à notre administration le 3 novembre 2022, arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2021 du C.P.A.S., ainsi que son rapport annuel;

Vu que le compte se clôture par un boni comptable final de 104.823,07 € entraînant une correction de la dotation communale,

Décide d'approuver le compte de l'exercice 2021 du C.P.A.S..

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

OCMW - Rekening van het dienstjaar 2021.

De Raad,

Gelet op de artikels 89 en 112 ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare centra voor Maatschappelijk welzijn;

Gelet op de beraadslagingen van 26 oktober 2022, bij het gemeentebestuur toegekomen op 3 november 2022, waarbij de Rad voor maatschappelijk welzijn besloten heeft het jaarlijks rapport en de rekening van het dienstjaar 2021 van het O.C.M.W. definitief vast te leggen en goed te keuren;

Aangezien de rekening zich afsluit met een finaal boekhoudkundige boni van 104.823,07 € die een correctie van de gemeentelijke bijdrage voor gevolg heeft,

Beslist de rekening van het dienstjaar 2021 van het O.C.M.W. goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17 annexes / 17 bijlagen

20221026-A-0006-AN-001.pdf, 20221026-A-0006-DE-NL.pdf, 20221026-A-0006-DE-FR.pdf, 20221026-A-0006-AN-006.pdf, 20221026-A-0006-AN-012.pdf, 20221026-A-0008-AN-001.pdf, 20221026-A-0006-AN-003.pdf, 20221026-A-0006-AN-010.pdf, 20221026-A-0006-AN-004.pdf, 20221026-A-0006-AN-008.pdf, 20221026-A-0006-AN-007.pdf, 20221026-A-0006-AN-005.pdf, 20221026-A-0008-AN-002.pdf, 20221026-A-0006-AN-002.pdf, 20221026-A-0006-AN-009.pdf, 20221026-A-0008-DE-FR.pdf, 20221026-A-0006-AN-011.pdf

Action sociale - Sociale actie

24.11.2022/A/0058 **Subsides à divers organismes à caractère social.- Exercice 2022.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2016 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Attendu qu'un crédit de 20.000 € est prévu à l'article 849/332-02/92 du budget 2022;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations à caractère social;

Attendu que diverses associations ont transmis ce formulaire avec, le cas échéant, les documents comptables demandés;

Considérant que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subside;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver l'attribution des subsides aux associations figurant dans le tableau en annexe pour un montant total de 19.450 € et d'engager la dépense à l'article 849/332-02/92 du budget ordinaire 2022.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Subsidies aan allerlei verenigingen met sociaal oogmerk.- Dienstjaar 2022.

De Raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2016 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;

Aangezien er onder artikel 849/332-02/92 van de begroting 2022 een bedrag van € 20.000 is voorzien;

Gelet op het aanvraagformulier voor subsidies, in te vullen door elke vereniging van sociale aard;

Aangezien verschillende vereniging dit formulier hebben teruggestuurd, desgevallend met de gevraagde boekhoudkundige documenten;

Overwegende dat het sociaal werk van deze verenigingen belangrijk is en het gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de toekenning van de subsidies aan de verenigingen vermeld in de hierbij gevoegde tabel tegen een totaal bedrag van 19.450 € en de uitgave vast te leggen onder het artikel 849/332-02/92 van de gewone begroting 2022.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

13 annexes / 13 bijlagen

20221108093244.pdf, Subsidies Action sociale 2022 propositions.xlsx,

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

Séniors - Senioren

24.11.2022/A/0059 **Subsides aux Associations et Clubs du troisième âge.- Exercice 2022.**

Le Conseil,

Attendu que lors du vote du budget communal pour l'exercice 2022, un crédit de 21.400 € a été inscrit à l'article 83402/332-02/71 à titre de subsides aux associations et clubs du troisième âge;

Considérant que le service des Seniors a transmis par erreur les anciennes versions de formulaires pour les subsides de fonctionnement et non celles adoptées par le Conseil communal en vigueur depuis le 1er juin dernier;

Que nous estimons que ceci ne doit pas porter préjudice à l'octroi de subsides aux asbl concernées puisqu'elles ont bien fourni les documents demandés;

Qu'en outre, les petits clubs qui sont des associations de fait ne sont pas tenus de produire un bilan comptable dans la demande de subsides;

Compte tenu de l'importance des activités et du nombre de participants,

Décide de répartir les subsides pour l'année 2022 de la manière suivante :

Dénomination	Subside octroyé
Club de la Joie	900 €
RPUC- 3ème Age	1.400 €
Lokaal Dienst centrum Lotus	900 €
Club 36	900 €
Asbl CECO Home Sharing	1.400 €
RPUS	1.400 €
Assoc. pensionnés et retraités socialistes d'Uccle	900 €
Warned	1.900 €

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Subsidies aan de Verenigingen en Clubs van de derde leeftijd.- Dienstjaar 2022.

De Raad,

Aangezien bij de stemming van de Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2022, een krediet van 21.400 € werd ingeschreven onder artikel 83402/332-02/71 als subsidies aan Verenigingen en Clubs voor de derde leeftijd;

Overwegende dat de dienst Senioren per ongeluk de oude versies van de formulieren

voor de werkingssubsidies doorgestuurd heeft en niet diegene die goedgekeurd werden door de gemeenteraad en van kracht zijn sinds 1 juni;
 Dat we van mening zijn dat dit geen schade mag berokkenen aan de toekenning van subsidies aan de betrokken vzw's aangezien ze de gevraagde documenten bezorgd hebben;
 Dat de kleine clubs bovendien feitelijke verenigingen zijn die geen boekhoudkundige balans moeten voorleggen in hun subsidieaanvraag;
 Rekening houdend met de georganiseerde activiteiten en het aantal deelnemers,
 Besluit de toelagen voor het jaar 2022 als volgt te verdelen :

Benaming	Toegekende toelage
Club de la Joie	900 €
RPUC – 3ème Age	1.400 €
Lokaal Dienst Centrum Lotus	900 €
Club 36	900 €
Vzw CECO Home Sharing	1.400 €
RPUS	1.400 €
Assoc. Pensionnés et retraités socialistes d'Uccle	900 €
Vzw Warned	1.900 €

De Raad keurt het punt goed.
 32 stemmers : 32 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

ass pensionne socialises Uccle.pdf, Subsidies Seniors 2022.xlsx, Warned.pdf, club de la joie.pdf, club 36.pdf, RPUC.pdf, Ceco Home Sharing.pdf, RPUS.pdf, Lotus.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Famille - Familie

24.11.2022/A/0060 **Service Familles.- Subsidies à divers organismes à caractère social.- Année 2022.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Attendu qu'un crédit de 19.000 € est prévu à l'article 833/332-02/90 du budget 2022;

Vu le formulaire de demande de subside à compléter par chacune des associations à caractère social;

Attendu que le formulaire a été envoyé à toutes les associations à caractère social ayant perçu un subside en 2021;

Attendu l'appel d'une possibilité d'octroi, par le conseil communal, d'un subside de fonctionnement aux associations présentant des activités dans les domaines du soutien à la parentalité, d'aide aux personnes en situation de handicap ou de la santé a été

inséré dans le WM (N° 682) du mois de septembre 2022 ;
Attendu que 15 de ces associations ont transmis ces formulaires avec les documents visés dans le règlement dans les temps impartis;
Attendu que ces associations ne sont redevables d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;
Considérant que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient que l'administration communale d'Uccle leur accorde un subsidie;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,
Décide d'approuver l'attribution des subsides repris dans la liste en annexe.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Dienst Gezin.- Subsidies aan allerlei sociale instellingen.- Dienstjaar 2022.

De Raad,
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;
Overwegende dat er onder artikel 833/332-02/90 van de begroting 2022 een krediet van € 19.000 is voorzien;
Gelet op het subsidieaanvraagformulier dat door elk van de verenigingen van sociale aard moet worden ingevuld;
Overwegende dat het formulier werd opgestuurd naar alle verenigingen van sociale aard die in 2021 een subsidie hebben ontvangen;
Overwegende dat in het WM (nr. 682) van september 2022 de mogelijkheid is aangehaald van de gemeenteraad om een werkingssubsidie toe te kennen aan verenigingen die activiteiten organiseren rond steun aan het ouderschap, hulp aan gehandicapten of gezondheid;
Overwegende dat 15 van deze verenigingen deze formulieren met de in het reglement vermelde documenten binnen de termijn hebben ingediend;
Overwegende dat deze verenigingen geen enkel bedrag verschuldigd zijn aan de gemeente Ukkel;
Overwegende dat het sociale werk van deze verenigingen aanzienlijk is en dat het gepast is dat het gemeentebestuur van Ukkel hen een subsidie toekent;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist de toekenning van de subsidies in de bijgevoegde lijst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17 annexes / 17 bijlagen

Ligue Alzheimer.pdf, Tableau.xls, Maison Médicale les Peupliers.pdf, Baluchon Alzheimer Belgique.pdf, Lieu Pour Jouer.pdf, Maison Médicale Etoile Santé.pdf, APEDAF.pdf, I See.pdf, Happycuriens.pdf, Ekhô Sport.pdf, Galipette.pdf, Lyme-Int.pdf, Maison Médicale Uccle-Centre.pdf, Vivre comme Avant.pdf, Maison Médicale Homborch Santé.pdf, Subsidies 2022.xlsx, IRSA.pdf

Santé - Gezondheid

24.11.2022/A/0061 **Service Santé.- Approbation de la convention de soutien financier entre le Centre de Secours d'Uccle "A.C.S.-UCCLE" et le service de la Santé" de l'Administration communale d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. "Centre de Secours d'Uccle (ACS UCCLE)" est une association qui offre un soutien logistique lors d'organisations communales;

Que leur local se situe rue du Doyenné 62 à Uccle;

Que cette A.S.B.L. est rarement rétribuée pour sa présence lors d'événements organisés par la Commune;

Qu'elle vit grâce aux produits de prestations offerts lors différents événements non communaux ucclais;

Vu que depuis plusieurs années, le service de la Santé fait appel à l'asbl "Centre de Secours d'Uccle (ACS UCCLE)" lors d'événements publics;

Qu'en outre, d'autres services communaux font également régulièrement appel à cette asbl;

Qu'ils sont notamment intervenus lors de la Foire de Saint-Job, Quinzaine de la Petite Enfance, divers événements dans le parc du Wolvendaël, cérémonie du 1er novembre, Halloween, Jeunesse en fête...;

Vu que pour pouvoir pérenniser ce service indispensable lors de nos événements publics, une convention de soutien financier pourrait être signée entre les ACS UCCLE et la commune d'Uccle, via son Service Santé,

Décide d'approuver la convention de soutien financier de 2022.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Dienst Gezondheid.- Goedkeuring van de overeenkomst inzake financiële steun tussen het "Centre de Secours d'Uccle (A.C.S.-UCCLE) en de dienst Gezondheid van het Gemeentebestuur van Ukkel.

De Raad,

Overwegende dat de V.Z.W. "Centre de Secours d'Uccle (A.C.S.-UCCLE)" een vereniging is die logistieke steun biedt tijdens gemeentelijke organisaties;

Overwegende dat zij gevestigd zijn in de Dekenijstraat 62 in Ukkel;

Overwegende dat deze V.Z.W. zelden betaald wordt voor haar aanwezigheid bij door de gemeente georganiseerde manifestaties;

Overwegende dat het leeft dankzij de producten of diensten die tijdens verschillende niet-gemeentelijke evenementen in Ukkel worden aangeboden; Overwegende dat de dienst Gezondheid sinds enkele jaren tijdens openbare evenementen een beroep doet op de V.Z.W. "Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. -UCCLE);

Overwegende dat ook andere gemeentediensten regelmatig een beroep doen op deze V.Z.W.;

Overwegende dat zij met name tussenbeide zijn gekomen tijdens de kermis van Sint-Job, de Veertiendaagse voor jonge kinderen, diverse evenementen in het Wolvendaelpark, de 1 novemberceremonie, Halloween, het jeugdfest, enz.;

Dat om deze onontbeerlijke dienstverlening tijdens onze openbare evenementen te bestendigen, zou een overeenkomst inzake financiële steun kunnen worden

ondertekend tussen "A.C.S.-UCCLE" en de gemeente Ukkel, via haar dienst Gezondheid,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst inzake financiële steun van 2022.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
ACS UCCLÉ 2022.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.11.2022/A/0062 **Régie communale autonome du Stade national de Hockey.- Désignation du Conseil d'administration.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 8 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le § 3 de cet article précisant les règles encadrant la désignation des membres du Conseil d'administration d'une Régie communale autonome;

Vu la décision du Conseil communal du 29 septembre 2022 validant le projet d'entreprise, le plan triennal de financement, le projet de statut, le projet de contrat de gestion et actant la création de la Régie Communale Autonome du stade national de hockey;

Vu les statuts de la Régie communale autonome encadrant le Stade national de Hockey;

Que les articles 6 et 7 de ces statuts disposant que cette Régie est administré par un Conseil d'administration qui se compose de 11 membres;

Que 8 des membres sont proposés et désignés par le Conseil;

Que 3 membres sont proposés par le Collège et désignés par le Conseil;

Attendu que le Collège a proposé M. Pierre Provost représentant de Beliris ainsi que M. Dominique Coulon représentant de l'Association Royal Belge de Hockey et M. Patrick Keusters représentant de l'Association Royal Belge de Hockey,

Décide de désigner comme membre du Conseil d'administration de la Régie communale autonome :

- Mme Carine Gol-Lescot représentant le groupe MR
- M. Jérôme Toussaint représentant le groupe MR
- Mme Maëlle De Brouwer représentant le groupe ECOLO-GROEN
- M. Thibaud Wyngaard représentant le groupe ECOLO-GROEN
- Mme Céline Fremault représentant le groupe Les Engagé.e.s
- Mme Odile Margaux représentant le groupe DÉFI
- M. Marc Cools représentant le groupe Uccle en Avant
- M. Bernard Hayette représentant le groupe PS
- M. Patrick Keusters représentant l'Association Royale Belge de Hockey
- M. Dominique Coulon représentant l'Association Royale Belge de Hockey

- M. Pierre Provost représentant Beliris.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Autonoom gemeentebedrijf van het nationaal hockeystadion.- Aanduidiging van de beheerraad.

De Raad,

Gelet op artikels 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 8 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op § 3 van dit artikel, die de regels verduidelijkt die de aanstelling van de leden van de raad van bestuur van een autonoom gemeentebedrijf omkaderen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 29 september 2022 die het businessplan, het driejarig financieringsplan, de ontwerpstatuten en het ontwerp van beheersovereenkomst bekrachtigt en akte neemt van de oprichting van het autonoom gemeentebedrijf van het nationaal hockeystadion;

Gelet op de statuten van het autonoom gemeentebedrijf die het nationaal hockeystadion omkaderen;

Dat artikel 6 en 7 van deze statuten bepalen dat dit gemeentebedrijf bestuurd wordt door een raad van bestuur die bestaat uit 11 leden;

Dat 8 leden voorgesteld en aangesteld worden door de raad;

Dat 3 leden voorgesteld worden door het college en aangesteld worden door de raad;

Aangezien het college dhr. Pierre Provost, vertegenwoordiger van Beliris, dhr. Dominique Coulon, vertegenwoordiger van de Koninklijke Belgische Hockey Bond, en dhr. Patrick Keusters, vertegenwoordiger van de Koninklijke Belgische Hockey Bond, voorgesteld heeft,

Beslist als lid van de raad van bestuur van het autonoom gemeentebedrijf aan te stellen :

- Mevr. Carine Gol-Lescot, vertegenwoordigster van de fractie MR

- De h. Jérôme Toussaint, vertegenwoordiger van de fractie MR

- Mevr. Maëlle De Brouwer, vertegenwoordigster van de fractie ECOLO-GROEN

- De h. Thibaud Wyngaard, vertegenwoordiger van de fractie ECOLO-GROEN

- Mevr. Céline Fremault, vertegenwoordigster van de fractie Les Engagé.e.s

- Mevr. Odile Margaux De Bock, vertegenwoordigster van de fractie DÉFI

- De h. Marc Cools, vertegenwoordiger van de fractie Uccle en Avant

- De h. Bernard Hayette, vertegenwoordiger van de fractie PS

- De h. Dominique Coulon, vertegenwoordiger van de Koninklijke Belgische Hockey Bond

- De h. Patrick Keusters, vertegenwoordiger van de Koninklijke Belgische Hockey Bond

- De h. Pierre Provost, vertegenwoordiger van Beliris.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.11.2022/A/0063 **Question écrite de M. Van de Cauter : les plaines de jeux à Uccle.**

Au conseil communal du 26 septembre 2019, j'ai posé une question orale concernant les plaines de jeux à l'échevine De Brouwer. Cette nouvelle question orale pour le

conseil communal du 20 octobre prochain est dans son prolongement.

Je constate toujours que le nombre de plaines de jeux à Uccle (Wolvendael, Horzel, Homborch,...) est très limité par rapport au nombre d'habitants. La plupart d'entre elles sont aussi petites, voire très petites, comme celle de Homborch. En outre, la qualité des plaines de jeux n'est pas bonne et même inférieure à la norme, comme au parc Wolvendael. Les équipements de jeux y sont mal entretenus, sont parfois usés et dangereux et la surface est boueuse par temps de pluie. Les granulés de bois sont sales et doivent être remplacés de toute urgence. Mieux vaut équiper les plaines de jeux d'Uccle d'un revêtement synthétique, comme c'est le cas, par exemple, à la nouvelle plaine de jeux du Heysel à Bruxelles-Ville, qui peut servir de modèle d'une bonne plaine de jeux. En général, les aires de jeux des autres communes bruxelloises, notamment Bruxelles-ville, Ixelles et Woluwe, sont plus modernes et en meilleur état. A Uccle même, parmi les plaines de jeux que j'ai fréquentées, uniquement celle de l'avenue de la Chênaie dans le Parc de la Sauvagère est en bon état, mais elle n'est pas gérée par la commune ou n'est à tout le moins pas mentionnée sur le site de la commune... Je vois que pas grand-chose a changé depuis 2019 quand j'ai posé ma première question écrite et orale à ce sujet. Pratiquement aucune aire de jeux n'a été ajoutée et celles qui existent ont toujours la plupart du temps une petite surface et sont en mauvais état. J'en déduis que les enfants de 2 à 12 ans ne sont pas une priorité pour la commune.

Cela va-t-il changer d'une manière ou d'une autre au cours des deux dernières années de cette mandature ?

Réponse :

Uccle compte 12 aires de jeux de tailles différentes gérées par les services communaux et 2 aires de jeux gérées par Bruxelles Environnement.

1. Parc de Wolvendael (Dieweg);
2. Parc Brugmann (avenue de la Ferme Rose);
3. Parc Montjoie (avenue Montjoie);
4. Espace vert Zandbeek (rue Zandbeek);
5. Jardin du Chat (rue de Boetendael);
6. Jardin de la Pergola (chaussée de Neerstalle);
7. Montagne de Saint-Job (Montagne de Saint-Job);
8. Homborch (rue Jean Ballegeer);
9. Plaine de la Gazelle (avenue de la Gazelle);
10. Square Chenaie (avenue de la Chênaie);
11. Jardin de Pluie (rue Engeland);
12. Place Jean Vander Elst.

Depuis 2019, quatre aires de jeux ont été créées. Celles-ci se situent au Jardin de Pluie (rue Engeland), au square Chênaie, place Vander Elst (installée suite au subside de Bruxelles Mobilité alloué au Comité riverain d'Uccle Centre) et à la Montagne de Saint-Job. Il est également prévu d'aménager une nouvelle de jeux à l'arrière du Centre administratif communal, de restaurer et agrandir l'aire de jeux avenue de la Gazelle et de restaurer et d'agrandir l'aire de jeux du Parc Brugmann. La création d'une aire de jeux dans le nouveau quartier Engeland est en cours de réflexion. Le Service Vert s'inspire d'autres initiatives en matière d'aires de jeux et visite d'autres aires de jeux bruxelloise. Le service vert privilégie des matériaux naturels (bois) lors du choix de nouveaux jeux.

La taille des aires de jeux varie selon son contexte environnant et est déterminée par

l'espace disponible. En cas de restauration, si nous disposons de suffisamment de place, nous agrandissons l'aire de jeux. Nous veillons également à augmenter la part d'aires de jeux dites « inclusives », c'est-à-dire accessibles à des enfants ou à des parents en situation de handicap. Ceci nécessite une approche et conception nouvelle des aires de jeux classiques. Pour ce faire, la commune s'est inspirée d'aires de jeux inclusives existantes et s'est appuyée sur l'expertise du Conseil consultatif communal des Personnes en Situation de Handicap.

L'aire de jeux du Jardin de Pluie et l'extension de l'aire de jeux Chênaie sont quant à elles dites « humides », demandant également une approche et conception spécifiques. Elles répondent à la nécessité d'adaptation au dérèglement climatique en participant à la création d'îlots de fraîcheur. Elles ont également une vocation didactique en raison de leur thématique (l'eau), permettant d'offrir un espace de jeux aux enfants lequel permet alors la préservation des zones humides qu'elles avoisinent.

Les aires de jeux sont régulièrement contrôlées par nos gardien(ne)s de la paix et nos jardiniers. Elles sont contrôlées par un organisme agréé une fois par an.

En outre, l'aire de jeux du parc de Wolvendael sera en grande partie restaurée. La restauration tiendra compte de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap (un revêtement synthétique et des couleurs adaptés ont été proposés). Tous les jeux seront inclusifs. Après de nombreuses discussions avec les Monuments et Sites, la demande de permis d'urbanisme a été introduite le 3 juin 2022. Il revient à ce stade à l'urbanisme régional de traiter le dossier.

L'aire de jeux du parc de Wolvendael est très fréquentée et s'use par conséquent très vite. Des réparations sont effectuées très régulièrement. En 2022, 17.446,32 EUR ont été investis pour des réparations de cette aire de jeux. La surface entre les zones de jeux est boueuse uniquement en hiver et en raison de la très forte fréquentation du site. Le service vert a déjà tenté d'y installer des copeaux de bois ou du gazon mais rien ne tient tandis qu'un revêtement « en dur » n'est pas autorisé dans cette partie du site classé, d'où le travail d'intensification du maillage jeux sur le territoire communal.

Les copeaux sont renouvelés tous les deux ans au printemps. Néanmoins, le revêtement synthétique, en privilégiant son alternative durable réalisée à partir de copeaux de bois, deviendra très certainement la norme lors de futures créations et rénovations d'aires de jeux. Cependant, ce dernier a un coût plus élevé que les autres revêtements mais rend l'aire de jeux accessible aux enfants et parents en situation de handicap.

Pour sa part, l'information disponible sur le site internet communal va être mise à jour.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Van de Cauter : de speeltuinen in Ukkel.

Op de gemeenteraad van 26 september 2019 stelde ik een mondelinge vraag betreffende de speelpleinen aan schepenen De Brouwer. Deze nieuwe mondelinge vraag voor de gemeenteraad van 20 oktober ek. ligt in het verlengde daarvan.

Ik stel nog altijd vast dat het aantal speeltuinen in Ukkel (Wolvendael, Horzel, Homborch,...) zeer beperkt is vergeleken met het aantal inwoners. De meeste zijn

klein en zelfs heel klein, zoals die van Homborch. Bovendien is de kwaliteit van de speeltuinen is ook niet goed en zelfs ondermaats, zoals in het Wolvendaelpark. De speeltuigen worden daar slechts onderhouden, zijn soms versleten en gevaarlijk en de ondergrond is modderachtig bij nat weer. De houten pellets zijn vuil en moeten dringend vervangen worden. Beter is de speeltuinen van Ukkel uit te rusten met een synthetische ondergrond, zoals dat bijvoorbeeld op de nieuwe speeltuin van de Heizel in Brussel-Stad het geval is, die als model van een goede speeltuin kan gelden. In het algemeen zijn de speeltuinen in andere Brusselse gemeenten zoals Brussel-Stad, Elsene en Woluwe moderner en in betere staat. In Ukkel zelf is de enige speeltuin die ik bezocht heb en die in goede staat is die van de Eikenboslaan in het Sauvagèrepark, maar die wordt niet door de gemeente beheerd of althans niet op de website van de gemeente vermeld...

Ik zie dat er sinds 2019 toen ik mijn eerste schriftelijke en mondelingen vraag hierover stelde niet veel veranderd is. Er zijn nauwelijks speeltuinen bijgekomen en degene die er zijn hebben nog altijd meestal een kleine oppervlakte en zijn in slechte staat. Ik dien hieruit af te leiden dat kinderen van 2 tot 12 geen prioriteit voor de gemeente zijn.

Zal daar tijdens de twee laatste jaren van deze mandatuur nog iets aan veranderen ?

Antwoord :

Ukkel telt 12 speeltuinen van verschillende grootte die door de gemeentediensten worden beheerd en 2 speeltuinen die door Brussel Leefmilieu worden beheerd.

1. Wolvendaelpark (Dieweg);
2. Brugmannpark (Roze Hoevelaan);
3. Montjoiepark (Montjoielaan);
4. Groene ruimte Zandbeek (Zandbeekstraat);
5. Kattuïn (Boetendaelstraat);
6. Pergolatuïn (Neerstallesteenweg);
7. Berg van Sint-Job (Berg van Sint-Job);
8. Homborch (Jean Ballegeerstraat);
9. Gazelleplein (Gazellelaan);
10. Eikenbossquare (Eikenboslaan);
11. Regentuïn (Engelandstraat);
12. Jean Vander Elstplein.

Sinds 2019 zijn er vier speeltuinen aangelegd: Regentuïn (Engelandstraat), Eikenbossquare, Vander Elstplein (aangelegd dankzij de subsidie van Brussel Mobiliteit aan het bewonerscomité van Ukkel-centrum) en Berg van Sint-Job. Er zijn ook plannen om een nieuwe speeltuin te creëren aan de achterkant van het gemeentehuis, om de speeltuin aan de Gazellelaan te herstellen en uit te breiden en om de speeltuin in het Brugmannpark te herstellen en uit te breiden. De aanleg van een speeltuin in de nieuwe Engelandwijk wordt overwogen. De Groendienst laat zich inspireren door andere speeltuininitiatieven en bezoekt andere Brusselse speeltuinen. De Groendienst geeft de voorkeur aan natuurlijke materialen (hout) bij de keuze van nieuwe speeltoestellen.

De grootte van de speeltuinen varieert naar gelang van de omgeving en wordt bepaald door de beschikbare ruimte. Bij herstelling, als we genoeg ruimte hebben, vergroten we de speeltuin. We proberen ook het aandeel van "inclusieve" speeltuinen, d.w.z. toegankelijk voor kinderen of ouders met een handicap, te vergroten. Dit vergt een nieuwe aanpak en vormgeving van de klassieke speeltoestellen. Hiervoor liet de

gemeente zich inspireren door bestaande inclusieve speeltuinen en deed ze een beroep op de expertise van de gemeentelijke adviesraad voor mensen met een handicap.

De speeltuin van de Regentuin en de uitbreiding van de speeltuin Eikenbos zijn "vochtig" en vereisen ook een specifieke aanpak en ontwerp. Zij beantwoorden aan de noodzaak van aanpassing aan de klimaatverandering door koelte-eilanden te helpen creëren. Ze hebben ook een didactische roeping vanwege hun thema (water), waardoor het mogelijk is een speeltuin aan te bieden aan kinderen die vervolgens het behoud van vochtige gebieden mogelijk maakt.

De speeltuinen worden regelmatig gecontroleerd door onze gemeenschapswachten en tuiniers. Zij worden eenmaal per jaar gecontroleerd door een erkende instantie.

Bovendien wordt de speeltuin in het Wolvendaelpark grotendeels hersteld, waarbij rekening wordt gehouden met de toegankelijkheid voor gehandicapten (er zijn een synthetisch oppervlak en aangepaste kleuren voorgesteld). Alle speeltoestellen zullen inclusief zijn. Na uitgebreid overleg met Monumenten en Landschappen werd de aanvraag voor een bouwvergunning ingediend op 3 juni 2022. In dit stadium is de gewestelijke stadsplanning de aanvraag aan het behandelen.

De speeltuin in het Wolvendaelpark is erg druk en verslijt daarom snel. Er worden zeer regelmatig herstellingen uitgevoerd. In 2022 werd 17.446,32 euro geïnvesteerd voor herstellingen in deze speeltuin. Het oppervlak tussen de speelterreinen is alleen in de winter modderig door het intensieve gebruik van het terrein. De Groendienst heeft al geprobeerd om houtkrullen of gras te voorzien, maar niets werkt, terwijl een "harde" ondergrond niet is toegestaan in dit deel van de geklasseerde site, vandaar de werkzaamheden om het speeltuinnetwerk op gemeentelijk grondgebied te intensiveren.

De krullen worden om de twee jaar in het voorjaar vernieuwd. Toch zullen synthetische verhardingen, met hun duurzame alternatief van houtsnippers, ongetwijfeld de norm worden voor toekomstige speeltuincreaties en -renovaties. Dit laatste is echter duurder dan andere oppervlakken maar maakt de speelplaats toegankelijk voor kinderen en ouders met een handicap.

De informatie op de gemeentelijke website zal worden bijgewerkt.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
réponse QE M. Van de Cauter speeltuinen.pdf*

24.11.2022/A/0064 **Question écrite de M. De Bock : les chiffres de l'enlèvement des trottinettes.**

Lors du dernier conseil communal concernant le débat relatif à l'interdiction des trottinettes, le Bourgmestre a mentionné de nouveaux chiffres concernant l'enlèvement de celles-ci pour 2022.

1. Le Collège peut-il transmettre les chiffres actualisés en ventilant les dates auxquelles les enlèvements ont eu lieu et le nombre de trottinettes enlevées ainsi que les endroits relevés.
2. Qu'en est-il de l'évolution du montant des amendes enrôlées et adressées aux opérateurs ?

3. A ce jour, pour les 3 dernières années, le Collège peut-il transmettre les montants réellement payés par les opérateurs pour récupérer lesdites trottinettes ?
4. Certains opérateurs ont-ils fait abandon des trottinettes enlevées ? Quel est le sort réservé le cas échéant par la commune à celles-ci ?

Réponse :

1. En annexe, vous trouverez le tableau n°1 ventilant tant le nombre des trottinettes enlevées que les dates et les endroits des enlèvements. Ce chiffre évolue chaque semaine car une opération d'enlèvement est prévue hebdomadairement.
2. Dans le tableau 2 vous trouverez le total des amendes ventilées sur les différents opérateurs et étalées sur les 3 dernières années (depuis 2019)
Jusqu'en septembre 2022 l'amende s'élevait à 75 EUR par infraction. L'amende est augmentée à chaque récidive constatée par nos agents et à ce jour, l'amende, en cas de récidive, a été fixée par notre fonctionnaire sanctionneur à 200,00 euros par trottinette mal stationnée. Ce montant pourra encore évoluer.
3. Le traitement détaillé des sanctions administratives figure également au tableau 2. Le montant des amendes payées s'élève à la somme de 16.425 EUR.
4. Les trottinettes sont systématiquement récupérées par les opérateurs.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : het aantal verwijderde steps.

Tijdens de laatste gemeenteraad over het debat over het verbod op steps gaf de burgemeester nieuwe cijfers over de verwijdering van steps in 2022.

1. Kan het college geactualiseerde cijfers verstrekken met een specificatie van de data waarop de verwijderingen plaatsvonden, het aantal verwijderde steps en de betrokken locaties ?
2. Wat is de evolutie van het bedrag van de ingekohierde en aan de operatoren toegezonden boetes ?
3. Kan het college voor de afgelopen drie jaar de bedragen doorgeven die de operatoren daadwerkelijk hebben betaald om de steps terug te krijgen ?
4. Zijn er operatoren die afstand doen van verwijderde steps? Wat is het eventuele lot van deze steps voor de gemeente ?

Antwoord :

1. In de bijlage vindt u tabel nr. 1 met het aantal verwijderde steps en de data en locaties van de verwijderingen. Dit cijfer verandert elke week omdat er elke week een verwijdering is gepland.
2. In tabel 2 vindt u de totale boetes uitgesplitst per operator en gespreid over de afgelopen 3 jaar (sinds 2019).
Tot september 2022 bedroeg de boete 75 euro per overtreding. De boete wordt verhoogd voor elke recidive die door onze ambtenaren wordt vastgesteld en tot op heden is de boete voor een recidive door onze sanctionerende ambtenaar vastgesteld op 200 euro per slecht geparkeerde step. Dit bedrag kan nog veranderen.
3. De gedetailleerde behandeling van de administratieve sancties staat ook in tabel 2. De betaalde boetes bedragen 16.425 euro.
4. Steps worden systematisch gerecupereerd door de operatoren.

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen

Tableau 1 - Relevé des enlèvements.docx, Tableau 2 - Trottinette 2019 à 2022 -

24.11.2022/A/0065 **Question écrite de M. De Bock : les cartes de stationnement professionnelles.**

Les cartes professionnelles accordées par la commune ne sont pas systématiquement accordées. La demande de la carte de dérogation doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprise, soit d'un équivalent approuvé.

1. Combien de cartes professionnelles ont-elles été accordées en 2018-2019-2020-2021 ?
2. Combien de plans d'entreprise ou formulaires ou équivalent complétés ont-été rentrés ?
3. La commune a-t-elle fait l'analyse des données de ces plans d'entreprise de déplacement ou équivalent ? Quelles en sont ses conclusions ?
4. Pour 2021, la Commune peut-elle transmettre par entreprise, le nombre d'ETP que chacune représente, et le nombre de cartes professionnelles accordées ?

Réponse :

<u>STATISTIQUES DES CARTES PROFESSIONNELLES</u>				
	2018	2019	2020	2021
Cartes professionnelles	3689	3785	3571	3842
Nombre des formulaires complétés	14.887			

Le service ne demande pas de plan d'entreprise car la très grande majorité de ces établissements emploie moins de 100 travailleurs.

Quelques exceptions : les cliniques St- Elisabeth et la commune d'Uccle (+ CPAS), la zone de Police.

Ces entités appliquent le système « 2 km » (cela signifie qu'une carte de dérogation n'est ni demandée ni délivrée si le trajet maison-lieu de travail est inférieur à 2 km).

Chaque demande fait l'objet d'un traitement approfondi conformément à la réglementation en vigueur sur le territoire de la commune d'Uccle (documents requis).

Concernant la dernière question : Pas d'ETP demandé à ces entreprises car notre règlement ne prévoit pas l'instauration de cette restriction et aucun quota n'est demandé pour la délivrance des dérogations professionnelles.

Les sociétés gèrent donc en interne, par le biais d'un référent, l'attribution d'une carte de dérogation que ce soit à un travailleur à temps plein ou à temps partiel.

Notre Administration perçoit le montant du total des cartes délivrées, suivant le taux progressif fixé par l'Ordonnance.

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

- 200 € par an pour chacune des cinq premières cartes;

- 300 € par an de la sixième à la vingtième carte;
- 600 € par an de la vingt-et-unième à la trentième carte;
- 800 € par an pour chaque carte supplémentaire.

Les entreprises sont libres d'intervenir ou non dans le prix des dérogations demandées par leurs collaborateurs.

En réponse au point 4, notre service comptabilise, pour l'année 2021, 3842 cartes professionnelles actives pour 925 entreprises/entités et indépendants. En raison de la législation relative à la protection des données, nous ne communiquons pas la liste de ces entreprises, certaines entités étant constituées d'une seule personne physique, ce qui est le cas des indépendants. Enfin, sachez que certains employeurs regroupent plusieurs entités (ex. : commune d'Uccle qui comprend le centre administratif + les écoles + les crèches).

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : de professionele parkeerkaarten.

De door de gemeente toegekende professionele parkeerkaarten worden niet systematisch toegekend. Het verzoek om een parkeerkaarten moet, afhankelijk van het geval, vergezeld gaan van een school- of bedrijfsreisplan of van een goedgekeurd equivalent.

1. Hoeveel professionele parkeerkaarten zijn er toegekend in 2018-2019-2020-2021 ?
2. Hoeveel ingevulde bedrijfsplannen of -formulieren of gelijkwaardige documenten werden teruggestuurd ?
3. Heeft de gemeente de gegevens van deze bedrijfsreisplannen of gelijkwaardige plannen geanalyseerd ? Wat zijn haar conclusies ?
4. Kan de gemeente voor 2021 voor elk bedrijf het aantal VTE's en het aantal toegekende professionele parkeerkaarten meedelen ?

Antwoord :

<i>STATISTIQUES DES CARTES PROFESSIONNELLES</i>				
	2018	2019	2020	2021
Cartes professionnelles	3689	3785	3571	3842
Nombre des formulaires complétés	14.887			

De dienst vraagt geen ondernemingsplan omdat de overgrote meerderheid van deze inrichtingen minder dan 100 werknemers in dienst heeft.

Enkele uitzonderingen : de Sint-Elisabethziekenhuizen, de gemeente Ukkel (+ OCMW) en de politiezone. Deze entiteiten passen het "2 km"-systeem toe (dit betekent dat geen parkeerkaart wordt aangevraagd of afgegeven indien de woon-werkafstand minder dan 2 km bedraagt).

Elke aanvraag wordt in detail behandeld volgens het in de gemeente Ukkel geldende reglement (vereiste documenten).

Wat de laatste vraag betreft : aan deze bedrijven worden geen VTE's gevraagd omdat ons reglement niet in de invoering van deze beperking voorziet en er geen quota worden gevraagd voor de afgifte van vrijstellingen voor beroepsdoeleinden.

De ondernemingen beheren dus intern, via een referent, de toekenning van een vrijstellingskaart aan een voltijdse of deeltijdse werknemer.

Ons bestuur int het bedrag van het totale aantal uitgegeven kaarten, volgens het progressieve tarief dat in de ordonnantie is vastgesteld.

De prijzen van kaarten voor bedrijven en zelfstandigen stijgen als volgt :

- € 200 per jaar voor elk van de eerste vijf kaarten;
- € 300 per jaar voor de zesde tot en met de twintigste kaart;
- € 600 per jaar van de 21ste tot de 30de kaart;
- € 800 per jaar voor elke extra kaart;

Het staat ondernemingen vrij om al dan niet in te grijpen in de prijs van de door hun werknemers aangevraagde vrijstellingen.

In antwoord op punt 4 : voor het jaar 2021 telt onze dienst 3.842 actieve professionele kaarten voor 925 bedrijven/entiteiten en zelfstandigen. Wegens de wetgeving inzake gegevensbescherming delen wij de lijst van deze bedrijven niet mee, aangezien sommige entiteiten uit één enkele natuurlijke persoon bestaan, wat het geval is voor zelfstandigen.

Ten slotte moet u weten dat sommige werkgevers verschillende entiteiten groeperen (bv. : gemeente Ukkel die het administratieve centrum + de scholen + de kinderdagverblijven omvat).

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. De Bock - carte de stationnement.pdf

24.11.2022/A/0066 **Question écrite de M. De Bock : gestion du site du Broek.**

Le Collège a proposé lors du dernier conseil communal du 29 septembre 2022 une convention liant la commune pour la gestion déléguée du site du Broek explicitant notamment que « il a été estimé que les frais de Natagora pour la gestion du Broek étaient d'environ 1.000 € par an (achat / entretien / renouvellement du matériel, consommables, ...) ».

1. Le Collège peut-il expliciter qui a effectué ces estimations ?
2. Le Collège peut-il transmettre lesdites estimations en ventilant poste par poste les dépenses ainsi que les factures/tickets justifiant ces consommables tenant compte de leur amortissement et de leur achat pour d'autres sites également ?
3. Comment la gestion du Site était-elle réalisée jusqu'à présent, ainsi que le

défraiement des frais exposés par celles et ceux qui en assuraient la gestion ?

Réponse :

1. Une estimation a été faite de manière conjointe par le service vert et le service de l'environnement sur base des prix reçus par les entreprises lors de procédure de marché.

2. Le marais doit être géré en tant qu'espace vert sur une surface d'environ 5.400 m².

Ce qui doit être fait sur le site :

- débroussaillage sur environ la moitié de sa surface, le prix d'un débroussaillage est d'environ 0,5 €/m², le montant annuel est donc d'environ 1.350€/an;

- taille sur le côté de la rue de Pêcheurs : environ 64 mètre-courant à tailler à 8 €/mc, le montant annuel est donc d'environ 512 €/an;

- nettoyer les massifs restant, environ 1.500 m² à 0,4 €/m², le montant annuel est donc d'environ 600€/an.

Nous ne sommes pas en possession de tickets ou de facture, il s'agit d'une association bien connue de tous qui effectue tout cela gratuitement depuis plus de 10 ans.

3. Par Natagora, de façon gratuite depuis environ 10 ans.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : beheer van de Broeksite.

Het college stelde in de laatste gemeenteraad van 29 september 2022 een overeenkomst voor die de gemeente bindt voor het gedelegeerd beheer van de Broeksite, waarbij het met name uitlegde dat "de kosten van Natagora voor het beheer van het Broek werden geraamd op ongeveer € 1.000 per jaar (aankoop/onderhoud/vernieuwing van materiaal, verbruiksgoederen, enz.)".

1. Kan het college uitleggen wie deze ramingen heeft gemaakt ?

2. Kan het college deze ramingen verstrekken, met een uitsplitsing van de uitgaven per artikel, en de facturen/tickets die deze verbruiksgoederen rechtvaardigen, rekening houdend met hun afschrijving en hun aankoop voor andere locaties ?

3. Hoe is het beheer van de site tot nu toe verlopen en hoe is de vergoeding van de kosten van de beheerders ervan geregeld ?

Antwoord :

1. De Groendienst en de Milieudienst hebben gezamenlijk een raming gemaakt op basis van de prijzen die de bedrijven tijdens de opdrachtprocedure hebben ontvangen.

2. Het moerasgebied zal worden beheerd als groene ruimte op een oppervlakte van ongeveer 5.400 m².

Wat moet er gebeuren op de site:

- opschonen van ongeveer de helft van de oppervlakte, de prijs van een opschoning is ongeveer € 0,5/m², het jaarlijkse bedrag is dus ongeveer € 1.350/jaar.

- snoeien aan de kant van de Visserijstraat: ongeveer 64 lopende meter te snoeien tegen € 8/sm, het jaarlijkse bedrag is dus ongeveer € 512/jaar.

- schoonmaken van de resterende bloemperken, ongeveer 1.500 m² tegen € 0,4/m², het jaarlijkse bedrag is dus ongeveer € 600/jaar.

We beschikken niet over tickets of facturen. Het is een bij iedereen bekende

vereniging die dit alles al meer dan 10 jaar gratis doet.

3. Door Natagora, gratis voor ongeveer 10 jaar.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. De Bock site du Broek.pdf

24.11.2022/A/0067 **Question écrite de M. Desmet : l'enlèvement des trottinettes.**

La question des trottinettes mal garées sur la voie publique a été abordée lors du second Conseil communal de septembre.

Complémentairement aux réponses fournies, j'aimerais savoir le suivi lorsqu'une trottinette gênant le passage des piétons est retirée :

1. où est-elle entreposée ?
2. quel est actuellement le montant demandé lors de sa reprise ?
3. combien sont effectivement reprises ?

Pourriez-vous, dans votre réponse, décliner par opérateur le nombre de trottinettes reprises depuis que l'enlèvement est opéré ?

Réponse :

1. Les trottinettes sont entreposées au 103 rue de Stalle (ancienne propriété bpost);
2. Jusqu'en septembre 2022 l'amende s'élevait à 75 euros par infraction. L'amende est augmentée à chaque récidive constatée par nos agents et à ce jour, l'amende, en cas de récidive, a été fixée par notre fonctionnaire sanctionnateur à 200 euros. Ce montant pourra encore évoluer.
3. Quatre opérations ont été organisées entre le 20 septembre et le 10 octobre, 120 trottinettes ont été enlevées. Toutes les trottinettes enlevées sont systématiquement reprises par les opérateurs.

Pour votre parfaite information, une opération d'enlèvement est maintenant organisée chaque semaine.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Desmet : het verwijderen van steps.

Tijdens de tweede gemeenteraad van september werd de kwestie van slecht geparkeerde steps op de openbare weg besproken.

In aanvulling op de gegeven antwoorden zou ik graag willen weten wat er gebeurt als een step die voetgangers hindert wordt verwijderd :

1. Waar wordt die gestald ?
2. Wat is het bedrag dat momenteel in rekening wordt gebracht als de step wordt opgehaald ?
3. Hoeveel worden er daadwerkelijk opgehaald ?

Kunt u in uw antwoord aangeven hoeveel steps er per operator zijn opgehaald sinds de verwijdering ?

Antwoord :

1. De steps worden gestald in de Stallestraat 103 (voormalig eigendom bpost);
 2. Tot september 2022 bedroeg de boete 75 euro per overtreding. De boete wordt verhoogd voor elke recidive die door onze ambtenaren wordt vastgesteld en tot op heden is de boete voor een recidive door onze sanctionerende ambtenaar vastgesteld op 200 euro per slecht geparkeerde step. Dit bedrag kan nog veranderen.
 3. Tussen 20 september en 10 oktober werden vier acties georganiseerd, waarbij 120 steps werden verwijderd. Alle verwijderde steps worden systematisch gerecupereerd door de operatoren.
- Ter informatie : er wordt nu elke week een verwijdering georganiseerd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Desmet - Enlèvement trottinettes.pdf

24.11.2022/A/0068 **Question écrite de M. Cools : le renouvellement des cartes riverains.**

En réponse à une question écrite que je posais sur les cartes riverains il m'a été répondu le 1er juillet 2021 que très logiquement un rappel papier n'était pas adressé à tous les titulaires de cette carte de la fin de validité de celle-ci. Ceci pour des raisons environnementales (économie de papier) et de coût postal. Par contre la réponse m'indiquait que « Un mail d'avertissement est cependant envoyé à toutes les personnes qui nous ont communiqué une adresse mail ». Est-ce toujours le cas ou bien ce mail n'est-il plus adressé systématiquement ? Plusieurs ucclois, qui avaient communiqué leur mail, m'ont informé de pas avoir reçu un rappel par courriel de la fin de validité de leur carte de riverain. Est-ce le reflet d'un abandon des rappels par mail ?

Réponse :

Le service Parking n'a nullement abandonné l'envoi systématique, un mois avant la date d'expiration, d'un mail de rappel. Il arrive toutefois que le courriel ne parvienne pas à son destinataire si ce dernier a, par exemple, changer d'adresse mail entre temps (et n'a pas communiqué cette modification au service). Par ailleurs, la quittance, remise à l'occasion de chaque renouvellement de la dérogation, mentionne la date d'échéance et constitue un autre moyen de rappel fourni en début de période à chaque titulaire.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : de vernieuwing van de bewonerskaart.

In antwoord op een schriftelijke vraag die ik stelde over de bewonerskaarten, kreeg ik op 1 juli 2021 te horen dat logischerwijs niet aan alle kaarthouders een papieren herinnering werd gestuurd wanneer hun kaart afliep. Dit was om milieuredenen (besparing van papier) en verzendingskosten. Aan de andere kant gaf het antwoord aan dat "een waarschuwingmail wordt gestuurd naar iedereen die ons een e-mailadres heeft gegeven". Is dit nog steeds het geval of wordt deze e-mail niet meer systematisch verzonden ? Verscheidene bewoners die hun e-mailadres hadden opgegeven, deelden mij mee dat zij geen herinnering per e-mail hadden ontvangen over het einde van de geldigheid van hun bewonerskaart. Is dit een weerspiegeling van het feit dat de herinneringen per e-mail zijn afgeschaft ?

Antwoord :

De dienst Parking is geenszins afgestapt van het systematisch versturen van een herinnering per e-mail één maand voor de vervaldatum.

Het is echter mogelijk dat de e-mail de ontvanger niet bereikt indien deze bijvoorbeeld in de tussentijd zijn of haar e-mailadres heeft gewijzigd (en deze wijziging niet aan de dienst heeft doorgegeven).

Bovendien vermeldt het ontvangstbewijs, dat bij elke verlenging van de ontheffing wordt verstrekt, de vervaldatum en vormt het een ander herinneringsmiddel dat aan het begin van de periode aan elke houder wordt verstrekt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Cools sur le renouvellement des cartes de riverain.pdf

24.11.2022/A/0069 **Proposition de motion de M. De Bock visant le plafonnement des loyers publics.- report du 08/09/2022- report du 29/09/2022- report du 20/10/2022**

Le point est reporté.

Voorstel van motie door de h. De Bock strekkend tot de vaststelling van een bovengrens voor openbare huurprijzen.- uitstel van 08/09/2022- uitstel van 29/09/2022- uitstel van 20/10/2022

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Proposition de MOTION de M. De Bock - plafonnement loyers publics.docx

24.11.2022/A/0070 **Interpellation de M. Cools : le projet de construction de logements sociaux**

Vervloet II.

M. Cools rappelle que la SLRB, pour le compte de Binhôme, a introduit une demande de permis d'urbanisme pour la construction de 36 logements sociaux sous forme d'appartements rue François Vervloet. Ce projet consiste à bâtir sur une zone verte de fait trois immeubles de gabarit rez-de-chaussée + 4 étages.

Ce projet contrevient aux engagements pris par la SLRB et la SUL (dont Binhôme est le successeur) lors de l'instruction du permis d'urbanisme pour la construction de 34 logements rue des Trois Rois et rue François Vervloet. Les engagements pris manifestaient la volonté de maintenir la zone verte de fait de 54 ares sur le site d'implantation du nouveau projet de logements sociaux. Cette volonté apparaît clairement dans les considérants du permis d'urbanisme délivré à la SUL le 1^{er} décembre 2006 pour la constructions des 34 logements à l'alignement des rues François Vervloet et des Trois Rois :

« Considérant qu'en ce qui concerne le projet, il prolonge de la sorte la zone verte du PRAS (en intérieur d'îlot) par le maintien d'une importante partie de l'espace vert existant en zone d'habitation; le projet et ses jardins s'implantent sur +/- 15 ares de l'espace vert de fait et sur une profondeur variable qui ne dépasse pas 30 mètres à compter de l'alignement; en sus des 1.620 m² de zone verte prévus au PRAS, il maintient la zone verte de fait en zone d'habitation sur près de 54 ares; la superficie totale d'espace vert prévue par le projet s'élève à ± 70 ares, soit 63 % de la surface totale du bien;

Considérant que l'implantation projetée, par sa composition d'habitat groupé, permet de maintenir non bâtie une forte proportion de la partie de la parcelle en zone d'habitation au PRAS;

Considérant que les faibles gabarits projetés font de cet ensemble un « habitat dans la verdure », ce qui répond au caractère du quartier et au bon aménagement des lieux ».

Cet engagement de préserver cette zone d'espace vert de fait avait été rappelé par le Collège à la fin de la législature précédente lorsqu'il avait appris l'intention de la SLRB de construire un immeuble de gabarit rez-de-chaussée + 5 étages et deux autres immeubles de gabarit rez-de-chaussée + 4 étages. Il est inconcevable de remettre en cause aujourd'hui l'engagement de 2005-2006 qui avait conditionné la délivrance du permis d'urbanisme. De plus, le terrain concerné est très humide et l'urbanisation envisagée ne correspond en aucune manière à la typologie de l'habitat environnant et dès lors au bon aménagement des lieux. Les trois immeubles projetés sont implantés très près les uns des autres (au point le plus proche, il n'y a que 8 mètres qui séparent deux de ces immeubles). Pour les 36 appartements qui totalisent ensemble 81 chambres, il n'y a que 11 emplacements de parking implantés en surface et en mitoyenneté avec la parcelle en zone verte au PRAS.

La seule réponse à donner à un tel projet ne peut être que le refus.

M. Cools espère que le Collège posera tous les actes nécessaires pour qu'il en soit ainsi.

La Commission de concertation était partagée sur ce projet. Les représentants de la Région ont émis un avis favorable, moyennant quelques conditions tout à fait homéopathiques.

Les représentants de la commune ont émis quant à eux un avis défavorable, auquel M. Cools se range, même si cet avis laisse la porte ouverte à des constructions car ces dernières seraient en l'occurrence respectueuses de l'environnement bâti et des caractéristiques du quartier.

M. Cools est inquiet pour l'avenir. Si le Fonctionnaire délégué ne donne pas raison à la commune, le Collège est-il prêt à toutes les voies de recours possibles (recours au gouvernement, et action devant le Conseil d'Etat en cas d'échec de ce recours) ?

La Région ayant fait preuve d'une attitude similaire dans le cas du dossier Calevoet, M. Cools espère que le Collège fera preuve d'une plus grande fermeté.

M. Cools signale à cet égard que la fermeté dont le Collège avait fait preuve lors des mandatures précédentes a permis d'obtenir des résultats.

M. l'Echevin Biermann confirme que le Collège a émis un avis défavorable en raison des éléments suivants : le gabarit, l'implantation, le non-respect de la zone verte, la proximité entre les immeubles, leur typologie, qui convient davantage à des bureaux qu'à des logements, le non-sens que constituerait l'aménagement en plein air de 11 places de stationnement le long de la mitoyenneté.

Par ailleurs, il faut aussi comprendre la mission des sociétés de logement public, qui doivent répondre à l'obligation de créer un plus grand nombre de logements de qualité en région bruxelloise.

Le problème réside dans le fait que la commune souhaite que ces terrains, situés sur son territoire, demeurent non bâtis alors que la Région en est propriétaire et que le PRAS les destine à l'habitat.

La recherche d'alternatives constitue le défi à relever. Les solutions reposent notamment sur les charges d'urbanisme des grands projets qui ont été évoqués au cours de cette séance.

Dans le cas du projet Calevoet, il y a peu de charges d'urbanisme puisqu'il s'agit d'une reconversion de bureaux, et une divergence de vues est apparue lors de la commission de concertation entre la commune et Bruxelles-Environnement d'une part et Urban Brussels d'autre part.

M. l'Echevin Biermann rejoint M. Cools lorsque celui-ci évoque le recours au gouvernement, qui constitue une sorte de procédure d'appel quant au fond auprès de l'autorité dotée du pouvoir de modifier le contenu du permis délivré.

Le Conseil d'Etat, quant à lui, ne se prononce pas sur le contenu mais sur la motivation juridique d'une décision. La procédure devant le Conseil d'Etat ne peut donc être considérée comme un appel du recours au gouvernement. Si le Conseil d'Etat donne raison au demandeur dans ce domaine, il annulera le permis délivré.

M. l'Echevin Biermann estime donc qu'un recours au gouvernement serait, le cas échéant, légitime pour réformer le projet en intégrant les remarques émises en cours de procédure par les représentants de la commune.

Le Collège est à cet égard dans l'attente de la réaction de la SLRB suite à l'avis émis par la commission de concertation.

Il n'y a pas lieu pour le moment de faire un procès d'intention : il est possible que la SLRB prenne en considération les remarques constructives formulées par la commune et que le Fonctionnaire délégué se rallie à l'idée d'une modification du projet.

Dans le cas contraire, il faudra envisager l'introduction d'un recours.

M. Collin estime que ce projet immobilier risque de nuire à la biodiversité. Les écologistes sont favorables à la construction de logements, mais à condition qu'ils soient établis sur un tissu urbain préexistant, de manière à préserver les espaces verts.

M. Cools n'a jamais considéré le recours au Conseil d'Etat comme un appel du recours au gouvernement. Il a simplement voulu préciser que, dans le cas où le recours au gouvernement n'aboutirait pas, il faudra examiner si des éléments de droit, tels que par exemple le non-respect du règlement régional d'urbanisme, ne permettraient pas de fonder une action devant le Conseil d'Etat.

M. Cools invite le Collège à ne pas tergiverser et à établir dès à présent des contacts avec la SLRB et le Fonctionnaire délégué afin d'assurer une évolution favorable à ce dossier.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : bouwproject van de sociale woningen "Vervloet

II".

De h. Cools herinnert eraan dat de BGHM namens Binhôme een aanvraag voor een bouwvergunning heeft ingediend voor de bouw van 36 sociale woningen in de vorm van appartementen in de François Vervloetstraat. Dit project bestaat uit de bouw van drie gebouwen met bouwhoogte begane grond + 4 verdiepingen op een de facto groengebied.

Dit project is in strijd met de toezeggingen die de BGHM en de UHM (waarvan Binhôme de opvolger is) hebben gedaan tijdens het onderzoek van de bouwvergunning voor de bouw van 34 woningen in de Drie Koningenstraat en de François Vervloetstraat. Uit de gedane toezeggingen blijkt de wens om de facto groengebied van 54 are op het terrein van het nieuwe sociale woningbouwproject te handhaven. Deze wens staat duidelijk vermeld in de overwegingen van de bouwvergunning die op 1 december 2006 aan de UHM is afgegeven voor de bouw van 34 woningen in het verlengde van de François Vervloetstraat François Vervloet en de Drie Koningenstraat :

"Considérant qu'en ce qui concerne le projet, il prolonge de la sorte la zone verte du GBP (en intérieur d'îlot) par le maintien d'une importante partie de l'espace vert existant en zone d'habitation; le projet et ses jardins s'implantent sur ± 15 ares de l'espace vert de fait et sur une profondeur variable qui ne dépasse pas 30 mètres à compter de l'alignement; en sus des 1.620 m² de zone verte prévus au PRAS, il maintient la zone verte de fait en zone d'habitation sur près de 54 ares; la superficie totale d'espace vert prévue par le projet s'élève à ± 70 ares, soit 63 % de la surface totale du bien;

Considérant que l'implantation projetée, par sa composition d'habitat groupé, permet de maintenir non bâtie une forte proportion de la partie de la parcelle en zone d'habitation au GBP;

Considérant que les faibles gabarits projetés font de cet ensemble un « habitat dans la verdure », ce qui répond au caractère du quartier et au bon aménagement des lieux."

Deze verbintenis om dit gebied van de facto groengebied te behouden werd door het college aan het eind van de vorige legislatuur in herinnering gebracht toen het vernam dat de BGHM van plan was een gebouw met bouwhoogte begane grond + 5 verdiepingen en twee andere gebouwen met bouwhoogte begane grond + 4 verdiepingen te bouwen. Het is ondenkbaar dat de in 2005-2006 aangegane verbintenis, die een voorwaarde was voor het verlenen van de bouwvergunning, nu ter discussie wordt gesteld. Bovendien is het betrokken terrein zeer vochtig en stemt de geplande verstedelijking geenszins overeen met de typologie van de omringende habitat en dus met de goede inrichting van het gebied. De drie geplande gebouwen liggen zeer dicht bij elkaar (op het dichtstbijzijnde punt zijn er slechts 8 meter tussen twee van de gebouwen). Voor de 36 appartementen, die samen 81 kamers hebben, zijn er slechts 11 parkeerplaatsen op het terrein en gemeenschappelijk met het perceel in een groengebied in het BGP.

Het enige antwoord op een dergelijk project kan alleen maar weigering zijn.

De h. Cools hoopt dat het college al het nodige zal doen om dit te garanderen.

De overlegcommissie was verdeeld over dit project. De vertegenwoordigers van het Gewest hadden een gunstig advies uitgebracht, onder enkele nogal homeopathische voorwaarden.

De vertegenwoordigers van de gemeente brachten een ongunstig advies uit, waarmee de h. Cools instemde, ook al liet dit advies de deur open voor bebouwing, aangezien dit de bebouwde omgeving en de kenmerken van de wijk zou respecteren.

De h. Cools maakt zich zorgen over de toekomst. Indien de gedelegeerde ambtenaar het niet eens is met de gemeente, is het college dan bereid alle mogelijke rechtsmiddelen aan te wenden (beroep bij de regering en actie bij de Raad van State indien dit beroep faalt) ?

Aangezien het Gewest in de zaak Calevoet een soortgelijke houding had aangenomen, hoopt hij dat het college zich standvastiger zou opstellen.

De h. Cools wijst erop dat de standvastigheid die het college in vorige mandaten aan de dag heeft geleid, tot resultaten heeft geleid.

Schepen Biermann bevestigt dat het college een ongunstig advies had uitgebracht wegens de volgende elementen: de bouwhoogte, de ligging, het niet respecteren van het groengebied, de nabijheid tussen de gebouwen, hun typologie die meer geschikt is voor kantoren dan voor woningen, de nutteloze inrichting van 11 parkeerplaatsen in de open lucht langs de gemeenschappelijke grens.

Anderzijds moet men ook de opdracht van de openbare huisvestingsmaatschappijen begrijpen, die moeten voldoen aan de verplichting om in het Brusselse gewest meer kwaliteitsvolle woningen te creëren.

Het probleem ligt in het feit dat de gemeente wil dat deze percelen, die zich op haar grondgebied bevinden, onbebouwd blijven, terwijl het Gewest er eigenaar van is en het GBP ze bestemt voor woningbouw.

De uitdaging is om alternatieven te vinden. De oplossingen zijn met name gebaseerd op de stedenbouwkundige lasten van grote projecten die tijdens deze zitting zijn aangehaald.

In het geval van het Calevoetproject zijn er weinig stedenbouwkundige lasten omdat het gaat om een verbouwing van kantoren en er tijdens de overlegcommissie een meningsverschil was tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel enerzijds en Urban Brussel anderzijds.

Schepen Biermann was het eens met de h. Cools toen hij het had over het beroep bij de regering, een soort beroepsprocedure ten gronde bij de instantie die bevoegd is om de inhoud van de afgegeven vergunning te wijzigen.

De Raad van State doet daarentegen geen uitspraak over de inhoud maar over de rechtsgronden van een besluit. De procedure voor de Raad van State kan dus niet worden beschouwd als een beroep bij de regering. Indien de Raad van State de verzoeker in het gelijk stelt, zal hij de afgegeven vergunning nietig verklaren.

Schepen Biermann is daarom van mening dat een beroep bij de regering, indien nodig, legitiem zou zijn om het project te hervormen met integratie van de opmerkingen die tijdens de procedure door de vertegenwoordigers van de gemeente werden geformuleerd.

In dit verband wacht het college op de reactie van de BGHM naar aanleiding van het advies van de overlegcommissie.

Er is momenteel geen reden om vooroordelen naar voren te brengen: het is mogelijk dat de BGHM de constructieve opmerkingen van de gemeente in aanmerking zal nemen en dat de gedelegeerde ambtenaar het idee van wijziging van het project zal steunen.

Zo niet, dan zou een beroep moeten worden overwogen.

De h. Collin is van mening dat dit woningbouwproject de biodiversiteit kan schaden. De ecologen zijn voorstander van woningbouw, maar op voorwaarde dat deze wordt gebouwd op een reeds bestaand stedelijk weefsel zodat de groene ruimtes worden behouden.

De h. Cools heeft het beroep bij de Raad van State nooit beschouwd als een beroep bij de regering. Hij wou enkel duidelijk maken dat, mocht het beroep bij de regering niet succesvol zijn, moet worden onderzocht of er juridische elementen zijn, zoals niet-naleving van de voorschriften van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening, die een basis zouden kunnen vormen voor een beroep bij de Raad van State.

Hij verzoekt het college niet te talmen en contact op te nemen met de BGHM en de

gedelegeerde ambtenaar om ervoor te zorgen dat dit dossier gunstig evolueert.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation projet de construction de logements sociaux Vervloet II.docx

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

Cédric Didier Norré quitte la séance / verlaat de zitting.

Yannick Franchimont préside la séance / zit de zitting voor.

24.11.2022/A/0071

Interpellation de Mme Fremault : l'accessibilité des bâtiments communaux aux personnes en situation de handicap.

Mme Fremault signale qu'encore aujourd'hui, il n'est pas exceptionnel de constater que certains bâtiments publics ne sont pas pleinement accessibles aux personnes en situation de handicap, qu'il s'agisse d'un handicap moteur, sensoriel ou mental. Ce n'est pas acceptable dans la société actuelle et cela contrevient aux droits fondamentaux, dont l'article 9, relatif à l'accessibilité, de la Convention de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) sur les droits des personnes handicapées du 30 mars 2007, ratifiée par la Belgique le 2 juillet 2009.

Dès lors, il est de la responsabilité des pouvoirs publics, et donc de la commune, de garantir cette accessibilité universelle.

Le nouveau centre administratif montre l'exemple en la matière. En effet, ce bâtiment récemment inauguré est 100 % accessible aux différents types de handicap. Il y a lieu d'en être fier, mais cela ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt.

Le Parlement bruxellois a adopté récemment en commission « Développement territorial », avec la collaboration de Mme Czekalski, une résolution relative à l'accessibilité qui permettra d'outiller l'ensemble des bâtiments publics de la Région de manière à ce qu'ils soient enfin accessibles à tous d'ici 2033.

2033 peut paraître une date butoir lointaine dans le calendrier politique. Néanmoins, il n'est pas inutile de s'interroger sur l'état actuel des différents bâtiments publics et de prévoir des actions fortes.

Dispose-t-on d'un état des lieux actualisé de l'accessibilité des bâtiments publics uclois (écoles, bibliothèques, piscine, etc.) ? Si c'est le cas, quels sont les constats posés ? Si ce n'est pas le cas, est-il prévu d'étudier ce problème en détail ?

Un plan d'action visant la mise en conformité des bâtiments ciblés comme « problématiques » est-il prévu à court, moyen et long terme ?

M. Cohen remercie Mme Fremault d'avoir étendu sa réflexion à l'ensemble des handicaps.

Il insiste sur la nécessité de prévoir des accès pour les personnes à mobilité réduite (PMR) dans le nouveau bâtiment de la police d'Uccle.

M. l'Echevin Hublet remercie Mmes Fremault et Czekalski pour leur dépôt d'une résolution sur les PMR, discutée et approuvée le 10 octobre dernier en commission « Développement territorial » du Parlement bruxellois.

L'ensemble des bâtiments publics uclois est censé être accessible à tous en 2033. Vu que des sanctions pourraient être prévues pour les contrevenants, il convient de faire preuve de proactivité, de manière à ce que l'accès aux handicapés devienne une réalité concrète et ne se limite pas à un simple slogan.

L'accès aux handicapés est pris en considération lors de toute rénovation ou construction de bâtiments, en s'appuyant sur l'expertise d'un bureau d'études

spécialisé dans les techniques d'accès pour les personnes porteuses de handicap, en l'occurrence le bureau « AMT Concept », qui a été redésigné par le Collège en juillet dernier. L'avis du Conseil consultatif de la personne porteuse de handicap est également sollicité.

- Les bâtiments suivants sont accessibles aux PMR :
- Centre administratif d'Uccle;
- Crèche du Homborch;
- Bibliothèque de Neerstalle;
- Salle omnisports « La Tribune »;
- Crèche du chat, en cours de rénovation et d'extension;
- Toilettes du Centre culturel, avec instauration d'une boucle magnétique;
- Ascenseur de la Ferme Rose;
- Nouveaux bâtiments de l'école des Eglantiers;
- Section maternelle de l'école de Calevoet;
- Nouveaux bâtiments de l'école du Merlo (phases 1 et 2);
- École du Val Fleuri.

D'autres projets sont encore à l'étude :

- La transformation du bâtiment de l'école de promotion sociale du n° 25 de la rue Auguste Danse;
- L'extension de la crèche des grands du Homborch;
- La construction d'un nouveau bâtiment à l'ICPP;
- La rénovation complète de la salle des sports Stroobant;
- Les accès à la bibliothèque du Centre;
- Les jardins de la Maison des Arts et de l'Ecole d'Art d'Uccle.

Il est toutefois impossible de transformer certains bâtiments (notamment les bâtiments scolaires) pour les rendre accessibles aux PMR, en raison de leur structure particulière et du coût d'une telle rénovation, notamment pour y introduire un ascenseur adapté. C'est notamment le cas des écoles du Longchamp, du Centre, de Saint-Job, du Homborch, de la section primaire de l'école de Calevoet, de l'ancien bâtiment de l'école des Eglantiers et de l'actuel bâtiment de l'ICPP.

Mme Fremault souhaite qu'Uccle continue à être un exemple en la matière.

Il y a lieu de souligner le fait que le handicap fasse l'objet d'une compétence échevinale au sein du Collège ucclois, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans d'autres communes.

Elle salue également le travail mené par le Conseil consultatif de la personne porteuse de handicap, des initiatives telles que « SAM Difference », ou le festival de films sur le handicap et les différences de l'ASBL EOP (Extra & Ordinary People) qui débouche sur des coopérations avec des instances telles que la Cocof, Phare (service régional « Personnes handicapées – Autonomie recherchée ») ou l'Awicq (Agence wallonne pour une vie de qualité).

Le projet relatif à la statue « Handicap » est de nature à visibiliser le handicap dans l'espace public.

Les centres de jour, les centres d'hébergement et les établissements scolaires présents sur le territoire ucclois mènent un travail de qualité en ce domaine.

Mme Fremault suggère la mise en place d'un groupe de travail destiné à l'élaboration

du cadre budgétaire des projets à mettre en œuvre en vue de l'objectif de 2033.

La politique à développer à l'égard des bâtiments scolaires doit tenir compte des modifications législatives relatives aux pôles territoriaux.

Il faudra aussi accorder une attention particulière aux personnes souffrant de handicap mental ou affectées de troubles autistiques, en veillant à mettre en place des pictogrammes colorés, des signes sonores et lumineux.

M. l'Echevin Hublet prend bonne note des remarques de Mme Fremault, qui seront débattues au sein du Collège.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Fremault : de toegang tot de gemeentegebouwen voor personen met een beperking.

Volgens **Mevr. Fremault** is het ook nu nog niet ongewoon om vast te stellen dat sommige openbare gebouwen niet volledig toegankelijk zijn voor mensen met een motorische, zintuiglijke of mentale handicap. Dit is onaanvaardbaar in de huidige samenleving en in strijd met de grondrechten, waaronder artikel 9, betreffende toegankelijkheid, van het Verdrag van de Verenigde Naties (VN) inzake de rechten van personen met een handicap van 30 maart 2007, door België bekrachtigd op 2 juli 2009.

Het is dus de verantwoordelijkheid van de overheid, dus de gemeente, om deze universele toegankelijkheid te garanderen.

Het nieuwe administratieve centrum is in dit opzicht een voorbeeld. Dit onlangs in gebruik genomen gebouw is 100 % toegankelijk voor alle soorten handicaps. Dit is iets om trots op te zijn maar het mag hier niet bij blijven.

Het Brusselse parlement heeft onlangs in de commissie Territoriale Ontwikkeling met medewerking van mevr. Czekalski een resolutie over toegankelijkheid aangenomen waardoor alle openbare gebouwen van het Gewest tegen 2033 voor iedereen toegankelijk zullen zijn.

2033 lijkt misschien ver weg op de politieke kalender. Toch is het niet nutteloos om de huidige staat van de verschillende openbare gebouwen ter discussie te stellen en krachtige acties te plannen.

Hebben we een bijgewerkte inventaris van de toegankelijkheid van Ukkelse openbare gebouwen (scholen, bibliotheken, zwembad enz.) ? Zo ja, wat zijn de vaststellingen ? Zo niet, is er een plan om dit probleem in detail te bestuderen ?

Is er een actieplan gepland om de als "problematisch" aangemerkte gebouwen op korte, middellange en lange termijn aan de eisen te laten voldoen ?

De h. Cohen bedankt mevr. Fremault voor de uitbreiding van haar beschouwing tot alle handicaps.

Hij benadrukt dat het nieuwe politiegebouw in Ukkel toegankelijk moet zijn voor personen met een beperkte mobiliteit (PBM).

Schepen Hublet bedankt mevr. Fremault en mevr. Czekalski voor het indienen van een resolutie over PBM's die op 10 oktober in de commissie "Territoriale ontwikkeling" van het Brusselse parlement is besproken en goedgekeurd.

Alle openbare gebouwen in Brussel moeten tegen 2033 voor iedereen toegankelijk zijn. Aangezien aan overtreders sancties kunnen worden opgelegd, is het belangrijk proactief op te treden zodat de toegang voor gehandicapten een concrete realiteit wordt en niet slechts een slogan is.

Bij elke renovatie of bouw van gebouwen wordt rekening gehouden met de toegankelijkheid voor gehandicapten, op basis van de expertise van een adviesbureau

dat gespecialiseerd is in toegangstechnieken voor personen met een handicap, namelijk "AMT Concept", dat in juli jl. opnieuw door het college werd aangesteld. Ook wordt het advies van de adviesraad voor personen met een handicap ingewonnen. De volgende gebouwen zijn toegankelijk voor PBM's :

- Administratief Centrum van Ukkel;
- Kinderdagverblijf Homborch;
- Bibliotheek Neerstalle;
- Omnisportzaal "La Tribune";
- Kinderdagverblijf Chat, momenteel in renovatie en uitbreiding;
- Toiletten van het cultureel centrum, met installatie van een magnetische lus;
- Lift van de Roze Hoeve;
- Nieuwe gebouwen van de school Eglantiers;
- Kleuterafdeling van de school Calevoet;
- Nieuwe gebouwen op de school Merlo (fase 1 en 2);
- School Val Fleuri.

Andere projecten worden nog bestudeerd :

- De transformatie van het gebouw van de school voor sociale promotie (Auguste Dansestraat 25);
- De uitbreiding van het kinderdagverblijf (oudere kinderen) Homborch;
- De bouw van een nieuw gebouw aan het ICPP;
- De volledige renovatie van sportzaal Stroobant;
- De toegang tot de bibliotheek Centre;
- De tuinen van het Kunstenhuis en de kunstschool van Ukkel.

Het is echter onmogelijk om bepaalde gebouwen (met name schoolgebouwen) te verbouwen om ze toegankelijk te maken voor personen met een beperkte mobiliteit, vanwege hun bijzondere structuur en de kosten van een dergelijke verbouwing, met name om een aangepaste lift te installeren. Dit is het geval voor de scholen Longchamp, Centre, Saint-Job, Homborch, de basisafdeling van de school Calevoet, het oude gebouw van de school Eglantiers en het huidige gebouw van het ICPP.

Mevr. Fremault hoopt dat Ukkel in dit opzicht een voorbeeld zal blijven.

Er moet op gewezen worden, dat handicap het voorwerp is van een schepenbevoegdheid binnen het college van Ukkel, wat niet noodzakelijk het geval is in andere gemeentes.

Ze verwelkomt ook het werk van de adviesraad voor personen met een handicap, initiatieven zoals "SAM Difference", of het filmfestival over handicaps en verschillen van vzw EOP (Extra & Ordinary People) dat leidt tot samenwerking met instanties als de FGC, Phare (gewestelijke dienst " Personnes handicapées – Autonomie recherchée") of Awiq (Agence wallonne pour une vie de qualité).

Het project van het standbeeld "Handicap" zal waarschijnlijk handicaps zichtbaar maken in de openbare ruimte.

De dagcentra, opvangcentra en scholen in Ukkel doen goed werk op dit gebied.

Mevr. Fremault stelt voor een werkgroep op te richten die een begrotingskader moet opstellen voor de projecten die met het oog op de doelstelling van 2033 moeten worden uitgevoerd.

Het te ontwikkelen beleid met betrekking tot schoolgebouwen moet rekening houden

met de wijzigingen in de wetgeving inzake territoriale pools.

Ook moet bijzondere aandacht worden besteed aan personen met een geestelijke handicap of autistische stoornissen, door ervoor te zorgen dat gekleurde pictogrammen, geluids- en lichtsignalen worden gebruikt.

Schepen Hublet neemt nota van de opmerkingen van mevr. Fremault die in het college zullen worden besproken.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Question accessibilité - CF - CC Uccle.pdf

24.11.2022/A/0072 **Interpellation de M. Hayette : le trajet du tram 51.**

Le point est reporté.

Interpellatie van de h. Hayette : traject van de tram 51.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation trajet du tram 51.docx

24.11.2022/A/0073 **Interpellation de M. Cools : les synergies Commune-C.P.A.S..**

M. Cools rappelle que l'humain est au centre des préoccupations du CPAS, dont le rôle est plus important que jamais dans le contexte de la crise sociale. Il doit être doté des moyens financiers et humains qui lui permettent d'accomplir ses missions. Développer les synergies entre la commune et le CPAS peut contribuer à renforcer ces moyens.

Le guide méthodologique de la Région wallonne sur les synergies commune – CPAS commence par la phrase suivante : « Ne vous demandez pas ce que vous pouvez faire ensemble...Demandez-vous plutôt ce que vous ne pouvez pas faire ensemble ! ». Des efforts réels ont été accomplis ces dernières années en Wallonie pour développer ces synergies. Ces efforts sont facilités par le fait que le Président du CPAS est un membre à part entière du Collège échevinal. La Région wallonne encourage l'unification ou le rassemblement des services de support de la commune et du CPAS : les achats, l'entretien des bâtiments, l'informatique, le conseil juridique, l'archivage, la gestion des chantiers, la maintenance technique des bâtiments et équipements, la gestion des ressources humaines, la prévention et la protection du travail, le service postal, la communication, ...

En Flandre, même si l'entité juridique du CPAS demeure, en raison du caractère fédéral de la loi organique des CPAS, une fusion de fait entre la commune et le CPAS a été réalisée depuis l'entrée en vigueur du décret « Administration locale » le 1^{er} janvier 2019. Les objectifs de ce décret consistent en l'intégration maximale d'une politique sociale, le renforcement du Conseil communal, un gain en efficacité, une approche plus orientée vers le bénéficiaire et une accessibilité accrue aux services. En Flandre, le comité spécial du service social qui prend les décisions sur les demandes d'allocations ne comprend aucun élu direct mais des experts désignés sur proposition

du Conseil communal, conformément à la répartition proportionnelle des groupes politiques qui le constituent.

Même sans l'évolution du statut des CPAS observée en Flandre et en Wallonie, des synergies étroites entre commune et CPAS sont possibles en Région bruxelloise, comme l'illustre la commune d'Etterbeek. Outre les synergies créées, le CPAS y travaille, en concertation avec la commune et les autres acteurs sociaux, à l'élaboration d'un plan local de lutte contre la pauvreté. Un tel plan fait défaut à Uccle.

Les synergies entre la commune et le CPAS restent très limitées à Uccle : regroupement de l'ensemble des aides familiales au sein du CPAS sous la législation passée, réalisation de quelques marchés publics en commun, infobus social.

Par contre, presque rien n'a été accompli pour regrouper les services de support. Il n'y a même aucune collaboration informatique avec le serveur central du CPAS servant de sauvegarde à celui de la commune et vice-versa. On préfère que les deux organisations aient chacune deux serveurs ! Il y a à la fois des crèches communales et des crèches du CPAS, des assistantes sociales du CPAS et de la commune. Pourquoi ne pas transférer les assistantes sociales de la commune au CPAS ?

La fusion des services internes de prévention n'est toujours pas effective alors qu'elle a été proposée à la fin de la législature précédente. Elle existe dans certaines communes wallonnes avec l'autorisation du SPF compétent.

Faut-il deux guichets énergie, deux guichets logement ? Dans des communes telles que Waterloo, Walhain ou Etterbeek, le site internet du CPAS est intégré au site communal avec une mise en évidence dès la « home page ». À Waterloo, le logo est le même pour la commune et le CPAS. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Uccle ?

Il est tout à fait possible de mettre en commun de nombreux services de support de la commune et du CPAS, mais encore faut-il en avoir la volonté. On ne peut qu'en douter lorsqu'on lit le rapport annuel du CPAS, qui ne mentionne pas les initiatives envisagées ou décidées pour renforcer ces synergies. Le service de réinsertion professionnelle du CPAS collabore-t-il avec l'Agence locale pour l'emploi ? Le Collège a-t-il la volonté de renforcer ces synergies ? A-t-il initié un processus avec le CPAS pour les développer ? Vu que depuis le début de cette législature, les rapports sur les synergies sont plus que légers, peut-on espérer un progrès en la matière avant son terme ?

Le comité de concertation commune – CPAS devrait être l'endroit où se dégage la volonté politique de développer des synergies. Est-ce bien le cas ? Quelles décisions ont été prises sous cette législature en termes de synergies nouvelles entre la commune et le CPAS ? Une liste des doublons commune – CPAS a-t-elle été établie ?

Les réunions en commun des comités de direction de la commune et du CPAS sont obligatoires en Wallonie. Ces réunions permettent aux directions des services d'identifier les synergies potentielles et leurs modalités de mise en œuvre. Le Collège est-il disposé à établir un contact avec le CPAS en vue de l'organisation de telles réunions ?

Les synergies du CPAS peuvent aussi être opérées de façon horizontale avec les différents acteurs sociaux et culturels ucclois et d'autres CPAS. Plusieurs CPAS du Brabant wallon se sont regroupés pour proposer certains services avec du personnel commun : lecture labiale, lutte contre les violences conjugales, suivi des obligations découlant du RGPD. Une démarche similaire est-elle envisagée par le CPAS et encouragée par le Collège ?

M. De Bock remercie M. Cools pour son intervention, vu que lui-même s'est souvent exprimé devant le Conseil communal en faveur d'une synergie entre l'administration communale et le CPAS.

Il serait peut-être opportun d'organiser une visite d'étude dans une commune néerlandophone afin d'y étudier le modèle flamand de fusion des services.

Sous l'ancienne mandature, les services des aides familiales de la commune et du CPAS d'Uccle ont été fusionnés mais eu égard à la similarité des métiers dans d'autres domaines (logement, gestion des ressources humaines, informatique, travaux publics, ...), les politiques visant à établir des synergies devraient être étendues.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch répond que, dans la perspective d'une poursuite intelligente de l'intérêt public, la législation impose une collaboration entre la commune et le CPAS. Mais le pragmatisme requiert de pousser cette collaboration au-delà des dispositions légales lorsque c'est possible.

Cependant, ce serait une erreur de penser que nécessairement, l'herbe est plus verte ailleurs. Certes, il y a toujours un enseignement à tirer des expériences menées dans d'autres communes ou d'autres régions, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille les reproduire à l'identique.

Après avoir rendu hommage à l'engagement du Conseil de l'action sociale et du personnel du CPAS, qui n'ont pas ménagé leurs efforts au cours des deux dernières années, M. l'Echevin Lambert-Limbosch souligne que des collaborations efficaces existent déjà entre la commune et le CPAS.

La collaboration du service Promojob avec le CPAS dans le cadre de la Maison de l'Emploi, associant aussi des partenaires tels que l'ALE et l'antenne Actiris, a permis de mettre en œuvre des projets innovants tels que le « Trajet pour l'emploi », salué par d'autres communes.

Des collaborations fructueuses en matière de coordination sociale ont pu être mises en place grâce au nouveau service communal de la Cohésion sociale, qui travaille de manière concertée avec le CPAS et les associations et acteurs de terrain. Ceci a débouché au début de cette année sur le projet pilote du Laboratoire d'initiative locale, associative et sociale.

Le projet « Infobus » est également un fruit de la synergie entre l'administration communale et le CPAS.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch est tout à fait conscient de la nécessité d'éviter les doublons. Toutefois, il convient dans certaines situations de maintenir des services séparés.

Par exemple, la présence d'assistants sociaux dans le personnel communal est tout à fait justifiée, en dépit de leur grand nombre dans les effectifs du CPAS, car les assistants sociaux n'ont pas les mêmes fonctions et ne sont pas confrontés aux mêmes publics que leurs homologues du CPAS.

La commune et le CPAS auront l'occasion de collaborer en matière informatique dans le cadre du projet « We Pulse » initié par le CIRB ainsi qu'en matière énergétique dans le cadre du Plan d'action climat.

M. Cools estime que la réponse de M. l'Echevin Lambert-Limbosch laisse quelque peu à désirer, étant donné que celui-ci a juste égrené un certain nombre de collaborations dans les domaines d'action du CPAS.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch n'a pas fourni de réponse à la question des synergies éventuelles dans les domaines de l'informatique, des travaux publics, de la gestion des ressources humaines, ni justifié le maintien de deux serveurs distincts ou indiqué si une liste des doublons a été établie.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch n'a pas non plus donné des éclaircissements sur l'action concrète du comité de concertation entre la commune et le CPAS.

Selon M. Cools, il serait possible d'aller beaucoup plus loin pour créer un esprit commun. Ne pourrait-on imaginer une fête du personnel commune associant les deux institutions, avec la présence simultanée du Bourgmestre et du Président du CPAS ?

M. Cools invite le Collège à se replonger dans ce dossier afin de déterminer toutes les actions qui peuvent encore être entreprises pour mener une politique cohérente, qui évite les doublons et le gaspillage des ressources.

M. De Bock partage le sentiment de M. Cools.

La réponse de M. l'Echevin Lambert-Limbosch illustre le manque de vision de la majorité quant à la perspective de synergies entre la commune et le CPAS.

Pour ce qui concerne le service Promojob, il n'y a pas de réelles informations sur les résultats des politiques de remise au travail sauf pour le dispositif « article 60 ».

Il est toutefois structurellement utile qu'un représentant du CPAS siège au Collège et qu'un représentant du Collège siège au Conseil de l'action sociale.

M. Cornelis précise que dans le cadre de l'installation des services dans le nouveau bâtiment, l'éventualité d'une intégration des serveurs pour le back-up informatique a été examinée mais cela n'a pas débouché sur un résultat concluant.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch remarque que la fusion des services d'aide à domicile a requis un temps considérable.

Même si, de prime abord, les fusions peuvent sembler intéressantes, il y a lieu de se demander si de telles opérations contribuent réellement à l'assainissement des finances communales : le cumul de deux déficits n'est pas de nature à améliorer la situation.

Et ce type d'interrogation est d'autant plus légitime dans un contexte où les équipes sont mobilisées de manière intensive depuis deux ans pour gérer des crises successives (épidémie du covid, guerre en Ukraine, crise énergétique).

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : synergieën Gemeente-O.C.M.W..

De h. Cools herinnert eraan dat het menselijke aspect centraal staat bij het OCMW, waarvan de rol in de context van de sociale crisis belangrijker is dan ooit. Zij moet de financiële en menselijke middelen krijgen om haar taken te vervullen. Het ontwikkelen van synergieën tussen de gemeente en het OCMW kan bijdragen tot het versterken van deze middelen.

De methodologische gids gemeente - OCMW van het Waalse Gewest begint met de volgende zin: " Ne vous demandez pas ce que vous pouvez faire ensemble... Demandez-vous plutôt ce que vous ne pouvez pas faire ensemble !" In Wallonië zijn de laatste jaren echte inspanningen geleverd om deze synergieën te ontwikkelen. Deze inspanningen worden vergemakkelijkt door het feit dat de OCMW-voorzitter een volwaardig lid van het schepencollege is. Het Waals Gewest moedigt het verenigen of samenbrengen van de ondersteunende diensten van de gemeente en het OCMW aan: aankoop, onderhoud van gebouwen, informatica, juridisch advies, archivering, beheer van bouwplaatsen, technisch onderhoud van gebouwen en uitrusting, personeelsbeheer, preventie en bescherming op het werk, postdienst, communicatie ... In Vlaanderen is, ook al blijft de juridische entiteit van het OCMW bestaan, door het federale karakter van de organieke wet van de OCMW's een feitelijke fusie tussen de gemeente en het OCMW gerealiseerd sinds de inwerkingtreding van het decreet "Lokaal Bestuur" op 1 januari 2019. De doelstellingen van dit decreet zijn de maximale integratie van een sociaal beleid, de versterking van het gemeentebestuur, een verhoging van de efficiëntie, een meer op de begunstigen gerichte aanpak en een grotere toegankelijkheid van de diensten. In Vlaanderen bestaat het bijzonder comité van de sociale dienst dat beslist over uitkeringsaanvragen niet uit rechtstreeks verkozen leden, maar uit deskundigen die op voorstel van de gemeenteraad worden benoemd, volgens de evenredige verdeling van de fracties waaruit de raad bestaat.

Zelfs zonder de in Vlaanderen en Wallonië vastgestelde evolutie van het statuut van de OCMW's zijn in het Brusselse Gewest nauwe synergieën tussen de gemeente en het

OCMW mogelijk, zoals blijkt uit de gemeente Etterbeek. Naast de gecreëerde synergieën werkt het OCMW er, in overleg met de gemeente en andere sociale actoren, aan de ontwikkeling van een lokaal plan voor armoedebestrijding. Een dergelijk plan ontbreekt in Ukkel.

De synergieën tussen de gemeente en het OCMW zijn in Ukkel nog zeer beperkt: bundeling van alle gezinshulp binnen het OCMW tijdens de laatste legislatuur, uitvoering van enkele gezamenlijke overheidsopdrachten en een sociale infobus.

Anderzijds is er bijna niets gedaan om ondersteunende diensten te groeperen. Er is zelfs geen sprake van IT-samenwerking: de centrale server van het OCMW dient als back-up voor de server van de gemeente en omgekeerd. Het verdient de voorkeur dat de twee organisaties elk twee servers hebben! Zowel de gemeente als het OCMW hebben kinderdagverblijven en maatschappelijk werkers. Waarom worden de gemeentelijke maatschappelijk werkers niet overgedragen naar het OCMW ?

De fusie van de interne preventiediensten is nog steeds niet effectief, hoewel dit aan het einde van de vorige legislatuur werd voorgesteld. Het bestaat in sommige Waalse gemeenten met toestemming van de bevoegde FOD.

Moeten er twee energieloketten zijn, twee huisvestingsloketten ? In gemeentes als Waterloo, Walhain en Etterbeek is de OCMW-website geïntegreerd in de gemeentelijke website en staat hij op de homepage. In Waterloo is het logo hetzelfde voor de gemeente en het OCMW. Waarom zou het niet hetzelfde zijn in Ukkel ?

Het is perfect mogelijk om veel van de ondersteunende diensten van de gemeente en het OCMW te bundelen, maar de wil moet er zijn. Men kan dit alleen maar betwijfelen wanneer men het jaarverslag van het OCMW leest, waarin geen melding wordt gemaakt van de geplande of besloten initiatieven om deze synergieën te versterken. Werkt de professionele reïntegratiedienst van het OCMW samen met het PWA? Heeft het college de wil om deze synergieën te versterken ? Heeft zij met het OCMW een proces op gang gebracht om deze te ontwikkelen ? Sinds het begin van deze legislatuur zijn de verslagen over synergieën erg licht. Kunnen we op dit gebied vooruitgang verwachten voor het einde van de legislatuur ?

Het overlegcomité gemeente-OCMW moet de plaats zijn waar de politieke wil ontstaat om synergieën te ontwikkelen. Is dat zo ? Welke beslissingen zijn tijdens deze legislatuur genomen op het gebied van nieuwe synergieën tussen de gemeente en het OCMW? Is er een lijst van dubbele dienstverlening tussen de gemeente en het OCMW opgesteld ?

In Wallonië zijn gezamenlijke vergaderingen van de directiecomités van de gemeente en het OCMW verplicht. Tijdens deze vergaderingen kunnen de directies nagaan welke synergieën mogelijk zijn en hoe deze kunnen worden verwezenlijkt. Is het college bereid contact op te nemen met het OCMW om dergelijke vergaderingen te organiseren ?

De synergieën van het OCMW kunnen ook horizontaal met de verschillende sociale en culturele actoren in Ukkel en andere OCMW's worden uitgevoerd. Verschillende OCMW's in Waals-Brabant hebben zich verenigd om met gemeenschappelijk personeel bepaalde diensten aan te bieden: liplézen, bestrijding van huiselijk geweld, toezicht op de verplichtingen die voortvloeien uit de AVG. Wordt een soortgelijke aanpak overwogen door het OCMW en aangemoedigd door het college ?

De h. De Bock bedankt de h. Cools voor zijn tussenkomst, aangezien hij zelf vaak voor de gemeenteraad heeft gepleit voor synergie tussen het gemeentebestuur en het OCMW.

Het zou dienstig kunnen zijn een studiebezoek aan een Nederlandstalige gemeente te organiseren om het Vlaamse fusiemodel van diensten te bestuderen.

Tijdens de vorige legislatuur werden de gezinshulpdiensten van de gemeente en het OCMW van Ukkel samengevoegd, maar gezien de overeenkomsten tussen de beroepen op andere gebieden (huisvesting, personeelsbeheer, informatica, openbare

werken ...) moet het beleid om synergieën tot stand te brengen worden uitgebreid.

Schepen Lambert-Limbosch antwoordt dat, vanuit het perspectief van een intelligent streven naar het algemeen belang, de wetgeving samenwerking tussen de gemeente en het OCMW vereist. Pragmatisme vereist echter dat deze samenwerking waar mogelijk verder gaat dan de wettelijke bepalingen.

Het zou echter een vergissing zijn te denken dat het gras elders per definitie groener is. Natuurlijk valt er altijd iets te leren van de ervaringen van andere gemeentes of regio's, maar dat betekent niet dat deze identiek moeten worden overgenomen.

Na zijn waardering te hebben geuit voor de inzet van de raad voor maatschappelijk welzijn en de medewerkers van het OCMW, die de afgelopen twee jaar kosten noch moeite hebben gespaard, benadrukt de schepen dat er al een efficiënte samenwerking bestaat tussen de gemeente en het OCMW.

De samenwerking van de Promojob-dienst met het OCMW in het kader van het Jobhuis, waarbij ook partners zoals het PWA en de Actiris-antenne betrokken zijn, heeft het mogelijk gemaakt innoverende projecten uit te voeren zoals het "Tewerkstellingstraject" dat door andere gemeentes wordt geprezen.

Er is een vruchtbare samenwerking op het gebied van sociale coördinatie tot stand gebracht dankzij de nieuwe gemeentedienst voor sociale cohesie, die in overleg met het OCMW en de verenigingen en actoren op het terrein werkt. Dit leidde begin dit jaar tot het proefproject van het Laboratorium voor lokale, associatieve en sociale initiatieven.

Het project "Infobus" is eveneens het resultaat van de synergie tussen het gemeentebestuur en het OCMW.

Schepen Lambert-Limbosch is zich volledig bewust van de noodzaak om dubbel werk te voorkomen. In sommige situaties is het echter passend om afzonderlijke diensten te behouden.

Zo is de aanwezigheid van maatschappelijk werkers in het gemeentepersoneel gerechtvaardigd, ondanks het grote aantal maatschappelijk werkers in het OCMW, omdat maatschappelijk werkers niet dezelfde functies hebben en niet met hetzelfde publiek worden geconfronteerd als hun collega's in het OCMW.

De gemeente en het OCMW zullen kunnen samenwerken op IT-gebied in het kader van het door het CIBG geïnitieerde project "We Pulse" en op energiegebied in het kader van het Klimaatactieplan.

De h. Cools vindt dat het antwoord van schepen Lambert-Limbosch te wensen overlaat, aangezien hij slechts een aantal samenwerkingsverbanden op de actieterreinen van het OCMW heeft opgesomd.

De schepen gaf geen antwoord op de vraag naar mogelijke synergieën op het gebied van IT, openbare werken, personeelsbeheer, noch rechtvaardigde hij het behoud van twee afzonderlijke servers of gaf hij aan of er een lijst van dubbele diensten was opgesteld.

De schepen gaf ook geen opheldering over de concrete actie van de overlegcommissie tussen de gemeente en het OCMW.

Volgens de h. Cools zou men veel verder kunnen gaan om een gemeenschappelijke geest te creëren. Kunnen we ons niet een gezamenlijk personeelsfeest van de twee instellingen voorstellen, met de gelijktijdige aanwezigheid van de burgemeester en de OCMW-voorzitter?

De h. Cools verzoekt het college zich opnieuw over deze kwestie te buigen om na te gaan welke maatregelen nog kunnen worden genomen om een coherent beleid te voeren waarbij dubbele diensten en verspilling van middelen worden voorkomen.

De h. De Bock is het eens met de h. Cools.

Het antwoord van de schepen illustreert het gebrek aan visie van de meerderheid over

het vooruitzicht van synergieën tussen de gemeente en het OCMW.

Wat de Promojob-dienst betreft, is er geen echte informatie over de resultaten van het hertewerkstellingsbeleid, met uitzondering van de "artikel 60"-regeling.

Het is echter structureel nuttig dat een vertegenwoordiger van het OCMW in het college zetelt en dat een vertegenwoordiger van het college in de raad voor maatschappelijk welzijn zetelt.

De h. Cornelis zegt dat, in het kader van de installatie van diensten in het nieuwe gebouw, de mogelijkheid is onderzocht om de servers voor de IT-back-up te integreren maar dat dit niet tot een overtuigend resultaat heeft geleid.

Schepen Lambert-Limbosch merkt op dat de fusie van de gezinshulpdiensten veel tijd heeft gekost.

Ook al lijken fusies op het eerste gezicht interessant, men kan zich afvragen of dergelijke operaties werkelijk bijdragen tot een verbetering van de gemeentefinanciën: de opeenstapeling van twee tekorten zal de situatie waarschijnlijk niet verbeteren.

En dit soort vragen is des te legitiemer in een context waarin de teams gedurende twee jaar intensief zijn gemobiliseerd om opeenvolgende crises (Covid-epidemie, oorlog in Oekraïne, energiecrisis) te beheersen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur les synergies commune-CPAS.docx

24.11.2022/A/0074 **Interpellation de Mme Margaux : l'interdiction des trottinettes.**

Mme Margaux rappelle qu'en septembre dernier, M. Cools a interrogé le Collège à propos de l'interdiction du stationnement des trottinettes sur le territoire communal, qui avait fait l'objet d'une annonce dans la presse.

Le Collège a répondu qu'il n'avait pas l'intention d'interdire le stationnement des trottinettes à Uccle mais qu'il examinait la possibilité d'y instaurer une interdiction, en évoquant la nécessité d'un cadre communal dans l'attente d'un cadre régional.

Quoique le Collège ait annoncé un travail de fond avec des ateliers, des discussions sur des « drop off zones » et l'élaboration d'une boîte à outils, les deux plus grands pourvoyeurs de trottinettes en libre-service ont supprimé Uccle de leurs cartes quasiment au lendemain de la séance de fin septembre du Conseil communal, que ce soit pour la circulation ou le stationnement de ces véhicules.

Il n'y a actuellement qu'une seule application qui permette la location de trottinettes à Uccle.

Selon Mme Margaux, la solution actuelle n'est pas de nature à assurer une sensibilisation à un meilleur usage ni un encadrement pour un mode de transport alternatif jugé pourtant intéressant par le Collège.

S'agit-il du cadre que la commune a choisi d'appliquer ?

Pourquoi avoir choisi d'interdire certaines entreprises plutôt qu'une autre ?

M. le Bourgmestre estime que les propos de Mme Margaux manifestent un certain malentendu qu'il entend dissiper.

Son intention était d'évaluer la possibilité d'interdire les trottinettes pour mettre fin au chaos.

D'aucuns ont prétendu qu'il suffisait à la commune d'aménager des « dropzones » pour résoudre le problème.

Mais en réalité, les utilisateurs de trottinettes n'iront déposer leur engin sur des dropzones que si on le leur impose. C'est la raison pour laquelle un cadre régional est nécessaire. Et jusqu'à présent, ce cadre régional est inexistant.

M. le Bourgmestre avait indiqué précédemment que le Collège allait consulter un avocat spécialisé en ce domaine pour déterminer quelles étaient les capacités de la commune en matière d'interdiction.

Selon cet avocat, la seule possibilité consiste en l'adoption d'un règlement par le Conseil communal.

Mais cette option ne constitue pas une piste intéressante dans la mesure un tel règlement est soumis à l'approbation de la tutelle, en l'occurrence le Ministère régional de la Mobilité, et que, depuis deux ans, ce dernier n'a rien fait pour concrétiser sa promesse de faire quelque chose dans ce dossier.

Le Collège uclois n'a jamais eu l'intention d'organiser des ateliers pour déterminer si les trottinettes sont un fléau ou une bénédiction. Ce sont les autorités régionales compétentes qui ont annoncé, lors d'une réunion fin octobre, leur volonté d'organiser des ateliers sous l'égide du bureau d'études « Vraiment Vraiment ». M. le Bourgmestre ne cache pas un certain scepticisme à cet égard.

Mais comme il faut agir concrètement, l'administration communale enlève systématiquement toutes les semaines les trottinettes mal stationnées, en conformité aux dispositions juridiques en vigueur.

M. le Bourgmestre et M. l'Echevin de la Mobilité ont contacté les opérateurs pour leur signaler qu'il n'était plus possible d'accepter le stationnement anarchique des trottinettes. Certains opérateurs ont accepté de jouer le jeu en renonçant à distribuer des trottinettes sur le territoire uclois tant qu'il n'y aura pas de cadre régional, et ce d'autant plus que la sanction administrative communale (SAC) infligée pour un stationnement illicite s'élève désormais à 200 €.

Le Collège uclois n'a donc jamais eu la volonté d'interdire certaines entreprises plutôt que d'autres.

Actuellement, il y a moins de trottinettes saisies lors des opérations d'enlèvement étant donné que seulement deux sociétés sont encore un peu actives sur le territoire uclois.

M. Cools estime pour sa part que rien n'empêche le Conseil communal de voter un règlement relatif à l'instauration de dropzones.

Le site internet de Brulocalis, présidé par M. Deleuze, Bourgmestre Ecolo de Watermael-Boitsfort, mentionne un règlement de cette nature, et il y a lieu de croire qu'il est bien pensé.

M. Cools doute fort qu'un règlement uclois de cette nature soit annulé par la tutelle, et à supposer qu'il le soit, l'annulation pourrait être contestée juridiquement.

Le Conseil communal devrait donc voter un tel règlement pour pallier les carences de la Région.

M. De Bock demande si des représentants d'Uccle participent aux travaux de la Région et des autres communes sur la problématique des dropzones, car il semblerait que la commune d'Uccle pratique la politique de la chaise vide.

Par ailleurs, depuis quelques jours, on constate partout la présence de vélos, parfois aussi lourds que des trottinettes, devant des entrées de garage ou des portes de maison. Vu que des trottinettes sont agglutinées aux frontières de la commune, il semblerait qu'il y ait un phénomène de transfert, les usagers abandonnant leur trottinette pour un vélo avant d'entrer à Uccle. Cette situation ne résulte pas du hasard, sans qu'il faille nécessairement en imputer la responsabilité à la commune plutôt qu'à la Région.

Le Collège pourrait-il communiquer au Conseil les courriers qu'il a envoyés aux opérateurs, notamment par rapport à la menace d'une augmentation des sanctions administratives communales (SAC) ?

M. De Bock s'étonne à cet égard de ne pas avoir vu passer un point relatif à une

augmentation des SAC. Ces sanctions étant assez basses, il avait d'ailleurs suggéré que le montant de l'amende infligée devrait s'élever à 200 €.

M. le Bourgmestre réplique vivement à M. De Bock que ses propos sont erronés.

En effet, c'est le Fonctionnaire sanctionnateur, et non le Conseil communal, qui fixe le taux des SAC.

Mais pour certains, il est sans doute de bonne guerre de prétendre que, quoi que fasse la majorité, ce n'est jamais bon, c'est toujours dans un objectif de publicité, etc.

M. le Bourgmestre assume totalement la politique suivie par la majorité. Il reconnaît la présence de vélos, mais ce phénomène n'est en aucune manière comparable à la prolifération des trottinettes observée précédemment.

Les propos de M. Cools sur l'aménagement de dropzones communales attestent qu'il n'a vraisemblablement jamais utilisé une trottinette en free floating. S'il fallait installer un dispositif de dropzones sur le territoire uclois, leur nombre devrait s'élever à 400 !

M. le Bourgmestre précise encore qu'il a participé à toutes les réunions auxquelles il a été invité pour traiter de cette thématique à l'échelon régional.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Margaux : het verbod op steps.

Mevr. Margaux herinnert eraan dat de h. Cools het college in september jongstleden had gevraagd naar een in de pers aangekondigd verbod op het parkeren van steps op gemeentelijk grondgebied.

Het college antwoordde dat het niet van plan was het parkeren van steps in Ukkel te verbieden, maar dat het de mogelijkheid onderzocht om daar een verbod in te voeren, waarbij het wees op de noodzaak van een gemeentelijk kader in afwachting van een gewestelijk kader.

Hoewel het college aankondigde aan de kwestie te zullen werken met workshops, discussies over drop off zones en de ontwikkeling van een toolkit, verwijderden de twee grootste aanbieders van deze steps Ukkel vrijwel onmiddellijk na de zitting van de gemeenteraad van eind september van hun kaarten, zowel voor het verkeer als voor het parkeren van deze voertuigen.

Er is momenteel slechts één aanvraag voor de verhuur van steps in Ukkel.

Volgens mevr. Margaux is het niet waarschijnlijk dat de huidige oplossing een beter gebruik bevordert of een kader biedt voor een alternatieve vervoerswijze die het college interessant vindt.

Is dit het kader waarvoor de gemeente heeft gekozen ?

Waarom heeft zij ervoor gekozen bepaalde bedrijven te verbieden in plaats van andere ?

De burgemeester vond dat de opmerkingen van mevr. Margaux blijk gaven van een zeker misverstand dat hij wilde ophelderen.

Hij wilde de mogelijkheid onderzoeken om steps te verbieden om een einde te maken aan de chaos.

Volgens sommigen hoeft de gemeente alleen maar dropzones in te stellen om het probleem op te lossen.

Maar in werkelijkheid zullen gebruikers hun steps alleen in dropzones neerzetten als zij daartoe worden gedwongen. Daarom is een gewestelijk kader nodig en tot nu toe bestaat dit niet.

De burgemeester had eerder aangegeven dat het college een ter zake gespecialiseerde jurist zou raadplegen om te bepalen of de gemeente een verbod kan opleggen.

Volgens deze advocaat is de enige mogelijkheid dat de gemeenteraad een reglement

goedkeurt.

Deze optie is echter niet interessant, aangezien een dergelijke regeling onderworpen is aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid, in dit geval het gewestelijke ministerie van Mobiliteit, en dat dit laatste twee jaar lang niets heeft gedaan om zijn belofte om iets aan deze zaak te doen, concreet te maken.

Het was nooit de bedoeling van het Ukkelse college om workshops te organiseren om te bepalen of steps een vloek of een zegen zijn. Tijdens een vergadering eind oktober hebben de bevoegde gewestelijke autoriteiten hun voornemen bekendgemaakt om workshops te organiseren onder auspiciën van het adviesbureau "Vraiment". De burgemeester verbergt een zekere scepsis in dit opzicht niet.

Aangezien er echter concrete maatregelen nodig zijn, verwijderd het gemeentebestuur systematisch elke week slecht geparkeerde steps, overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen.

De burgemeester en de schepen van Mobiliteit hebben contact opgenomen met de exploitanten om hen mee te delen dat het wildparkeren van steps niet langer kan worden geaccepteerd. Sommige exploitanten hebben ermee ingestemd door geen steps meer aan te bieden op het Ukkelse grondgebied zolang er geen gewestelijk kader is, vooral omdat de gemeentelijke administratieve sanctie (GAS) voor illegaal parkeren nu € 200 bedraagt.

Het Ukkelse college heeft dus nooit de wil gehad om bepaalde bedrijven eerder te verbieden dan andere.

Momenteel worden bij verwijderingsoperaties minder steps in beslag genomen, aangezien slechts twee bedrijven nog enigszins actief zijn op het Ukkelse grondgebied.

Volgens **de h. Cools** staat niets de gemeenteraad in de weg om te stemmen over een reglement betreffende de instelling van dropzones.

Op de website van Brulocalis, onder voorzitterschap van de h. Deleuze, Ecolo-burgemeester van Watermaal-Bosvoorde, wordt melding gemaakt van een dergelijk reglement, en er is reden om aan te nemen dat dit goed doordacht is.

De h. Cools betwijfelt ten eerste of een dergelijk Ukkels reglement door toezicht nietig zou worden verklaard, en indien dit wel het geval zou zijn, zou de nietigverklaring juridisch kunnen worden aangevochten.

De gemeenteraad moet dus stemmen over een dergelijk reglement om de tekortkomingen van het Gewest te compenseren.

De h. De Bock vraagt of Ukkelse vertegenwoordigers deelnemen aan de werkzaamheden van het Gewest en de andere gemeentes op het gebied van dropzones, aangezien het erop lijkt dat de gemeente Ukkel een beleid van de lege stoel voert.

Bovendien zien we de laatste dagen overal fietsen, soms zo zwaar als steps, voor ingangen van garages of huisdeuren. Aangezien de steps aan de grenzen van de gemeente zijn gegroepeerd, lijkt er sprake te zijn van een overstapverschijnsel, waarbij gebruikers hun steps achterlaten voor een fiets voordat zij Ukkel binnenrijden. Dit is geen toeval, hoewel het niet noodzakelijk de schuld is van de gemeente en niet van het gewest.

Kan het college de raad informeren over de brieven die het aan de exploitanten heeft gestuurd, met name wat betreft de dreigende verhoging van de gemeentelijke administratieve sancties (GAS) ?

De h. De Bock was verbaasd dat hij geen item over een verhoging van de GAS had gezien. Aangezien deze sancties vrij laag zijn, had hij voorgesteld om een boete van € 200 op te leggen.

De burgemeester antwoordt de h. De Bock met klem dat zijn woorden onjuist waren. Het is immers de sanctionerende ambtenaar en niet de gemeenteraad die het GAS-

tarief vaststelt.

Maar voor sommigen is het waarschijnlijk eerlijk om te beweren dat wat de meerderheid doet nooit goed is, dat het altijd om publiciteit gaat, enz.

De burgemeester gaat volledig akkoord met het beleid van de meerderheid. Hij erkent de aanwezigheid van fietsen, maar dit verschijnsel was in geen enkel opzicht vergelijkbaar met de eerder geconstateerde wildgroei van steps.

Uit de opmerkingen van de h. Cools over de ontwikkeling van gemeentelijke dropzones blijkt dat hij waarschijnlijk nog nooit een dergelijke step heeft gebruikt. Als er dropzones in de stad zouden worden opgezet, zouden het er 400 moeten zijn!

De burgemeester voegt eraan toe dat hij had deelgenomen aan alle vergaderingen waarvoor hij was uitgenodigd om deze kwestie op gewestelijk niveau te behandelen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Margaux - l'interdiction des trottinettes.pdf

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

24.11.2022/A/0075 **Interpellation de Mme Margaux : le soutien envers les femmes iraniennes.**

Mme Margaux rappelle que le 13 septembre dernier, Masha Amini, étudiante iranienne de 22 ans originaire du Kurdistan en visite chez sa famille à Téhéran, a été arrêtée par la police des mœurs iranienne pour « tenue indécente » : elle ne portait pas son voile correctement car une mèche de cheveux en dépassait. Masha Amini est décédée après trois jours dans le coma.

Depuis sa mort, des manifestations de soutien se sont multipliées sur tout le territoire iranien et ont été réprimées dans le sang.

Malgré la répression, ces manifestations se sont transformées en un vrai soulèvement populaire de la jeunesse, qui aspire à sortir de la théocratie islamique imposée depuis 1979.

Ce soulèvement est mené par de jeunes femmes et hommes qui n'ont connu que ce régime mais veulent en sortir, même au péril de leur vie.

Le mouvement tient bon depuis plus de deux mois, mais à quel prix ! Plus de 350 morts, des centaines de blessés, de personnes emprisonnées, torturées et menacées. La première condamnation à mort vient d'ailleurs d'être prononcée.

Ce mouvement défend des valeurs qui nous sont essentielles : la place de la femme, la fin de sa soumission, l'égalité entre l'homme et la femme, la liberté d'expression, les droits des minorités, des « LGBTQ+ ». À ce titre, il doit être soutenu.

Le 11 octobre dernier, le Sénat a adopté à l'unanimité une résolution sur la situation en Iran, appelant entre autres les gouvernements des entités fédérales et fédérées à exprimer leur soutien au combat politique mené par les femmes iraniennes afin d'accroître leurs droits légitimes et leurs libertés dans les sphères publique et privée.

Le 12 novembre dernier, la Chambre des Représentants a adopté une résolution relative à la protection des droits des femmes en Iran, à la majorité avec une abstention du PTB.

Le Conseil communal a le devoir de marquer à son niveau sa solidarité avec les femmes et hommes iraniens qui demandent seulement le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans leur pays.

Mme Margaux demande donc au Collège de marquer officiellement le soutien et la solidarité de la commune d'Uccle à ce soulèvement populaire iranien.

Mme Margaux propose aussi, afin d'exprimer publiquement ce soutien, d'attribuer la dénomination « Masha Amini », devenue le symbole de ce soulèvement, à un lieu

public tel que l'esplanade devant le nouveau centre administratif, l'ancienne Maison communale ou un autre site à déterminer.

Il conviendrait aussi de placer dans l'espace public ou sur la Maison communale une ou plusieurs banderoles de soutien aux femmes iraniennes.

D'autres communes bruxelloises ont déjà adopté de telles mesures.

Vu que chaque manifestation de solidarité est essentielle pour donner aux femmes iraniennes le courage de poursuivre leur combat, Mme Margaux demande au Collège quelles mesures il compte prendre pour rendre hommage à Masha Amini et témoigner de son soutien à ce juste combat en faveur de la liberté.

Mme l'Echevine Ledan remercie les intervenants pour leur attachement aux droits humains et plus particulièrement aux droits des femmes, qu'il convient d'honorer à l'occasion de cette Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Les atteintes à l'intégrité des femmes sont inacceptables, que ce soit en Iran, en Afghanistan ou partout dans le monde.

Le Collège a tenu à rendre hommage à Masha Amini et à apporter son soutien aux Iraniennes et Iraniens qui manifestent pour leurs libertés et leurs droits.

Le 27 octobre dernier, une bâche a été posée sur les grilles du parc de Wolvendael avenue De Fré, à hauteur du square des Héros. Cet emplacement a été choisi parce qu'il s'agit d'un lieu de passage important pour des Ucclois de toutes les générations. L'information relative à cette bâche figure sur le site internet communal.

Le message diffusé sur cette bâche sera aussi mentionné sur des affiches qui seront placardées dans les bâtiments communaux dans les prochains jours.

Le Collège a également établi un contact avec un collectif de jeunes femmes belges d'origine iranienne avec lequel il envisage d'organiser une veillée devant le centre administratif.

Le nom « Masha Amini » sera introduit dans la liste de noms de femmes disponibles pour de nouvelles voiries ou de nouveaux espaces publics.

Le Collège a aussi l'intention d'interpeller l'ambassade d'Iran sur l'atteinte aux droits des femmes et au droit de manifester.

Le Collège aura certainement l'occasion de revenir auprès du Conseil pour exposer le soutien de la commune aux femmes iraniennes et afghanes, peut-être lors de la prochaine séance.

Cette problématique sera également mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil consultatif de la solidarité internationale.

Mme l'Echevine De Brouwer précise que la commune participe à la campagne « Oranger le monde » à l'occasion de cette journée du 25 novembre, par l'illumination en orange de la façade de la Maison communale de la place Jean Vander Elst. Les informations sur cet événement sont diffusées via les canaux habituels (magazine Wolvendael, réseaux sociaux, site internet communal).

Le nom de Masha Amini sera mentionné dans la communication qui sera effectuée demain, avec la publication de la photo prise ce soir au Conseil ainsi que des photos des membres du personnel qui ont participé à l'action « Lutter contre les violences faites aux femmes ».

Mme l'Echevine De Brouwer signale que les communications évoqueront aussi les aides aux femmes migrantes confrontées aux « violences de genre ».

Mme Margaux préférerait que la banderole du parc de Wolvendael fût apposée sur un bâtiment communal, pour bien indiquer que l'autorité communale porte ce message.

Elle insiste aussi sur les violences à l'égard des mineurs, car nombreuses sont les jeunes filles de 15 ou 16 ans à avoir été arrêtées ou tuées en Iran.

Mme Margaux est favorable à l'attribution immédiate, sans attendre, du nom « Masha Amini » à une plaine de jeux ou un autre lieu public, vu que le soutien au mouvement de contestation en Iran doit être opéré sans atermolement.

M. Hayette, après avoir remercié chaleureusement les deux échevines, insiste pour qu'on n'oublie pas non plus les violences dont sont victimes les femmes belges, et ce d'autant plus que la pandémie a entraîné une recrudescence des violences domestiques.

Le groupe socialiste soutiendra les actions menées par le Collège en ce domaine.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Margaux : steun voor de Iraanse vrouwen.

Mevr. Margaux herinnert eraan dat Masha Amini, een 22-jarige Iraanse studente uit Koerdistan die haar familie in Teheran bezocht, op 13 september jongstleden door de Iraanse zedenpolitie werd gearresteerd wegens "onfatsoenlijke kleding": zij droeg haar sluijer niet correct omdat er een haarlok uit stak. Masha Amini stierf na drie dagen in een coma.

Sinds haar dood zijn in heel Iran demonstraties ter ondersteuning van haar gehouden, die bloedig zijn onderdrukt.

Ondanks de repressie zijn deze demonstraties uitgegroeid tot een echte volksofstand van de jeugd die een einde wil maken aan de islamitische theocratie die sinds 1979 werd opgelegd.

Deze opstand wordt geleid door jonge vrouwen en mannen die dit regime alleen maar hebben gekend maar eruit willen stappen, zelfs met gevaar voor eigen leven.

De beweging houdt al meer dan twee maanden stand, maar tegen welke prijs! Meer dan 350 mensen zijn gedood, honderden gewond, gevangen gezet, gemarteld en bedreigd. Het eerste doodvonnis is zojuist uitgesproken.

Deze beweging verdedigt waarden die voor ons essentieel zijn: de plaats van de vrouw, het einde van haar onderwerping, de gelijkheid tussen mannen en vrouwen, de vrijheid van meningsuiting, de rechten van minderheden, van "LGBTQ+". Als zodanig moet het worden ondersteund.

Op 11 oktober heeft de Senaat unaniem een resolutie aangenomen over de situatie in Iran, waarin de regeringen van de federale en gefedereerde entiteiten worden opgeroepen hun steun uit te spreken voor de politieke strijd van de Iraanse vrouwen om hun legitieme rechten en vrijheden in de openbare en particuliere sfeer te vergroten.

Op 12 november heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers een resolutie aangenomen over de bescherming van de vrouwenrechten in Iran, met een meerderheid en één onthouding van de PTB.

De gemeenteraad heeft de plicht zijn solidariteit te tonen met de Iraanse vrouwen en mannen die slechts vragen om de eerbiediging van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens in hun land.

Mevr. Margaux heeft het college dan ook verzocht officieel de steun en solidariteit van de gemeente Ukkel met deze Iraanse volksofstand te betuigen.

Mevr. Margaux stelt tevens voor om, om deze steun publiekelijk tot uitdrukking te brengen, de naam "Masha Amini", die het symbool van deze opstand is geworden, toe te kennen aan een openbare plaats zoals de esplanade voor het nieuwe administratieve centrum, het voormalige gemeentehuis of een andere nader te bepalen plaats.

Een of meer spandoeken ter ondersteuning van de Iraanse vrouwen moeten ook in de openbare ruimte of op het gemeentehuis worden geplaatst.

Andere Brusselse gemeentes hebben dergelijke maatregelen al genomen.

Aangezien elke uiting van solidariteit essentieel is om de Iraanse vrouwen de moed te

geven hun strijd voort te zetten, heeft mevr. Margaux het college gevraagd welke maatregelen het denkt te nemen om Masha Amini te eren en zijn steun te betuigen aan deze rechtvaardige vrijheidsstrijd.

Schepen Ledan bedankt de sprekers voor hun inzet voor de mensenrechten en meer bepaald voor de rechten van de vrouw, die op deze internationale dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen moeten worden geëerd.

Aanvallen op de integriteit van vrouwen zijn onaanvaardbaar, in Iran, Afghanistan of waar ook ter wereld.

Het college wou een eerbetoon brengen aan Masha Amini en steun verlenen aan Iraanse vrouwen en mannen die demonstreren voor hun vrijheden en rechten.

Op 27 oktober werd een zeil aangebracht op de omheining van het Wolvendaelpark aan de De Frélaan, vlakbij de Heldensquare. Deze locatie werd gekozen omdat het een belangrijke doorgangplaats is voor Ukkelaars van alle generaties. Informatie over dit zeil is beschikbaar op de gemeentelijke website.

De boodschap op het zeil zal ook worden vermeld op affiches die de komende dagen in de gemeentegebouwen zullen worden opgehangen.

Het college heeft ook contact gelegd met een groep Belgische jonge vrouwen van Iraanse afkomst waarmee het een wake wil organiseren voor het administratieve centrum.

De naam "Masha Amini" zal worden opgenomen in de lijst van namen van vrouwen die beschikbaar zijn voor nieuwe wegen of openbare ruimtes.

Het college is ook van plan de Iraanse ambassade te interpellieren over de schending van de rechten van vrouwen en het recht op demonstratie.

Het college zal zeker de gelegenheid krijgen om bij de raad terug te komen om de steun van de gemeente aan Iraanse en Afgaanse vrouwen toe te lichten, misschien tijdens de volgende zitting.

Deze kwestie zal ook op de agenda van de volgende zitting van de adviesraad voor internationale solidariteit worden geplaatst.

Schepen De Brouwer legt uit dat de gemeente ter gelegenheid van 25 november deelneemt aan de campagne "Oranger le monde" door de gevel van het gemeentehuis op het Jean Vander Elstplein oranje te verlichten. Informatie over dit evenement zal worden verspreid via de gebruikelijke kanalen (Wolvendael, sociale netwerken, gemeentelijke website).

De naam Masha Amini zal worden vermeld in de mededeling die morgen zal worden gedaan, met de publicatie van de foto die vanavond in de raad is genomen en de foto's van de personeelsleden die hebben deelgenomen aan de actie "Bestrijding van geweld tegen vrouwen".

Ze zegt dat de mededelingen ook steun zouden inhouden voor migrantenvrouwen die te maken hebben met "gendergeweld".

Mevr. Margaux zou liever zien dat het spandoek van het Wolvendaelpark op een gemeentegebouw wordt geplaatst, om duidelijk te maken dat het gemeentebestuur deze boodschap uitdraagt.

Ze drong ook aan op geweld tegen minderjarigen, aangezien veel 15- en 16-jarige meisjes in Iran zijn gearresteerd of gedood.

ze is ervoor om onmiddellijk een speelplaats of andere openbare plaats "Masha Amini" te noemen, omdat de protestbeweging in Iran onverwijld moet worden gesteund.

Na de twee schepenen hartelijk te hebben bedankt, benadrukt **de h. Hayette** dat we ook het geweld van Belgische vrouwen niet mogen vergeten, vooral omdat de pandemie heeft geleid tot een toename van huiselijk geweld.

De socialistische fractie zal de maatregelen van het college op dit vlak steunen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
Interpellation Masha Amini.pdf

24.11.2022/A/0076 **Question orale de M. Hayette : l'activisme pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.**

M. Hayette rappelle que le 20 décembre 1993, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution 48/140 sur les mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale pour éliminer la violence contre les femmes et décidé de proclamer le 25 novembre Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Le but de la campagne prévue du 25 novembre au 10 décembre prochain consiste à accroître le soutien, la sensibilisation et à créer des opportunités de discussion sur les défis et les solutions. Depuis le début de la pandémie, 45 % des femmes ont déclaré qu'elles-mêmes ou d'autres femmes connaissent ou ont subi une forme de violence. Sept femmes sur dix pensent que la violence verbale ou physique de la part d'un partenaire est devenue plus courante. Six femmes sur dix estiment que le harcèlement sexuel dans les espaces publics s'est aggravé.

Face à cette violence, les services publics, et plus particulièrement la commune d'Uccle, doivent être aux côtés des femmes qui n'ont parfois que leurs larmes pour arrêter les coups et les insultes. Les conséquences néfastes de cette violence sur les plans psychologique, sexuel et génésique affectent toutes les femmes, dans tous les pays du monde, à tous les moments de leur vie.

Il n'y a pas de petites violences : toutes doivent être éliminées, même si certaines sont parfois plus dures à supporter que d'autres.

À l'occasion de cette journée, M. Hayette enjoint le Collège de rappeler plus spécialement la solidarité de la commune à l'égard des femmes et filles afghanes et de la population iranienne qui, chaque jour au péril de sa vie, se bat pour le droit des femmes à être libres dans une théocratie indigne du XXI^{ème} siècle.

M. Cools rejoint les propos tenus par Mme Margaux et M. Hayette.

Il est essentiel que la commune d'Uccle exprime sa solidarité, en ne se limitant pas à des réactions purement symboliques.

Toutefois, la politique à adopter face à la situation en Iran relève davantage du gouvernement fédéral, qui devra s'interroger sur la nature et les modalités des relations entre la Belgique et l'Iran.

Mme l'Echevine Ledan remercie les intervenants pour leur attachement aux droits humains et plus particulièrement aux droits des femmes, qu'il convient d'honorer à l'occasion de cette Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Les atteintes à l'intégrité des femmes sont inacceptables, que ce soit en Iran, en Afghanistan ou partout dans le monde.

Le Collège a tenu à rendre hommage à Masha Amini et à apporter son soutien aux Iraniennes et Iraniens qui manifestent pour leurs libertés et leurs droits.

Le 27 octobre dernier, une bâche a été posée sur les grilles du parc de Wolvendael avenue De Fré, à hauteur du square des Héros. Cet emplacement a été choisi parce qu'il s'agit d'un lieu de passage important pour des Ucclois de toutes les générations.

L'information relative à cette bache figure sur le site internet communal.

Le message diffusé sur cette bache sera aussi mentionné sur des affiches qui seront placardées dans les bâtiments communaux dans les prochains jours.

Le Collège a également établi un contact avec un collectif de jeunes femmes belges d'origine iranienne avec lequel il envisage d'organiser une veillée devant le centre administratif.

Le nom « Masha Amini » sera introduit dans la liste de noms de femmes disponibles pour de nouvelles voiries ou de nouveaux espaces publics.

Le Collège a aussi l'intention d'interpeller l'ambassade d'Iran sur l'atteinte aux droits des femmes et au droit de manifester.

Le Collège aura certainement l'occasion de revenir auprès du Conseil pour exposer le soutien de la commune aux femmes iraniennes et afghanes, peut-être lors de la prochaine séance.

Cette problématique sera également mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil consultatif de la solidarité internationale.

Mme l'Echevine De Brouwer précise que la commune participe à la campagne « Oranger le monde » à l'occasion de cette journée du 25 novembre, par l'illumination en orange de la façade de la Maison communale de la place Jean Vander Elst. Les informations sur cet événement sont diffusées via les canaux habituels (magazine Wolvendael, réseaux sociaux, site internet communal).

Le nom de Masha Amini sera mentionné dans la communication qui sera effectuée demain, avec la publication de la photo prise ce soir au Conseil ainsi que des photos des membres du personnel qui ont participé à l'action « Lutter contre les violences faites aux femmes ».

Mme l'Echevine De Brouwer signale que les communications évoqueront aussi les aides aux femmes migrantes confrontées aux « violences de genre ».

Mme Margaux préférerait que la banderole du parc de Wolvendael fût apposée sur un bâtiment communal, pour bien indiquer que l'autorité communale porte ce message.

Elle insiste aussi sur les violences à l'égard des mineurs, car nombreuses sont les jeunes filles de 15 ou 16 ans à avoir été arrêtées ou tuées en Iran.

Mme Margaux est favorable à l'attribution immédiate, sans attendre, du nom « Masha Amini » à une plaine de jeux ou un autre lieu public, vu que le soutien au mouvement de contestation en Iran doit être opéré sans atermolement.

M. Hayette, après avoir remercié chaleureusement les deux échevines, insiste pour qu'on n'oublie pas non plus les violences dont sont victimes les femmes belges, et ce d'autant plus que la pandémie a entraîné une recrudescence des violences domestiques.

Le groupe socialiste soutiendra les actions menées par le Collège en ce domaine.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : actief meewerken aan het uitroeien van het geweld tegen vrouwen.

De h. Hayette herinnert eraan dat de algemene vergadering van de VN op 20 december 1993 resolutie 48/140 heeft aangenomen inzake misdaadpreventie en strafrechtelijke maatregelen om geweld tegen vrouwen uit te bannen en heeft besloten 25 november uit te roepen tot Internationale Dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen.

Het doel van de campagne, die loopt van 25 november tot 10 december, is om steun

en bewustzijn te vergroten en mogelijkheden te creëren voor discussie over de uitdagingen en oplossingen. Sinds het begin van de pandemie heeft 45% van de vrouwen gemeld dat zij of andere vrouwen een vorm van geweld ervaren of hebben ervaren. Zeven van de tien vrouwen vinden dat verbaal of fysiek geweld door een partner vaker voorkomt. Zes van de tien vrouwen vinden dat seksuele intimidatie in de openbare ruimte is toegenomen.

Tegenover dit geweld moeten de openbare diensten, en meer bepaald de gemeente Ukkel, aan de zijde staan van de vrouwen die soms alleen hun tranen hebben om de slagen en beledigingen te stoppen. De schadelijke gevolgen van dit geweld op psychologisch, seksueel en reproductief vlak treffen alle vrouwen, in alle landen van de wereld, op elk moment van hun leven.

Er zijn geen kleine vormen van geweld: ze moeten allemaal worden uitgebannen, ook al zijn sommige soms moeilijker te verdragen dan andere.

Ter gelegenheid van deze dag verzoekt de h. Hayette het college meer in het bijzonder te herinneren aan de solidariteit van de gemeente met de Afghaanse vrouwen en meisjes en met de Iraanse bevolking die elke dag met gevaar voor eigen leven strijdt voor het recht van vrouwen om vrij te zijn in een theocratie die de 21ste eeuw onwaardig is.

De h. Cools is het eens met de woorden van mevr. Margaux en de h. Hayette.

Het is essentieel dat de gemeente Ukkel uiting geeft aan haar solidariteit, door zich niet te beperken tot louter symbolische reacties.

Het te voeren beleid ten aanzien van de situatie in Iran is echter meer een zaak van de federale regering die de aard en de modaliteiten van de betrekkingen tussen België en Iran in overweging moet nemen.

Schepen Ledan bedankt de sprekers voor hun inzet voor de mensenrechten en meer bepaald voor de rechten van de vrouw, die op deze internationale dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen moeten worden geëerd.

Aanvallen op de integriteit van vrouwen zijn onaanvaardbaar, in Iran, Afghanistan of waar ook ter wereld.

Het college wou een eerbetoon brengen aan Masha Amini en steun verlenen aan Iraanse vrouwen en mannen die demonstreren voor hun vrijheden en rechten.

Op 27 oktober werd een zeil aangebracht op de omheining van het Wolvendaelpark aan de De Frélaan, vlakbij de Heldensquare. Deze locatie werd gekozen omdat het een belangrijke doorgangplaats is voor Ukkelaars van alle generaties. Informatie over dit zeil is beschikbaar op de gemeentelijke website.

De boodschap op het zeil zal ook worden vermeld op affiches die de komende dagen in de gemeentegebouwen zullen worden opgehangen.

Het college heeft ook contact gelegd met een groep Belgische jonge vrouwen van Iraanse afkomst waarmee het een wake wil organiseren voor het administratieve centrum.

De naam "Masha Amini" zal worden opgenomen in de lijst van namen van vrouwen die beschikbaar zijn voor nieuwe wegen of openbare ruimtes.

Het college is ook van plan de Iraanse ambassade te interpellieren over de schending van de rechten van vrouwen en het recht op demonstratie.

Het college zal zeker de gelegenheid krijgen om bij de raad terug te komen om de steun van de gemeente aan Iraanse en Afghaanse vrouwen toe te lichten, misschien tijdens de volgende zitting.

Deze kwestie zal ook op de agenda van de volgende zitting van de adviesraad voor internationale solidariteit worden geplaatst.

Schepen De Brouwer legt uit dat de gemeente ter gelegenheid van 25 november deelneemt aan de campagne "Oranger le monde" door de gevel van het gemeentehuis

op het Jean Vander Elstplein oranje te verlichten. Informatie over dit evenement zal worden verspreid via de gebruikelijke kanalen (Wolvendael, sociale netwerken, gemeentelijke website).

De naam Masha Amini zal worden vermeld in de mededeling die morgen zal worden gedaan, met de publicatie van de foto die vanavond in de raad is genomen en de foto's van de personeelsleden die hebben deelgenomen aan de actie "Bestrijding van geweld tegen vrouwen".

Ze zegt dat de mededelingen ook steun zouden inhouden voor migrantenvrouwen die te maken hebben met "gendergeweld".

Mevr. Margaux zou liever zien dat het spandoek van het Wolvendaelpark op een gemeentegebouw wordt geplaatst, om duidelijk te maken dat het gemeentebestuur deze boodschap uitdraagt.

Ze drong ook aan op geweld tegen minderjarigen, aangezien veel 15- en 16-jarige meisjes in Iran zijn gearresteerd of gedood.

ze is ervoor om onmiddellijk een speelplaats of andere openbare plaats "Masha Amini" te noemen, omdat de protestbeweging in Iran onverwijld moet worden gesteund.

Na de twee schepenen hartelijk te hebben bedankt, benadrukt **de h. Hayette** dat we ook het geweld van Belgische vrouwen niet mogen vergeten, vooral omdat de pandemie heeft geleid tot een toename van huiselijk geweld.

De socialistische fractie zal de maatregelen van het college op dit vlak steunen.

De Raad neemt kennis.

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

24.11.2022/A/0077 **Interpellation de Mme Kokaj : le devenir de la place Emile Danco.**

Mme Kokaj rappelle qu'Uccle n'est pas une commune parfaitement homogène, un îlot préservé des tracas du monde.

Uccle ne se limite pas aux villas 4 façades avec piscine des quartiers résidentiels. La commune ne se résume ni à l'avenue du Prince d'Orange, qui n'est pas une espèce de « Beverly Hills », ni au quartier Saint-Job, qui en serait la Louisiane, ni à la place Danco, qui en serait le Bronx.

Un article paru dans l'édition du 1^{er} septembre de la Dernière Heure faisait état des difficultés rencontrées par les riverains de la place Danco. En effet, depuis plusieurs années, la place Danco est occupée en journée et en soirée par une série de personnes dont on devine qu'elles sont dans une situation de souffrance sociale et de grande fragilité.

Mme Kokaj traverse la place Danco plusieurs fois par semaine, tant en journée qu'en soirée, et ne s'y est jamais sentie en danger. Elle n'est pas heurtée par la présence et le regroupement de personnes dans l'espace public. Mme Kokaj est davantage indisposée par le fait qu'une partie de ces personnes n'ait pas accès à d'autres lieux de rencontre, aux soins de santé ou à un logement décent. Il va de soi que le Conseil communal ne va pas résoudre ce soir le problème du « sans-abrisme » et de la misère sociale à Bruxelles mais vu le contexte actuel, ce n'est pas un luxe d'aborder un tel sujet.

Le nombre de personnes qui se réunissent place Danco ne cesse d'augmenter. La consommation et le trafic d'alcool et d'autres substances commencent très tôt le matin, de façon très ostensible. Mme Kokaj est non seulement touchée mais aussi

interpellée par l'état général de certaines de ces personnes.

Mme Kokaj n'a pas l'intention de porter un quelconque jugement sur cette situation, qui engendre inévitablement des dérapages rendant nécessaire l'intervention des forces de police.

Elle comprend très bien le malaise et le sentiment d'insécurité des riverains, qui requièrent réponses et solutions.

Déléguer la gestion de ce problème aux forces de police et interdire purement et simplement à ces personnes de transiter par la place reportera ce problème sur d'autres zones ou quartiers de la commune au lieu de le régler.

Les mesures répressives produisent déjà leur effet en entraînant un déplacement de ces personnes vers le parking de la salle 1180. Ce qui s'y passe est moins visible mais pas moins dommageable pour le quartier et les personnes concernées.

Les services de l'Action sociale et du CPAS sont à pied d'œuvre pour répondre au mieux aux situations désespérées des personnes précarisées qui vivent ou circulent sur le territoire de la commune. Le plan « Grand froid » est à présent déployé et offrira prise en charge et mise à disposition de lieux chauffés. Des tentes, couvertures et sacs de couchage seront distribués.

Vu que la commune n'est pas en mesure de maîtriser les problématiques de santé mentale générées par les assuétudes, il convient de tisser des liens et collaborer avec des services spécialisés, de manière à améliorer le quotidien des différents usagers de cette place, dont les soucis ne datent pas d'hier.

L'infobus sur les droits sociaux se trouvait sur la place Danco il y a moins d'un mois et poursuivra sa tournée prochainement.

Le Collège peut-il partager les retours de ces interventions ? Quelles personnes ont bénéficié des informations prodiguées ? Ces dernières correspondent-elles aux besoins identifiés sur la place ?

Le service de Prévention de la commune compte deux agents chargés de la problématique des assuétudes. Le service « Rezone », émanant de la Commission communautaire commune (Cocom), coordonne des équipes mobiles spécialisées en santé mentale dont certaines sont actives au sud de Bruxelles. Les agents du service de Prévention sont-ils en relation avec cet organisme ou bénéficient-ils de formations de sa part ?

La commune est-elle en relation avec l'ASBL Transit, spécialisée en assuétudes et réduction des risques, qui est partiellement subventionnée par la Région ?

Le Collège envisage-t-il une action concertée avec les services précités, la police, les agents « assuétudes », les habitants et commerçants et les jeunes et moins jeunes qui fréquentent la place Danco ?

M. Cools partage les préoccupations de Mme Kokaj.

Suite à la publication de l'article de presse dans le numéro du 1^{er} septembre de la Dernière Heure, il est intervenu au Conseil de police lors de la séance du 12 septembre. Il serait d'ailleurs utile de communiquer les procès-verbaux du Conseil de police aux conseillers communaux.

Lors de cette séance du Conseil de police, M. le Bourgmestre a répondu à M. Cools qu'il avait pris un arrêté d'interdiction temporaire d'accès à la place Danco, pour une durée d'un mois, à l'encontre de 18 individus.

Des arrestations administratives ont été opérées et les services sociaux sont intervenus, pas toujours avec succès pour certaines des personnes appréhendées.

M. Cools a appris lors de cette séance que le règlement général de police n'interdit plus la consommation d'alcool en voirie, alors que c'était le cas auparavant.

Pour M. Cools, l'harmonisation des règlements généraux de police ne doit pas être confondue avec une uniformisation qui gommerait les particularités locales. Si des problèmes d'assuétude se posent dans un quartier déterminé, il devrait être possible d'y interdire la consommation d'alcool sur la voie publique.

M. Cools est cependant bien conscient du fait que la lutte contre les assuétudes s'avère un travail très délicat.

M. De Bock regrette que cette place, lieu de regroupement naturel, soit toujours le théâtre de situations problématiques, en dépit des travaux de rénovation entrepris par la commune (notamment l'aménagement d'une fontaine).

Sa configuration particulière, à proximité des terrains de pétanque et de l'arrière de la salle 1180, peut générer le soir des zones d'ombre propices aux trafics illicites.

M. De Bock déplore que la rénovation de la chaussée d'Alseberg n'ait pas eu, du moins jusqu'à présent, des effets profitables pour la place Emile Danco.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch répond que, comme d'autres sites urbains, la place Danco rend visible la dramaturgie des villes puisque, pour reprendre une métaphore théâtrale, elle constitue une unité de temps, de lieu et d'action où se joue le spectacle de la société. Dans ce lieu charnière où les problématiques s'enchevêtrent, tous sont spectateurs mais aussi protagonistes, qu'ils soient passants, riverains, commerçants, travailleurs sociaux ou sanitaires, urbanistes.

La politique de prévention vise autant les victimes d'assuétudes que les personnes dépourvues de logement ou en situation de précarité sur le plan économique ou sanitaire.

Le service de la Prévention assure un suivi de ce public lors de maraudes menées avec une infirmière de rue de l'ASBL Transit, avec laquelle une collaboration a été établie depuis 2020.

Le Collège envisage d'autres collaborations, par exemple avec « Doucheflux », association davantage axée sur les problèmes de « Housing First ».

Grâce au remarquable travail de la Coordination sociale du CPAS, les services communaux seront bientôt mis en réseau avec « Rezone ».

M. l'Echevin Lambert-Limbosch est favorable à la présence d'éducateurs de rue en journée pour limiter les nuisances induites par le trafic de drogues.

Comme il conviendrait que les citoyens présents sur la place Danco durant leur pause-déjeuner la laissent aussi propre que possible, une action y sera bientôt lancée par le service Propreté avec la collaboration du service Prévention.

Quinze personnes, dont les profils respectifs sont très variés, ont pu être touchées par l'équipe de l'Infobus. Trois d'entre elles ont souhaité avoir un entretien plus confidentiel à l'intérieur de la camionnette, ce qui a permis au CPAS d'entamer un travail social.

M. le Bourgmestre rappelle que, depuis plus de 20 ans, la place Emile Danco est confrontée, de façon récurrente, à des problèmes plus ou moins intenses selon les périodes, mais cela ne signifie évidemment pas qu'il faille baisser les bras et se résigner à la fatalité.

Il va de soi qu'il faut mener une politique de prévention auprès des publics fragilisés mais il ne faut pas non plus sombrer dans la naïveté : la prévention doit céder la place à la répression face à certains personnages.

S'il convient, pour garantir la quiétude des riverains, de lutter contre toutes les nuisances, on ne peut comparer un individu en état d'ébriété sur la voie publique avec un délinquant caractérisé qui se livre au trafic de stupéfiants.

La présence policière sur la place Danco a donc été renforcée et cet effort sera encore amplifié à l'avenir, et ce au-delà de la place elle-même (parking de la salle 1180, etc.). Des contacts ont été établis avec le Procureur du Roi, étant donné que les actions de la police ne débouchent pas nécessairement sur des suites judiciaires en raison des problèmes internes du Parquet.

Ce volet répressif ne signifie évidemment pas que le volet social soit abandonné, mais il peut arriver que les personnes qui font l'objet de la sollicitude des services refusent

l'aide proposée.

Pour ce qui concerne les personnes visées par l'arrêté d'interdiction d'accès, adopté il y a un peu plus d'un mois, l'administration communale sait, par les rapports de police, qu'une partie d'entre elles a quitté le territoire uclois.

Pour ce qui relève de l'harmonisation des règlements de police, M. le Bourgmestre a établi un arrêté particulier parce que le règlement général de police, dans sa formulation antérieure, était assez évasif.

Mais la nouvelle mouture de ce règlement général de police et les outils à disposition du Fonctionnaire sanctionnateur et des services de police sont tels aujourd'hui qu'il n'est plus nécessaire d'édicter un arrêté particulier pour sévir contre l'ivresse sur la voie publique.

Mme Kokaj n'a pas le sentiment d'avoir fait preuve de la moindre naïveté. Son interpellation ne porte pas sur les trafics, qui relèvent du Conseil de police, mais sur les atteintes au « vivre ensemble » autour de la place, qui affectent les personnes victimes des trafics.

Elle est toutefois heureuse d'apprendre que des collaborations sont mises en œuvre pour développer une politique d'accompagnement social.

Pour ce qui concerne le travail de la police, l'actualité récente démontre que sa mission ne consiste pas à gérer les problèmes de santé mentale. Mme Kokaj se réjouit d'autant plus d'apprendre que l'Action sociale va se mobiliser pour assurer le suivi des populations confrontées à ce type de problème.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Kokaj : de toekomst van het Emile Dancoplein.

Mevr. Kokaj herinnert ons eraan dat Ukkel geen perfect homogene gemeente is, een eiland beschermd tegen de zorgen van de wereld.

Ukkel beperkt zich niet tot de viergevelvilla's met zwembad in residentiële wijken. Het is niet alleen de Prins van Oranjelaan, wat niet een soort Beverly Hills is, noch de wijk Sint-Job, wat de Louisiana ervan zou zijn, noch het Dancoplein, wat de Bronx ervan zou zijn.

In een artikel in La Dernière Heure van 1 september werd melding gemaakt van de moeilijkheden waarmee de bewoners van het Dancoplein worden geconfronteerd. Sinds enkele jaren wordt het Dancoplein overdag en 's avonds bezet door een aantal mensen die zich duidelijk in een situatie van sociaal lijden en grote kwetsbaarheid bevinden.

Mevr. Kokaj loopt meerdere keren per week over het Dancoplein, zowel overdag als 's avonds, en heeft zich daar nooit onveilig gevoeld. Zij wordt niet beledigd door de aanwezigheid en het samenkomen van mensen in de openbare ruimte. Mevr. Kokaj is meer ontstemd over het feit dat sommige van deze mensen geen toegang hebben tot andere ontmoetingsplaatsen, gezondheidszorg of fatsoenlijke huisvesting. Het spreekt vanzelf dat de gemeenteraad het probleem van de daklozen en de sociale ellende in Brussel vanavond niet zal oplossen, maar gezien de huidige context is het geen overbodige luxe om een dergelijk onderwerp aan te snijden.

Het aantal mensen dat samenkomt op het Danco plein neemt toe. Het gebruik van en de handel in alcohol en andere middelen begint al heel vroeg in de ochtend, op een zeer zichtbare manier. Mevr. Kokaj is niet alleen getroffen, maar ook bezorgd over de algemene toestand van sommige van deze mensen.

Mevr. Kokaj wil geen oordeel vellen over deze situatie, die onvermijdelijk leidt tot excessen die politieoptreden vereisen.

Zij begrijpt volledig het ongemak en het gevoel van onveiligheid van de bewoners, die om antwoorden en oplossingen vragen.

Het delegeren van het beheer van dit probleem aan de politie en het eenvoudigweg verbieden van de doorgang van deze mensen over het plein zal het probleem verplaatsen naar andere wijken of buurten van de gemeente in plaats van het op te lossen.

De repressieve maatregelen hebben al effect doordat deze mensen naar de parkeerplaats van zaal 1180 worden verplaatst. Wat daar gebeurt is minder zichtbaar maar niet minder schadelijk voor de buurt en de betrokken mensen.

De diensten van Sociale Actie en het OCMW werken hard om zo goed mogelijk te reageren op de wanhopige situatie van mensen in preciaire situaties die in de gemeente wonen of zich verplaatsen. Het koudeplan wordt nu uitgevoerd en zal zorg en verwarmde plaatsen bieden. Er worden tenten, dekens en slaapzakken uitgedeeld.

Aangezien de gemeente niet in staat is de door verslaving veroorzaakte geestelijke gezondheidsproblemen te beheersen, is het noodzakelijk banden te smeden en samen te werken met gespecialiseerde diensten om het dagelijks leven van de verschillende gebruikers van deze plaats, wier zorgen niet nieuw zijn, te verbeteren.

De infobus over sociale rechten stond nog geen maand geleden op het Dancoplein en zal binnenkort zijn rondreis voortzetten.

Kan het college de feedback van deze interventies delen? Welke mensen hebben van de verstrekte informatie geprofiteerd? Komt het overeen met de op het plein vastgestelde behoeften ?

De Preventiedienst van de gemeente heeft twee ambtenaren die verantwoordelijk zijn voor de aanpak van verslaving. De dienst "Rezone" van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) coördineert mobiele teams die gespecialiseerd zijn in geestelijke gezondheid en waarvan sommige in het zuiden van Brussel actief zijn. Hebben de medewerkers van de Preventiedienst contact met deze organisatie of krijgen zij er een opleiding ?

Staat de gemeente in contact met de vzw Transit, gespecialiseerd in verslaving en risicobeperking en gedeeltelijk door het Gewest gesubsidieerd ?

Overweegt het college een gezamenlijke actie met de bovenvermelde diensten, de politie, de "verslavingsambtenaren", de bewoners en handelaars en de jongeren en minder jongeren die het Dancoplein bezoeken ?

De h. Cools deelt de bezorgdheid van mevr. Kokaj.

Na de publicatie van het persartikel in La Dernière Heure van 1 september sprak hij tijdens de zitting van de politieraad van 12 september. Het zou ook nuttig zijn om de notulen van de politieraad aan de gemeenteraadsleden mee te delen.

Tijdens deze zitting van de politieraad antwoordde de burgemeester aan de h. Cools dat hij aan 18 personen een tijdelijk toegangsverbod tot het Dancoplein had opgelegd voor de duur van een maand.

Er werden administratieve arrestaties verricht en de sociale diensten traden op, niet altijd met succes voor sommige van de aangehouden personen.

De h. Cools vernam tijdens de zitting dat het algemene politiereglement het gebruik van alcohol op straat niet meer verbiedt, terwijl dit vroeger wel het geval was.

Voor de h. Cools mag de harmonisatie van algemene politiereglementen niet worden verward met een standaardisatie die de lokale bijzonderheden zou uitwissen. Als er in een bepaald gebied verslavingsproblemen zijn, moet het mogelijk zijn het gebruik van alcohol op de openbare weg te verbieden.

De h. Cools is zich er echter terdege van bewust dat de strijd tegen verslaving een zeer delicate taak is.

De h. De Bock betreurt dat dit plein, een natuurlijke ontmoetingsplaats, nog steeds het toneel is van problematische situaties, ondanks de renovatie van de gemeente (met name de installatie van een fontein).

De bijzondere configuratie ervan, vlakbij de petanquebanen en de achterkant van zaal

1180, kan 's avonds schaduwplekken creëren die bevorderlijk zijn voor illegale handel. Hij betreurt dat de renovatie van de Alsebergsesteenweg, althans tot nu toe, geen gunstige gevolgen heeft gehad voor het Emile Dancoplein.

Schepen Lambert-Limbosch antwoordt dat het Dancoplein, net als andere stedelijke locaties, de dramaturgie van steden zichtbaar maakt omdat het, om een theatrale metafoor te gebruiken, een eenheid vormt van tijd, plaats en actie waar het spektakel van de samenleving wordt opgevoerd. Op deze scharnierplaats waar problemen met elkaar verweven zijn, is iedereen toeschouwer maar ook protagonist, of het nu gaat om voorbijgangers, bewoners, handelaars, sociale of gezondheidswerkers of stadsplanners.

Het preventiebeleid is evenzeer gericht op de slachtoffers van verslaving als op mensen die dakloos zijn of in een precaire economische of gezondheidssituatie verkeren.

De Preventiedienst zorgt voor opvolging van dit publiek met een straatverpleegster van vzw Transit, waarmee sinds 2020 een samenwerking is aangegaan.

Het college overweegt andere samenwerkingsverbanden, bijvoorbeeld met "Doucheflux", een vereniging die zich meer richt op "Housing First"-problemen.

Dankzij het uitstekende werk van de sociale coördinatie van het OCMW zullen de gemeentediensten binnenkort met "Rezone" in een netwerk worden opgenomen.

Schepen Lambert-Limbosch is voorstander van de aanwezigheid van Straathoekwerkers overdag om de overlast van drugshandel te beperken.

Aangezien het wenselijk zou zijn dat de burgers die tijdens hun middagpauze op het Dancoplein aanwezig zijn, het plein zo schoon mogelijk achterlaten, wordt daar binnenkort een actie op touw gezet door de diensten Reinheid en Preventie.

Vijftien mensen, met zeer uiteenlopende profielen, werden door het Infobus-team bereikt. Drie van hen wensten een vertrouwelijker gesprek in de bus, waardoor het OCMW met het sociale werk kon beginnen.

De burgemeester herinnert eraan dat het Emile Dancoplein al meer dan 20 jaar te kampen heeft met terugkerende problemen van verschillende intensiteit, afhankelijk van de periode, maar dit betekent uiteraard niet dat we de moed moeten opgeven en er ons moeten bij neerleggen.

Het spreekt voor zich dat voor kwetsbare groepen een preventiebeleid moet worden gevoerd maar we mogen ook niet naïef zijn: preventie moet wijken voor repressie voor bepaalde personen.

Hoewel het, om de rust van de omwonenden te garanderen, passend is alle overlast te bestrijden, kan men een persoon in beschonken toestand op de openbare weg niet vergelijken met een zware delinquent die betrokken is bij drugshandel.

De aanwezigheid van de politie op het Dancoplein is dus versterkt en deze inspanning zal in de toekomst nog worden versterkt, ook buiten het plein zelf (parking van zaal 1180 enz.).

Er zijn contacten gelegd met de procureur des Konings, aangezien politieoptredens niet noodzakelijk leiden tot gerechtelijke stappen vanwege interne problemen bij het parket.

Dit repressieve aspect betekent uiteraard niet dat het sociale aspect is opgegeven, maar het kan gebeuren dat de personen die het voorwerp zijn van de diensten de aangeboden hulp weigeren.

Wat betreft de mensen voor wie het toegangsverbod, dat iets meer dan een maand geleden is ingesteld, geldt, weet het gemeentebestuur uit politierapporten dat een aantal van hen het Ukkelse grondgebied heeft verlaten.

Wat de harmonisatie van de politiereglementen betreft, heeft de burgemeester een speciaal besluit opgesteld omdat de algemene politiereglementen in hun vorige formulering nogal ontwikkend waren.

Maar de nieuwe versie van het algemeen politiereglement en de instrumenten waarover de sanctionerende ambtenaar en de politiediensten beschikken, zijn van dien aard dat het niet langer nodig is een speciaal besluit uit te vaardigen om dronkenschap op de openbare weg aan te pakken.

Mevr. Kokaj vindt niet dat ze ook maar enigszins naïef is geweest. Haar interpellatie gaat niet over illegale handel, dat is een zaak voor de politieraad, maar over de schade aan het "samenleven" rond het plein, die de mensen treft die slachtoffer zijn van illegale handel.

Zij was echter verheugd te vernemen dat er werd samengewerkt om een beleid van sociale ondersteuning te ontwikkelen.

Wat het werk van de politie betreft, tonen recente gebeurtenissen aan dat het niet hun taak is geestelijke gezondheidsproblemen te beheersen. Ze was des te meer verheugd te vernemen dat de sociale actie zich gaat inzetten voor de opvolging van bevolkingsgroepen die met dit soort problemen worden geconfronteerd.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
interpellation Danco.pdf*

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

24.11.2022/A/0078 **Question orale de M. Cools : les annonces d'emploi de la Commune.**

M. Cools signale que, pour savoir définir un homme ou une femme, il suffit de consulter, sur le site internet communal, les annonces pour les recrutements dans l'administration.

On y précise les éléments suivants, pour des emplois qui vont de l'éducateur de rue au gestionnaire de participation citoyenne en passant par des paveurs-dalleurs ou des plombiers-chauffagistes :

« Nous entendons par homme(s) toute personne identifiée homme et/ou qui se reconnaît dans cette appellation. Cela comprend les hommes cis et trans, les personnes trans, les personnes inter et non-binaires.

Nous entendons par femme(s) toute personne identifiée femme et/ou qui se reconnaît dans cette appellation. Cela comprend les femmes cis et trans, les personnes trans, les personnes inter et non-binaires. ».

La mention figurant sur ces annonces - en l'occurrence « Les qualités et compétences humaines sont déterminantes lors de nos recrutements, et ce, indépendamment de l'âge, du genre, de l'origine, du handicap et de l'orientation sexuelle des candidats » – n'est-elle pas suffisante pour affirmer la volonté de non-discrimination dans les recrutements ?

Pourquoi ajouter ces explications, peu compréhensibles pour de nombreux citoyens et imprégnées par la pensée wokiste, sur ce qu'on entend par homme ou femme ?

Mme l'Echevin Delwart répond que les offres d'emploi de la commune sont publiées de manière très professionnelle sur le site internet.

Elles comportent toutes la mention « homme/femme », ainsi qu'un petit astérisque qui renvoie à l'explication lue par M. Cools.

Le descriptif de fonctions est rédigé à la forme masculine afin d'assurer une lecture plus fluide de l'annonce. Puis, le texte précise le contexte de l'offre, les qualités requises et les missions demandées, et ce n'est qu'à la fin que figurent les passages cités par M. Cools.

Selon Mme l'Echevin Delwart, ces précisions n'ont aucun caractère « wokiste ». La

grande majorité des candidats se retrouvera dans les catégories « H » et « F », et pour celles et ceux qui éprouveraient des difficultés à cet égard, il convenait de préciser que leur diversité serait bien accueillie à Uccle et ne poserait aucun problème dans leur parcours de recrutement.

Mme l'Echevine Delwart invite chaque membre de l'assemblée à éviter tout dogmatisme. Il ne s'agit en aucun cas d'une « prise d'otage » des offres d'emploi de la commune par des minorités mais de la reconnaissance de l'existence de minorités, qui sont les bienvenues si elles souhaitent postuler pour des emplois communaux.

Mme l'Echevine De Brouwer ressent un profond malaise en entendant M. Cools utiliser le terme « wokiste », dans la mesure où celui-ci est brandi par les personnes animés par l'intention de dénigrer les courants qui prennent la défense des groupes minoritaires.

Et elle le regrette d'autant plus que c'est la première fois que ce terme « wokiste » est prononcé au sein du Conseil communal.

L'administration communale doit être un environnement accueillant pour ces minorités, dans la mesure où on constate de manière générale que, pour toute une série d'emplois, les personnes trans ou lesbiennes ne se portent pas candidates parce qu'elles ont peur des micro-agressions quotidiennes.

M. Cools exprime sa déception face à la réponse du Collège.

Il remarque que toutes les offres d'emploi de la commune ne sont pas libellées de la même façon : les références particulières qu'il a citées émanent uniquement de certains services déterminés.

M. Cools tient à préciser qu'il est un homme très ouvert. C'est lorsqu'il exerçait la fonction d'Echevin du Personnel que le premier agent trans de l'administration communale a été engagé. De même, il a été le premier échevin à célébrer le mariage de personnes de même sexe.

Néanmoins, il estime qu'il faut faire attention à la manière dont on s'exprime et dont on rédige des documents.

En mettant l'accent de la sorte sur une série de minorités, on aboutit à l'effet inverse de celui qui est souhaité, et la lutte contre les discriminations en pâtit car les citoyens ne prennent pas au sérieux des textes rédigés dans un tel langage.

Par ailleurs, M. Cools est tout à fait disposé à discuter des concepts de wokisme ou d'intersectionnalité dans un cadre qui y serait propice.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de gemeentelijke werkaanbiedingen.

De h. Cools wijst erop dat men, om te weten hoe men een man of een vrouw moet definiëren, slechts de advertenties voor administratieve aanwerving op de gemeentelijke website hoeft te raadplegen.

Daarin staat het volgende, voor banen variërend van straathoekwerker tot inspraakbeheerder, van bestraters tot loodgieter-chauffagist:

"Onder man(nen) verstaan we iedereen die zich als man identificeert en/of die zich in deze benaming herkent. Dit omvat cis- en transmannen, transpersonen, intersekse en non-binaire personen.

Onder vrouw(en) verstaan we iedereen die zich als vrouw identificeert en/of die zich in deze benaming herkent. Dit omvat cis- en transvrouwen, transpersonen, intersekse en non-binaire personen."

Is de vermelding in deze advertenties - in dit geval "De menselijke kwaliteiten en competenties zijn bepalend bij onze aanwervingen, en dit afgezien van de leeftijd, het geslacht, de oorsprong, de handicap of de seksuele geaardheid van de kandidaten." - niet voldoende om het streven naar non-discriminatie bij aanwerving te bevestigen ?

Waarom deze uitleg, die voor veel burgers moeilijk te begrijpen is en beïnvloed is door het wokistische denken, over wat met man of vrouw wordt bedoeld ?

Schepen Delwart antwoordt dat de vacatures van de gemeente op een zeer professionele manier op de website worden gepubliceerd.

Ze zijn allemaal gemarkeerd als "man/vrouw", met een klein sterretje dat verwijst naar de uitleg van de h. Cools.

De functieomschrijving is in de mannelijke vorm geschreven om de advertentie vlotter te kunnen lezen. Vervolgens worden in de tekst de context van het aanbod, de vereiste kwaliteiten en de gevraagde taken gespecificeerd en pas aan het eind verschijnen de door de h. Cools geciteerde passages.

Volgens de schepen zijn deze details niet "wokistisch". De overgrote meerderheid van de kandidaten zou tot de categorieën "M" en "V" behoren, en voor degenen die in dit opzicht moeilijkheden hadden, moet duidelijk worden gemaakt dat hun diversiteit in Ukkel welkom zou zijn en geen problemen zou opleveren bij de aanwerving.

Ze verzoekt elk lid van de vergadering elk dogmatisme te vermijden. Het gaat er niet om dat minderheden de vacatures van de gemeente "gijzelen" maar dat het bestaan van minderheden wordt erkend, die welkom zijn om bij de gemeente te solliciteren.

Schepen De Brouwer voelt zich zeer ongemakkelijk bij het gebruik van de term "wokist" door de h. Cools, omdat deze term wordt gebruikt door bewegingen die degenen die minderheidsgroepen verdedigen willen denigreren.

Ze betreurt dit des te meer omdat het de eerste keer is dat de term "wokist" in de gemeenteraad wordt gebruikt.

Het gemeentebestuur moet een gastvrije omgeving zijn voor deze minderheden, aangezien algemeen wordt vastgesteld dat transseksuelen of lesbiennes voor een hele reeks banen niet solliciteren omdat zij bang zijn voor de dagelijkse microagressies.

De h. Cools sprak zijn teleurstelling uit over het antwoord van het college.

Hij merkt op dat niet alle vacatures in de gemeente op dezelfde manier zijn geformuleerd: de specifieke referenties die hij aanhaalde waren alleen van bepaalde diensten.

Hij zegt dat hij een zeer open persoon is. Toen hij schepen van Personeel was, werd de eerste transmedewerker in het gemeentebestuur aangenomen. Hij was ook de eerste schepen die huwelijken tussen mensen van hetzelfde geslacht voltrok.

Toch vindt hij dat men voorzichtig moet zijn met hoe men zich uitdrukt en hoe men documenten opstelt.

Als men zich op deze manier richt op een reeks minderheden, heeft dat een averechts effect en lijdt de strijd tegen discriminatie eronder dat burgers teksten in dergelijke taal niet serieus nemen.

Aan de andere kant is de h. Cools best bereid om de concepten wokisme of intersectionaliteit te bespreken in een kader dat daartoe bevorderlijk is.

De Raad neemt kennis.

24.11.2022/A/0079

Question orale de M. Cools : le non-respect dans les chantiers communaux des jours fériés.

M. Cools rappelle que, lors de la séance du 8 septembre dernier, il interpellait le Collège sur la lutte contre les nuisances des chantiers et sur la nécessité de respecter en ce domaine les dispositions du Règlement régional d'urbanisme (RRU).

Il dénonçait notamment le fait qu'en contravention avec ces dispositions, on travaillait à Uccle lors des jours fériés.

Il citait l'exemple de l'école du Merlo, où l'entreprise désignée par la commune a travaillé le 21 juillet.

Dans sa réponse, le Collège avait assuré qu'un rappel de ces dispositions avait été fait auprès des entreprises concernées.

Cet appel a été visiblement sans effet, puisqu'on travaillait de manière bruyante le 11 novembre sur le chantier de l'école du Merlo. Le bruit généré par ce chantier est dû aux véhicules qui roulent sur des plaques métalliques.

Les riverains doivent-ils téléphoner à la police pour faire stopper les travaux en contravention avec le RRU ou le Collège et les services communaux vont-ils faire le nécessaire pour que la réglementation soit respectée par les entreprises concernées ?

M. le Bourgmestre répond que le Collège veille en permanence à trouver une position d'équilibre entre le respect de la quiétude des riverains et la nécessité d'assurer la réalisation des travaux.

Le Collège réagit dès qu'il est saisi d'un fait.

L'échéance des travaux à l'école du Merlo est prévue pour la mi-février. Une autorisation de travailler le samedi a bien été délivrée afin de permettre une réintégration des élèves dans les délais.

Mais cela ne signifie évidemment pas que les travaux doivent être menés au détriment du voisinage.

En l'occurrence, vu qu'aucune autorisation n'a été délivrée pour le 11 novembre, l'infraction est patente.

Les services ont donc contacté l'entrepreneur pour lui rappeler les règles en vigueur.

Les riverains sont invités à appeler la police dès que cela s'avère nécessaire.

Il faut reconnaître que certains entrepreneurs prennent ces exigences à la légère. Il arrive aussi que certains riverains – et ce n'est évidemment pas le cas de ceux qui se sont manifestés auprès de M. Cools – aient tendance à exagérer.

M. Cools suggère que des contacts soient établis avec l'aide du service technique dans le but de réduire le bruit des plaques métalliques.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : het niet-respecteren van de feestdagen door de gemeentelijke werven.

De h. Cools herinnert eraan dat hij in de zitting van 8 september het college had geïnterpelleerd over de bestrijding van de overlast van bouwwerven en over de noodzaak om de bepalingen van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) op dit vlak gebied in acht te nemen.

Hij hekelde met name het feit dat er in strijd met deze bepalingen op feestdagen wordt gewerkt in Ukkel.

Hij noemde het voorbeeld van de Merloschool, waar het door de gemeente aangestelde bedrijf op 21 juli heeft gewerkt.

In haar antwoord verzekerde het college dat de betrokken bedrijven aan deze bepalingen werden herinnerd.

Dit had echter weinig effect want op 11 november werd er luidruchtig gewerkt op het terrein van de Merloschool. Het lawaai is te wijten aan voertuigen die over metalen platen rijden.

Moeten omwonenden de politie bellen om de werkzaamheden in strijd met de GSV te stoppen of zullen het college en de gemeentediensten het nodige doen om ervoor te zorgen dat de voorschriften door de betrokken bedrijven worden nageleefd ?

De burgemeester antwoordt dat het college voortdurend probeert een evenwicht te vinden tussen respect voor de rust van de omwonenden en de noodzaak ervoor te zorgen dat werkzaamheden uitgevoerd kunnen worden.

Het college reageert zodra het een melding ontvangt.

De deadline voor de werken in de Merloschool is half februari. Er is toestemming gegeven om op zaterdag te werken zodat de leerlingen op tijd naar school kunnen gaan.

Dit betekent echter niet dat het werk op kosten van de buurt moet worden uitgevoerd.

Aangezien er in dit geval voor 11 november geen vergunning is afgegeven, ligt de inbreuk voor de hand.

De diensten hebben daarom contact opgenomen met de aannemer om hem te herinneren aan de geldende regels.

De bewoners kunnen de politie contacteren wanneer dat nodig is.

Er moet toegegeven worden dat sommige aannemers nogal licht omgaan met deze eisen. Het komt ook voor dat sommige bewoners - en dat geldt uiteraard niet voor degenen die contact hebben opgenomen met de h. Cools - de neiging hebben te overdrijven.

De h. Cools stelt voor om met behulp van de technische dienst contacten te leggen om het geluid van de metalen platen te verminderen.

De Raad neemt kennis.

24.11.2022/A/0080 **Question orale de M. Cools : les travaux place Guy d'Arezzo.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Cools : werken Guy d'Arezzoplein.

Het punt wordt verdaagd.

24.11.2022/A/0081 **Question orale de M. Cools : le coût de l'accès à la culture.**

M. Cools rappelle que la commune et les associations qui lui sont liées, la Ferme Rose et le Centre culturel, développent une série d'activités et organisent ou accueillent différents événements.

Pour certaines activités, l'accès est gratuit. Pour d'autres, en particulier au Centre culturel, l'accès est payant, soit que les spectacles doivent être achetés, soit qu'il s'agisse de spectacles organisés par des partenaires privés qui doivent en couvrir le coût et louer les salles.

La commune met gratuitement à disposition du Centre culturel le bâtiment qui l'abrite et accorde chaque année une dotation importante à ce centre. Le Conseil communal est représenté dans ses organes, mais la composition du comité de direction n'a pas été établie de manière pluraliste et n'est pas conforme à la législation sur le Pacte culturel.

L'existence de ces liens entre le Centre culturel et la commune justifie que cette dernière s'intéresse au coût de l'accès à la culture au Centre culturel.

Or, si, pour la plupart des spectacles du Centre culturel, il y a un tarif spécial pour les

jeunes de moins de 26 ans, il n'en est pas de même pour les seniors.

Ceci va à l'encontre de la politique tarifaire pratiquée dans d'autres centres culturels où, de surcroît, le prix est moins cher pour des spectacles identiques à ceux présentés à Uccle.

Alors qu'à Uccle, les tarifs requis pour assister à une séance d'« Exploration du monde » varient selon les catégories de 13,50 € à 16,50 € avec un tarif réduit unique pour les jeunes de 10,50 €, voici les prix en vigueur dans d'autres communes pour le même spectacle :

- Auderghem : tarif unique de 11 € (jeunes de moins de 26 ans et seniors : 9 €);
- Woluwe-Saint-Pierre : tarif unique de 9 € (jeunes de moins de 26 ans : 6 €);
- Waterloo : tarif unique de 12 € (jeunes de moins de 26 ans : 8 € - seniors : 10 €).

De plus, certains spectacles présentés à Uccle sont très chers. C'est notamment le cas du « Roi Lear » (69 €, avec un tarif réduit de 63 € pour les plus de 65 ans et de 35 € pour les jeunes de moins de 26 ans).

Quelle est la raison de cette politique tarifaire différente et de l'absence de tarif « senior » pour la majorité des spectacles ?

Quelles sont les initiatives prises par le Collège pour favoriser l'accès de tous à la culture ?

Mme l'Echevine Ledan confirme que le Pacte culturel est bien respecté, puisque deux partis de l'opposition, le PS et Défi, sont représentés au Comité de gestion du Centre culturel. Cette participation de l'opposition a été actée en décembre 2021.

La tarification a fortement évolué depuis 2019, afin de répondre au souci constant de renforcement de l'accès à la culture et de développement des droits culturels.

Voici les objectifs fixés dans le cadre du redéploiement de l'offre programmatique :

- augmenter l'offre de spectacles « tous publics », avec des tarifs inférieurs à 25 €;
- augmenter le nombre de catégories pour avoir une plus grande diversité de tarifs, avec notamment la création d'une catégorie 3;
- mettre en place de façon systématique (sauf pour les spectacles aux tarifs très bas) des tarifs réduits de 10 % pour les moins de 26 ans et les plus de 65 ans;
- augmenter l'offre de spectacles « jeune public » à des tarifs accessibles, en ce compris les séances de cinéma, dont l'offre s'est étoffée;
- favoriser les partenariats avec les acteurs socio-culturels de la commune et du CPAS (notamment la cellule Culture) afin d'offrir une programmation gratuite ou à des tarifs spécifiques pour les publics ciblés par ces instances;
- renouveler la convention « article 27 », précédemment abrogée, car celle-ci permet à une population à revenus modestes d'avoir accès aux spectacles du CCU pour un montant de 2,70 €;
- faire évoluer la formule d'abonnement pour augmenter la flexibilité et les remises de prix en faveur du public;
- mettre en place une politique spécifique pour les écoles qui soit de nature à faire venir les écoliers et étudiants au CCU.

Mme l'Echevine Ledan signale encore que le Centre culturel a élargi son offre en augmentant le nombre de spectacles, dont le prix d'entrée au tarif plein s'élève à 15 €, 20 € ou 25 €.

Pour la saison 2022-2023, 32 spectacles sont accessibles pour un montant inférieur à

25 €.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de kostprijs van de toegang tot cultuur.

De h. Cools herinnert eraan dat de gemeente en de daarmee verbonden verenigingen, de Roze Hoeve en het cultureel centrum, een reeks activiteiten ontwikkelen en diverse evenementen organiseren of organiseren.

Voor sommige activiteiten is de toegang gratis. Voor andere voorstellingen, met name in het cultureel centrum, moet de toegang worden betaald, ofwel omdat de voorstellingen moeten worden gekocht, ofwel omdat zij worden georganiseerd door particuliere partners die de kosten moeten dekken en de zalen moeten huren.

De gemeente stelt het gebouw waarin het cultureel centrum is gevestigd gratis ter beschikking en kent jaarlijks een aanzienlijke dotatie toe aan het centrum. De gemeenteraad is vertegenwoordigd in zijn organen maar de samenstelling van het directiecomité is niet op pluralistische wijze tot stand gekomen en voldoet niet aan de wetgeving inzake het Cultuurpact.

Het bestaan van deze banden tussen het cultureel centrum en de gemeente rechtvaardigt het belang van de gemeente bij de kosten van de toegang tot cultuur in het cultureel centrum.

Voor de meeste voorstellingen in het cultureel centrum geldt een speciale prijs voor jongeren onder de 26 jaar, maar niet voor senioren.

Dit gaat in tegen het prijsbeleid van andere culturele centra waar bovendien de prijs goedkoper is voor dezelfde voorstellingen als die welke in Ukkel worden gepresenteerd.

Terwijl in Ukkel de prijzen om een sessie van "Exploration du monde " bij te wonen per categorie variëren van € 13,50 tot € 16,50 met een eenmalige gereduceerde prijs voor jongeren van € 10,50, zijn hier de prijzen die in andere gemeenten gelden voor dezelfde voorstelling

- Oudergem : enkel tarief van € 11 (jongeren tot 26 jaar en senioren : € 9);
- Sint-Pieters-Woluwe : eenheidsprijs van € 9 (jongeren tot 26 jaar : € 6);
- Waterloo : enkel tarief van € 12 (jongeren tot 26 jaar: € 8 – senioren : € 10).

Bovendien zijn sommige voorstellingen in Ukkel erg duur. Dit is het geval voor "Roi Lear" (€ 69, met een verlaagd tarief van € 63 voor 65-plussers en € 35 voor jongeren onder de 26 jaar).

Wat is de reden voor dit afwijkende prijsbeleid en het ontbreken van een "seniorentarief" voor de meeste voorstellingen ?

Welke initiatieven heeft het college genomen om de toegang tot cultuur voor iedereen te bevorderen ?

Schepen Ledan bevestigt dat het Cultuurpact goed wordt nageleefd, aangezien twee oppositiepartijen, de PS en Défi, vertegenwoordigd zijn in het directiecomité van het cultureel centrum. Deze deelname van de oppositie is in december 2021 overeengekomen.

De tarieven werden sinds 2019 aanzienlijk gewijzigd om tegemoet te komen aan de voortdurende zorg om de toegang tot cultuur te versterken en de culturele rechten te ontwikkelen.

Dit zijn de doelstellingen die zijn vastgesteld in het kader van de herschikking van het programma :

- meer aanbod van voorstellingen "voor alle doelgroepen" met tarieven lager dan € 25;
- meer categorieën met het oog op een grotere diversiteit van de tarieven, met

name de invoering van een categorie 3;

- systematisch (behalve voor voorstellingen met zeer lage prijzen) verlaagde prijzen van 10% invoeren voor -26 en 65+;
- meer voorstellingen voor een jong publiek tegen toegankelijke prijzen, met inbegrip van filmvoorstellingen, die zijn uitgebreid;
- partnerschappen met de sociaal-culturele actoren van de gemeente en het OCMW (met name de Cultuurcel) aanmoedigen om gratis of tegen specifieke tarieven programma's aan te bieden voor het publiek waarop deze instanties zich richten;
- verlenging van de eerder afgeschafte "artikel 27"-overeenkomst, omdat mensen met een laag inkomen dankzij deze overeenkomst voor € 2,70 toegang krijgen tot voorstellingen van het CCU
- de abonnementsformule ontwikkelen om de flexibiliteit en de prijskorting voor het publiek te vergroten;
- een specifiek beleid voor scholen invoeren dat scholieren en studenten naar het CCU brengt.

Schepen Ledan wijst er ook op dat het cultureel centrum zijn aanbod heeft uitgebreid door het aantal voorstellingen te verhogen, met toegang voor de volle prijs van 15, 20 of 25 euro.

Voor het seizoen 2022-2023 zijn 32 voorstellingen beschikbaar voor minder dan € 25.

De Raad neemt kennis.

24.11.2022/A/0082 **Question orale de M. De Bock : l'augmentation du nombre de vélos en free floating.**

M. De Bock demande si l'augmentation du nombre de vélos en free floating s'explique par la récente mise en demeure envoyée aux opérateurs de trottinettes ou par une démarche similaire prise à l'égard des opérateurs de vélos.

Il demande aussi si, comme il le proposait dans une interpellation précédente, la sanction administrative a été revue ou sera revue.

M. le Bourgmestre répond que les services communaux procèdent chaque semaine à l'enlèvement des vélos et trottinettes, stationnés en contradiction avec le Règlement général de police (RGP).

Le Fonctionnaire sanctionnateur inflige actuellement une sanction administrative communale de 200 € par trottinette ou vélo enlevé.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : toename van het aantal free floating-fietsen.

De h. De Bock vraagt of de toename van het aantal free floating-fietsen het gevolg is van de recente ingebrekestelling van stepexploitanten of van een soortgelijke aanpak van fietsexploitanten.

Hij vraagt ook of, zoals hij in een eerdere interpellatie had voorgesteld, de administratieve sanctie is herzien of herzien zal worden.

De burgemeester antwoordt dat de gemeentediensten wekelijks fietsen en steps verwijderen die in strijd met het algemeen politiereglement geparkeerd staan.

De sanctionerende ambtenaar legt momenteel een gemeentelijke administratieve sanctie van € 200 op per verwijderde step of fiets.

De Raad neemt kennis.

24.11.2022/A/0083 **Question orale de M. De Bock : la fermeture du Bois de la Cambre pendant le congé de la Toussaint.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de sluiting van het Ter Kamerenbos tijdens de Allerheiligenvakantie.

Het punt wordt verdaagd.

24.11.2022/A/0084 **Question orale de M. De Bock : l'enquête publique concernant le projet immobilier sur le site du Carrefour Molière à la limite d'Uccle et Ixelles.**

M. De Bock signale que ce projet immobilier suscite des inquiétudes dans le voisinage Molière, Jean Chapelle et Bascule.

Les préoccupations des riverains et usagers sont d'autant plus légitimes que ce site présente un intérêt certain en raison de la présence de plusieurs enseignes commerciales.

Il semble que ce projet ait été soumis à l'enquête publique à Ixelles. Or, la partie ucquoise du voisinage est plus susceptible de subir des incidences que la partie ixelloise.

La commune a-t-elle rendu un avis sur ce projet ? A-t-elle été consultée ? L'enquête publique n'aurait-elle pas dû être menée dans les deux communes, conjointement ou non ?

M. l'Echevin Biermann répond que la commune d'Uccle a bien été consultée sur ce dossier.

La 4^{ème} version de ce projet fait l'objet d'une commission de concertation, pour laquelle la commune d'Ixelles a transmis une invitation aux représentants de la commune d'Uccle, comme elle le fait de façon systématique.

Jusqu'à présent, les deux communes ont toujours émis des avis défavorables.

La prochaine réunion de la commission de concertation aura lieu le 30 novembre.

Selon M. l'Echevin Biermann, les dernières modifications apportées au projet ne sont pas suffisantes pour changer l'avis de la commune d'Uccle.

En réalité, le projet est beaucoup trop important pour les capacités du quartier, surtout dans les rues latérales, que ce soit en termes de profondeurs, de gabarits, etc.

M. De Bock remarque que ce dossier n'a guère été évoqué lors des séances du Conseil communal.

Vu que la succession des enquêtes publiques ne permet pas à tous les conseillers communaux de se rappeler où en est ce dossier, il serait opportun de communiquer le

dernier avis de la commune à l'ensemble du Conseil communal.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het openbaar onderzoek met betrekking tot het vastgoedproject op het terrein van de Carrefour Molière op de grens van Ukkel en Elsene.

De h. De Bock geeft aan dat dit woningbouwproject tot bezorgdheid leidt in de wijken Molière, Jean Chapelle en Bascule.

De bezorgdheid van de bewoners en gebruikers is des te meer gerechtvaardigd omdat deze locatie van zeker belang is vanwege de aanwezigheid van verschillende uithangborden.

Het lijkt erop dat dit project is voorgelegd aan het openbaar onderzoek in Elsene. Het Ukkelse deel van de wijk wordt echter eerder getroffen dan het deel in Elsene.

Heeft de gemeente advies uitgebracht over dit project ? Is zij geraadpleegd ? Had het openbaar onderzoek niet in beide gemeentes moeten plaatsvinden, al dan niet gezamenlijk ?

Schepen Biermann antwoordt dat de gemeente Ukkel inderdaad was geraadpleegd over dit dossier.

Voor de 4de versie van dit project is er een overlegcommissie, waarvoor de gemeente Elsene een uitnodiging heeft gestuurd naar de vertegenwoordigers van de gemeente Ukkel, zoals zij dat systematisch doet.

Tot op heden hebben beide gemeentes steeds ongunstige adviezen uitgebracht.

De volgende vergadering van de overlegcommissie vindt plaats op 30 november.

Volgens de schepen zijn de laatste wijzigingen in het project niet voldoende om het advies van de gemeente Ukkel te veranderen.

In feite is het project veel te groot voor de capaciteiten van de wijk, vooral in de zijstraten, wat betreft dieptes, bouwhoogtes enz.

De h. De Bock merkt op dat dit dossier in geen enkele zitting van de gemeenteraad ter sprake is gekomen.

Aangezien door de opeenvolging van openbare onderzoeken niet alle gemeenteraadsleden zich de status van dit dossier kunnen herinneren, zou het gepast zijn het laatste advies van de gemeente aan de gehele gemeenteraad mee te delen.

De Raad neemt kennis.

24.11.2022/A/0085

Question orale de M. De Bock : le coût du site internet de la commune d'Uccle et de sa traduction en français/néerlandais.

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de kosten van de website van de gemeente Ukkel en de vertaling ervan in het Frans/Nederlands.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Question orale de M. De Bock : le coût de la réalisation et distribution toutes-boîtes de la brochure relative au budget participatif.

M. De Bock souhaiterait connaître le montant engagé pour la réalisation du flyer relatif au budget participatif ainsi que le nombre d'exemplaires réalisés, l'identité de l'ensemble des prestataires et le coût des différentes prestations (notamment le graphisme, l'impression, la distribution).

Mme l'Echevine Ledan précise que la communication est un levier indispensable pour ce type de processus participatif.

Dans le cadre de l'édition 2022, 47.500 brochures ont été réalisées : 45.000 unités pour la distribution toutes-boîtes et 2.500 pour la distribution aux porteurs de projets pour les différents stands d'informations ou bâtiments communaux.

Il s'agit d'une brochure bilingue de 12 pages couleur au format A5 recto-verso, annonçant la phase de vote et présentant la description et le budget de chaque projet, un visuel spécifique ainsi qu'un bulletin de vote.

Les montants suivants ont été engagés : 1.052,70 € pour la mise en page, 4.447,76 € (TVAC) pour l'impression, 1.913,63 € (TVAC) pour la diffusion, soit un total de 7414,09 €.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de kosten van de productie en de verspreiding van de brochure over de participatieve begroting in alle brievenbussen.

De h. De Bock vraagt hoeveel geld er is besteed aan de productie van de flyer voor het participatief budget, hoeveel exemplaren er zijn geproduceerd, wie alle dienstverleners zijn en wat de kosten van de verschillende diensten zijn (met name grafische vormgeving, drukwerk en distributie).

Schepen Ledan verduidelijkt dat communicatie een essentiële hefboom voor inspraak is.

Voor de editie 2022 werden 47.500 brochures geproduceerd: 45.000 stuks voor huis-aan-huisberichten en 2.500 voor verspreiding onder projectleiders in de verschillende infostands of gemeentegebouwen.

Het is een tweetalige kleurenbrochure van 12 bladzijden in A5-formaat recto verso, waarin de stemfase wordt aangekondigd en de beschrijving en het budget van elk project, een specifiek beeld en een stemformulier worden gepresenteerd.

De volgende bedragen werden vastgelegd: € 1.052,70 opmaak, € 4.447,76 (incl. btw) drukwerk, € 1.913,63 (incl. btw) distributie, ofwel in totaal € 7.414,09.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:10
Opheffing van de zitting om 23:10

Le Secrétaire communal adjoint f.f.
De wnd. adjunct-gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Aron Misra

Aleksandra Kokaj